

france forum

- *Notre Colloque : Culture et Démocratie aujourd'hui*
- *Beaux-Arts et nouvelles formes de culture*
- *La culture, l'État, la société*
- *L'entreprise et l'État*
- *Actualités politiques, économiques et sociales*
- *Arts et lettres*
- *Aron, Sartre et Mounier*

Jacques THUILLIER - Jean-Claude LAMBERTI - Pierre VAISSE - Jacques LESOURNE - Jean-Loup TOURNIER - François BOURRICAUD - Bernard STASI - Michel GUY - René REMOND - Jean-Marie DOMENACH - Raymond BARRE - Maurice BLIN - Marc FUMAROLI - Étienne BORNE - Michel DRANCOURT - Jean BOISSONNAT - François FEJTO - Philippe SENART - Yvan CHRIST - Jean Louis PRAT.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel 100 F

Abonnement de soutien 120 F

Sommaire **219-220**

Avril - Juin 1985

25 F

COLLOQUE FRANCE-FORUM

CULTURE ET DÉMOCRATIE AUJOURD'HUI p. 2

BEAUX ARTS ET NOUVELLES FORMES DE CULTURE p. 3

Présidence de Jacques THUILLIER.

Rapport de Jean-Claude LAMBERTI.

Communications de Pierre VAISSE - Jacques LESOURNE - Jean-Loup TOURNIER - François BOURRICAUD.

Interventions de Charles DELAMARE - Bernard STASI - Michel GUY - Mme PRUD'HOMME - Joseph MACE-SCARON - Jean-Louis LANGLAIS - Avigdor ARIKHA - Henri BOURBON - René GACHET - Mme DUBREUIL.

LA CULTURE, L'ÉTAT, LA SOCIÉTÉ p. 29

Présidence de René REMOND.

Rapport de Jean-Marie DOMENACH.

Communications de Maurice BLIN - Marc FUMAROLI - Étienne BORNE - Raymond BARRE.

Interventions de Henri MERCILLON - René FOCH - Jérôme SERRI - Louis ALBOU - Henri BOURBON - Jacques MALLET - Michel DEBOST - André DANZIN - René PUCHEU - François BAYROU.

DOSSIERS ET ÉTUDES

LA SÉPARATION DE L'ENTREPRISE ET DE L'ÉTAT

PAR MICHEL DRANCOURT p. 58

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT p.60

ARTS ET LETTRES

LA VIE LITTÉRAIRE

PAR PHILIPPE SENART p. 66

UN PATRIMOINE AUX ABOIS

PAR YVAN CHRIST p. 73

L'AVANT-GARDE EN HONGRIE, 1910-1930

PAR FRANÇOIS FEJTO p. 76

PIET MONDRIAN (1872-1944)

PAR JEAN-LOUIS PRAT p. 78

NOTES DE LECTURE

LA POURSUITE DE L'ESSENTIEL DE JEAN ONIMUS

PAR JEAN TEITGEN p. 81

L'ALTERNANCE TRANQUILLE DE LIONEL STOLERU

PAR NICOLAS PERNOT p. 82

L'ABIME 1939-1945 DE JEAN-BAPTISTE DUROSSELLE

PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 83

LA FRANCE QUAND MEME DE MICHEL CICUREL

PAR ANNE-MARIE LAUDAUDEN p. 84

M. de V. DE GEORGES SONNIER

PAR MARIANE LETONDAL p. 85

REVUE DES LIVRES ÉTRANGERS

LA POLITIQUE DE DÉFENSE

PAR BENOIT VERMANDER p. 86

PROPOS DU TEMPS

ARON, SARTRE ET MOUNIER

PAR ETIENNE BORNE p. 90

CULTURE ET DÉMOCRATIE AUJOURD'HUI

"France Forum" a organisé les 10 et 11 janvier 1985 à la salle Médicis du Sénat un colloque sur le thème "Culture et démocratie aujourd'hui". Ce colloque réunissait de nombreux universitaires, des créateurs, des artistes, des intellectuels, des responsables politiques et culturels, des journalistes. Il s'agissait de réfléchir, sans arrière-pensées idéologiques, aux rapports que peuvent entretenir la culture et la politique, la culture, l'Etat et la société en démocratie. Ce colloque constituait en quelque sorte une interrogation et une recherche sur le contenu et le sens que peuvent se donner réciproquement culture et démocratie dans une civilisation qui se veut de liberté.

*
* *

Le colloque s'est déroulé en quatre séances de travail, selon le programme ci-après :

Jeudi 10 janvier à 9 h 15

. Beaux-arts et nouvelles formes de culture

Présidence : Jacques Thuillier, professeur au Collège de France.

Rapport de Jean Claude Lamberti, professeur à l'Université de Paris-V-Sorbonne.

Communications de François Bourricaud, professeur à l'Université de Paris-IV-Sorbonne ; de Jacques Lesourne, professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers ; de Pierre Vaisse, professeur à l'Université de Paris-X-Nanterre ; de Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM, président des Jeunesses Musicales de France.

Jeudi 10 janvier à 14 h 30

. Les conditions actuelles de la création

Présidence : Michel Guy, ancien ministre.

Rapport de Jean-Pierre Bady, conseiller à la Cour des Comptes suivi d'une table ronde sur les conditions actuelles de la création artistique et littéraire à laquelle ont participé : Olivier Debré, François Nourissier, Jean Nouvel, Jean-Louis Prat, Paul Vecchiali, Jean-Pierre Vincent et Iannis Xénakis.

Vendredi 11 janvier à 9 h 30

. Perspectives de la décentralisation

Présidence : Maurice Ulrich, conseiller d'Etat.

Exposés de Dominique Baudis, Maire de Toulouse et de Jean Charbonnel, Maire de Brive, suivis de témoignages de Jean Bousquet, Maire de Nîmes ; Jean-Pierre Camoin, Maire d'Arles ; Jacques Douffiagues, Maire d'Orléans ; Bernard Bosson, Maire d'Annecy ; Jacques

Barrot, Président du Conseil Général de la Haute-Loire ; Jean-Paul Fuchs, Député et Adjoint au Maire de Colmar ; André Mure, Adjoint au Maire de Lyon ; François Gorge, Adjoint au Maire de Rouen.

Communication sur le mécénat par Jean Salvanès, membre du Conseil Economique et Social.

Vendredi 11 janvier à 14 h 30

. La culture, l'Etat, la société

Présidence : René Rémond, Président de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Rapport de Jean-Marie Domenach, ancien directeur de la revue "Esprit", professeur à l'Ecole Polytechnique.

Communications de Raymond Barre, ancien Premier Ministre ; Maurice Blin, sénateur, agrégé de l'Université ; Etienne Borne, Inspecteur général honoraire de l'Education Nationale ; Marc Fumaroli, professeur à l'Université de Paris-IV-Sorbonne.

Chaque séance s'est terminée sur un large débat avec les participants au colloque.

Une réception offerte par le Président du Sénat, M. Alain Poher, dans les salons René Coty, clôtura le colloque.

*
* *

Nous présentons dans le présent cahier le compte-rendu des séances du jeudi 10 janvier au matin et du vendredi 11 janvier après-midi.

Nous publierons dans notre prochain numéro de juillet le compte-rendu de la séance du vendredi 11 janvier matin consacrée à la décentralisation culturelle et dans notre numéro de rentrée après les vacances, celui de la séance du jeudi 10 janvier après-midi consacrée aux conditions actuelles de la création.

BEAUX ARTS ET NOUVELLES FORMES DE CULTURE

Jacques THUILLIER

Mesdames, Messieurs,

Mon propos peut se résumer en trois points : une politique culturelle est nécessaire ; or il n'existe pas de politique culturelle disponible, et le moment est venu d'en imaginer une. Peut-être ne verra-t-on là que trois banalités réunies en syllogisme : mais il n'est pas inutile d'ouvrir un colloque en rappelant quelques évidences. Qui accepte de parler en premier sait d'avance la tâche ingrate qui l'attend.

*
* *

Une politique culturelle est nécessaire ? Oui, et dans tous les domaines.

La chose va peut-être moins de soi qu'il n'y paraît d'abord. Un des principes du libéralisme est de penser qu'il faut beaucoup confier à l'initiative individuelle et limiter les interventions de l'Etat. En quelque domaine qu'on envisage la culture, on la trouve rebelle à toute directive, incapable de supporter la moindre planification. Pourquoi l'Etat interviendrait-il dans ce qui est par excellence affaire de l'individu et lieu de la liberté ? Pourquoi ne pas s'en remettre au jeu naturel des forces créatrices ?

Il est certain que la culture est une plante particulièrement sensible, et qui craint les attouchements indiscrets. Mais c'est aussi une plante qui ne pousse pas à l'état sauvage et ne supporte pas l'abandon, une plante (son nom même le suggère) qui exige un terrain préparé et un climat surveillé. Il serait facile de multiplier ici les exem-

ples, à propos des arts les plus divers, dans le passé comme dans le présent. Parlera-t-on d'urbanisme ? Les villes sont confortables et belles là où les règlements sont forts. Ce n'est pas le hasard des initiatives individuelles et des investissements immobiliers qui a créé la Grand'rue de Berne au Moyen âge ou la rue de Rivoli au siècle dernier : mais des servitudes strictes, c'est-à-dire une politique de l'urbanisme. Et il suffit de visiter les villes américaines, si riches en bâtiments admirables, pour voir à quel gâchis peut mener une certaine conception de la liberté. Faut-il aussi l'exemple des théâtres lyriques ? Aucun n'a jamais vécu de ses recettes, et pour organiser les spectacles et susciter la création il a fallu de tout temps des subventions - royales, princières ou municipales -, ou du moins des ressources affectées...

Certes, dans le passé, une part importante pouvait être laissée au mécénat privé, au moins quant au problème des finances. Mais ce mécénat supposait de très grandes fortunes. A partir du moment où l'Etat décide de ne pas les favoriser - que ce soit sous le règne de Louis XIV ou de notre temps -, l'Etat, roi ou république, doit reprendre le mécénat à son compte. Dans le domaine de la culture, son refus d'assumer des responsabilités ne peut passer pour simple neutralité et confiance dans le génie de la nation : c'est une politique d'abandon, soit certainement la plus mauvaise des politiques.

*
* *

Il faut donc une politique. Ce qui peut cependant inquiéter de bons esprits, c'est l'exemple des politiques culturelles menées dans certains pays naguère et de nos

Jacques Thuillier

jours. Nous nous souvenons d'un temps où le mot "culture" était honni : car il s'écrivait Kultur et signifiait Diktat. Il a fallu Malraux pour nous rendre ce mot nettoyé et purifié. A-t-il perdu tout relent ? Il ne serait pas très difficile d'y dénoncer la trace des divers socialismes, depuis les socialismes utopistes du XIX^e siècle jusqu'aux socialismes réalistes du XX^e. Les premiers lui ont légué cette tradition d'apostolat naïf et de touchante inefficacité qui peut à bon droit irriter, et qui indispose les créateurs non moins que les gouvernants. D'autre part la manière dont aujourd'hui même certains Etats s'efforcent d'imposer une marque doctrinale à la moindre manifestation intellectuelle ou artistique au nom de la "Culture du peuple" peut assurément faire peur.

Mais est-il besoin de quitter l'Europe de l'Ouest ? Depuis longtemps, en France même, on proclame que la "gauche" seule a mené et peut mener une politique culturelle, qu'il n'y a de culture et de politique culturelle envisageable qu'à l'intérieur d'une idéologie de "gauche". Il faudrait sur ce point dénoncer une véritable falsification de l'histoire. Tout progrès de la culture est présenté comme fruit du socialisme ; toute création est vaille que vaille attribuée à une "avant-garde", et toute "avant-garde" liée à des doctrines politiques baptisées "de gauche". Il serait facile de le montrer même pour le XVII^e siècle, où l'on a réussi à rattacher les principales manifestations intellectuelles aux "classes montantes"... Mais le point extrême a sans doute été touché avec le XIX^e siècle, et surtout avec l'Impressionnisme. Les affinités d'un Degas, vrai génie, sont considérées comme sans valeur ; au contraire les attaches de Pissarro avec le

socialisme et l'anarchisme colorent tout le groupe. Une sorte de dogme s'est instauré, qui fait de l'Impressionnisme une "insurrection artistique" (alors qu'il est l'aboutissement d'une évolution séculaire...) et le rattache explicitement à l'insurrection de la Commune (dont pourtant la grande majorité des artistes eut horreur...). Par un tour de prestidigitation surprenant, cet art qui refuse de parler du peuple, comme l'avaient fait Daumier ou le grand Millet, qui célèbre les valeurs les plus rassurantes, le charme de la nature ensoleillée, l'amour, les jardins fleuris et les parties de canot sur la Marne, en un mot tout l'idéal du rentier "louis-philippard", se voit lié idéologiquement au grand mouvement révolutionnaire international. Et longtemps personne n'a élevé là moindre objection...

Malheureusement il est plus facile de récrire l'histoire que de diriger le présent. Les efforts de la "gauche" pour monopoliser la culture ont en grande partie réussi ; ses efforts pour la gérer ont échoué. Les conceptions de la "gauche" ont été acceptées, tête baissée, par tous, y compris les gouvernements dits "de droite", qui se sont contentés de les adapter plus ou moins superficiellement. Aucune tentative sérieuse n'a été faite pour en imaginer d'autres, pour dégager des lignes d'action différentes. Or les politiques culturelles menées depuis quarante ans ont montré leur faiblesse, et la fausseté de leurs prémices. Définir une politique nouvelle, fondée sur des bases solides et cohérentes : telle est la tâche qui semble la plus urgente aujourd'hui.

*
**

Non par occasion : mais par nécessité d'ordre historique. On constate en ce moment une sorte de vide. Tout continue, mais sans conviction et sans effet, comme par la force du mouvement acquis.

Comment sommes-nous arrivés là, et par quelle conjonction de circonstances qu'on ne prévoyait pas ? Il y a d'abord la chute brutale des dogmatismes de tout ordre qui est le phénomène capital des dernières années. Des doctrines comme le marxisme ou la psychanalyse avaient si fort revendiqué le statut de vérités scientifiques qu'elles l'avaient presque obtenu, et qu'on les avait vues se glisser jusqu'à l'intérieur de l'Université, de l'Eglise ; elles se sont brusquement lézardées, révélant un échafaudage intérieur artificiel et caduc. Il y a, parallèlement, le désarroi actuel des arts, qu'une succession précipitée d'avant-gardes a conduit à un point limite. Le croisement des langages, où se rencontrent aussi bien le gestuel que le figuratif à la Balthus, où le "minimal art" côtoie le néo-expressionnisme, montre assez que personne parmi les jeunes peintres ou sculpteurs ne sait plus bien ce qu'il doit dire ni comment le dire. Pour l'art de bâtir, par nature le plus directement lié aux décisions politiques, à chaque nouvelle "affaire", hier celle des Halles, aujourd'hui celle du Grand Louvre, ou les tristes vicissitudes du Marché Saint-Germain, s'accusent l'incertitude des

architectes, impuissants à trouver des solutions, la légèreté d'une critique sans science ni conscience, et les contradictions de responsables pris de court et d'un public désorienté.

Ce vide peut être celui du terrain où s'accumulent les décombres. Il peut aussi n'être que la place nette pour une brillante reconstruction. Les années qui viennent en décideront. Tout dépendra, certes, de l'apparition ou de l'absence de ces grands créateurs qui modèlent et animent une époque. Mais nous avons dit qu'ils n'apparaissent pas au hasard et sans qu'on leur ménage des circonstances favorables. Tout est aussi suspendu à l'existence ou au défaut d'une politique culturelle consciente et ferme.

Politique appliquée à tous les domaines, ou choix d'actions privilégiées ? Politique touchant à tous les arts, ou s'adressant d'abord aux arts vivants, ceux qui peuvent encore renouveler la pensée par l'évolution de leur langage, comme l'architecture, le cinéma ou la télévision ? Politique visant par priorité à satisfaire les besoins et les exigences du public, ou plutôt à favoriser les créateurs et à former la sensibilité de l'enfant ? S'agira-t-il de la culture des masses, ou de la culture du citoyen ? Et que désigne ce mot de culture ? Ce qui est, ou ce qui mérite d'être ? La bande dessinée, ou Bonnard et Balthus ? Les goûts rétrogrades du public tels que les présentent les sondages, ou une sorte de ligne idéale dont il faudrait se rapprocher ? Nous voici déjà au bord de la question fondamentale : peut-il y avoir une culture, et une politique de la culture, sans des valeurs, et sans la croyance à des valeurs ?

Force est bien de poser toutes ces questions. Et peut-être aurais-je envie d'esquisser des réponses. Mais le privilège d'avoir pris la parole le premier m'impose à présent le devoir d'écouter les autres...

RAPPORT

Jean-Claude LAMBERTI

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Mon sujet est vaste et multiforme. Sur ce thème des Beaux-Arts aux nouvelles formes de la culture, je suis sûr d'être incomplet et sur beaucoup de points trop schématique. Je tâcherai du moins d'être clair.

Je présenterai mes remarques dans une perspective institutionnelle, en me limitant en gros à la période qui va des Beaux Arts de la III^e République à nos jours. Les deux pôles de mon rapport sont imposés par mon sujet. Au terme, nous trouverons les nouvelles formes de la culture et au départ, son institutionnalisation progressive du classique secrétariat aux Beaux-Arts jusqu'à la création du ministère des Affaires culturelles.

Mais entre ces deux termes, il m'a semblé qu'il y avait place pour une réflexion sur ce que j'appellerai les contradictions culturelles de la démocratie.

Dans chacune des trois parties de mon exposé, je suivrai exactement le même ordre méthodique : partir des faits, d'une situation donnée, en premier lieu, montrer ensuite la politique qui est conçue pour répondre aux demandes réelles ou supposées et évaluer enfin les résultats de cette politique et les réponses de la société.

Jean-Claude Lamberti

DES BEAUX ARTS A L'INSTITUTION DE LA CULTURE

Les Beaux Arts se définissent traditionnellement comme les arts qui ont pour objet la représentation du beau. La notion de culture est plus large et le mot ne devient d'usage courant que dans les années 50. Mais depuis la Renaissance, on assiste à l'invention progressive de l'idée de culture, qui conquiert son autonomie peu à peu par une série de séparations qui l'éloignent de plus en plus de la culture des clercs.

L'humanisme de la Renaissance marque une étape décisive dans l'exaltation de l'individu et de l'artiste. Mais la culture, à l'âge classique, garde encore une triple réalité : individuelle, collective et sacrée, comme le montre, par exemple, la définition de Puffendorf. "La culture, écrit-il, permet à chacun d'accéder à une vie vraiment humaine, grâce aux concours, aux travaux et aux découvertes des autres hommes, mais aussi grâce à l'effort et à la réflexion personnelle de chacun, ou encore grâce à l'inspiration divine".

Dès le XVIII^e siècle, cependant, la sécularisation est assez marquée pour que l'on puisse observer la mort de la métaphysique et les progrès dans la séparation de l'éthique et de la culture.

Au XIX^e siècle, le caractère historique de la culture s'accroît et la connaissance des chefs-d'œuvre tend à remplacer la participation à l'œuvre créatrice. Des institutions, nouvelles ou renouvelées, se mettent en place parallèlement à ce processus de séparation et d'autonomisation progressives, les bibliothèques et les musées d'abord, l'école obligatoire et les universités ensuite.

Ce processus est commun à toutes les sociétés occidentales, mais il s'effectue par des voies diverses selon les pays et il me semble intéressant d'introduire dans mon propos, même succinctement, une dimension comparative. Partout les valeurs dominantes de la culture divergent de celles sur lesquelles se fondent les sociétés industrielles. Daniel Bell a fortement souligné ce point après Schumpeter, mais en France la tendance à l'utopie est plus forte qu'aux Etats-Unis, et l'avant-garde artistique s'associe volontiers aux forces révolutionnaires.

Au début de la période qui nous intéresse c'est-à-dire de la III^e République, les modèles culturels français et américains se distinguent aisément : modèles encore aristocratiques ou du moins élitaires et centralisés en France, modèles démocratiques et décentralisés en Amérique.

En France, l'institution de la culture acquiert de nouveaux caractères à chaque grande crise politique. L'affaire Dreyfus accroît le rôle des intellectuels et le Front populaire les rassemble dans la lutte anti-fasciste. Peu après la Libération, le Théâtre National Populaire verra le jour. La V^e République enfin crée un Ministère pour la Culture et Malraux prendra sa direction, sans renier l'idéal d'éducation populaire de sa jeunesse. A l'époque du Front populaire il était, ne l'oublions pas, membre d'une association qui s'appelait "Maisons de la Culture". Lorsqu'il devient Ministre, les postes de télévision se multiplient en France et l'opposition de la culture élitiste et de la culture de masse est dans sa phase aiguë. Voyons dans ces conditions comment s'effectue la création du ministère.

Le décret du 24 janvier 1959 donne pour mission au ministère des Affaires culturelles "de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité et d'abord de la France au plus grand nombre des Français, d'assurer la plus vaste audience du patrimoine culturel et de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit qui l'enrichissent."

Paradoxalement, ce Ministre écrivain n'aura pas à s'occuper du livre, et c'est seulement en 1976 que la Direction du Livre sera créée par Michel Guy.

La compétence du ministère au début s'étend à la fois aux beaux-arts et au cinéma. Il réunit donc pour la première fois les beaux-arts à une nouvelle forme de culture considérée selon les cas comme une forme d'art ou comme le véhicule le plus puissant de la culture de masse, du moins de 1920 à 1950.

Le nouveau ministère semble aussi avoir hérité de la doctrine de Jeanne Laurent, favorable à l'action culturelle par le théâtre. Dans son livre de 1955, "La République et les Beaux Arts", elle cite une affirmation de Paul Boncour écrite en 1912, "c'est par le théâtre qu'il faut commencer, parce qu'il est l'art collectif par excellence et le plus accessible à la foule".

Toute la doctrine de Jeanne Laurent reposait sur une critique très vive de la politique artistique de la III^e République. Sur ce point, je n'insisterai pas car Pierre Vaisse l'évoquera tout à l'heure avec infiniment plus de compétence que je ne saurais le faire.

A mon sens, le théâtre des années 60 n'avait plus les qualités que lui prêtait Paul Boncour en 1912 et je regrette pour ma part que le ministère n'ait pas commencé par le livre ou la lecture publique.

Dans son action, Malraux s'est toujours inspiré de quelques idées forces. Il a défendu une conception œcuménique de la culture, conçue comme un moyen de communion capable de transcender toutes les différences, d'origine, d'éducation, d'opinion. Les maisons de la culture devaient être, selon ses termes, "les cathédrales du XX^e siècle" et l'Etat le garant de la rencontre de l'universel.

En de nombreuses occasions et notamment lors du débat budgétaire de 1966, il a pris pour modèle Jules Ferry. "Le problème, déclarait-il, est de faire pour la culture ce que la III^e République a fait pour l'enseignement. Chaque enfant de France a droit au tableau, au théâtre, au cinéma comme à l'alphabet". La démocratisation culturelle, ainsi conçue, devint donc un objectif majeur du ministère.

Malraux était grand, mais s'est heurté à de grands obstacles. Toutes ses idées présupposaient en dernière analyse, la stabilité de l'humanisme de la Renaissance, et son action va se développer dans un milieu dont les caractères fondamentaux marquent ce que j'appellerai la fin de la Renaissance.

En premier lieu, la Renaissance était un humanisme et la haute intelligentsia française va opposer à Malraux le thème de la mort de l'homme. Foucault, Althusser, Lacan, Barthes s'y rallient tous, mais les racines les plus lointaines de cette idée se trouvent chez Marx et chez Freud.

Deuxième aspect de cette fin de la Renaissance, la fin de ce que Mac Luhan a appelé "la galaxie Gutenberg", l'industrialisation de la culture et le brassage médiatique conduisant au primat de l'audiovisuel. En même temps, s'affirme un déclin sensible de l'Europe, qui semble tarir certaines sources créatrices.

Mais la nouveauté la plus inquiétante est la fin de l'admiration pour les grandes œuvres du passé, sentiment si caractéristique de la Renaissance et de l'âge classique. On voit même apparaître une certaine incompréhension de ce qu'est une œuvre et de ce qu'elle exige. Au travail, à la patience, à l'achèvement de l'œuvre, le

grand public préfère de plus en plus la créativité spontanée et se laisse séduire par l'affirmation d'Emerson, "chaque homme peut être un artiste". De plus, l'attitude des plus grands créateurs eux-mêmes encourage un certain mépris du passé. Pour Baudelaire déjà, le beau est inséparable de la modernité et Rimbaud n'hésitera pas à affirmer "qu'il faut absolument être moderne". Mais le XX^e siècle ira toujours plus loin en ce sens.

Le manifeste futuriste oppose la magnificence radieuse du futur à la religion fanatique du passé. L'idée impressionna fort Apollinaire en particulier. Elle trouve de nombreux échos dans son œuvre et oriente sa conception de l'artiste. Je lis, par exemple, ceci dans "La jolie rousse": "Pitié pour nous qui combattons toujours aux frontières de l'illimité et de l'avenir".

Remarquons cependant que si l'avant-garde ne veut pas considérer la tradition continue des arts, elle ne refuse pas pour autant tout apport du passé. Le modernisme s'allie fort bien au primitivisme, comme on le voit par exemple chez Gauguin ou chez Dubuffet. L'art d'Océanie et l'art africain, mais aussi les œuvres des enfants et celles des fous deviennent de nouvelles sources d'inspiration. L'héritage de la Renaissance et de l'âge classique, l'héritage occidental semblent de plus en plus s'éloigner de l'art vivant. Nous saisissons déjà là le passage des beaux-arts à de nouvelles formes de la culture.

La liberté artistique n'est plus dans l'enrichissement de la tradition mais dans la rupture, l'invention absolue, le pouvoir souverain de créer et d'organiser les formes. Comment expliquer que l'individualisme de l'artiste toujours plus affirmé depuis la Renaissance soit allé jusqu'à des conséquences aussi révolutionnaires?

Pierre Francastel a voulu montrer que, du Quattrocento au Cubisme, l'évolution de la peinture était liée à celle de la technique. Pierre Bourdieu, de son côté, a montré que l'institution du marché artistique, en émancipant l'artiste du mécénat, lui permet d'affirmer plus complètement son autonomie créatrice. Ces explications ont leur prix mais semblent à la fois trop générales et insuffisantes. Il est clair, par exemple, que la logique d'un marché de grand public indifférencié peut conduire au conformisme, et que, si certaines formes de marché rendent possible la création libre, elles ne déterminent pas pour autant l'exigence d'une rupture innovatrice sans fin. Il faudrait ici rappeler la théorie des trois marchés des produits intellectuels élaborée par Raymond Boudon et François Bourricaud, et à leur suite, il faudrait montrer comment l'inflation culturelle a déréglé leurs relations. Mais j'aurais mauvaise grâce à exposer ici les lignes générales d'une théorie fort connue et je serais encore plus mal venu en essayant de l'adapter devant eux au sujet du jour. Le vœu de tous, j'en suis sûr, est d'entendre sur ce point François Bourricaud lui-même.

La technique et l'économie fournissent seulement un ensemble de contraintes qui délimitent les possibles mais ne déterminent pas l'orientation du créateur. La compétition des artistes peut stimuler la recherche de l'origina-

lité mais elle ne suffit pas à expliquer la volonté de rupture qui dynamise l'art du XX^e siècle. C'est la nature même de l'individualisme qui entretient une dévalorisation permanente de la tradition. Le modernisme artistique est en dernier ressort un produit de la société démocratique, dans laquelle l'individu se perçoit comme source et comme fin suffisante de l'action et de la pensée. Gilles Lipovetski a montré récemment dans un brillant essai intitulé "*L'ère du vide*", que le modernisme des créateurs est l'expression dans le domaine artistique de l'individualisme extrême. Mais Tocqueville l'avait dit avant lui. "La démocratie, écrivait-il, qui ferme le passé à la poésie, lui ouvre l'avenir". Il avait montré que l'individualisme, phénomène démocratique, prend une forme extrême pendant et après les révolutions, ou les périodes de démocratisation rapide. Ne nous étonnons donc pas que les grandes ruptures esthétiques se soient situées dans la vieille Europe et notamment à Paris, et constatons qu'aujourd'hui la différence entre l'art américain et l'art européen s'atténue.

Mais les artistes qui affirment de la façon la plus personnelle leur autonomie créatrice prennent le risque d'aller à l'encontre des critères du public et d'être ignorés, au moins pour un temps. Dans ces conditions, on comprend qu'il n'était pas facile dans les années 60 de mener à la fois une politique d'aide à la création et une politique de démocratisation culturelle.

LES CENT RADIATIONS CULTURELLES DE LA DEMOCRATIE

L'échec de la politique de la démocratisation culturelle est au cœur des contradictions culturelles que nous allons examiner maintenant. La doctrine de Malraux lui-même semble avoir évolué et l'on peut percevoir un certain doute dans le discours d'inauguration de la maison de la culture de Grenoble en février 1968 lorsqu'il évoque "une des plus profondes confrontations qu'ait connues l'histoire de l'esprit, celle de la culture pour tous avec la culture pour chacun".

Quelques mois plus tard, la mise en question de Jean Vilar par les jeunes contestataires d'Avignon révèle les limites de l'action culturelle basée sur le théâtre populaire.

Les études les plus récentes montrent que les ouvriers ne cherchent pas et refusent même de devenir de simples consommateurs de ce type de culture. "Ce n'est pas pour nous" déclarent les ouvriers de la Française de Mécanique interrogés par Pierre Belleville. Leur demande la plus spécifique porte sur ce que Belleville appelle "les pratiques du faire", c'est-à-dire des pratiques concrètes, des loisirs qui ont un côté actif et utilitaire. Dumazedier, ancien militant de l'éducation populaire devenu sociologue, met en question la possibilité même d'une démocratisation culturelle. "Il faudrait, note-il, des moyens matériels et humains très supérieurs", et il reconnaît d'autre part s'être heurté à des difficultés pédagogiques presque insurmontables. Les enquêtes conduites par Pierre Bourdieu conduisent, on le sait, à une conclusion semblable.

Dès lors, faut-il admettre ce diagnostic que la Commission du Bilan formule au terme d'un examen d'ailleurs plutôt favorable ? "Ce qui a manqué, c'est la démocratisation culturelle". Personnellement, je n'en crois rien. Je serai plutôt porté à remettre en question l'adéquation du modèle Jules Ferry. Il est vrai qu'en donnant un livre de français et un livre d'histoire à chaque enfant, l'école républicaine a été un instrument d'intégration ; mais la demande culturelle n'obéit pas de notre temps à un idéal de socialisation ; tout au contraire, la culture d'aujourd'hui suit un processus de différenciation et d'individualisation extrêmes. Une certaine démocratisation culturelle se réalise cependant, mais elle est différente de celle que recherchait le ministère, et se fait selon des voies indépendantes de lui. A la fin, il vient un moment où il faut reconnaître que l'offre institutionnelle va à l'opposé de la demande.

Lorsque Jacques Duhamel reçut la mission presque impossible de diriger la politique culturelle, les milieux artistiques et intellectuels étaient encore échauffés par la flambée contestataire de 1968. Par sa générosité et son sens du dialogue, par sa culture personnelle et l'intuition qu'il avait des problèmes de la création artistique, il sut définir et faire admettre un nouvel équilibre. Il assouplit la politique des maisons de la culture et il voulut, selon son expression, "construire autour des cathédrales beaucoup d'églises de campagne".

La démocratisation de la culture des gens cultivés lui semblait nécessaire mais insuffisante et de faible rendement. Il voulait aussi élever le niveau de la culture moyenne véhiculée par les médias et assurer à tous ce qu'il appelait "le minimum vital en matière culturelle". Il amplifia enfin considérablement l'aide à la création.

La recherche du développement culturel fut une idée neuve des années 70, comme on peut le voir dans les travaux du Plan et dans ceux du Conseil national du Développement culturel que présida Pierre Emmanuel.

Son livre, "Pour une politique de la culture", est séduisant de forme mais son contenu est très décevant. Il propose une utopie de la culture comme un levain du changement social et appelle la France à révéler au monde, je cite, "une avant-garde de ce socialisme à vocation culturelle qui reste à inventer". L'ouvrage est révélateur des illusions familières à ce temps : l'imagination au pouvoir, et l'ignorance volontaire de tous les aspects économiques de la culture. Notons au passage que rien de semblable n'exista aux Etats-Unis à la même époque.

Une nouvelle forme de l'action culturelle, fort à la mode dans les années 70, fut l'animation. Tantôt elle était parée de toutes les vertus, notamment par ceux qui la croyaient capable de conquérir et d'éduquer le non public, voire d'assumer le développement culturel et de transformer les relations sociales, tantôt elle était redoutée comme une forme de subversion particulièrement dangereuse. Illusion dans les deux cas, mais à mon sens plus encore dans le premier que dans le second.

L'étude de Simonnot sur les animateurs socio-

culturels nous montre que dans leur majorité, ils ne sont pas d'origine ouvrière, ce sont surtout des enfants des classes moyennes et de catégorie en forte ascension sociale. Mais leur trajectoire a été fortement marquée par l'échec scolaire et 64 % d'entre eux ont redoublé au moins une fois dans le secondaire ; trois redoublants sur quatre ont redoublé au moins deux fois. Faut-il s'étonner dans ces conditions qu'au lieu de rendre les grands chefs-d'œuvre accessibles au grand nombre, ils les maltraitent, les codent et les décodent, selon la vulgate freudo-marxiste ?

Peut-on maintenant considérer le bilan culturel des années 70 compte tenu des contradictions que nous avons décrites ? Une culture des jeunes apparaît à peu près en même temps dans tous les pays industriels. Elle est à base de musique rock, de bandes dessinées, de deux roues et de voyages. Elle ne doit pas grand-chose au système d'éducation ou à l'action culturelle. Après l'explosion libertaire de 1968, la culture descend dans la rue, les happenings éphémères entretiennent quelque temps l'illusion de la révolution permanente et l'idée demeure que, selon le mot de Proudhon, "l'art est l'avant-garde de la société".

Mais après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, les milieux intellectuels se ferment de plus en plus au marxisme et l'avant-garde esthétique se mêle de moins en moins à l'avant-garde révolutionnaire. On commence à voir que la démocratisation culturelle se fait par le disque et le livre de poche, plus que par l'action du ministère, et que la culture classique, loin d'imposer son modèle et d'étendre son audience, se transmet de plus en plus difficilement, même dans ses formes élémentaires, dans la famille et à l'école.

LES NOUVELLES FORMES DE LA CULTURE

Il est peu probable que se reforme une culture intégrée et reconnue par tous, et nous pouvons observer sous nos yeux les nouvelles formes, plurielles, de la culture.

La chanson apparaît à beaucoup comme un des refuges de la poésie et la bande dessinée fait concurrence, notamment chez les jeunes, à la littérature. Le cirque connaît un regain. Les marionnettes, le théâtre et surtout la littérature pour les enfants se développent. Les formes de la musique se diversifient de plus en plus, et Jean-Loup Tournier nous en parlera tout à l'heure en connaissance.

Pour presque toutes les formes d'art, existent, non plus un public, mais des publics, différenciés par l'âge, le milieu socio-culturel, la résidence, rurale ou citadine, et le niveau de culture artistique. Et en même temps que s'élargissent les marchés de grand public, les cercles de création les plus exigeants se resserrent, se fragmentent et souvent se coupent du public pour ne plus fonctionner qu'en vase clos.

Il n'est plus suffisant aujourd'hui de parler de la cul-

ture au singulier et l'observateur doit analyser des pratiques culturelles de plus en plus diversifiées. La remarquable enquête menée par le Service des études du ministère sur l'évolution des pratiques culturelles des Français de 1973 à 1981, complétée par le dernier sondage Ipsos de septembre 1984, permet de découvrir et d'analyser une véritable mutation. Non seulement la consommation culturelle des Français a plus que doublé de 1960 à 1978, mais leurs pratiques ont sensiblement évolué. Le cinéma et la lecture restent leurs activités culturelles les plus prisées. Certaines évolutions récentes, de 1982 à 1984, vont à l'encontre des tendances longues. Ainsi, par exemple, une certaine remontée du public du théâtre, bien explicable par l'ampleur exceptionnelle des subventions de 1982 et 1983, va à l'opposé de la chute de 50 % en gros du public du théâtre depuis la seconde guerre. Si l'on se limite aux tendances inscrites dans le moyen ou le long terme, on doit noter que les pratiques culturelles à domicile sont les plus fréquentes et les plus répandues, et que les pratiques dominantes sont reliées aux produits des industries culturelles. Les pratiques des sorties sont moins fréquentes et les pratiques amateurs se développent lentement, sauf en ce qui concerne la photographie.

Une comparaison effectuée en mars 1984 montre que les pratiques culturelles des Français sont aujourd'hui assez proches de celles des Américains, à quelques réserves près. Le bricolage, la cuisine, les pièces de théâtre télévisées attirent plus les Français. D'autre part, les pratiques artistiques d'amateurs et notamment la musique, les visites de musées, les sports et les spectacles sportifs sont plus développés aux Etats-Unis.

La transformation des pratiques culturelles françaises s'explique à la fois par des raisons économiques et par l'évolution des mentalités. Le coût des équipements audiovisuels a baissé ou augmenté moins vite que le coût des manifestations culturelles extérieures ; mais surtout les pratiques culturelles obéissent à des recherches de plus en plus individualisées et l'on peut percevoir dans ce domaine une plus grande fragmentation sociale des pratiques, et peut-être un certain déclin de la consommation de masse.

Face à cette situation, si différente de celle qu'a connue Malraux, le ministère prétend aujourd'hui être fidèle à la lettre de sa doctrine qui semble garder sa valeur idéologique, au moment même où elle perd son adéquation aux demandes des Français. Parallèlement, le droit à la différence est proclamé, mais cela conduit surtout en pratique à prendre en considération les cultures des minorités linguistiques et ethniques.

Cependant, les vraies nouveautés sont ailleurs. La création d'une puissante Direction horizontale du Développement culturel introduit un risque permanent de politisation. Quant à la politique des industries culturelles, c'est peut-être l'idée neuve et forte ; mais il serait à la fois prématuré et imprudent d'en juger sur les premières déclarations.

L'action du ministère actuel semble devoir se heurter sur certains points à des conditions défavorables. D'une part, le déclin des grandes idéologies fait apparaître le militantisme culturel comme un archaïsme ou comme un masque de l'action politique ; il est possible, d'autre part, et à mon sens probable, que l'épuisement des avant-gardes prive l'idéologie culturelle d'une de ses plus importantes composantes.

Notons aussi que la mondialisation de certains marchés artistiques limite l'action de l'actuelle administration comme elle limitera celle des ministères ultérieurs.

L'impression dominante est celle de la confusion. L'action culturelle perd son sens lorsque tous les phénomènes culturels semblent également dignes d'intérêt et que disparaissent ou se diluent les jugements de valeur constitutifs de toute vraie culture. Entre les publics et les créateurs, les médiateurs n'ont plus toujours la capacité critique indispensable. Les systèmes de formation dans leur ensemble sont gravement déficients.

Pour l'avenir, ce qui menace le plus l'action culturelle, c'est la crise de la culture générale. Le déclin de ce que l'on appelait autrefois les humanités et l'ignorance croissante de l'histoire laissent un vide qui, pour l'instant, n'est en général comblé que par des substituts idéologiques de qualité douteuse. C'est une grande question de savoir si dans notre monde de plus en plus gouverné par l'évolution scientifique et technique, une nouvelle forme de culture générale, à forte composante scientifique, pourra se dessiner. Mais je me garderai de traiter ce problème devant Jacques Lesourne que ses compétences multiples qualifient mieux que quiconque pour en parler.

*
* *

Voilà que mon rapport s'achève, Monsieur le Président, et il ne m'appartient pas de conclure. Je voudrais seulement faire une dernière remarque en revenant à la comparaison France-Etats-Unis. Au début de la III^e République, le modèle culturel français correspondant aux beaux-arts était encore de type aristocratique et différait sur ce point du modèle américain sensiblement plus démocratique. Aujourd'hui, des deux côtés de l'Atlantique, les nouvelles formes de la culture sont fort semblables. Un corollaire important de cette évolution individualiste et démocratique, c'est qu'aujourd'hui la culture cultivée n'est plus la culture dominante, et, si la notion garde encore un sens, la culture dominante de nos jours est une sorte de culture moyenne, faite d'éléments très hétéroclites ; mais une différence demeure encore, très sensible, entre les modèles culturels français et américain, c'est le rapport à l'Etat mais ceci est une autre affaire, qui sera débattue à d'autres moments de ce colloque.

Pierre VAISSE

Je commencerai par une hypothèse provocante. Imaginons qu'un prochain gouvernement décide de rebaptiser l'actuel ministère de la Culture ministère des Beaux Arts, ou même ministère des Arts et Lettres, comme celui de Maurice Richard dans les derniers mois du Second Empire, en 1870. Vous entendez d'ici les réactions que provoquerait cette mesure, et pourtant, je dirais volontiers qu'il s'agirait d'une mesure de simple bon-sens.

Depuis la définition qu'en donnait Littré, il y a plus d'un siècle, le terme de culture s'est chargé d'acceptions très diverses - sans que je fasse même allusion ici à la coloration politique et idéologique qu'il a prise dans certains pays, et dont parlait il y a un instant le professeur Jacques Thuillier. Malgré leurs différences profondes, les frontières qui les séparent ne sont pas toujours clairement tracées, d'où un risque constant de confusions. Il en résulte que très souvent, les auteurs qui traitent de la culture, ou bien semblent se livrer à un jeu perpétuel sur les sens du mot, ou bien s'efforcent à longueur de pages d'établir des distinctions aussi fragiles que nécessaires.

Pierre Vaisse

Aussi conviendrait-il sans doute, dans un élémentaire souci de rigueur d'esprit, de se mettre à la diète du terme de culture, comme il faudrait se mettre à la diète de celui d'avant-garde. On peut très bien écrire l'histoire de l'art moderne et contemporain sans utiliser le second. Le premier ne paraît pas plus nécessaire, sinon pour désigner l'objet d'une sorte de croyance quasi religieuse, mais

les termes d'arts et lettres correspondent beaucoup mieux au champ d'action du ministère concerné.

S'il en est ainsi, pourquoi le changement de nom a-t-il eu lieu ? Pourquoi est-on passé de l'ancienne direction générale des Beaux-Arts, ou de l'ancien sous-secrétariat aux Beaux Arts, à un Ministère de la Culture ?

L'ancienne direction des Beaux-Arts s'occupait de monuments historiques et de musées, c'est-à-dire en gros de ce qu'on appelle le patrimoine, d'enseignement des beaux-arts, d'aide à la production, c'est-à-dire d'achats et de commandes aux artistes, des conservatoires de musique et d'art dramatique, de l'Opéra de Paris, de la Comédie Française, ... Le champ d'action du ministère actuel s'est élargi, sans doute, et différencié : il a suivi le progrès des techniques de communication. Mais il ne faut pas confondre ces techniques avec le contenu des œuvres : *Carmen* au cinéma, c'est toujours *Carmen*, et Racine en livre de poche reste toujours Racine.

À côté de cet élargissement, très relatif, du champ d'action se manifestent aussi certaines orientations nouvelles, en apparence du moins, car leur nouveauté n'est souvent qu'une illusion née de l'ignorance. La décentralisation, par exemple, occupait déjà l'esprit des responsables il y a près de cent ans. Quant aux centres culturels et aux maisons de la culture où se trouvent réunis, sinon confondus le théâtre, les concerts, les expositions de peinture, l'idée, sous d'autres noms, en a traversé une bonne partie du XIX^e siècle.

C'est ailleurs qu'il faut chercher ce qui a provoqué, ce qu'incarne le changement de nom, le passage des beaux-arts à la culture. La nouveauté réside dans les ambitions, et surtout dans la conception. Pour schématiser à l'extrême, le changement a procédé d'une volonté de rupture avec un monde que l'on rejetait, la culture s'opposant aux beaux-arts comme la modernité au passé, à la tradition, ou comme la démocratisation s'oppose à l'élitisme.

Or cette volonté de rupture, elle existait, tout aussi forte, chez les républicains du XIX^e siècle : rupture avec l'Ancien Régime, rupture avec les régimes monarchiques, royauté ou empire, qui mettaient, du moins le pensaient-ils, l'art au service du souverain, pour son agrément ou pour sa gloire ; volonté de rupture avec les institutions dans lesquelles s'incarnait cette dépendance, cette servilité de l'art, l'ancienne Surintendance des Bâtiments du Roi, puis une administration des beaux-arts intégrée à la Maison du souverain. La véritable rupture, de ce point de vue, c'est en septembre 1870 qu'elle se serait produite, lorsque cette administration fut enfin rattachée au ministère de l'Instruction publique - une mesure désirée depuis longtemps, et qui valait à elle seule tout un programme.

Il conviendrait donc, dans cette optique, de considérer la Troisième République comme le début d'une ère nouvelle. Or elle fait au contraire, chez tous les auteurs ou presque, figure de principale accusée. C'est en réaction contre elle que s'est opérée la rupture, la substitution de la culture aux beaux-arts. Il y a là un paradoxe apparent

dont il faut bien tenter de rendre compte.

*
* *

Constatons d'abord que l'action artistique de la Troisième République est restée, dans ses grandes lignes, très traditionnelle, malgré les principes et les idéaux. Le changement institutionnel, le passage de la Maison de l'empereur à l'Instruction publique, n'a pas bouleversé la direction des Beaux-Arts - peut-être tout simplement parce que dès avant 1870, et depuis longtemps, les beaux-arts ne servaient pas seulement le bon plaisir du souverain ou sa gloire, que depuis longtemps le sens de l'Etat imprégnait la conscience des fonctionnaires, et qu'il n'a fait que se perpétuer. Cette continuité, d'ailleurs, n'a pas été interrompue par la création du ministère de la Culture. Je ne connais pas, par exemple, d'institution plus étroitement attachée, par ses origines, à l'esprit de l'Ancien Régime que celle des manufactures nationales. C'est pourquoi leur existence a été mise en cause, pendant tout le XIX^e siècle, par les républicains conséquents. Aujourd'hui, plus personne n'y songe : elles existent et continuent à exister, de même que l'Académie des Beaux-Arts, plus récente dans sa forme actuelle, mais qui a subi l'assaut de critiques beaucoup plus violentes.

Dans un ouvrage récent, intitulé *L'ordre et l'aventure*, Pierre Daix présente l'action de la Troisième République sous un jour différent. Elle aurait, selon lui, mis en place une administration de l'art qui préfigurerait celle du Troisième Reich ou de la Russie soviétique. Il n'y a pas lieu de s'attarder à cette thèse, qui relève une ignorance qu'on pourrait presque croire volontaire des faits au service d'une conception quasi religieuse de l'art.

Mais les livres qui font autorité en la matière sont ceux de Jeanne Laurent, *La République et les Beaux-Arts*, d'abord, paru en 1955, et, plus récemment, *Arts et Pouvoirs*, qui a reçu la caution d'une édition universitaire. Jeanne Laurent y dénonce la dictature exercée pendant tout le siècle par l'Académie des Beaux-Arts, et en particulier sa toute-puissance sous la Troisième République. Comme d'autres découvrent dans les menées occultes, qui des Jésuites, qui des Francs-Maçons la source de tous les maux de l'histoire, elle discerne partout, avec la pénétration de regard d'un romancier capable de sonder les reins et les cœurs, l'action néfaste de l'Institut. Mieux vaut ne pas insister sur la solidité des preuves qu'elle en donne, ni se demander comment elle a pu passer pour avoir fait œuvre d'historienne.

Dans un ouvrage plus sérieux, *L'Action culturelle des pouvoirs publics*, thèse de droit publiée en 1969, André-Hubert Ménard faisait apparaître le paradoxe dont nous parlions, en présentant l'action de la Troisième République sous le titre suivant : *L'Etat libéral et la culture*, et en expliquant que l'époque s'était distinguée par la dictature de l'Institut. Pourquoi ? parce que le libéralisme des pouvoirs publics, leur volonté de désengagement les avaient alors conduits à confier les affaires de l'art à des

commissions techniques, et que ces commissions étaient tombées sous la domination des membres de l'Académie des Beaux-Arts.

Aussi bien Ménard que Jeanne Laurent dans son premier livre empruntaient leurs arguments à un ouvrage célèbre de Paul Boncour, *Art et Démocratie*, paru en 1912, qui était à l'origine un rapport sur le budget des Beaux-Arts présenté à la Chambre des Députés. Ces rapports parlementaires constituent pour l'historien une source de première importance. Pour les avoir tous consultés de 1871 à 1914, je crois pouvoir dire que celui de Paul Boncour est loin d'être, de ce point de vue, le meilleur ou le plus crédible. Lorsqu'il dénonçait la toute-puissance de l'Institut, en particulier, il reprenait ce qui était alors un argument facile de polémique, un lieu commun de l'éloquence parlementaire, mais il partait en guerre contre des moulins à vent. Ce n'est pas que l'Institut n'ait pas joué un grand rôle dans le cours du XIX^e siècle ; mais en 1912, sa puissance n'était plus guère qu'un souvenir. Il avait perdu pratiquement toute influence, et sur la carrière des artistes, et sur les décisions de l'administration des Beaux-Arts.

L'attitude des pouvoirs publics, bien sûr, ne se modifia pas d'un coup. Au lendemain de la guerre franco-prussienne, monarchistes et vieux républicains se rejoignaient dans l'idée qu'ils se faisaient des devoirs de l'Etat en matière d'art. La défaite étant attribuée au caractère du régime déchu, le besoin se faisait sentir d'un redressement moral du pays. D'où la nécessité pour l'Etat d'encourager le grand art, position proche de la doctrine défendue par l'Académie des Beaux-Arts, laquelle jouissait de plus d'un capital de sympathie pour avoir tenté, en 1863, de résister aux volontés impériales. Mais après 1880, une fois la République affermie sur ses bases, et avec l'avènement progressif d'une nouvelle génération, s'imposent peu à peu le laisser-faire et le principe de non-intervention.

Bien qu'affirmée dans de nombreux textes et par de nombreux responsables, cette conception libérale, dans les deux sens du terme, des rapports entre l'art et les pouvoirs publics ne conduisit pourtant pas ceux-ci à un désengagement total. La Troisième République s'est heurtée dans ce domaine à une contradiction à laquelle il était difficile d'échapper : d'un côté, le libéralisme économique et politique s'unissait au culte grandissant de l'art, hérité du romantisme, pour dissuader de porter atteinte à la liberté des créateurs, de l'autre, le souci de l'instruction publique semblait imposer à l'Etat les mêmes responsabilités en matière d'enseignement des beaux-arts que de lecture et d'écriture ou de sciences naturelles. Ce dilemme donna lieu à de nombreux débats. Certaines voix, par exemple, se firent entendre contre les ateliers créés par la réforme de 1863 à l'Ecole des Beaux-Arts, pour la raison qu'ils faisaient aux ateliers privés une concurrence déloyale. Même Antonin Proust, qui fut ministre des Arts dans le cabinet Gambetta, estimait que l'enseignement des beaux-arts n'était pas l'affaire des pouvoirs publics. Opinion radicale qui ne fut pas suivie

d'effet, mais n'en est pas moins symptomatique d'un état d'esprit disparu depuis lors.

Après les principes, voyons, brièvement, l'action de la Troisième République dans le domaine de l'art contemporain. Il est absurde, en premier lieu, de l'accuser d'avoir mis en place une administration destinée à le tenir en lisière. Bien au contraire, le Parlement voulut réduire le nombre des inspecteurs des Beaux-Arts, parce qu'ils passaient pour les missi dominici du ministre ou du directeur, et qu'on subodorait dans leur fonction un relent d'esprit monarchique. Plusieurs postes furent ainsi supprimés avant qu'on s'aperçoive qu'ils faisaient quand même un travail utile.

Pour l'assister, le gouvernement créa un Conseil supérieur des Beaux-Arts, instance consultative peu à peu gonflée de personnalités politiques, et bientôt privée de toute influence. Il en vint à ne plus se réunir qu'une fois par an, pour décerner le prix du Salon. A côté de lui se formèrent des commissions, des sous-commissions, comme le Comité des Travaux d'art, aux compétences restreintes et variables autant que leur composition. Aucune d'entre elles ne joua jamais un rôle prépondérant. Aucune n'apparaît soumise aux vues de l'Académie des Beaux-Arts, dont les membres, d'ailleurs, ne s'accordaient guère que pour défendre les prérogatives de la compagnie, lorsqu'elles paraissaient menacées.

Il est vrai que dès 1871, la jeune République s'empressa de lui rendre le jugement du prix de Rome, dont l'avait dessaisie la réforme de 1863. Mais elle jouait, dans cette affaire, le rôle de victime, de martyr du régime déchu, ce qui explique peut-être, en partie du moins, la faveur dont elle bénéficia. Ce que les historiens semblent ignorer, par contre, et qui est d'une autre importance, c'est que le prix de Rome avait, déjà, beaucoup perdu de son prestige et de son intérêt. On connaît la réaction du jeune Bastien-Lepage, candidat malheureux, qui s'était présenté pour faire plaisir à ses parents, mais se consolait de son échec en pensant que le séjour romain eût fâcheusement interrompu des débuts prometteurs de portraitiste à la mode. L'optique du gouvernement n'était, bien sûr, pas la même; mais il serait faux de croire qu'il nourrissait envers cette vénérable institution un aveugle respect. Bien au contraire, le marquis de Chennevières, qui fut directeur des Beaux-Arts pendant la République des Ducs, instaura un prix du Salon qui était en fait, personne ne s'y trompa, un contre-prix de Rome. A ce prix s'ajoutèrent bientôt des bourses de voyage; et l'esprit de ces récompenses changea du tout au tout en quelques années. Il ne s'agissait plus d'envoyer de jeunes artistes dans la Ville Eternelle pour qu'ils étudiassent les grands modèles de l'art antique et de la Renaissance, mais de leur permettre de parcourir à leur guise les pays qui les attiraient pour leur pittoresque. On mesure à quel point l'idéal académique était oublié.

L'attitude nouvelle de l'administration face au prix de Rome se traduisit par un fait peu connu, pour ne pas dire totalement méconnu, mais très révélateur: après 1880, aucun lauréat, ou presque, parmi les peintres, ne reçut de

commandes de l'Etat pour la décoration d'édifices publics (il faut en excepter Devambez, chargé d'un travail pour l'ambassade de France à Vienne). Certes, l'Institut avait retrouvé la haute main sur le prix de Rome, mais le prix de Rome n'intéressait plus, ni le public, ni les marchands, ni même l'administration des Beaux-Arts.

Autre point: les Salons annuels, dont on sait l'importance au XX^e siècle dans la vie artistique, et dans la vie mondaine de la capitale. En 1880, l'administration prit brusquement une mesure qui s'imposait depuis longtemps, mais à laquelle rechignaient les artistes: elle leur en abandonna l'organisation. Ils furent alors contraints de fonder une société, la Société des Artistes Français, qui regroupa la plupart d'entre eux. Les statuts en étaient très démocratiques, et si Bouguereau en assura longtemps la présidence, c'est qu'il était apprécié par la majorité de ses membres.

Une scission intervint dix ans plus tard, d'où naquit une société dissidente, la Société Nationale des Beaux-Arts. Son existence posa un problème à l'Etat: devait-il lui reconnaître la même représentativité qu'à la première? En optant pour l'affirmative, il s'engageait sur une voie qui devait bientôt l'amener à placer sur le même plan toutes les associations d'artistes, à reconnaître l'irréductible pluralité du monde de l'art.

Cette reconnaissance officielle eut une conséquence immédiate sur la politique d'achats. Sauf cas très exceptionnels, qui nécessitaient le vote d'une loi spéciale, les acquisitions d'œuvres d'art contemporain se faisaient au Salon: ainsi voulait la tradition, ainsi l'imposait, par sa formulation, l'article correspondant du budget des Beaux-Arts. C'est donc parmi elles que le Musée du Luxembourg choisissait chaque année celles qui paraissaient les meilleures; mais il ne disposait pour d'autres achats que de crédits dérisoires, et cela, même après la création, en 1896, de la Caisse des Musées nationaux. C'est pourquoi les acquisitions d'œuvres d'art contemporain effectuées à l'époque par l'administration ne devraient pas être comparées, comme on le fait souvent, avec celles de l'actuel Musée National d'Art Moderne, mais bien plutôt avec celles de l'ancien C.N.A.C. ou des F.R.A.C.

La scission de 1890 ne concerna pas le fonctionnement du Musée du Luxembourg, mais contraignit à modifier le texte de la loi de finances. Les achats ne pouvaient plus se faire à l'"exposition des artistes vivants", puisque l'Etat reconnaissait la représentativité de deux Salons concurrents: aussi l'expression fut-elle remplacée par celle d'"expositions diverses". C'était la fin d'un privilège. Très rapidement, les sources d'approvisionnement, si l'on ose dire, se diversifièrent. Après 1900, l'administration achetait aussi bien au Salon des Indépendants, puis au Salon d'Automne, et dans les ateliers ou les galeries qu'aux Salons des Artistes Français ou de la Nationale des Beaux Arts. Elle acheta, entre autres, des tableaux à Matisse, des aquarelles à Signac, et plusieurs œuvres à un jeune artiste, Francis Jourdain, qui se montra bien oublieux de ces faveurs (auxquelles la situation

de son père n'était peut-être pas étrangère) lorsqu'il publia en 1949 son pamphlet sur *l'Art officiel de Jules Grévy à Albert Lebrun*. Une expression fit alors fureur dans les déclarations officielles, expression qui ne manque pas de sel, si l'on songe au mode de scrutin en vigueur alors dans les élections législatives : la "proportionnelle de l'art". Incompétent par nature en matière d'art, l'Etat, disait-on, devait soutenir également toutes les tendances en fonction de leur représentativité. Qu'il n'y soit pas parvenu, personne ne le conteste, mais c'était un idéal dépourvu de sens. A une époque d'évolution rapide, où l'esthétique de la peinture connaissait en l'espace de quelques années un bouleversement radical, il faut être ou bien naïf, ou bien prétentieux pour s'indigner que le cubisme n'ait pas été reconnu officiellement dès son apparition. Mais l'aveuglement de l'administration ne fut pourtant pas tel qu'on le prétend d'habitude : dès 1892, avant même le prétendu refus du legs Caillebotte (qui fit en vérité l'objet d'une acceptation immédiate), elle admettait pleinement l'impressionnisme, dont l'exposition centennale de l'art français, en 1900, une exposition officielle, consacra le triomphe.

Cette défense de la Troisième République contre les critiques adressées habituellement à son action en matière d'art contemporain ne doit cependant pas nous faire oublier ses faiblesses, qu'on omet souvent de souligner. La première réside dans l'insuffisance des crédits, et dans la gêne que constituait la réglementation budgétaire : à peu près dépourvu de crédits propres, le Musée du Luxembourg n'a jamais pu se permettre d'avoir une véritable politique d'achats. La seconde tient à l'installation même de ce musée, d'abord dans une aile du palais du Luxembourg, puis dans son orangerie, local provisoire, trop étroit, inadapté à tous égards. Alors que d'autres capitales multipliaient leurs musées (que l'on pense à ceux de Berlin), la seule solution sérieusement envisagée avant 1914 fut de reloger celui du Luxembourg dans l'ancien séminaire Saint-Sulpice désaffecté, et il fallut attendre l'Exposition Universelle de 1937 pour que le Parlement se décide à voter les crédits nécessaires à la construction d'un Musée d'Art Moderne à peu près digne du pays.

*
* *

Tout ce qui précède concerne principalement la peinture, parce que c'est sur ce terrain que se placent les détracteurs de la Troisième République. On passe plus rapidement sur son action dans d'autres domaines, comme la musique ou le théâtre. Disons qu'elle agissait assez peu, que ce soit par principe, par manque d'intérêt ou par une certaine incapacité d'agir. Il est pourtant un point sur lequel il me semble utile d'attirer l'attention, moins, d'ailleurs, en raison des réalisations, là aussi très limitées que de la réflexion théorique qui s'est développée jusque dans les milieux les plus officiels. Je veux parler du problème des arts décoratifs et de l'art appliqué à l'industrie.

Il y a là tout un complexe d'idées difficile à décrire en quelques phrases. Rappelons cependant qu'elles ont constitué le programme d'une école d'art célèbre du XX^e siècle, le *Bauhaus*, qui passe pour avoir été, pendant la République de Weimar, le principal foyer de l'esthétique moderne. Or tous les principes ou presque sur lesquels s'est appuyé son fondateur, le grand architecte Gropius, se trouvent déjà formulés en France, à la fin du XIX^e siècle ou au début du XX^e, entre autre dans des déclarations de parlementaires.

Il s'agit tout d'abord de l'unité de l'art, comprise comme le refus de la hiérarchie, liée à l'essence même de la doctrine académique, entre les arts majeurs, ou beaux-arts, et les arts mineurs, appliqués, entre arts purs d'un côté, artisanat ou esthétique industrielle de l'autre. Cette position s'apparentait au refus, politique, de toute hiérarchie : proclamer l'unité de l'art, de ce point de vue, c'était proclamer la fin de l'Ancien Régime, des castes, des privilèges. Les artisans d'art plongeaient leurs racines dans le peuple : c'était donc revenir au peuple que de les réhabiliter. L'esthétique industrielle, qui est la forme moderne, allait quant à elle permettre d'apporter au peuple d'aujourd'hui la beauté, en transfigurant son cadre de vie. Telles sont en gros les idées que l'on entendit exprimer à la tribune et qu'on rencontre aussi, par exemple, sous la plume d'un critique comme Roger Marx, infuente personnalité de l'administration des Beaux-Arts vers 1900, dans son livre intitulé *l'Art social*.

Fondamentalement, cette position, qui constitue la véritable rupture avec l'académisme, consiste à réhabiliter la main face à l'esprit, ou plus exactement à réaffirmer l'unité de la main et de l'esprit dans la personne humaine (comme leur accord dans la société), tandis que la doctrine académique plaçait le second au-dessus de la première et fondait par là même la hiérarchie entre les arts. Ces considérations peuvent sembler très abstraites, elles n'en sont pas moins liées à certaines mesures concrètes dans le domaine de l'enseignement. Plutôt que de favoriser la prolifération d'artistes incapables de subvenir à leurs besoins, on jugeait préférable d'apprendre aux jeunes un métier d'art, utile à eux-mêmes comme à la société. C'est à cette préoccupation que prétendit répondre, avec l'obligation du dessin dans les classes, la méthode adoptée pour son enseignement, une méthode dont on a dit tant de mal sans en comprendre la raison. Il est vrai que le mythe de la spontanéité n'exerçait pas encore ses ravages.

J'irai plus loin pour conclure. Cette pensée orientait l'art vers un métier, vers un travail, donc vers la *culture*, au sens propre du mot, tandis que la conception qui s'est développée d'elle depuis lors la tire vers les loisirs, l'ameublement du temps libre, la consommation passive. Mais la culture comprise en ce sens, celle dont on est, par exemple, censé s'imprégner lorsqu'on promène son oisiveté par les étages du Centre Pompidou, n'est-elle pas, justement, le contraire de ce que devrait être une culture ?

Jacques LESOURNE

Ingénieur par formation, économiste par métier, prospectiviste par occupation, ce n'est pas sans hésitation que j'ai accepté de venir m'entretenir avec vous des nouvelles dimensions que la science et la technique peuvent donner demain à la culture. Peut-être en prenant cette décision me suis-je rappelé que le premier texte que j'ai jamais publié, à l'aube de mes études supérieures, traitait de l'esthétique dans les Mathématiques.

Il serait vain de tenter d'explorer, en quelques minutes, un aussi vaste domaine. Aussi, me limiterai-je à juxtaposer quelques touches en me demandant successivement :

- Que signifient à terme pour l'homme les transformations qui mûrissent dans le domaine des sciences et des techniques ?

- Comment ces transformations peuvent-elles influencer les deux territoires connexes de la culture et de la création culturelle ?

I

La science actuelle et les techniques qu'elle suscite commencent à modifier sur quatre points essentiels la position de l'homme dans l'univers :

(1) A l'outil qui a été le prolongement de la main de l'homme, à la machine qui a économisé le travail des muscles, à l'imprimerie qui a permis de diffuser le savoir et d'amplifier la mémoire collective, vient s'ajouter désormais le microprocesseur qui, avec la révolution des télécommunications, rend simultanément possible :

- de doter chaque individu d'une immense prothèse intellectuelle,
- de mettre en communication à l'échelle de la planète tous ces binômes d'hommes et d'ordinateurs,
- de faire accéder chacun de ces binômes au savoir de l'humanité organisé dans les banques de données.

C'est tout le rapport de l'homme à son intelligence qui va s'en trouver bouleversé.

(2) Depuis des millénaires, l'individu, né d'un homme et d'une femme, puisait la conviction de son identité dans la double conscience de la continuité de son corps et de la continuité de son psychisme. Chacun de ces éléments est remis en cause par la biologie moderne.

Dès aujourd'hui ou demain, le père pourrait être mort des décennies avant l'enfant, la mère se dédoubler en mère porteuse et mère productrice d'ovule, le patrimoine génétique être modifié pour éviter des malformations, certaines parties du corps être remplacées comme dans une machine par des organes humains ou artificiels, le psychisme être altéré en profondeur par des médicaments judicieusement choisis.

Ainsi, c'est tout le rapport de l'homme à sa personne qui se modifie de fond en comble.

(3) Même si la théorie de l'évolution est reconnue depuis plus d'un siècle, ce n'est que récemment que les

hommes ont pris conscience de ce que la vie ou la mort d'une espèce pouvait dépendre de leur comportement et qu'ils ont acquis le pouvoir de créer des espèces nouvelles. Dans le même temps, l'éthologie leur apprenait toute la richesse de la psychosociologie animale.

Cette fois, c'est tout le rapport de l'homme au vivant qui demande à être repensé dans un contexte nouveau.

(4) Avec les progrès de l'astronomie, les théories de la naissance de l'univers, la conquête de l'espace, l'exploration des fonds océaniques, l'apparition de nouveaux matériaux, la science et la technique permettent à l'homme d'envisager à terme d'échapper, au moins partiellement, à la terre et aux matières premières qu'elle fournit.

C'est donc tout le rapport de l'homme à l'espace qui l'entoure qui commence à être potentiellement transformé.

Jacques Lesourne

II

Comment des changements de cette ampleur n'auraient-ils pas, à divers horizons de l'avenir, des conséquences majeures pour la culture et la création culturelle ? Essayons d'en identifier quelques-unes à différents niveaux de profondeur et en commençant peut-être par les plus superficielles.

(1) A toutes les époques de l'histoire, les créateurs ont eu recours, afin de mieux exprimer les nuances de leur pensée ou de leur sensibilité, à toutes les possibilités que leur offrait la technique du moment. Simples accessoires

dans l'acte de création comme les dictionnaires ou la machine à écrire pour le romancier ; intermédiaires indispensables comme l'instrument pour le musicien ou le matériau pour l'architecte. Le même phénomène se poursuit sous nos yeux lorsque le compositeur a recours aux possibilités de l'électronique, l'architecte naval aux performances des nouveaux matériaux, l'écrivain à la machine de traitement de textes. Une certitude : l'effondrement du coût de certaines technologies, en informatique notamment, rendra accessible au créateur des solutions qu'il lui est actuellement impossible d'expérimenter.

(2) Mais la technique va plus loin : elle ouvre de nouveaux champs à la création culturelle, faisant naître constamment des sœurs aux muses d'autrefois. A nos descendants, le XX^e siècle apparaîtra comme le premier siècle dont l'originalité a été la création de domaines de création : le cinéma, la radio, la télévision, le design industriel, le dessin animé et la BD, l'imagerie électronique... Des domaines qui se subdivisent et qui fusionnent, mais qui ont chacun leurs problèmes spécifiques, que l'on se place du point de vue de l'expression esthétique, des contraintes techniques, des modalités économiques, de l'influence sociale. Il faut s'attendre à ce que dans les prochaines décennies, l'électronique continue à bouleverser ainsi les domaines de création.

(3) Est-il nécessaire de s'appesantir sur une troisième conséquence des mutations techniques : les bouleversements concernant la diffusion, la reproduction, la conservation, l'accessibilité des œuvres d'art. Il a fallu plusieurs siècles pour que le livre et la bibliothèque prennent définitivement leur place dans les sociétés européennes. Nous n'avons pas encore compris tout ce que signifie le fait que, grâce à l'avion, plusieurs centaines de millions d'individus seront candidats à visiter une fois dans leur vie la Chapelle Sixtine ou le Pavillon d'or, le fait que, grâce aux télécommunications, le paysan d'Afrique pourra regarder Holiday on Ice sur son téléviseur, le fait que la moindre famille aisée possèdera à la fois bibliothèque, discothèque, vidéothèque, lithographies, tout en étant reliée par son ordinateur personnel aux banques de données correspondant aux hobbies ou aux intérêts professionnels de ses membres. Le créateur d'hier s'exprimait pour quelques intimes au milieu du silence ambiant. Le créateur d'aujourd'hui parle à une foule innombrable, mais au milieu du bruit et de la fureur. Le créateur de demain ne s'adressera peut-être à nouveau qu'à un segment de la multitude, le segment de ceux qui de par le monde auront, grâce aux progrès des communications, sélectionné son message. Et peut-être recevra-t-il une réponse.

(4) Car, en retour, et nous en avons déjà des preuves, les nouveaux modes de communication permettent à des demandes de s'exprimer et de susciter l'apparition des formes culturelles auxquelles elles aspirent. L'explosion du rock and roll, la segmentation du vaste domaine du chant en niches écologiques dominées par les grandes vedettes, l'éclatement de la presse en multiples supports

spécialisés illustrent ces nouvelles interactions entre le public et les créateurs.

(5) Mais la science et la technique sont elles-mêmes lieux de création et, à ce titre, sources de culture. Cultures propres aux innombrables petites républiques de scientifiques et de techniciens qui naissent et s'auto-organisent de par le monde. Avec leurs congrès, leurs colloques, leurs revues. Avec leur inextinguible désir d'élargir et d'approfondir la connaissance. Cultures profondément marquées par l'obsession de ne pas être réfutées par l'expérimentation, mais préoccupées aussi, comme les cultures de création artistique, par le libre jeu de l'imaginaire, par les rencontres inattendues, par l'esthétique de la forme.

A leur tour, ces cultures entraînent dans le tourbillon de manifestations culturelles plus vastes une partie croissante de l'humanité. Au succès de Beaubourg répondra peut-être demain le succès de La Villette. Le Scientific American, La recherche ou Science et Vie relèvent de la communication culturelle comme Le Débat ou Historia.

(6) Chaque champ de création est porteur d'un langage. Dès lors, l'une des caractéristiques du dernier vingtième siècle sera la nécessité pour les individus de notre société de pratiquer le polylinguisme. A la langue écrite nationale, à l'anglais de communication internationale, aux langues traditionnelles des beaux-arts, aux divers langages de l'audio-visuel, aux dialectes scientifiques et techniques se seront rajoutés les langages de programmation de la télématique. Or, ce polylinguisme - c'est le moins que l'on puisse dire - ne va pas sans problème. D'une part, parce qu'il engendre souvent un appauvrissement de la connaissance de chaque langue. D'autre part, parce que chaque langue est fréquemment utilisée à transmettre des messages pour lesquels elle n'est pas adaptée. A l'évidence, une réflexion s'impose sur l'acquisition et la pratique du polylinguisme.

Par exemple, pour les dialectes scientifiques et techniques, le problème de leur maîtrise s'apparente étroitement au thème du professionnalisme dont il faut souligner l'importance dans le monde de concurrence internationale sévère en train de s'instaurer.

(7) Parmi les divers sujets que la science actuelle propose à l'interrogation culturelle, je sélectionnerai volontiers l'approche systémique, cette approche à laquelle France-Forum avait jadis consacré un numéro. Le vocabulaire diffère certes selon les disciplines et nombre de scientifiques se méfient à juste titre des généralisations conceptuelles qui échappent au cadre étroit de leur domaine. Il n'en reste pas moins que la plupart des sciences prennent de plus en plus des systèmes complexes comme objet de leur recherche. Or, l'intérêt de la notion de système vient de la lente montée qui permet, marche après marche, avec étonnement mais sans mystère, de passer des systèmes les plus simples aux propriétés pauvres aux systèmes les plus complexes qui, dans leur richesse et leur diversité, peuvent apprendre, s'organiser et interférer. Comment comprendre sans une vision systémique les interactions des hommes avec les réseaux

d'ordinateurs, le rapport de l'individu à lui-même, les interdépendances de l'humanité et du monde vivant, les relations de l'homme avec l'espace ?

(8) Cette constatation m'amène tout naturellement au dernier thème que je souhaite évoquer. Si la culture ne fait en fin de compte qu'exprimer l'inquiétude de l'homme - en tant qu'individu ou qu'espèce - à l'égard de la vie et de la mort, force est de constater que les mutations scientifiques et techniques en cours, tout en n'ayant aucune prise sur cette inquiétude, bouleversent en profondeur les données de ces interrogations fondamentales. Le retour de l'éthique est pour demain. Qu'il s'agisse des arbitrages entre l'homme et les autres espèces, des arbitrages entre les individus de nationalités différentes vivant simultanément, des arbitrages entre les générations successives, des droits et des devoirs à l'égard des individus dans leur psychisme et dans leur corps, l'humanité se trouve confrontée à des problèmes totalement nouveaux. Avec cette redécouverte de l'éthique peut-on rêver plus grandiose convergence entre la science, la technique et la culture ?

Voici les quelques réflexions que m'a inspiré le sujet qui m'était proposé. Un sujet immense et pourtant essentiel pour toute analyse prospective. Un sujet que mes propos n'ont fait qu'égratigner, mais que les débats de ce colloque devraient aider à approfondir.

Jean-Loup TOURNIER

Vous avez entendu des professeurs, vous allez entendre un praticien ; un praticien puisque je dirige une société d'auteurs, la SACEM (Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique), mais que je préside également les Jeunesses Musicales de France. Cette double responsabilité me paraît nécessaire, car je crois en effet difficile aujourd'hui de gérer une entreprise qui a pour objet la défense des intérêts d'auteurs, de compositeurs et d'éditeurs de musique sans être parallèlement attentif au domaine de l'éducation, de la formation, et de l'évolution de la culture musicale au sens large.

Le professeur Lamberti m'a demandé de m'appliquer en quelques minutes à faire une sorte de dessin rapide de ce qu'a été l'évolution de la consommation musicale depuis le début du siècle, au regard des médias, par conséquent, mais au regard aussi des œuvres, des publics, et à propos des publics, plus particulièrement des jeunes. Ce qui ressort, je crois, tout à fait clairement des statistiques que nous connaissons sur l'évolution des pratiques artistiques du public, c'est qu'il y a deux domaines dans lesquels la prédilection de celui-ci s'est spectaculairement affirmée, la fréquentation des musées, d'une part, et un goût très marqué des œuvres musicales, d'autre part. Les manifestations de goût à l'égard des autres arts n'ont pas connu ce succès considérable.

Succès considérable de la musique, sans doute, mais alors, de quelle musique ? Il faut à cet égard se rappeler

que la distinction aujourd'hui très tranchée entre musique dite classique ou sérieuse et chansons, variétés, avec entre les deux ce domaine difficile que constitue la musique dite légère, dont l'exemple peut être l'opérette ou la musique instrumentale moins difficile, ne date que du début de ce siècle. En effet, les éditeurs de musique du XIX^e siècle éditaient tous indifféremment des opéras, des chansons, de la musique de chambre, et c'est au début de ce siècle seulement qu'il s'est produit ce clivage que l'on peut juger positif ou négatif, et que personnellement je juge tout à fait négatif, entre la musique dite sérieuse ou savante et les autres formes de musique. Et d'ailleurs, pour la petite histoire, le principal responsable de ce clivage, c'est Jacques Durand, fondateur des Editions Durand, qui s'était spécialisé dans la musique dite symphonique et qui était le seul éditeur qui, après avoir reconnu Saint-Saëns, Debussy, Ravel, puis ses successeurs, Messiaen, etc... éditait principalement de la musique symphonique. C'est pourquoi un éditeur comme Leduc qui était l'éditeur attitré de Messiaen, vit fuir l'édition de "Turangalila" chez Durand parce que, à l'époque, il apparaissait anormal que quelqu'un d'autre que Durand imprimât une symphonie.

Jean-Loup Tournier

Ce clivage s'est accentué au fur et à mesure de l'évolution de la musique vers des formes plus complexes et notamment de l'écriture contemporaine de la musique qui, comme chacun sait, se caractérise par des langages différents et parfois même une écriture propre à chaque compositeur de musique. Le résultat a été celui que tout le monde connaît : un fossé de plus en plus profond entre la musique d'aujourd'hui et le public. L'évolution vers cette situation tout à fait particulière à notre époque a été parfaitement décrite dans un ouvrage que je me permets de recommander, celui de Pierre-Michel Menger, publié chez Flammarion, "Le paradoxe du musicien". Du fait

de cet isolement de plus en plus marqué de la musique dite savante, l'édition musicale devenant de moins en moins rentable, connaît de grande difficulté. Elle jette encore quelques feux du fait des ouvrages pédagogiques et de la survivance de catalogues anciens, mais il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui l'édition musicale telle qu'issue de la Maison Durand, est bien souffrante et que les compositeurs contemporains, s'ils ne sont pas complètement ignorés du grand public, le doivent à des interventions de plus en plus essentielles de la Direction de la Musique du Ministère de la Culture, de la SACEM et d'un certain nombre d'institutions qui portent en quelque sorte ces compositeurs à bout de bras, puisque le public au sens large les rejette littéralement. Il y a actuellement dans notre Maison 300 compositeurs vivants de musique symphonique ou de chambre et électroacoustique, et j'ai toujours connu, depuis que je dirige la SACEM, ce phénomène précis suivant lequel 3 compositeurs sur 300 par génération peuvent vivre de leurs droits d'auteur et encore, à condition d'avoir atteint l'âge de 60 ans ! Dans le cas des compositeurs d'aujourd'hui, cet âge aurait plutôt tendance à s'allonger et Messiaen, vous le savez très bien, a dit : "Dans mon métier, ce sont les soixante premières années qui sont les plus difficiles". Maurice Ohana aurait pu, lui qui vient d'atteindre 70 ans et qui commence seulement à pouvoir vivre de ses droits d'auteur, ajouter dix ans aux soixante de son illustre confrère...

Il y aurait beaucoup à dire sur cette évolution, mais je ne voudrais pas aller plus loin ; j'ai simplement voulu rappeler la situation actuelle. Cette évolution a mené donc la musique savante vers une économie tout à fait artificielle dans laquelle les compositeurs ne peuvent subsister que grâce aux grands prix qui sont traditionnellement accordés par le Ministère de la Culture, la Ville de Paris, la SACEM, l'aide à la création, et puis il faut le dire aussi, des initiatives comme celles des Sociétés d'Auteurs, qui consistent à demander aux auteurs et compositeurs de variétés de bien vouloir accepter une ponction sur leurs droits d'auteurs pour aider leurs confrères de la musique symphonique. Au point que, par exemple, à la SACEM, cette aide prend la forme d'un demi pour cent des droits d'auteurs répartis, ce qui est tout de même très considérable si l'on pense que nous sommes à la moitié du 1 % culturel uniquement en faveur de ces compositeurs. Et il faut bien le faire, parce que si on ne le faisait pas, ces compositeurs ne pourraient plus créer.

Dans le domaine du disque, tout à fait essentiel pour la promotion et le revenu des œuvres, je rappellerai qu'un disque de musique classique (Beethoven, Mozart) qui rencontre un grand succès dans le public français, ne se vend qu'à 10.000 ou 15.000 exemplaires. Un disque de musique contemporaine, que nous publions dans le cadre d'une association avec Radio-France et le Ministère de la Culture, initiative due à Jean Maheu et moi-même voici déjà un certain nombre d'années (cette collection "Musique Française d'Aujourd'hui" a publié une cinquantaine de microsillons) ne se vend qu'à raison de 1000 à 1500 exemplaires. On peut ainsi mesurer ce public

de la musique d'aujourd'hui en France, soit environ : 1.500 personnes.

Parallèlement à cette triste évolution, sur laquelle encore une fois il est intéressant de consulter les écrits, notamment ceux de Pierre-Michel Menger, parce qu'elle résulte de raisons connues, on a assisté à l'explosion, dont plusieurs orateurs se sont fait l'écho, de la chanson de tous genres accomplissant depuis les années 50 des progrès galopants et exerçant une influence prédominante sur les médias. Au point où nous en sommes aujourd'hui, la radio se spécialise tellement qu'il est impensable d'imaginer un concert symphonique sur les antennes de certains postes périphériques. "Radio-Luxembourg", sans doute sous l'influence bénéfique de son président, Jacques Rigaud, a tout de même réussi à introduire le matin quelques mots de Pierre-Petit sur les concerts, et puis il y a un concert le dimanche soir. Mais en dehors de cela, rien. Et rien sur "Europe n°1" ou "Radio Monte Carlo". Les radios locales ont encore aggravé le phénomène puisqu'elles sont en général l'univers absolu de la chanson et qui plus est, de la chanson de langue anglaise.

*
* *

Quelle politique culturelle peut-on mener à l'égard des phénomènes que je viens de décrire ? S'il est évident que les médias jouent un rôle tout à fait déterminant dans ces domaines, on doit se demander si à leur égard, comme d'une manière générale, l'Etat ne doit pas intervenir, au moins pour faire cesser ces abus qui mènent à des catastrophes culturelles, tout en évitant de verser dans un dirigisme culturel tout aussi nocif. Je dois dire que je me suis toujours beaucoup intéressé à la question de savoir comment fixer justement cet équilibre entre la dose d'intervention nécessaire, compatible avec le maintien des libertés culturelles fondamentales. L'observation de l'action des gouvernements révèle à cet égard parfois d'amusantes contradictions. C'est ainsi qu'à l'occasion de la naissance des radios locales, un gouvernement de gauche à qui nous avons dit : "Attention, ne faites pas l'erreur de laisser ces nouveaux médias sans aucune obligation vis-à-vis de la langue française ; puisque ce sont des gens à qui l'on confie un espace hertzien qui appartient à tous, vous devez donc parallèlement leur faire supporter un certain nombre d'obligations", ne nous a absolument pas suivis. Les pays les plus libéraux, notamment les Etats-Unis et le Canada (particulièrement le Canada qui a le souci du maintien de sa culture) n'ont jamais laissé les radios ni les télévisions se développer sans un cahier des charges. C'est la moindre des choses. Car donner la liberté intégrale aux médias, c'est priver de liberté le public. Et aujourd'hui où la télévision locale commence à poindre et où l'on entend ses futurs responsables réclamer : "Des cahiers des charges en acier", n'allons pas à l'excès inverse. Non, simplement, faisons en sorte que ceux qui détiennent ce pouvoir majeur d'influence, notamment auprès des enfants, ne se conduisent pas en

assassins de la langue française, de la chanson française, de la musique française. Le niveau culturel moyen des programmeurs de ces nouveaux médias n'est malheureusement pas très élevé. Beaucoup ont été formés dans une sorte d'idolâtrie exclusive de la langue anglaise, de la chanson anglaise, dont on ne saurait nier la qualité, mais une idolâtrie qui fait que l'on n'hésitera pas à vous passer à certaines heures, non pas les meilleures chansons ou les meilleurs ensembles de jazz américains ou anglais, mais le quatrième ou le cinquième groupe de la banlieue de Chicago, considéré comme "passionnant", alors qu'il s'agira d'une musique parfaitement médiocre préférée à de très bonnes œuvres marquées du label fatal de l'Europe ou pis, de la France.

La situation des arts vivants du spectacle musical est également préoccupante. Le concert, l'opéra, l'opérette sont non rentables et l'on peut se demander si l'on n'évolue pas vers une civilisation d'assistance nécessaire, absolue, à toutes les formes de communication musicale. La question se pose de savoir s'il est possible de faire marche arrière en tentant de rendre sa place à l'économie de marché, grâce à une législation et à une politique fiscale mieux appropriée, afin d'éviter que ce soit le Budget qui doive supporter toutes ces assistances, alors que logiquement ce devrait être principalement les utilisateurs eux-mêmes. Et, à cet égard, puisque nous sommes dans l'enceinte du Sénat, je voudrais dire qu'un des moyens essentiels de parvenir à ce redressement est de faire évoluer la législation sur la propriété intellectuelle qui a précisément pour objet de faire en sorte que le progrès des techniques soit accompagné parallèlement d'une évolution du droit, qui permette à l'auteur, compositeur, à l'éditeur ou au producteur de pouvoir tirer sa rémunération de son activité, plutôt que de l'obliger à recourir à l'aide croissante de l'Etat ou des collectivités locales. Constatons, en effet : le cinéma ? subventionné ; le théâtre ? subventionné ; l'Opéra ? subventionné ; le concert ? subventionné ; le livre ? en partie subventionné. Et pourquoi pas demain les concerts de rock subventionnés ? Nous y allons tout droit.

Abordant maintenant le deuxième aspect du sujet qui m'a été confié, je parlerai du public et, notamment du public des jeunes, et poserai là le grand problème qui n'a pas été encore abordé ce matin, qui est celui de l'éducation et de la formation musicales dans le cadre du Ministère de l'Education Nationale. On peut affirmer que, d'une manière générale, toutes les institutions, les associations, qui étudient ce problème, partent de la constatation que la musique joue un rôle particulier dans l'éducation de l'enfant. La musique est une discipline fondamentale de l'esprit ; elle est au carrefour du geste, de la mémoire, du sensoriel, de l'intellectuel et surtout elle est un moyen de communication et de communion entre les êtres, beaucoup plus évidemment que d'autres genres artistiques, la peinture ou la sculpture, par exemple. Le chant rapproche. L'orchestre réunit. Donc, on ne peut pas, semble-t-il, parler d'éducation artistique au sein de l'Education Nationale à l'égard de la musique comme des autres formes artistiques. Or, nous savons

que c'est un grand combat, mené depuis fort longtemps, à savoir : est-ce que l'éducation nationale doit comprendre un programme sérieux de formation musicale, ou doit-on tout envisager en dehors de l'école ?

Voyons ce débat à la lumière de l'expérience d'une grande association de formation musicale : les J.M.F. Nous constatons aujourd'hui, comme je l'ai déjà indiqué, que l'enfant de 7 à 11 ans - âge critique où l'esprit de l'enfant est tout à fait vierge, par conséquent, complètement accessible à l'initiation musicale - est entièrement conditionné par les médias et essentiellement la radio. Il connaît la musique populaire, le rock, les artistes, surtout étrangers. Il est fermé à la musique symphonique parce qu'il n'a aucune occasion de l'entendre, sauf si ses parents la lui font entendre ou pratiquer. Et comme ce phénomène dure déjà depuis un certain temps, on constate dans les grands concerts symphoniques que l'âge moyen du public augmente. Doit-on considérer que la formation des enfants par cette musique de chansons ou de rock, qui a ses qualités propres d'ailleurs, est suffisante, et doit-on tirer un trait pur et simple sur l'éducation artistique menant aux œuvres de plus grande portée ? Aujourd'hui, les JMF jouent dans ce sens le rôle qui convient mais qui est certainement insuffisant pour faire en sorte que ce monopole des variétés soit dans une certaine mesure battu en brèche précisément à l'âge que j'indiquais. Par accord entre ce mouvement, le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Education Nationale, une sorte de para-formation musicale est assurée à travers des concerts scolaires qui touchent plus d'un million d'enfants. On sait que c'est à la maternelle que l'éducation musicale est probablement la mieux dispensée, mais elle commence déjà à se diluer dans l'enseignement primaire et elle est à peu près inexistante dès qu'on arrive au lycée où les heures de musique ne sont plus obligatoires. L'enfant entre 7 et 11 ans doit être mis en contact avec la musique. On ne doit en aucune manière le rebuter avec le solfège ni avec la pratique instrumentale, mais seulement lui faire entendre des œuvres bien choisies. Le succès de ces concerts scolaires est tel que les JMF ne peuvent suffire à la demande. Elles ont organisé en 1983-1984, 1.684 concerts pour les 7-11 ans, à l'aide de 309 délégations de bénévoles absolus. Il y aura 350 délégations en 1984-1985 et 2.000 concerts pour plus d'un million d'élèves.

L'enseignement, au-delà de la formation initiale, devient beaucoup plus complexe, parce qu'alors, l'enfant doit être dirigé vers la pratique instrumentale. Il est très tenté par l'instrument de musique, mais pas forcément par celui que ses parents veulent lui imposer. Mieux vaut lui laisser suivre ses goûts. Mais alors, c'est à ce stade que se pose le grand problème : puisqu'il ne peut y avoir des écoles de musique pour tous - les écoles de musique refusent du monde, mais c'est normal parce qu'elles sont faites pour former des professionnels, pas pour créer l'éducation de base musicale des Français - où doit alors se produire cette éducation ? Jusqu'à preuve du contraire, c'est tout de même vers l'Education Nationale qu'on a tendance à se tourner, dans la mesure où on

estime que la musique fait partie au même titre que les lettres ou les sciences, des matières qui concourent à donner à la jeunesse les moyens d'une culture vraiment générale.

*
* *

En conclusion, puisque j'ai parlé, je crois, de tous les sujets qui m'avaient été impartis, évolution des médias, évolution des œuvres, évolution du public, notamment des jeunes, je voudrais résumer mes propositions. Primo, il m'apparaît que dans le domaine musical, plutôt que de politique culturelle (notion trop abstraite), on devrait parler d'éducation et de formation : entendre la musique, puis la pratiquer.

Secundo, il n'est pas possible de laisser une liberté totale de programmation aux médias. Il faut assurer dans ce domaine un juste équilibre entre la liberté de diffusion et la liberté d'écoute.

Tertio, il faut cesser de faire appel systématiquement à l'Etat pour subventionner des formes de plus en plus nombreuses d'exploitation musicale : dans ce but, il convient de faire évoluer le droit et d'avoir une politique de concertation plus grande entre les ministères compétents. J'ai toujours été frappé par le fait que le Ministère de la Culture restait très isolé, notamment à l'égard du Ministère des Finances, qui joue nécessairement un rôle important en matière culturelle. Voir le fameux problème de la TVA au taux maximum sur le disque, qui n'a jamais été résolu et qui fait que le disque, en France, reste trop cher, malgré les promesses faites par *tous* les candidats aux élections présidentielles ; promesses jamais tenues. Une politique culturelle sans une politique financière adaptée restera bancal.

Quarto, on a parlé, avec un point d'interrogation, d'une politique des industries culturelles. Elle est absolument essentielle et c'est un mérite du Ministre actuel de la Culture d'avoir compris que l'aide à la création par des commandes, par des prix, n'aurait aucun effet s'il n'y avait parallèlement une politique des industries culturelles. En effet, les industries culturelles développées provoquent la création spontanément, beaucoup mieux que des incitations superficielles à la création (commandes, prix, etc...).

Enfin, pour terminer sur une note optimiste, on aurait bien tort de sous-estimer les capacités d'affection du public français pour la musique et pour la pratique musicale. Si notre pays est sous-développé dans ce domaine, c'est parce qu'on a toujours écarté la musique, et d'ailleurs les arts en général, de l'éducation, parce qu'on n'a pas voulu assurer une formation artistique adéquate et qu'on crée comme alibi la légende de la France pays fermé à la musique. Notre peuple est tout aussi musicien fondamentalement que le peuple allemand ou anglais. Il cherche la musique, il l'aime, les enfants le disent tous lorsqu'on les interroge, mais simplement faut-il encore leur donner les moyens d'y accéder.

François BOURRICAUD

Je voudrais, plutôt que de revenir sur les points et le contenu des communications et des rapports remarquables que nous avons eu l'occasion d'entendre, essayer de mettre ces différentes contributions dans un cadre, de manière à faciliter la discussion ultérieure.

Le problème qui est soumis, sinon au colloque dans sa totalité du moins à cette séance inaugurale, concerne les possibilités et les limites d'une politique culturelle ; et bien entendu avant d'examiner ces limites, avant de chercher les conditions de cette possibilité, on est tout naturellement amené à se demander ce que l'on entend par culture ou politique culturelle en général.

Il me semble, mais c'est une observation que j'ajouterais à celles déjà très riches et très complètes qui avaient été présentées par M. Vaisse et par nos historiens, qu'il ne serait pas inutile de partir d'un contraste entre la conception de la culture et la politique culturelle qui se développent au XIX^e siècle et les conceptions plus classiques, à la limite plus utopiques de la culture qui sont transmises par la tradition humaniste, même si curieusement cette tradition, dans sa pratique et dans son fonctionnement, s'écarte des modèles qu'elle nous propose.

François Bourricaud

En écoutant M. Tournier tout à l'heure sur la musique, sur le théâtre, comme moyens de rapprocher les individus qui écoutent ou qui eux-mêmes jouent, ou qui encore chantent, on ne pouvait pas ne pas penser à Platon, à une idée centrale dans ses "Lois" d'après laquelle la formation du citoyen dépend d'une éducation esthétique. Elle

ne dépend pas que de cela, mais elle en dépend beaucoup.

Je pensais aussi à une autre tradition, dont la Révolution française a été marquée, d'après laquelle le consensus politique, le patriotisme, ou comme on disait à l'époque le "civisme", dépend d'une certaine "inculcation" par l'Etat, à la fois de certaines idées mais aussi de certaines valeurs, et même de certaines pratiques et de certaines disciplines.

On est ainsi amené à se demander, étant donné l'étendue et l'ampleur des ambitions que traditionnellement l'Etat prétend assumer en matière culturelle, si cette ambition est toujours innocente et comment elle peut être remplie sans mettre en péril la liberté.

Il me semble que les conclusions auxquelles nous sommes conduits ce matin, à la suite de diverses communications, qui n'ont pas été concertées mais qui tout de même vont, me semble-t-il, toutes dans la même direction, peuvent être formulées de la manière suivante.

D'abord, il faudrait examiner les conditions et les ressources que la puissance publique peut rassembler et réunir pour exercer les responsabilités dont traditionnellement elle est chargée, ou se charge elle-même et il me semble que, à cet égard, nos conclusions de ce matin sont à la fois prudentes et réalistes.

En écoutant les différents intervenants, nous avons pu nous apercevoir qu'il y a une évolution dans les formes de l'expression esthétique et il me semble que cette évolution met en cause les conceptions unitaires de la Culture. D'un côté, nous avons une tradition, qui insiste sur la fonction intégrative de la Culture, et cette tradition, très forte chez les gens du Front populaire, était encore présente chez Malraux. Il me semble qu'elle est présente aujourd'hui chez M. Lang. Elle procède au fond d'une extension à la Culture, des fonctions que dans sa sagesse Jules Ferry attribuait exclusivement à la formation et à l'instruction élémentaire.

Naturellement, de l'autre côté, nous avons - et là j'emprunte les observations à mon collègue le professeur Thuillier - une conception de l'expression et de l'activité esthétiques toute différente, qui s'exprimera, par exemple, dans l'histoire de la peinture au moment de l'Impressionnisme, ou qui s'exprimera - et cela, c'est un point que M. Vaisse a souligné utilement, je crois, dans son intervention - dans la conception-même du Bauhaus.

Comment caractériser cette deuxième conception ?

Elle met davantage l'accent sur les rapports entre les activités de l'artiste et les activités de l'artisan, entre les activités de l'artiste-artisan, peintre, musicien, etc... et les conditions matérielles de son exercice ! La conséquence, c'est que l'on est alors amené à reconnaître une diversité d'arts et de moyens d'expression spécialisés alors que dans la première conception, qui met surtout l'accent sur la finalité intégrative, on donne priorité à la fonction pédagogique de la Culture.

Il s'agit d'une différence fondamentale qui est au cœur de deux conceptions de l'intellectuel : celle que vous

trouvez développée, par exemple, chez Tocqueville dans le fameux chapitre De l'Ancien Régime et la Révolution, où les intellectuels sont présentés comme des espèces de spécialistes des idées générales, et où les artistes eux-mêmes, comme dans une certaine partie de notre tradition romantique, sont invités à faire chorus aux idées générales proclamées par les intellectuels, les philosophes, etc... tandis que selon une conception très ancienne, qui n'a jamais été dominante, mais qui a toujours été présente, "le poète n'est pas plus utile à l'Etat qu'un joueur de quilles".

Il y a une tension évidente entre deux orientations. Je ne choisis pas entre elles, mais il ne serait pas inutile de réfléchir à la logique propre à chacune. Si l'on veut bien apprécier les conditions dans lesquelles l'autorité politique est susceptible d'intervenir.

Si on se prononce pour la deuxième conception, les autorités politiques ont avant tout des responsabilités d'aide ; on pourrait leur reconnaître aussi des responsabilités dans la définition de certaines règles du jeu, la définition du droit, de la propriété littéraire ou de la propriété esthétique, comme l'a très opportunément rappelé M. Tournier. Mais selon cette deuxième conception il est très dangereux d'assigner à l'autorité responsable de la politique culturelle des responsabilités que selon toute probabilité elle ne peut pas remplir, sauf à mettre en danger la liberté des particuliers. L'Etat sera invité à renoncer à ce que j'appellerai à la suite de M. Tournier le dirigisme culturel ou le dirigisme en matière intellectuelle et esthétique.

*
* *

La deuxième série de considérations que j'emprunte à M. Lesourne concerne l'évolution de ce que l'on pourrait appeler les contenus culturels et idéologiques proprement dits, par rapport aux formes d'expressions et à leur diversité.

Ce que M. Lesourne nous a rappelé, c'est que l'évolution des idées scientifiques ne retentit pas seulement sur l'image que nous nous faisons de notre propre société, sur notre image de son futur, mais plus généralement encore, sur l'image que nous nous faisons de notre destin, comme hommes, à un certain moment de l'Histoire et à un certain moment de l'évolution de l'humanité. J'ai relevé à ce propos la définition de M. Lesourne sur la culture comme "inquiétude de l'homme devant la vie et la mort".

Et, là encore, devant les transformations de la culture entendue comme inquiétude devant les problèmes relatifs à la vie et à la mort, on voit très mal comment l'autorité politique pourrait intervenir, ce qu'elle aurait à dire, mais l'on voit aussi très clairement, malheureusement, les risques fantastiques qu'elle prendrait si par imprudence, par partialité, ou légèreté elle intervenait à contre-temps. Nous risquerions d'être ramenés à des affaires Lyssenko, de toutes sortes et de toutes natures.

Voilà pourquoi je crois, en me faisant l'interprète aussi sobre et modeste que possible des propos tenus ce matin, que les conditions et les limites de l'intervention des autorités politiques dans le domaine culturel sont assez strictement posées, et doivent être fermement rappelées.

Je voudrais cependant marquer en terminant que, d'autre part, les intervenants antérieurs - tout particulièrement M. Tournier - ont tous très bien souligné que l'intervention de la puissance publique, à condition qu'elle soit spécifique et précise, est et reste nécessaire. J'apprécie beaucoup l'expression de "cahier des charges" culturel qui a été employée tout à l'heure. Je crois qu'il faudrait définir ces "cahiers des charges" avec prudence, mais je pense que la notion doit toujours en être rappelée, si l'on veut éviter de fâcheux débordements.

A cet égard, qu'il me soit permis de préciser que je préfère de beaucoup cette expression de "cahier des charges" culturel à l'ambition pour moi très inquiétante dont fait état M. le Président de la République lorsqu'il parlait "d'organiser la liberté".

"Les autorités politiques ont des obligations en matière culturelle, mais certainement pas celle d'"organiser" la Culture. Quant à cette organisation, il me semble, là encore, qu'elle est susceptible de prendre plusieurs formes. Elle peut prendre des formes directes, et ce ne sont certainement pas les plus efficaces; mais elle peut aussi recourir à des formes indirectes, non pas de gestion, mais de facilitation et d'évolution.

Les formes directes sont celles auxquelles on pense spontanément, et ici, pour terminer, si vous me l'autorisez, je rappellerai volontiers un point qui est bien connu des psychologues, du comportement animal. On mesure l'intelligence d'un animal ou même d'un homme à sa capacité de recourir à ce que les psychologues appellent "la conduite du détour", et je pense que la conduite du détour est un des ingrédients essentiels de l'art politique.

Le problème n'est pas de savoir si l'Etat intervient ou n'intervient pas, s'il intervient beaucoup ou peu. Le problème est de savoir *comment* il intervient et, encore une fois, ce que nous a dit dans le domaine de la musique M. Tournier me paraît généralisable à beaucoup de domaines.

Il s'agit d'abord de faire en sorte que les gens puissent se débrouiller eux-mêmes et c'est seulement s'ils ne le peuvent pas, en raison de conditions très contraignantes que l'intervention directe de la puissance publique est un dernier recours. Elle peut être légitime, mais elle ne doit jamais constituer la solution unique ou même la solution normale.

*
* *

La dernière remarque que je voudrais vous soumettre qui m'a été suggérée aussi par plusieurs observations qui ont été présentées au cours de cette première partie de notre colloque, est celle-ci : ce à quoi, peut-être, l'inter-

vention de l'Etat ou des autorités politiques pourrait le plus opportunément concourir, c'est à nous rappeler, surtout en matière d'aide à la "création", comme l'on dit aujourd'hui, la valeur de la gratuité. Naturellement, il faut là-dessus jouer avec intelligence, discernement, ne pas considérer que les opérations et les actions des artistes sont nécessairement coûteuses et qu'elles doivent être subventionnées ou financées, et quelles qu'elles soient, mais il est tout à fait essentiel que quelques autorités prennent sur elles-mêmes la charge et la responsabilité des premières avances, de ce que les vieux physiocrates appelaient sous une forme très générale l'"avance foncière".

L'"avance foncière", naturellement, ce n'est pas simplement l'avance que le propriétaire fait à son fermier, c'est l'avance que l'agent le plus qualifié, le plus responsable, le plus capable d'initiative prend sur lui d'entreprendre. Mais encore faut-il qu'il soit effectivement qualifié à le faire et que d'autres ne le fassent pas mieux que lui. A cet égard, le seul point de divergence que j'observerai peut-être en mon nom propre vis-à-vis de ce qui a été dit jusqu'à présent, concerne la rapidité avec laquelle nous avons traité du mécénat.

Naturellement, je sais que le mécénat est abominable, anti-démocratique, etc !... mais je suggérerais cependant que l'on réouvre le dossier et que l'on reprenne à l'occasion de ce colloque le débat sur le mécénat. Si on se décide à le faire, je voudrais qu'on le fasse dans un esprit très ouvert et sans excès de provincialisme hexagonal.

Il ne s'agit pas de comparer Rockefeller au Pape Léon X, mais tout de même, il serait tout à fait léger d'écarter cette solution du mécénat simplement au nom de la haine ou du mépris que les beaux esprits se doivent d'avoir quand ils parlent de l'Argent avec un grand "A" !

INTERVENTIONS

Charles DELAMARE

Ce qui a été dit jusqu'ici l'a été fort bien, mais il me semble que le problème de fond n'a pas été abordé : celui de savoir si la culture dont on discute doctement répond aux interrogations de notre temps, aux questions qui assaillent la majorité des citoyens : le chômage, la délinquance, la menace de l'anéantissement atomique, l'écroulement de la morale, de la cellule familiale, la destruction de la nature, et j'en passe !...

Une politique culturelle doit avoir un objet : traiter ces problèmes fondamentaux qui préoccupent (et c'est peu dire) nos concitoyens. Si nous avons passé au large de cette problématique, cela tient à une particularité que le professeur Lamberti a signalée dans son exposé initial.

Nous disposons actuellement de deux sortes de culture : une "culture cultivée" et une "culture dominante".

La "culture cultivée" c'est celle où beaucoup d'entre nous dans cette salle excellons. Les exposés que nous avons entendus ont été fort intéressants ; mais cette culture est une construction savante, élitiste. Elle continue une longue et glorieuse tradition. Elle n'éclaire guère l'avenir. Elle a l'inconvénient de ne pas prendre dans les masses, de ne pas y "percoler", comme disait le Général de Gaulle. Pourquoi ? Parce qu'elle ne répond pas aux problèmes immédiats et décisifs pour le sort des hommes.

A côté, se développe une autre culture, "la culture dominante". Elle est d'origine américaine. Son envol est lié au développement des techniques de communication, comme le professeur Lesourne l'a souligné, mais en même temps elle prend en charge les douleurs et les joies de la vie quotidienne.

Cette culture qui est critiquée ou ignorée par les gens distingués, a un avantage qui l'emporte sur tous les inconvénients.

Pour la première fois, dans notre monde, elle développe un projet universel qui s'exprime dans la bande dessinée, la musique pop', même dans les romans policiers, dans le fast food ou l'habillement. Elle agit sur les cinq sens, et dans les cinq continents.

Depuis l'origine, la culture a partie liée avec l'universalité. Elle a toujours affirmé vivre à ce niveau, mais en même temps, partout, elle a été l'expression d'une certaine classe dominante d'une cité chez les Grecs ou d'une nation du XIX^e siècle. Cette culture de ce fait s'est éloignée du peuple et s'est enfermée dans l'élitisme, au point de s'y engloutir ; ce qui explique la façon dont elle procède aux rites d'exclusion, en s'entourant de formules mystérieuses et en se donnant plus ou moins les caractères d'une secte.

Nous voyons cet aspect de la culture dans les mouvements qui s'affirment les plus révolutionnaires et qui sont aussi très souvent les plus hermétiques.

En face de cela, nous voyons croître à une vitesse fantastique une culture qui, grâce à la technique, suit les évolutions de la civilisation et devient mondiale. Depuis 4000 ans, nous attendions cet avènement ! Les anges qui proclament, portent et propagent cette culture universelle, cette culture par conséquent profondément populaire, ce sont les satellites. Ils couvriront bientôt toute la terre et feront que cette "culture dominante" d'origine et d'inspiration américaine envahisse aussi bien tout l'espace atlantique que le tiers monde et même l'empire communiste.

Sommes-nous satisfaits de cette évolution ? Je ne le crois pas, parce que cette culture possède beaucoup de caractères simplificateurs et surtout parce qu'elle ne correspond pas aux problèmes particuliers et angoissants qui nous assaillent, nous, en France, et nous, en Europe.

Alors, la suggestion que je fais, c'est que nous nous demandions quelle culture nous devons essayer de proposer à nos concitoyens. C'est cela l'objet d'une politique

culturelle, c'est-à-dire une culture nouvelle, ayant intégré les données qui sont liées au développement des techniques de la communication, mais les ayant surmontées et réordonnées pour perpétuer notre culture nationale et européenne. On ne peut pas revenir à la culture du type classique, à l'heure actuelle, mais il y a des valeurs que nous voulons maintenir, des valeurs qui nous paraissent absolument indispensables (le professeur Lesourne, a parlé d'éthique) auxquelles il faut revenir.

C'est cela que nous devons essayer de préciser, parce que lorsque l'on réfléchit sur la décentralisation culturelle, on ne peut pas ne pas se poser des questions comme celles-ci : est-ce que nous avons une culture qui apporte au public des villes et des campagnes dans la décentralisation une réponse à ses problèmes ? Est-ce que nous avons une culture qui donnera à l'Etat les moyens d'expliquer la transformation très importante, révolutionnaire, que nous vivons sur tous les plans ? Est-ce que notre nation, par exemple en ce qui concerne les immigrants, est en mesure - je fais allusion au récent livre de Bernard Stasi - d'intégrer les personnes étrangères qui sont venues sur notre sol tout en respectant leur originalité ? S'il y a un problème profond concernant les immigrants, c'est parce que notre culture n'a plus ce pouvoir d'assimilation, d'intégration qu'elle avait il y a encore vingt ou trente ans. Il y a aujourd'hui une certaine fragilité de l'identité culturelle française.

Enfin, en ce qui concerne la société - ce qui est plus fondamental - nous assistons, je le disais au début, à une dégradation de la morale familiale, de la culture familiale, nous assistons à l'émergence de problèmes concernant la nature ou l'intégrité nationale ou les problèmes atomiques. Tout cela doit être pensé. Certes, ce sont souvent des problèmes effrayants, mais je crois qu'actuellement nous refusons de les penser parce que nous avons démissionné. Nous avons laissé l'initiative culturelle, par une série de hasards et certainement par une série d'abandons, à un grand pays, à un grand mouvement qui vient des Etats-Unis, duquel nous devons apprendre beaucoup de choses, mais en restant vigilants et créateurs.

Il est temps que nous reprenions l'initiative, que nous rénovions notre tradition nationale pour créer une nouvelle culture qui nous soit propre et qui réponde à nos vrais problèmes. Tel est, me semble-t-il l'objet d'une véritable politique culturelle.

Bernard STASI

Je voudrais, au nom des politiques ici présents, encore que beaucoup soient plus qualifiés que moi pour traiter de ces problèmes, remercier les éminents professeurs que nous venons d'entendre de nous avoir donné l'occasion de nous élever pendant quelques heures au-dessus des préoccupations habituelles du monde politique qui ne se situent pas toujours à ce niveau. Merci aussi de nous avoir rappelé que le débat politique doit se situer aussi au

niveau culturel, c'est-à-dire au niveau des valeurs.

Je me permettrai de dire au professeur Lamberti que son intervention m'a paru un peu trop pessimiste. Vous avez posé comme postulat que la démocratisation culturelle avait été un échec. Vous l'avez dit d'emblée. Heureusement, dans le cours de votre exposé, vous avez quelque peu nuancé cette affirmation. J'aimerais savoir si l'analyse que je fais de ce prétendu échec, ou de ce relatif échec est finalement celle que vous faites vous-mêmes. Je pense, en effet, que ce qui a échoué, c'est la démocratisation de la culture des gens cultivés ; c'est une expression que vous avez utilisée, c'est une expression qui a été reprise par Charles Delamare et qui dit bien ce qu'elle veut dire. Je crois qu'elle est de Jacques Duhamel. J'ai été très sensible à l'hommage que vous lui avez rendu, en raison des liens qui m'unissaient à lui, en raison de la politique qu'il a su mettre en œuvre dans les domaines relevant du Ministère des Affaires Culturelles.

Mais si l'on tient compte de cet échec, je crois aussi que l'on peut, sans verser dans un optimisme excessif, se réjouir d'une certaine démocratisation culturelle, dont de nombreuses manifestations et de nombreux témoignages ont été donnés par vous-même et par les autres intervenants.

Et là, je ne suis pas tout à fait d'accord avec Charles Delamare lorsqu'il déclare que la culture aujourd'hui dominante est un peu bâtarde et étrangère à nos propres valeurs. Je dirai tout de même d'un mot, en tant que praticien sur le terrain, comme maire et comme président de région, qu'à notre époque se manifeste un très grand besoin culturel, une très grande demande en matière de culture, et d'une culture qui n'est pas bâtarde. En tant que président de région, j'ai organisé, par l'intermédiaire d'un Office régional culturel, des concerts, des spectacles de théâtre, de danse, dans des petites villes, des petits chefs-lieux de canton et nous avons été chaque fois surpris et par l'importance du public et par sa ferveur.

On a parlé des disques, des livres de poche, de la télévision. Tout cela a permis à une masse importante de gens d'accéder à des œuvres de culture de qualité. Et c'est un phénomène très positif.

Ce soir, je vais assister à la Maison de la Culture de Reims à la première de "Cyrano de Bergerac" par Jean-Claude Drouot. Vingt représentations sont prévues, les places sont déjà toutes réservées. Il est de bon ton d'ironiser sur les Maisons de la Culture qui n'ont pas toujours été ces cathédrales dont rêvait Malraux, mais on ne peut pas considérer qu'elles ont été un échec. Par exemple Robert Hossein a attiré à la Maison de la Culture de Reims pendant des années, par milliers, des jeunes, des gens des classes populaires, qui n'auraient sans doute pas, sans lui, pu accéder à des œuvres du répertoire classique, à des œuvres de grande qualité.

Donc je crois qu'il faut considérer que, grâce aux progrès technologiques, peut-être aussi grâce à l'action des pouvoirs publics, il y a eu une démocratisation culturelle réelle dont on doit se féliciter.

Bernard Stasi

La décentralisation met parfois les autorités chargées de responsabilités en ce domaine, dans une situation difficile. Nous sommes souvent en présence d'attributions pour lesquelles les autorités locales ne sont pas toujours préparées. Je prends simplement un exemple. On n'a pas fait allusion au F.R.A.C.. Le Fonds Régional d'Art Contemporain, c'est une excellente chose, qui permet au Conseil Régional d'acheter des œuvres contemporaines, des tableaux, des sculptures. Le principe est excellent. Les crédits sont abondants, ce qui est rare et mérite d'être souligné. Mais il se trouve qu'en raison de la compétence insuffisante des autorités locales, nous sommes souvent soumis à une sorte de pression de la part de techniciens, de spécialistes, de critiques, si bien que, en fait, cette décentralisation aboutit à renforcer le pouvoir de ceux que l'on considère comme les spécialistes de l'art.

M. le professeur Thuillier, je vous ai écouté avec beaucoup d'intérêt ; vous avez dit en substance que la Gauche avait réussi à revendiquer le monopole de la culture, mais qu'elle avait échoué à gérer la culture.

Je crois que la non-gauche - je n'aime pas dire la droite - lui a très largement facilité la tâche et que nous avons à battre notre coulpe, nous les politiques. Nous avons largement facilité la tâche des socialistes, en laissant le terrain culturel inoccupé. Tout d'abord, de par l'attitude

de certains milieux qui, en raison de conceptions élitistes, considéraient que la culture c'est un peu un trésor caché, un jardin secret, un domaine réservé à ne pas ouvrir au vulgaire. Dans certains milieux sociologiques, et donc aussi politiques qui en sont le reflet, il y a eu une volonté de garder la culture pour soi, entre soi, et de ne pas en faire un enjeu politique.

Il y a aussi une méfiance viscérale de la part d'une certaine Droite à l'égard de la culture considérée comme étant, par nature, source de subversion et désordre.

Il y a enfin une indifférence - et là, particulièrement, nous devons battre notre coulpe - de la part de certains milieux politiques à l'égard de la culture et de la dimension culturelle de la politique. J'ai bien connu Jacques Duhamel. Il se plaignait amèrement de n'être pas soutenu dans sa politique. Je pense que Michel Guy a dû éprouver le même sentiment de ne pas être soutenu suffisamment par ses collègues du gouvernement, par le Ministère des Finances, par sa majorité. Pour diverses raisons la droite au pouvoir a été obnubilée par les problèmes de la gestion, elle a trop négligé la dimension culturelle de la politique.

Les hommes de culture, ceux que l'on appelle l'intelligentsia, sont plus à l'aise dans l'opposition qu'au pouvoir - on le constate aujourd'hui encore. Or comme le Centre et la Droite ont constitué pendant longtemps la majorité au pouvoir, cette situation a créé une certaine incompréhension, voire une certaine méfiance entre la non-gauche et le monde de la culture.

Aujourd'hui, la situation est inversée. Il faut que nous en prenions conscience. La situation est inversée, d'abord, parce que la Gauche est au pouvoir et qu'elle se rend compte - et Max Gallo s'en est rendu compte amèrement, appelant en vain les intellectuels à sortir de leur silence - que les hommes de culture sont plus portés à critiquer qu'à applaudir.

La situation est inversée aussi pour des raisons plus profondes et qui ont été très largement mises en évidence, à savoir que les valeurs dominantes qui étaient à la fois celles de la Gauche et celles d'une certaine intelligentsia - d'où depuis longtemps l'existence d'une complicité en France entre la Gauche et une partie de l'intelligentsia - sont aujourd'hui pour le moins contestées, quand elles ne se sont pas complètement effilochées. Les valeurs dominantes sont - aujourd'hui - l'effort, le courage, le travail, elles se substituent au laxisme et à la spontanéité.

Le retour au passé ! Dans cette période de crise et d'inquiétude que nous vivons, l'on ressent le besoin de retrouver ses racines, alors que pendant trop longtemps, on a négligé, méprisé les grandes œuvres du passé. Eh bien ! maintenant, il y a une volonté de s'enraciner, d'où le succès de tous les livres d'histoire, des romans historiques, des biographies, des émissions historiques, des expositions et films qui évoquent le passé.

Cette autre valeur longtemps dominante que fut le socialisme est également singulièrement ébréchée, alors

que sous les formes les plus diverses (et parfois les plus extrêmes et les plus dangereuses) l'individualisme renaît.

C'est dire qu'il y a non seulement un vide - l'un d'entre vous a parlé d'un vide culturel qui doit être rempli - mais je crois qu'il y a un appel culturel. Il faut que les hommes de la prochaine majorité comprennent que le combat ne doit pas être seulement mené au niveau de la gestion et de l'organisation de la société mais des valeurs, des valeurs qui donnent un sens à la vie collective, qui donnent des raisons de vivre ensemble et l'envie de vivre ensemble. Aux idéologies dogmatiques qui s'effondrent il ne s'agit pas de substituer d'autres idéologies, qui seraient aussi absurdes, aussi simplificatrices.

Répondant à Charles Delamare au sujet des risques que l'immigration ferait peser sur la culture française, je déclarerai, au contraire, que les valeurs de la culture française sont suffisamment vivantes pour pouvoir résister au choc de cultures différentes. Si j'ai intitulé, ce qui a pu paraître provocant, mon livre : "L'immigration, une chance pour la France", c'est parce que je considère que la Culture française, que les valeurs de la société française, dont on a parfois le sentiment qu'elles sont soit contestées, soit un peu endormies, peuvent se réveiller. La confrontation de notre culture avec d'autres cultures peut susciter un réveil et un sursaut bénéfiques. Je suis profondément confiant dans la vitalité de la culture française ; je pense qu'elle est suffisamment forte pour pouvoir respecter les autres cultures, sans risquer de perdre son âme.

Michel GUY

Je voudrais intervenir simplement sur un point, pour dire que je crois que la Droite - moi, cela ne me gêne pas d'appeler l'opposition la Droite - a tort d'avoir des complexes sur le plan de la politique culturelle. D'abord parce que depuis 1958 un certain nombre de choses importantes ont été réalisées sur le plan national. Ensuite dans de nombreuses villes de France, que ce soit celles qui ont été administrées par la Droite ou le Centre depuis longtemps, comme Bordeaux, Paris, Strasbourg, Lyon, Metz, Rouen, Toulouse, Colmar et d'autres ou celles qui le sont depuis les dernières élections municipales, la politique culturelle qui a été conduite est tout à fait digne d'intérêt, et parfois beaucoup plus valable et plus positive que celle qui a été conduite dans des mairies gérées par la Gauche.

J'ajouterai que dans des mairies qui ont été reconquises ou conquises en 1983 par l'opposition, on s'aperçoit que les préoccupations des maires, dans la plupart des cas, font une large place aux questions et aux activités culturelles. Il y a là un phénomène dont il faut se féliciter. Dans la séance du colloque consacrée à la décentralisation culturelle je suis certain que les témoignages et communications des maires viendront appuyer mon jugement.

Je suis donc plutôt optimiste. Nous n'avons aucune raison d'avoir des complexes en matière culturelle.

Mme PRUD'HOMME

Je représente la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, donc une organisation syndicale. Je n'ai pas de titres aussi éminents que ceux des intervenants de ce matin, mais je me permettrais quand même d'attirer votre attention sur un point : l'importance du rôle de l'Education nationale pour l'éveil culturel des jeunes, qu'il s'agisse de la musique, du théâtre, des arts plastiques, de l'histoire, de la poésie.

Par exemple, si les enfants, les jeunes, les adolescents, comme on l'a dit, sont très attirés par la musique américaine, c'est peut-être parce qu'on n'a pas su leur donner le goût d'une autre musique. Je pense que l'école doit être un lieu de culture privilégié. La culture commence avec l'enfant et toutes les distinctions sociologiques que l'on fait sur ce point sont, dans le fond, des interprétations contestables. Les meilleures actions sont celles qui peuvent être menées, comme le disait Jean-Loup Tournier, autour de 7 à 13 ans. Un enfant qui, à ces moments-là, a visité des musées, vu des pièces de théâtre, entendu de la musique, devient nécessairement ensuite sensible à l'Art. Que cet enfant appartienne au monde ouvrier ou à la bourgeoisie, l'école alors lui aura ouvert l'univers de la culture.

Joseph MACÉ-SCARON

Il existe un rapport passionné entre la jeunesse et la culture. Chaque génération s'est définie en fonction des critères culturels de son époque. C'est dans les années trente que l'idée de jeunesse est la plus riche. Or c'est dans les années trente que la culture classique est pulvérisée par les cubistes, les dodécaphonistes ou des bombes littéraires telles que Joyce ou Proust, que l'architecture reçoit de plein fouet les travaux de Le Corbusier ou des futuristes italiens. Sans parler des arts nouveaux tels que le cinéma. Etrangement, l'apparition de nouveaux supports culturels ne suscitent aujourd'hui chez les jeunes qu'un intérêt poli ou qu'un suivisme désabusé.

Face à la crise, les jeunes des années quatre-vingts sont culturellement désarmés. Les idéaux hédonistes qui structuraient la contestation des années soixante sont maintenant gérés par les Etats occidentaux. La révolte a perdu son sens ; autant s'intégrer et, pour l'hygiène morale porter un badge. On vit actuellement les rêves généreux et héroïques par procuration. La "digestion" de la fameuse et fumeuse contre-culture des jeunes par notre société n'incite pas à la fermentation révolutionnaire. Contre quoi se révolter ? Ce sont les révoltés d'hier qui tiennent les rênes du pouvoir et ils crient bien haut qu'ils sont toujours aussi révoltés et toujours aussi jeunes...

Jusqu'à quand le "rétro", marque culturelle d'une société bloquée, va-t-il figer les imaginations ?

Les jeunes des années quatre-vingts entretenus par les délices de la consommation et par leur propre incapacité à se forger un univers personnel dans la fascination de la

youth-culture des années cinquante-soixante ne constituent plus la jeunesse mais une "post-jeunesse". Une post-jeunesse plus préoccupée des modes que de la modernité ! A cet égard, le parcours idéologique d'un journal tel que "Libération" est singulièrement révélateur des désillusions d'une génération. De l'œuvre de Sartre au film E.T., le chemin parcouru rend compte de la démission intellectuelle qui flotte dans l'air du temps. Parfois observe-t-on des éclairs de création culturelle. Création tournée vers la sphère individuelle ou la reconstruction de petits mondes faits de simulacres et de rêves.

Heureuse coïncidence ? La baisse d'ambition culturelle, le nombrilisme et le néo-tribalisme préfigurent une mentalité très adaptée aux structures économiques d'une société à fort taux de chômage, à faible progression de revenus. Nous arrivons à une époque où la "grande muette" ne sera plus l'Armée mais la jeunesse !

L'apparition des nouveaux supports culturels provoquera-t-il un sursaut salvateur ? On peut en douter car on n'a encore jamais vu une technique insuffler de nouvelles valeurs. Non, il faut parier sur les prochaines générations. L'histoire des cultures se fait souvent par une alternance de flux et de reflux. Qui peut dire que la "fin de la jeunesse" ne cache pas une tentative de se débarrasser des idéologies et de nos mythes usés, avant de prendre un nouveau départ ?

Jean-Louis LANGLAIS

Nous considérons tous que, finalement, vis-à-vis des jeunes, nous avons le devoir de transmettre un certain nombre de valeurs, un patrimoine culturel. Or la difficulté vient de ce que ces jeunes sont largement déconnectés de cette culture qui est la nôtre, cette culture cultivée. La "planète des jeunes", est satellisée à grande distance de la planète des adultes, et lorsqu'on interroge les jeunes, lorsqu'on lit un certain nombre d'études sur ce qu'ils croient ou veulent, on s'aperçoit qu'ils ne se reconnaissent pas sauf pour quelques pourcentages d'entre eux, dans le modèle culturel central, le modèle culturel adulte, le nôtre.

Il y a donc là pour les responsables politiques, pour les éducateurs, pour les intellectuels, pour nous tous, un grand défi : à savoir comment parvenir à transmettre ce patrimoine, cette culture que nous pensons être la vraie, la seule à mériter ce nom, à des jeunes qui vivent dans un univers tout autre - un auteur récent a parlé de culture sur macadam - qui n'est pas forcément d'ailleurs la culture américaine considérée généralement comme dominante, où ils partagent un ensemble de valeurs, d'attitudes, de références, une culture pour vivre, selon le titre de Jacques Rigaud et qui est a priori fort étrangère à la première.

Je n'ai pas la réponse à ma question, mais vous me permettez de la poser : culture-patrimoine et culture-mode de vie : deux conceptions de la culture conciliables ou inconciliables ?

Débat avec les participants

Avigdor ARIKHA

Il y a beaucoup à dire sur les relations des jeunes avec la Culture. D'abord, en évoquant le problème de ce qui se passe aujourd'hui dans la jeune génération, chez les tout jeunes; ce que nous pouvons constater, c'est qu'il s'agit d'une culture *d'ersatz*. Ce n'est pas une culture, parce que, si nous parlons de musique, pourquoi prendre une petite phrase de Schubert, simplifiée, diminuée, coupée complètement, et appeler cela de la musique? Comment réduire toute la musique à un rythme monotone, sans contrepoint? Où est la musique?

Il y a un point qui n'a pas été évoqué, je crois, c'est que le problème essentiel en France demeure l'enseignement. Par exemple, en apprenant à lire, un enfant oublie carrément comment voir, c'est-à-dire que le voir cesse lorsque le lire commence, de sorte que désormais, à partir de l'âge de 8-9 ans, au lieu de voir un tableau, l'enfant va le déchiffrer. Donc, il faudrait quand même que l'on apprenne à voir en même temps que l'on apprend à lire. En France, on ne le fait pas.

Il faut, au départ, un enseignement de l'histoire de l'Art aux jeunes, mais cela dépend aussi des rudiments que l'on peut donner de l'Histoire, de la grande Histoire. Mais comment faire s'il n'y a pas d'agrégation d'histoire de l'art en France?

En parlant de politique culturelle, parlons des choses essentielles. C'est cela que l'Etat et vous autres, hommes politiques, devriez faire.

Evidemment, l'homme politique ne doit pas dire: "Cela, c'est de l'art; cela, ce n'est pas de l'art". Ce n'est pas son rôle. Mais le rôle de l'homme politique est tout de même de se préoccuper qu'existent et se développent les éléments essentiels qui favorisent la culture.

N'oublions pas encore une chose, c'est que l'art ne s'adresse pas à la foule. Il n'y a pas de foule, il n'y a que des singuliers, c'est-à-dire que l'émotion que suscite une œuvre d'art retentit dans le singulier, pas dans le pluriel. La peinture ne se regarde pas au pluriel, seulement au singulier. donc, il n'y a pas de masse. En musique aussi. On est absolument seul en écoutant Beethoven et Schubert. On est restitué à sa solitude. C'est un écho profond.

L'apport de la musique, ce n'est pas la non-solitude, l'apport de la musique c'est ce retentissement qui nous transforme en quelque chose de plus profond que nous sommes, parce que n'oublions pas que l'art commence là où les mots s'arrêtent...

Le terme d'élitisme est un terme qui, employé par certains de manière critique et négative, traduit le sentiment que l'art est fait pour la foule et que l'on a peur que l'art ne s'adresse pas à une foule.

Dire que l'art est élitiste, qu'est-ce que cela veut dire d'abord? Une élite se définit par une excellence, et s'il n'y a pas d'excellence, comment y aurait-il un devenir? S'il n'y a pas d'exigence et de recherche de l'excellence que deviendrait la culture? Voyons! Je suis pour l'élitisme. Bien sûr.

Et puis, les enfants, les jeunes, ils vont grandir, ils vont mûrir, vieillir. Est-ce que, jusqu'à la fin de leurs jours, ils vont écouter du rock? Pas du tout. C'est un état passager. Pourquoi s'affoler? Mozart, Bach, Beethoven ne sont pas menacés.

Henri BOURBON

Il ne me semble pas que le goût ou même la passion du jazz et du rock justifient des inquiétudes pour l'avenir de

notre culture française et européenne. Paris, Moscou, Vienne, Berlin, Londres, Florence, Venise ont été de prodigieux foyers d'art et de culture, le monde en a bénéficié. Qu'il y ait un rayonnement de la musique américaine, de la peinture américaine, de la littérature américaine, du cinéma américain, qui touche l'Europe, le phénomène n'est pas en soi inquiétant. Ou alors on devrait renoncer à croire que le dialogue et la confrontation des cultures puissent être féconds. Ce qu'il importe évidemment c'est que Paris et la France manifestent une réelle vitalité culturelle et créatrice. D'où la nécessité d'une politique culturelle digne de ce nom, active et fondée sur le respect de la liberté, le refus du dogmatisme. Comme l'a souligné Charles Delamare, il faut avoir le souci que demeure l'identité culturelle française, et cela n'est pas seulement l'affaire des pouvoirs publics, c'est l'affaire de tous les Français. On a parlé des "besoins culturels", je voudrais citer ici un mot de Camus qui exprime admirablement le niveau où doit se situer la notion de besoin culturel : "L'homme a besoin de pain et de justice, il a besoin aussi de beauté pure qui est la paix de son cœur".

René GACHET

Je voudrais revenir au problème des institutions et m'interroger sur la possibilité d'une politique de l'action culturelle, sur la possibilité d'une politique culturelle de l'Etat.

Je rappelle qu'au terme de Ministère de la Culture, il avait été préféré en 1959 celui de Ministère des Affaires Culturelles, ce qui était plus modeste et bien plus juste. L'on sait peu, en effet, qu'André Malraux, interrogé en 1952 sur la possibilité d'une direction "saine" de la vie artistique par l'Etat, s'était récrié : "Grand dieux ! que l'Etat en art ne dirige rien !... l'Etat n'est pas fait pour diriger l'art, mais pour le servir !". Et je suis convaincu que Malraux n'avait pas changé de sentiment lorsqu'il créait en 1959 un Ministère des Affaires Culturelles, un Ministère fait pour servir.

Servir, oui, mais qui ? quoi ? à quoi ? Et cela nous amène à une autre notion, à un autre principe, c'est que l'Etat n'est pas là pour répondre à des besoins. Il a, c'est un peu scandaleux en apparence, à les créer, ou, du moins, à les faire apparaître, à les faire émerger.

Des besoins culturels existent, c'est vrai, mais il est évident que, d'une certaine façon, il faut aider à les créer, les stimuler, les encourager. Le Français moyen, se satisfait assez aisément de ne connaître que le divertissement. Mais le besoin profond de culture, c'est-à-dire la recherche d'une réponse à ses interrogations sur la vie et la mort, comme le disait à peu près Malraux, n'apparaît pas naturellement. Nous sommes là pour créer ce besoin. Et c'est dans ce sens seulement que l'Etat répond à des besoins.

Une telle perspective pourtant modifie le sens de votre analyse, M. Lamberti, de l'enquête de Pierre Belleville. Celui-ci fait une enquête dans les milieux ouvriers et ne

trouve pas de besoins culturels. Les besoins n'ont pas émergé, et l'on en conclurait que les ouvriers n'ont pas de besoins culturels ? Ce n'est pas vrai. Et notre rôle est modeste, il consiste non à amener forcément les ouvriers à notre culture, à une culture savante, mais à les amener à reconnaître un certain nombre de valeurs, à installer une hiérarchie des valeurs.

D'autre part Pierre Belleville dit à peu près : "des besoins, oui, mais pas n'importe lesquels". Et je crois qu'une des critiques fondamentales que l'on doit faire au Ministère de la Culture (puisqu'il porte maintenant ce nom), c'est qu'il a le tort de vouloir répondre à des besoins pour lesquels il n'est pas compétent. Le Ministère de la Culture n'est pas là pour tout faire, et il ne l'a jamais été. Encore un point d'histoire sur lequel je suis en désaccord avec M. Lamberti : jamais André Malraux ne s'est présenté comme le défenseur de l'éducation populaire. Il est exact qu'en 1936, il était membre d'une Association des Maisons de la Culture, mais son adversaire à l'époque était Léo Lagrange. Car d'un côté il y a une culture disons savante, et de l'autre l'éducation populaire. Cela crée une tension que je crois naturelle, et c'est très bien comme cela.

La conséquence en est pourtant qu'une des défaillances actuelles de la politique culturelle de l'Etat est que l'action du Ministère de la Culture n'est pas complétée, contrebalancée par celle du Ministère du Temps Libre, de la Jeunesse et des Sports. Car, soyons francs, l'éducation populaire, les gens du Ministère de la Culture n'y sont pas compétents. Et lorsque, parlant des animateurs culturels, vous citez, M. Lamberti, une enquête sur les animateurs socio-culturels, que l'on peut définir, dites-vous par leur échec dans les études secondaires, vous vous trompez de cible. Les animateurs culturels ont une tout autre formation, une tout autre orientation, que les animateurs socio-culturels avec lesquels on dérive vers l'action sociale. Et ce n'est pas le rôle du Ministère de la Culture que de faire de l'action sociale, ce ne doit pas être son rôle.

En fait il faut considérer l'animation culturelle dans l'optique qui fut celle de Malraux pour les Maisons de la Culture. Et j'ai été heureux d'entendre tout à l'heure M. Stasi les défendre. Car l'échec de ces Maisons est dû aux causes évoquées tout à l'heure : ont échoué les établissements qui ont voulu répondre à toutes les demandes, à tous les besoins, et qui n'en étaient pas capables. En revanche une Maison de la Culture, comme celle de Reims, qui insiste sur la création professionnelle et sur la diffusion de créations professionnelles, demeure vigoureuse.

L'animateur culturel est un personnage très modeste. L'animation culturelle, c'est simplement la médiation entre une création et un public, et elle est au service de la création et du public.

Seulement on ne peut pas tout faire. L'intérêt pour les chefs-d'œuvre baisserait ? je ne le crois pas. Ce qui baisse c'est dans bon nombre de cas la formation nécessaire, et

non l'intérêt lui-même. Et l'on peut constater par exemple, que lorsqu'une pièce classique est bien montée, elle a un succès indiscutable.

C'est ainsi que j'ai vu, il y a quelques mois, les trois premières comédies de Corneille représentées par une excellente jeune compagnie de Rouen. La salle était comble de gens qui passaient la nuit à voir, à la suite, ces trois comédies, parce que l'on a besoin de faire fonds sur quelque chose de solide, sur une langue, sur une œuvre, sur un art, et ce besoin-là existe vraiment.

La politique culturelle cependant passe par le Ministère de la Culture et par le Ministère des Finances, et j'ai souvent rêvé, puisqu'à plusieurs reprises on a associé la Culture à l'Environnement ou à la Communication, que l'on crée un Ministère de la Culture et des Finances. Et elle passe aussi par le Ministère de l'Education Nationale, fondamentalement, par celui de la Jeunesse et des Sports... et elle s'incarne dans un certain nombre de gens. Tout à l'heure vous disiez, M. Lamberti, qu'"on arrive à une culture de masse qui est très analogue à celle des Etats-Unis, à quelques réserves près...". Prenons garde que nous ne soyons en effet un jour dans ces réserves, comme les Indiens ! Il faut, en tout cas, qu'une politique culturelle de l'Etat prenne en considération les différents modes d'approche de la culture, et des valeurs qui la fondent.

Jean-Claude LAMBERTI

Je remercie M. Stasi de m'avoir donné l'occasion de préciser certains points sur la démocratisation culturelle. Il a d'ailleurs à la fois posé la question et donné la réponse. En effet, on ne peut pas parler de l'échec de la démocratisation culturelle dans le flou, mais la formule trouve son sens et sa précision lorsque l'on dit qu'on n'a pas réussi à démocratiser la culture cultivée. Nous sommes donc d'accord là-dessus. Je voudrais simplement ajouter que tout de même cela pose une question, parce que c'est bien pourtant ce que l'on voulait faire.

D'autre part, s'il y a eu une démocratisation culturelle dans les faits, cela s'est produit à partir du livre de poche, à partir du disque, beaucoup plus qu'à partir de l'action du ministère. Donc, sur les moyens je garde aussi une réserve. Les moyens ? Pourquoi a-t-on considéré par exemple que le théâtre était le moyen principal ? A-t-on une conception du théâtre comme art collectif par excellence ? Cette conception n'était pas justifiée par l'état du théâtre à ce moment-là. Donc, sur les moyens il y a eu tout de même quelques erreurs, et j'en suis bien d'accord avec vous, c'est lorsque l'on est dans l'opposition qu'il faut réfléchir aux erreurs passées.

Je voudrais également répondre en ce qui concerne les animateurs. J'ai parlé d'une enquête qui porte sur les animateurs socio-culturels, et non pas sur les animateurs culturels. C'est parce qu'il existe une enquête sur les animateurs socio-culturels qui a été publiée, et qu'à ma connaissance il n'y a pas d'enquête équivalente sur les animateurs culturels. Je pense cependant qu'à quelques

différences près, les conclusions générales de Simonnot peuvent s'appliquer à tous les animateurs.

Quant à l'enquête de Pierre Belleville, je crains, là, d'être en désaccord avec vous, Monsieur Gachet. Vous m'avez fait résumer l'enquête de Pierre Belleville d'une façon que je n'accepte pas. Pierre Belleville, selon moi, aurait dit que les ouvriers n'avaient pas de besoins culturels. Mais pas du tout ! Ce n'est pas du tout cela qu'il dit ! Il dit : "Les besoins culturels des ouvriers sont différents de ceux que leur prête le ministère". Autrement dit, l'offre institutionnelle va à l'opposé de la demande.

En fin de compte, dans cette question de la démocratisation culturelle, c'est toujours ce que j'ai voulu montrer : on a voulu développer une politique de la démocratisation culturelle à partir d'une conception de la culture, culture commune, culture intégrée et l'évolution de nos sociétés et la démocratisation culturelle qui s'est faite se sont orientées dans un sens complètement différent, qui est celui de la diversification, de la différenciation, de la fragmentation des publics.

Cela dit, moi aussi je partage la conception de Bernard Stasi, attaché à la cause de la démocratisation culturelle, mais je crois utile de réfléchir sur certaines erreurs qui ont été commises.

Mme DUBREUIL

Tout à l'heure, M. Stasi a insisté sur la dimension culturelle de la politique. Je voudrais lui dire que nous souhaitons, nous, parents d'enfants, avoir un poids beaucoup plus grand sur la dimension politique de la culture. Je pense que c'est un phénomène qui a été méconnu trop longtemps, qu'il l'est peut-être encore, qu'il l'est encore sûrement.

Je remercie ceux qui ont fait part de l'inquiétude que nous éprouvions tous à la disparition de l'enseignement musical à l'école élémentaire. Si les Jeunesses Musicales de France ont joué un très grand rôle dans les villes en ce domaine, il s'agit d'un apéritif et pas d'un repas.

En créant des animations dans les écoles, on crée des besoins. En face de ces besoins, il n'y a pas de réponse. Les écoles de musique refusent du monde. Elles sont toutes pleines. Elles correspondent donc à un besoin. Si l'on dit que les ouvriers n'ont pas de besoin culturel ou que les besoins culturels des ouvriers sont différents des autres, c'est parce que souvent à l'origine, leurs enfants n'ont pas eu la possibilité d'accéder à un domaine ouvert à certains autres plus avantagés par leur milieu à ce point de vue. La véritable démocratisation des arts et en particulier de la musique, n'existera que le jour où la musique aura repris une place essentielle à l'école élémentaire. A 8 ans-11 ans, il est déjà trop tard pour s'y mettre et je pense que bien des enfants qui auraient souhaité entrer dans le domaine de la musique après avoir connu les animations musicales organisées par les J.M.F., se sont trouvés en face de sérieuses difficultés parce que l'école ne les avait pas préparés à cet effet.

LA CULTURE, L'ÉTAT, LA SOCIÉTÉ

René RÉMOND

Avec cette quatrième et dernière séance du Colloque, intitulé "la culture, l'Etat, la société" nous abordons le problème des rapports entre culture et politique. A vrai dire, il est inexact de dire que nous l'abordons puisqu'à plusieurs reprises déjà il a affleuré, en particulier ce matin, à propos de la répartition des rôles, entre la Puissance Publique et les collectivités locales.

S'il est un problème d'actualité c'est assurément celui des relations entre Culture et Politique. Mais il n'est pas seulement actuel. Ce serait une erreur de croire que la circonstance seule, la conjoncture politique ou le rapport de forces entre majorité et opposition le posent. C'est un problème fondamental, encore qu'il ne soit pas toujours posé dans les termes que nous connaissons actuellement, car le champ du politique n'est pas défini une fois pour toutes, ses contours ne sont pas immuables et en conséquence la Culture peut se trouver à l'extérieur ou au contraire être absorbée par ce champ.

C'est le problème de la limite entre les deux qui recoupe partiellement un autre problème capital, en fonction duquel on peut classer les pensées politiques : celui des rapports entre le public et la sphère du privé.

Ceux qui pensent que tout est politique, tendent évi-

René Rémond

demment à absorber la Culture dans le Politique ; d'autres estiment que la culture se porte d'autant mieux que la politique ne s'en préoccupe point...

J'arrêterai là mon intervention. Nous allons être introduits à une réflexion de fond sur ce problème par le rapport de Jean-Marie Domenach : nous entendrons ensuite trois communications pour lesquelles nous avons la chance de bénéficier de la compétence, de l'expérience et de l'autorité de Marc Fumaroli, Maurice Blin, Etienne Borne et Raymond Barre.

Ensuite, comme précédemment, la parole sera donnée à la salle.

Quelques-uns m'ont déjà fait savoir qu'ils souhaitaient prendre la parole, et en pratiquant ce mélange de spontanéité et d'organisation dont on a dit qu'il était une caractéristique de "France-Forum", nous irons jusqu'à 18 heures.

Nous disposons ainsi de trois bonnes heures. C'est fort peu de temps pour traiter d'un problème aussi fondamental, c'est sans doute assez pour que nous puissions en explorer les dimensions.

Je donne la parole à Jean-Marie Domenach. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de le présenter ; chacun se souvient du rôle qu'il a joué à la tête de la revue "Esprit". Il est maintenant professeur à Polytechnique.

RAPPORT

Jean-Marie DOMENACH

Un spécialiste de la Culture a recensé plus de 200 définitions du mot. Mais la pire des définitions que l'on puisse en donner est celle-ci : "La Culture est ce que celui qui en parle croit posséder et regrette que les autres ne possèdent pas".

Je ferai attention autant que je le pourrai à ne pas suggérer que le mode de Culture dont je suis l'héritier est supérieur à d'autres Cultures qui naissent aujourd'hui parmi nous. Je me garderai de dire que certaines expressions culturelles sont en réalité de l'anti-Culture. Je ne sais pas exactement ce qu'est la Culture et je crois que nous devons ouvrir largement l'éventail. Mais il y a une chose que je sais : la Culture n'est pas une spécialité et ceux qui prétendent s'arroger le droit de la détenir, de l'imposer aux autres ou de la gérer ont tort, car ils se contredisent eux-mêmes. Je ne conteste pas que des nécessités de gestion obligent les pouvoirs publics à déléguer des personnes à cette tâche, mais être un fonctionnaire de la Culture c'est se mettre en contradiction avec la Culture elle-même. L'UNESCO est un exemple de cette perversion qu'est la bureaucratie culturelle.

Le danger de toute politique de la Culture, nous le

Jean-Marie Domenach

voyons immédiatement, c'est de gouverner ce qui par définition ne se gouverne pas et (Maurice Blin me le disait tout à l'heure) comment gouverner la Culture, alors qu'on est incapable d'établir une relation entre l'état d'une société et la vitalité d'une culture.

Je me référerai cependant (j'espère que vous me pardonnerez cette concession à la culture classique) au sens original du mot Culture. *Colere* en latin, vient d'une racine indo-européenne qui signifie à la fois une activité sacrée, un *culte*, et une activité laborieuse, d'abord celle de l'*agriculture*. Je garderai de cette étymologie l'idée que la Culture ne va pas sans sacré, et sans effort, qu'elle est un patrimoine hiérarchisé, porteur de valeurs esthétiques et morales.

Cela dit, attention à ne pas imposer nos propres valeurs, puisque tout discours sur la Culture est un cercle vicieux, ce qu'on appelle un "cercle herméneutique". Ce que nous disons de la Culture exprime notre propre culture. Il faut tenter de briser le cercle, il faut admettre que naissent aujourd'hui des cultures auxquelles nous n'étions pas préparés. Mais sur cette idée qu'il y a une valorisation, hiérarchie, je ne céderai pas. S'il est vrai que la culture enveloppe toute notre activité, il n'est pas vrai que tout ce qui est comportement humain, fût-il le plus vulgaire, le plus dégradant, est culturel.

"Après tout me disait l'autre jour un étudiant, je ne peux pas condamner la barbarie hitlérienne, c'est une expression de la culture humaine entre les autres". Cette question est au cœur de notre débat : Culture et Démocratie. Sommes-nous vraiment sûrs que la Culture soit en elle-même l'antidote de la barbarie ? Il y avait des chefs

nazis qui étaient fort cultivés. Cette culture que nous essayons de mettre au cœur de la démocratie est une culture qui porte avec elle une morale.

Une autre raison pour laquelle je me méfie de tous ceux qui prétendent discuter et organiser la Culture, c'est que paradoxalement l'apparition du mot et de la réalité serait plutôt l'indice d'une déculturation. On ne parle pas de Culture au 17^e siècle; le mot n'existait pas dans ce sens. Il est apparu récemment, parce que la chose est devenue consciente récemment. La Culture dont nous traitons pendant ces deux journées, commence avec la modernité. La Culture s'est autonomisée, car tel est le destin de la modernité que d'avoir séparé les domaines et d'avoir laissé chacun d'entre eux courir sa propre aventure. Cette autonomisation de la Culture tient à la décomposition des structures traditionnelles : la famille, la profession, toutes ces communautés immobiles dans lesquelles les enfants, les adolescents trouvaient les leçons qui les menaient vers la vie.

Elle tient d'autre part, ne l'oublions pas, à cette tentative de former des citoyens conscients, capables d'être de "vrais républicains". Il y a dans la Culture moderne l'énorme travail d'une Nation pour remplacer cette conscience immanente qu'un peuple a de lui-même par une conscience fabriquée, enseignée, inculquée, tant il est vrai, comme le disait Hölderlin, "que ce qui est proche doit être enseigné, comme ce qui est étranger" et peut-être avec plus de soin encore, parce que ce qui est proche est le plus important. C'est notre langue maternelle, c'est tout cet héritage de coutumes, de mœurs, de proverbes, tout ce stock culturel qui se transmettait naturellement, et qui maintenant doit suivre des canaux artificiels. Le premier de ces canaux, c'est évidemment l'Education Nationale, qui est le non-dit de ce Colloque. Car c'est la plus grande Institution culturelle de notre pays (900.000 enseignants) et l'on doit se demander si réellement c'est encore une Institution culturelle.

La Révolution avec l'Abbé Grégoire a lié l'enseignement national à l'imposition de la langue française. Cependant, le grand effort d'acculturation du peuple, jusqu'à la loi Ferry, était resté l'effort d'une société sur elle-même et en particulier, au XIX^e siècle, des associations ouvrières, aidées par de grands savants comme Auguste Comte, comme Flammarion, qui ont enseigné dans des associations d'astronomie populaire. Et c'est cette culture populaire qui vient mourir aujourd'hui sous nos yeux. Réaliser la jonction entre les micro-cultures déclinantes, ce qu'on appelle aujourd'hui les "sous-cultures" rurales, artisanales et ouvrières avec la grande culture humaniste, qui reste l'étoile de l'initiation culturelle, telle fut l'ambition de cette politique de la culture, illustrée par le Front Populaire et Léo Lagrange, reprise après la Résistance sous l'impulsion d'hommes comme Jean Guéhenno, et d'associations comme "Peuple et Culture", et qui trouva avec Malraux, sous la V^e République, son illustration.

Plus la société change, car telle est la loi de la modernité, plus les structures sont bousculées, plus les mentali-

tés évoluent et plus la base culturelle doit s'affermir et s'étendre. Mais la Culture comme telle, c'est-à-dire le patrimoine culturel, n'était pas mise en question. Pour un homme comme Jean Guéhenno, il s'agissait bien d'entrer dans la chambre des coffres et de distribuer au peuple les grands trésors de la Culture qu'avait accaparés la bourgeoisie. Nous ne mettons pas en question, jusque dans nos enthousiasmes révolutionnaires de l'époque, la réalité, la fécondité de cette Culture là et le "développement culturel", mouvement auquel j'ai participé, lors de la Commission du VI^e Plan et du Conseil du Développement Culturel, c'était la même inspiration à laquelle s'ajoutaient les exigences du développement technique et économique, impératifs pour une Nation qui voulait vraiment rester au niveau des grandes.

Or cette époque s'achève, c'est de cela, bon gré mal gré, que nous devons prendre conscience. La Culture consommée l'emporte sur la Culture cultivée. La Culture privée l'emporte sur la Culture collective. Ce fut une grande époque que celle qu'illustrent les noms d'André Malraux, d'Edmond Michelet, de Jacques Duhamel et de tous ceux qui travaillèrent alors à la culture populaire et au développement culturel. C'était à nos yeux un prolongement normal de la Libération. Mais voilà que la Culture est entrée dans le champ de la consommation et de la production. Un article d'Augustin Girard l'avait souligné il y a quelques années : ce travail énorme, ces subventions ne faisaient plus le poids en face du boom des industries culturelles qui dans les années 60 ont produit les disques, les livres de poche et la télévision, bien entendu. Tout ce que l'Etat faisait n'apparaissait plus que comme un complément marginal de cette consommation culturelle. Pire, cette action se retournait contre ses propres intentions : on s'est aperçu qu'il y avait des consommateurs de Festivals qui se déplaçaient d'un lieu à un autre, que c'était surtout ce public pour qui la Culture est essentiellement, comme le dit Bourdieu, une distinction, qui profitait des subventions de l'Etat. D'où ce choc qu'ont eu les responsables de la Culture devant cette révélation que la Culture devenait une affaire privée, une affaire de consommation, que le livre, cet objet sacré dans notre jeunesse, était lui-même un objet consommable, comme les autres, jetable et remplaçable.

D'autre part, nous avons dû convenir que cette unité mythologique de la Culture, qui rassemblait autour de ce que l'on appelle le *Corpus*, cet ensemble de références historiques et littéraires qui forme la base des études humanistes, était elle-même en déroute, car la culture humaniste classique se trouvait refoulée par la science et la technique; les meilleurs élèves qui allaient vers le latin-grec, vont désormais vers l'option C, vers les Mathématiques et les Sciences. Notre culture française s'est ainsi trouvée désemparée, incapable de s'adapter à la masse, rejetée par un grand nombre de scolaires ou tout au moins de leurs parents. Culture éclatée, une Culture que l'on appelle spontanée, qui a perdu sa cohérence et ses références. C'est alors qu'a prospéré cette nouvelle idéologie culturelle selon laquelle tous possèdent la Culture : nous sommes tous poètes, il suffit de

s'exprimer et de se libérer, idéologie qui se manifesta de la manière la plus éclatante en mai 1968. Primat de l'image sur ce que l'on appelait la parole, prolifération des cultures sauvages, je dis bien des cultures car il y a aussi une culture dans le rock ou dans la motocyclette, mais de cultures séparées, de cultures en mosaïques, en *patchwork*. Les bacheliers ne sont pas incultes, parfois même ils savent beaucoup de choses, mais il n'y a plus de culture commune entre eux. On a affaire à une constellation de connaissances. Ce qui manque, c'est les références communes, c'est le patrimoine qui est à la base d'une citoyenneté.

A quoi s'ajoute l'américanisation, car dans le même temps où cette culture classique se trouvait déconfitée, les Américains jetaient sur le marché les produits nouveaux de la culture de masse. Nous voilà donc en face d'une coupure dramatique entre la part classique qui renvoie aux contraintes et à l'ennui de la scolarité, et la fonction vivante de la culture qui relève d'une production programmée et d'une consommation indifférenciée, et par là coupe les liens de significations avec le passé et les valeurs communes. Nous touchons ici à ce qui est devenu un problème national, à savoir la décomposition du Corpus scolaire, et la perte de la mémoire historique des Français.

Quelle est la réponse à ce bilan sommairement brossé de la déroute de la culture classique, de la fracture entre la culture cultivée et la culture consommée, entre la culture humaniste et scientifique, de l'éclatement de la culture nationale en une multitude de cultures spécialisées ?

Celle que donne le pouvoir actuel est à la fois ambitieuse et ambiguë. Certes, il a augmenté les crédits à la Culture, mais aussi le nombre des fonctionnaires chargés de les distribuer. Et s'il a fait justement entrer dans le domaine culturel des activités qui, comme la bande dessinée, la haute couture et la cuisine n'avaient pas accédé à cette dignité, il est resté sous l'influence de cette idéologie anarcho-spontanéiste qui, comme le dit l'extraordinaire document qui ouvre les plans du Musée de la Villette, appelle culture "toute expression de notre époque". Mais alors si tout est culture, tout doit être mis sur le même plan. Culture non hiérarchisée, autoproduite, autoconsommée et aussitôt détruite pour éviter l'encombrement... Telle est l'idéologie qui imprègne encore le Ministère de la Culture.

Mais à côté de cette apologie de la culture spontanée, on assiste à un extraordinaire retournement dont témoignent les directives données par M. Chevènement aux Maîtres de l'Ecole primaire et de l'Ecole secondaire, leur rappelant qu'ils ont à être des enseignants, c'est-à-dire à dispenser les connaissances, à restaurer une mémoire, à transmettre un patrimoine et à le valoriser.

Nous n'avons pas affaire à une politique partisane, à une politique étatiste, nous avons affaire à une politique peu cohérente dans une situation qui est elle-même peu cohérente. De quoi souffre-t-elle surtout ? D'une dévita-

lisation qui tient à ce que l'Etat laisse croire qu'il est en charge de la Culture. Je note d'ailleurs que les associations sont plus vivantes par leur propre bureaucratie que par leurs militants, et tous ceux qui sont au contact savent bien que ces trois ans et demi de gouvernement socialiste se sont traduits paradoxalement par un certain affaiblissement de la vitalité des associations. Ce point est grave.

Mais surtout, là comme ailleurs, le pouvoir sacrifie à la réclame : il se vante de sa magnificence alors que trois dévaluations successives conjuguées avec la hausse du dollar ont eu des effets désastreux pour la recherche, pour les centres de documentation, pour les bibliothèques, pour notre représentation culturelle à l'étranger. Des discours pompeux, des projets magnifiques cachent la misère de la culture soutenue par l'Etat, en France et à l'étranger. La France est en train de devenir le nouveau pauvre du monde occidental. Croyez-en quelqu'un qui depuis trente ans voyage souvent, aidé je dois dire par une admirable administration que l'on appelait les Relations Culturelles. Le Sénateur Maurice Blin, dans son rapport sur les Relations Culturelles a montré quelle était la misère de la représentation culturelle française à l'étranger.

Ce retard peut devenir non rattrapable. Nous sommes en train de prendre, comme cela a été le cas dans la dernière guerre mondiale, dans nos instances de recherche et de documentation, un retard que nous ne pourrions plus rattraper, étant donné la rapidité avec laquelle se développent aujourd'hui tous les domaines de la science et de la technique.

Je propose que l'on décrète l'état de péril pour la Culture française et que l'on cesse de se vanter comme nous le faisons aux quatre coins du monde de notre Culture immortelle. "Le coq est un oiseau stupide", comme disait Georges Bernanos, Assez de ses cocoricos !

Comme beaucoup d'entre vous, je pense, j'ai offert pour la Noël un certain nombre de livres à des enfants. Aucun n'avait été conçu en France, y compris un livre remarquable sur la Belle Epoque en France. Tous avaient été conçus aux Etats-Unis et imprimés au Portugal ou en Belgique. Il y a là un problème dramatique, qui révèle le tarissement d'une création culturelle de masse, dans laquelle excellent les Etats-Unis. Où est le temps de Hugo, de Zola, de Malraux, de Camus et de Sartre ? Nous produisons de gentils bibelots et souvent le nouveau cache une sorte de raffinement mièvre et de narcissisme décadent. Certes, dans le domaine de l'Histoire, et dans des domaines importants des Sciences de l'Homme, notre culture continue d'avoir une réputation mondiale, mais dans bien d'autres domaines, on dirait que l'énergie créatrice nous a quittés et que notre culture recule devant la réalité charnelle et spirituelle dont se nourrit le roman américain, celui d'Amérique du Nord et du Sud, et, dans ses meilleures productions, le cinéma japonais.

Bien sûr la création ne se décrète pas. Il n'y a pas de rapports constants entre la création littéraire, artistique d'une part et d'autre part les structures économiques et

politiques d'un pays. C'est vrai, les époques décadentes ont pu engendrer de magnifiques cultures et la modernité n'a jamais été aussi grande que dans les années 1900 à 1914. Il reste qu'un pays qui croit en lui, un pays qui ne se rétracte pas sur lui-même, un pays qui ne parle pas tout le temps de sa mort est un pays qui attire la création ou tout au moins la mettra en œuvre et n'hésitera pas à la répandre, parce qu'il croira dans son destin, dans la capacité de son peuple de comprendre ce qui est beau.

*
* *

La politique culturelle nous offre une excellente occasion de réfléchir à la politique en général, et d'éviter ce débat inepte dans lequel on cherche à entraîner les Français entre étatisme et libéralisme. Oui, l'Etat doit reculer, mais l'Etat ne reculera que si la société avance. Cela, nous devons le dire aux Français, à quelque place que nous soyons. L'Etat ne reculera que si la société avance, mais ce n'est pas l'Etat qui fera avancer la société. Dernière ruse de l'étatisme...

Le second point, c'est que la politique elle-même est une Culture. Je ne crois pas beaucoup à la politique de la Culture, mais je crois à la Culture de la politique; non pas comme "esprit littéraire" pour reprendre une expression de Tocqueville; je ne crois pas que ce soit du devoir de l'homme d'Etat que d'aller faire le bel esprit à la télévision. La politique est une Culture parce qu'elle est un discours symbolique, elle devrait être au moins pour les Français la représentation d'un être en commun et d'un avenir possible. Certes la politique n'est pas la traduction immédiate de la Culture. Comme dit Alfred de Vigny; "Tout gouvernement est le symbole agissant d'une grande pensée arriérée". Le discours de la politique est symbolique. Il agit en fonction de grandes pensées qu'il exploite pour l'action. Mais ces pensées, ce n'est pas la politique qui les crée. Saint-Simon, dans sa constitution idéale de la France donnait la primauté aux hommes de culture. qu'il appelait les hommes d'imagination: "Ils marcheront devant, ils passionneront la société". La politique n'est pas une traduction de l'idéologie, mais elle ne se passe pas d'une grande pensée. Les hommes politiques représentent à leur façon et au plus haut niveau la culture, ils la rendent visible non pas en parlant d'elle, en se prévalant d'elle mais en étant eux-mêmes, dans l'action, des hommes de culture.

Désétatiser la Culture, qu'est-ce que cela veut-dire? Ici nous entrons dans ce qui est un drame spécifiquement français: la quasi totalité des Français considèrent que la culture est quelque chose de tellement beau que cela n'a pas de prix et par conséquent ne doit pas être payé. Je recevais à la revue "Esprit" de bibliothèques, d'instituts culturels, des lettres disant qu'ils n'avaient plus d'argent, parce qu'ils avaient installé un bar, et demandant que nous leur envoyons la revue gratuitement. Il ne venait pas à l'idée de ces sympathiques correspondants que cette revue je la payais avec l'argent de ceux qui l'achetaient.

Nous autres, Français, nous n'avons pas encore osé prendre la responsabilité de notre culture. Je disais tout à l'heure que l'Etat reculera si la société avance, et j'ajoute ceci: la société française n'avancera que si nous tous, intellectuels, journalistes, hommes politiques, sommes capables de lui faire comprendre qu'elle a la responsabilité de sa Culture, de son patrimoine, de ses Musées. Je songe aux dames de Boston qui vont tous les matins mettre des bouquets à chaque étage du Musée. Je songe aussi à ces villageois de Bavière qui achevaient la construction d'un chalet; à l'entrée, ils avaient écrit sur un panneau: "Messieurs les voisins, nous sommes en train de terminer ce chalet. Si vous voulez nous aider, venez nous donner vos suggestions pour que l'ornementation vous plaise et corresponde à l'environnement". Voilà la démocratie culturelle, voilà des gens qui ont pris conscience que le paysage n'était pas l'affaire de l'Etat, que la beauté c'était leur affaire. Les Fondations devraient être, avec les associations, un moyen essentiel d'intéresser les Français à la Culture. Mais nombreux sont les dirigeants d'entreprises, les Comités d'entreprise qui ne comprennent pas que l'on consacre à la Culture des sommes qui seraient bien mieux employées dans des excursions et des banquets...

Nous avons été façonnés à cette passivité par des siècles de centralisation culturelle. La Culture vient de Paris, elle est faite à Paris depuis François 1er. On se plaint beaucoup des dépenses, Paris coûte cher, et quand j'étais à la Commission du Plan je me plaignais comme les autres de ce que Beaubourg pesait si lourd sur le budget de la Culture, mais après tout les provinciaux viennent à Beaubourg. Dans l'effort que fait la France pour rester au niveau de son histoire, Paris est notre meilleur atout. La mode est à la décentralisation, et c'est bien. Mais n'oublions pas le travail qui a été fait à l'époque de la "nouvelle société", au début des années 70, pour amener les instances locales et régionales à sauver les monuments et restaurer le cœur des villes. Décentraliser, oui, mais prenons garde de ne pas folkloriser.

Les tâches de l'Etat existent, mais ces tâches ne seront valablement remplies que si la société et les instances commerciales de diffusion elles-mêmes sont capables de manifester la vitalité qui permettra à l'Etat de se retirer, sans quoi ce retrait ne sera qu'une absence.

Je prends l'exemple du prix unique du livre. C'était théoriquement une bonne décision. Mais alors qu'elle aurait dû être une provocation pour les éditeurs et les libraires à prendre en charge la diffusion du livre, on a créé un nouveau secteur protégé, car c'est la tragédie de ce pays que chaque fois que l'Etat prend une décision, qu'elle soit d'intervention ou de retrait, elle favorise la féodalité ou simplement l'inertie. Nous n'y remédierons vraiment - c'est une des tâches culturelles de la politique - que si nous répétons aux Français "Vous êtes responsables de votre Culture". Ces églises qui dégringolent, ces bibliothèques qui ne fonctionnent pas, ces équipements culturels - là c'est un des scandales les plus étonnants de ce pays - ces équipements universitaires, scolaires qui

fonctionnent moins de six mois par an et ces créateurs, ces chercheurs qui partent aux Etats-Unis pour avoir des conditions de travail correctes, voilà la honte d'une politique qui se prétend responsable de la culture française. Les Universités américaines, lorsqu'il y a un créateur de valeur, lui donne un poste, on crée même des postes pour après la retraite. Je sais bien que la frontière entre la Culture et l'Université est l'une des plus brûlantes qui soit. Nous nous en sommes aperçus au Conseil du Développement Culturel, présidé par Pierre Emmanuel. Au bout de dix-huit mois nous avons dû démissionner en bloc. Je ne sais pas si on a jamais vu une instance comme celle-là, installée par un Premier Ministre, démissionner en bloc. On était assez libéral à l'époque, la moitié d'entre nous était de Gauche, l'autre moitié de Droite. Il y avait même M. Jack Lang. L'Education Nationale à qui nous avions respectueusement proposé des projets pour l'éducation poétique et musicale ne nous a même pas accordé une audience. C'est humilié que nous avons dû donner notre démission.

*
* *

Gabriel Marcel aimait à dire que la consommation était le contraire des valeurs car elle détruisait tout. Je pense maintenant que cette pluralité de choix c'est aussi le début, ou du moins la promesse d'une liberté et cette multiplication des œuvres culturelles est une très grande chance parce que la culture consommée peut mener à la culture cultivée. Nous l'avons vu à propos de l'enseignement. Le consommateur de libertés devient conscient que dans ce choix il peut trouver la voie d'une liberté consciente et responsable, qui choisit et qui par conséquent élimine. Tout nous est donné d'emblée, c'est une chance immense. Ce qui ne nous est pas donné, c'est le pouvoir de choisir entre tout. Il faut admettre que la Culture est entrée dans cette prolifération et que c'est avec cela que nous devons nous débrouiller, que la surabondance appelle à une signification et que le rôle de l'Etat par conséquent serait de maintenir largement ouvert cet éventail de choix, afin de préserver pour le plus grand nombre la possibilité d'un itinéraire personnel qui le conduira de *Dallas* à *Oedipe*. La surabondance étouffe la signification, c'est vrai, mais l'homme est un animal qui veut du sens, disait Albert Camus. Le rôle du pouvoir politique n'est pas de donner le sens, c'est de veiller à ce qu'il puisse être retrouvé par chacun, que cette prolifération inouïe des images, du son, des signes, offerte à chacun, à chaque instant, donne lieu à une représentation cohérente, de sorte qu'un destin personnel et un destin national puissent se forger. J'insisterai pour que nous n'ayons pas une position de retrait à l'égard de cette prolifération, apparemment insignifiante, mais que nous la prenions pour base d'une nouvelle politique culturelle, dont voici quelques objectifs :

- Premièrement éviter que le créateur ne soit exploité, car la tendance du marché évidemment c'est d'aller vers la production de masse, et ce système se retourne inévitablement contre le créateur.

- Deuxièmement, faire en sorte que la loi du nombre, la loi du marché n'écrase pas la production d'avant-garde. Il y a une responsabilité des Instances publiques, car les idées forces d'une époque sont rarement majoritaires. Elles le deviennent ensuite, sur le moment on ne le sait pas. Et seuls quelques-uns le pressentent et cette chance doit être préservée.

Un autre point c'est celui de la pauvreté culturelle qui a été évoquée par Jacques Barrot ce matin. Je ne sais pas ce que veut dire la "justice culturelle", la pauvreté culturelle, par contre je le sais. Une politique se doit de répondre moins en fonction d'impératifs de justice que d'impératifs de cohérence nationale. Il n'y a plus de cité, disait Auguste Comte, quand les travailleurs campent en dehors de la cité. Or l'exclusion sera de plus en plus culturelle, plutôt qu'économique.

On a compté récemment près de 3 millions d'illettrés, et il y en a bien davantage qui vivent comme des exilés dans leur propre pays. L'un des objectifs irréfutables d'une politique culturelle, c'est qu'il n'y ait pas une proportion croissante de Français qui vivent en exil dans leur propre pays comme si la France était encore faite d'un millier de courtisans et de 20 millions de paysans.

Mais quel est le sujet d'une politique culturelle ? A qui s'adresse-t-elle ? Est-ce que l'on a vraiment réfléchi ? La Culture comme telle est née dans notre pays en même temps que l'Etat nation. Le mot n'existait pas avant. Autrefois son devoir était d'abord national. Mais la Nation est-elle l'agent exclusif d'une politique culturelle ? S'il y a vraiment un rôle indispensable, essentiel à la Culture dans sa résistance face aux périls totalitaires, c'est de maintenir la mémoire nationale. Mais la Nation ne peut plus être le sujet exclusif d'une politique de la Culture française, l'Europe est un sujet de la politique culturelle aujourd'hui de plus en plus important, l'Europe dont la définition me semble être plus culturelle que géographique ou économique.

J'évoque en terminant ce titre du bel éditorial d'Emmanuel Mounier, 1932, dans la revue "*Esprit*" : "*Refaire la Renaissance*". La Renaissance fut une époque où la Culture n'était pas nationale et pourtant Paris était alors un des lieux éminents de cette Culture.

Dans quelle mesure notre culture française supportera-t-elle d'être cosmopolite ? Elle est déjà profondément américanisée. Faut-il défendre la culture française en face de la culture américaine ? Vous avez senti ma réponse, je pense qu'effectivement il y a une puissance, une vitalité de la culture américaine qui a su adapter les thèmes culturels à la grande masse, et notre défense ne devrait pas être de nous replier sur notre singularité aristocratique, elle devrait être de devenir nous-mêmes des créateurs de culture de masse.

Il y a dans Victor Hugo de quoi alimenter je ne sais combien de *Dallas*, si nous en avons vraiment le désir ; c'est un réservoir extraordinaire, dans ce pays porteur d'une culture aristocratique à laquelle il ne faudrait pas toucher pour ne pas la dévaluer. Rien ne serait pire que

de se replier dans un anti-américanisme de sous-développés, de défendre notre singularité française contre cette extraordinaire capacité qu'ont eue les Américains d'adapter leur culture à la masse tout en créant dans leur Université des couvents du Moyen Age, des lieux où la Haute Culture s'est maintenue. C'est un exemple qui doit nous inciter à créer des Universités libres et des Fondations, et à développer une production culturelle de masse qui se distingue des niaiseries que notre radio et notre télévision diffusent aux heures de grande écoute.

*
* *

La Culture pose aujourd'hui à la politique des problèmes fondamentaux. Son domaine s'étend dans la mesure où la Nation est obligée de prendre en charge la transmission du patrimoine, dans la mesure aussi où la complexité croissante des structures oblige les citoyens et les travailleurs à élever leur niveau de connaissance et d'initiative. Mais l'Etat ne fera pas tout. Les libéraux se doivent de rappeler que le souci de la liberté, c'est-à-dire de la culture qui en est la base, ne se délègue pas à des instances administratives, mais que la Nation toute entière est responsable de la Culture. Sa survie en dépend. Sa vitalité économique aussi bien que l'esprit de défense tiennent à la vigueur d'une langue, à la conscience d'une identité, à la fécondité d'une création.

J'ai dit "la Nation tout entière" et la question se pose aussitôt : peut-on continuer de voir la France, d'enseigner la France comme autrefois. Le mode traditionnel d'assimilation fonctionne de plus en plus mal, c'est évident, sans doute parce qu'il ne convient plus à la réalité des choses et des esprits. Vercingétorix s'éloigne. Des centaines de milliers d'adolescents vivent dans l'anémie culturelle. Au lieu de dissenter sur l'abomination du racisme, on ferait mieux de réfléchir aux meilleurs moyens de renouveler et d'agrandir l'image de la France.

Une France "pluri-culturelle" ? Cela ne veut pas dire grand-chose. Il n'existe qu'une culture française qui devrait être assez large pour que des hommes et des femmes venus d'ailleurs s'y trouvent à l'aise et n'aient rien à sacrifier d'essentiel dans leurs croyances religieuses et dans leurs cultures d'origine. Les grandes cultures sont celles qui assimilent. On notera que les trois-quarts des brevets américains, l'an dernier, ont été pris par des gens qui n'étaient pas nés aux Etats-Unis.

Le défi de l'assimilation est au fond identique à celui de la science : il s'agit, pour notre culture, de sa capacité de rajeunir. Elle s'est constituée à l'époque classique. D'où la rupture entre l'esprit littéraire et l'esprit scientifique. Or il se trouve que la science elle-même aujourd'hui bouleverse cette séparation. Elle a perdu sa prétention au monopole de la vérité. L'épistémologie, si j'ose dire, est devenue démocratique : elle appelle au dialogue, au consensus. Elle refuse le manichéisme, l'explication globale et définitive. C'est l'annonce d'une réconciliation avec la philosophie et la poésie. L'humanisme redevient jeune - un autre humanisme qui, comme celui de la

Renaissance, tient sous son regard unique la nature des choses et la liberté des consciences.

De plus en plus, la politique s'occupera de problèmes d'éducation et de morale, qui sont des problèmes de culture. Notre politique de la culture, c'est d'abord le souci d'aider la Culture à grandir librement afin de poser à la politique les vraies questions et de lui permettre d'en débattre librement et d'en décider efficacement.

COMMUNICATIONS

Maurice BLIN

Pour mieux cerner les relations entre culture et politique, il me paraît utile de partir d'un constat : en effet, l'histoire enseigne qu'il n'y a pas de lien nécessaire, repérable entre la culture, l'art d'un temps donné et les structures politiques et sociales de l'époque où cet art se manifeste.

Tantôt l'art apparaît couronner une époque stable : c'est le cas du règne de Louis XIV ou de la prospérité d'Athènes, ou encore des Temples Khmères au temps du grand empire du Cambodge. Tantôt il s'oppose à lui : c'est le cas des écrivains romantiques face à la bourgeoisie dominante au 19^e siècle. Tantôt l'art se nourrit des drames, des angoisses d'époques et de régimes troublés, comme à la Renaissance, époque tumultueuse s'il en est. A cet égard, le cas du romantisme allemand, dans une Allemagne occupée par les armées napoléoniennes alors que la France impériale au sommet de sa puissance politique et militaire n'accouchait que d'œuvres médiocres, est remarquable. De même, le bagne, c'est-à-dire le goulag de l'époque, a joué un rôle déterminant dans l'œuvre des grands romanciers russes.

Par quelque bout que l'on prenne le problème, il ne semble donc pas qu'il y ait un lien quelconque de dépendance entre la culture et les structures politiques et sociales du temps d'où elle émerge.

Au contraire, il apparaît que même lorsque - et cela arrive souvent - l'art prend la politique, la raison d'Etat ou la guerre comme thèmes privilégiés il reste maître du jeu, *sujet* pleinement autonome et libre, quitte à faire de l'histoire, la guerre ou la politique, son *objet*. Quand ce rapport se renverse, l'art s'éteint. C'est ce qui arrive dans les régimes totalitaires où l'on assiste à l'étranglement de l'art sous le poids de la pensée à prétention politique.

Dans ces conditions, on peut s'étonner que la France, de tradition libérale, soit un des rares pays au monde à s'être dotée d'un Ministère de la culture.

C'est en effet une singularité française. Il a été rappelé tout à l'heure que depuis l'arrivée de M. Lang, les crédits affectés à la culture ont été multipliés par trois. L'Etat, effectivement en France, remplit des fonctions impor-

tantes qui ont été remarquablement illustrées par Dominique Baudis. Il a vocation à entretenir, conserver le patrimoine culturel et ce patrimoine est considérable dans une vieille nation chargée d'histoire. Seul l'Etat dispose des moyens qui lui permettent d'en assumer le coût. Les communes écrasées par la charge de leurs églises en voie de délabrement, n'ont plus, dans mon département, les moyens de les financer. Les régions, les départements font ce qu'ils peuvent. Mais, en tout état de cause, il ne s'agit là que de conservation, non de création.

sion des Finances du Sénat, l'a montré : les crédits que l'Etat affecte actuellement aux Bibliothèques municipales, aux Musées, aux Ecoles de Musique, aux Archives, baissent globalement de près de 40 %. Cela veut donc dire que ce qui reviendra en 1986 aux élus locaux au titre de la décentralisation chute de 40 % par rapport à ce qui était assuré par l'Etat en 1984.

Enfin, l'Etat assure le mécénat des artistes. Le fait n'est pas nouveau. En 1984, c'est près de 34 millions de francs qui ont été affectés à des commandes d'œuvres. Le Centre Pompidou lui-même, à lui seul, assurera en 1985 pour 24 millions de francs de commandes à des artistes. Il n'y a là rien de répréhensible. Louis II de Bavière l'a fait avec Wagner, Louis XIV l'a fait avec les grands classiques.

Mais, l'Etat d'aujourd'hui dispose-t-il du même discernement culturel qui lui permettrait de faire, comme on dit, les bons choix ? Je n'en suis pas tout à fait certain. Il y a là un risque d'arbitraire qu'on ne saurait sous-estimer.

Il reste que la décentralisation culturelle est une bonne chose en dépit des charges financières qu'elle comporte. En effet, j'observe que tous les pays à enseignement ou à diffusion culturels intenses sont des pays décentralisés. Les Etats-Unis d'Amérique, où le mécénat joue un rôle considérable, la Suisse, l'Allemagne Fédérale ont pratiqué depuis leur plus lointaine histoire une décentralisation absolue des responsabilités en matière d'enseignement, ou d'arts plastiques.

La France, au contraire, souffre d'un complexe d'hyper-centralisme culturel. Nous avons donc, surtout depuis que la gauche est aux affaires, à supporter le poids étouffant d'un Etat qui se croit une vocation culturelle.

Maurice Blin

Par ailleurs, l'Etat subventionne la diffusion des œuvres. Jean Charbonnel a évoqué le 1 % culturel qui est une initiative intéressante et souvent efficace. C'est le rôle important des grands théâtres nationaux ou régionaux. Mais, là encore, il ne s'agit que de la diffusion d'œuvres dans la naissance desquelles le pouvoir politique n'a aucune part.

On a évoqué les grands chantiers du Président. Ces grands chantiers sont-ils inspirés par un authentique désir de servir la culture française à rayonnement international ? Ne cherchent-ils pas au moins autant à servir la gloire et le prestige de leur initiateur ? C'est le complexe Louis XIV^e que nous connaissons bien. Une chose est sûre, ces grands projets à prétentions nationale et mondiale ne peuvent actuellement, dans la disette de crédits qui est la nôtre, s'effectuer qu'au détriment de la province.

Un simple exemple le montre bien. En 1986, il y aura achèvement de la décentralisation en matière d'action culturelle. Or, dans le budget de 1985, base sur laquelle s'effectuera le transfert l'an prochain, Maurice Schumann, rapporteur du budget de la culture à la Commis-

Je voudrais évoquer ici deux problèmes qui me paraissent très importants car ils constituent à mon avis les deux menaces majeures qui pèsent actuellement sur la culture dans notre société industrielle.

Sans vouloir sombrer dans le pessimisme, je pense qu'il y a, depuis vingt à trente ans, un déclin indiscutable de la culture en France et sans doute en Europe. Cela, au moment même où les moyens de diffusion de cette culture n'ont jamais été aussi remarquables. Il y aurait lieu de s'interroger sur le contraste élatant entre l'affadissement du contenu et l'extraordinaire dynamisme qui caractérisent la télévision et les moyens modernes de communication.

Je crains que la montée en puissance des techniques, ce que Mac Luhan appelait le "médium" ne s'effectue très précisément aux dépens du contenu qu'il appelait le "message". C'est peut-être parce que les moyens matériels de diffusion deviennent envahissants que les moyens intellectuels et qualitatifs de création, eux, tendent à s'étioler. A la limite, les artistes de demain risquent d'être d'abord des manipulateurs techniques, oublieux de véhiculer une manière culturelle authentique.

C'est une des grandes menaces que la société industrielle si bien analysée par Jacques Ellul fait peser sur le destin de l'art.

Face à ce déclin relatif de la culture, l'Etat a-t-il un rôle à jouer ? Pour ma part, et au risque de vous surprendre, je répondrai que j'en doute.

En effet, quel est le rôle d'un Etat moderne ? Il dispense des techniques, il instruit presque au sens militaire les recrues que sont les soldats du grand combat économique que nous devons mener. A l'évidence, il n'éduque pas. Il n'a plus le temps de former ou de cultiver. Faut-il s'en plaindre ? Je ne le crois pas. En effet, la sensibilité source de l'art précède l'instruction. Elle n'est pas l'affaire de *savoir*, mais de *sentir*. Or, la sensibilité précède dans le développement de l'enfant ou de l'adulte, et de très loin, la raison raisonnante et la raison technicienne. Elle naît éminemment, exclusivement d'un contact privilégié de l'individu avec son "prochain" ou avec une nature familière. Au contraire, l'Etat c'est l'anonymat, le lointain, le collectif sans visage. Il est là pour *protéger*, non pour *inspirer*.

Vous êtes-vous demandé, par exemple, pourquoi dans toute l'histoire de l'art non seulement européenne mais mondiale, le sacré n'a cessé de jouer un rôle aussi important ? Marx apparemment ne s'est jamais demandé ce qu'il serait advenu de l'art si le matérialisme athée qu'il prônait avait été fondé.

Gomez d'un trait de plume tout ce qui, dans le patrimoine culturel de la planète, relève du sacré. Que reste-t-il ? Rien ou presque. En vérité, si l'art confère valeur d'éternité au temps, c'est parce qu'il la porte en lui. Il peut se nourrir de l'économie ou du politique comme on le voit dans la peinture ou l'architecture égyptiennes. Mais précisément, *il ne les transfigure que parce qu'il leur échappe*. Je crois donc que le contenu religieux est essentiel à l'art. Et ce n'est peut-être pas par hasard si dans une société en voie de laïcisation accélérée, celui-ci se cherche et ne se trouve plus.

Vous êtes-vous demandé pourquoi le facteur familial joue un rôle aussi éminent d'innombrables œuvres d'art, en particulier occidentales ? On le retrouve dans la tragédie grecque, dans l'iconographie chrétienne. N'est-ce pas parce qu'il s'agit d'une relation de personne à personne, même et surtout lorsque celle-ci, songeons à Sophocle, à Corneille, se heurte à la raison d'Etat ?

De même, pour qu'un artiste devienne lui-même il a besoin d'un milieu à visage humain qui l'a porté, souvent d'un maître qu'il s'est choisi, qui ne lui a pas été imposé, dut-il un jour le rejeter. Songeons aux relations difficiles de Nietzsche avec ses deux inspireurs Schopenhauer et Wagner. Cette intimité tumultueuse mais créatrice me paraît en contradiction vivante avec le rapport anonyme et froid qui lie le citoyen à l'Etat moderne.

C'est pourquoi il me semble, par contraste, que les collectivités locales, communes, départements, régions plus proches de l'homme, de sa famille et de son foyer, peuvent mieux que lui servir la culture.

L'Etat, grâce aux moyens de diffusion dont il dispose peut assumer un rôle de médiateur entre l'artiste et le public. Mais comme tout médiateur, ce peut être un relais ou, au contraire un écran. Or, historiquement, l'Etat a été bien plus souvent un écran qu'un relais.

Le rôle de l'intermédiaire est en effet de s'effacer, de permettre une rencontre et, l'ayant assurée, de disparaître. C'est en matière culturelle qu'il faut viser au "dépérissement de l'Etat".

L'art ne survit à la cité que parce qu'il domine, et de très haut, la vie politique ou économique de son temps... et de tous les autres.

Marc FUMAROLI

Les critiques que l'on peut lire ici et là à l'adresse du Ministère de la Culture portent le plus souvent, au coup par coup, sur telle ou telle de ses initiatives, ou encore sur des questions budgétaires. On lui fait en somme des querelles techniques, et il lui est loisible de les écarter en invoquant les grands principes sacro-saints du "projet culturel" dont il a la charge, et qui amalgame à un service public peu contestable une idéologie qui l'est beaucoup plus. Mais le service public sert d'alibi à l'idéologie, tandis que l'idéologie infléchit le service public. Et ce jeu semble déconcerter toute critique d'ensemble.

Marc Fumaroli

La situation est à première vue paradoxale. Dans des pays comme l'Angleterre ou les Etats-Unis, où il n'existe aucune administration comparable à notre Ministère de la Culture, les organismes qui en tiennent lieu sont soumis à une critique incessante et approfondie, par voie

d'articles ou de livres, un débat public et de haute tenue est ouvert sur la philosophie même d'une action officielle dans le domaine dit "culturel". Nous percevons indirectement les effets de ce débat dans la polémique vigoureuse dont est l'objet depuis plusieurs années la politique de l'UNESCO. Dans cette polémique, il est significatif que les Français n'ont pris aucune part. Puis-je me permettre de rappeler que la revue *Commentaire* s'est risquée à publier quelques objections aux divers apologistes officiels du "projet culturel"? Ceux-ci n'avaient jamais reçu que des recensions élogieuses et respectueuses. Aussi, à *Commentaire*, avons-nous accueilli avec reconnaissance l'initiative d'une revue amie, *France-Forum*, et l'organisation de ce Colloque de réflexion sur un "projet culturel" qui cesse dès lors d'être sacro-saint. On peut se demander pourquoi il est resté si longtemps tabou dans un pays qui passait naguère pour avoir l'esprit corrosif.

Tout d'abord, il faut faire observer qu'il n'existe guère de lieux en France où une réflexion publique suivie et d'une certaine tenue sur des questions de ce genre puisse trouver place. Nous n'avons rien qui ressemble à des revues hebdomadaires du niveau du *Times Literary Supplement*, ou du *New-York Review of Books*, qui exercent un véritable magistère critique indépendant. Nous sommes voués à l'actualité entendue au sens le plus borné et le plus méprisant pour le public. Et entre autres, la philosophie du "projet culturel" n'a pas grand'chose à craindre d'une presse qui, de droite ou de gauche, semble censurer d'instinct ce qui sort du cercle étroit des lieux communs du jour. A soi seul, cela donnerait à penser sur les fruits d'une "action culturelle" menée à grand fracas depuis trente ans, et qui devait faire de la France "bourgeoise" un pays phare de la "modernité".

Pour autant, le "projet culturel" du Ministère, dans ses différents avatars, a joui d'un quasi-monopole apologétique. Il y a d'autres raisons à cela. Il faut évidemment citer la personnalité hors du commun du Père fondateur, André Malraux, qui sert de palladium efficace en toutes saisons. Il faut aussi tenir compte des idéaux généreux de la Résistance et de la Libération, parmi lesquels figuraient la "démocratisation de la culture", voire "la fin de la culture bourgeoise". On pourrait faire remarquer à leur propos qu'ils ont d'autres racines que la tradition laïque et socialiste de la culture pour le peuple, qui marqua l'action, d'ailleurs très modeste, de Léo Lagrange au temps du Front Populaire. Ces idéaux ont trouvé un ancrage moins visible mais tout aussi profond dans la tradition sociale du catholicisme français. Sous l'utopie du "projet culturel" qu'André Malraux a fait entrer dans nos mœurs, il faut entendre une traduction laïcisée du vieux rêve d'intégralisme catholique, celui de rendre un sens, comme au Moyen Age des cathédrales, et un sens collectif, à toute la vie de l'homme en société, à son temps de travail comme à son temps de loisir, à sa vie publique comme à sa vie privée. Que cette traduction du catholicisme intégral ait passé par les médiations du scoutisme, du patronage paroissial, du syndicalisme, ce n'est pas mon objet ici de l'analyser, je vois dans ce

Colloque des spécialistes infiniment plus compétents que moi. Reste que la notion de "projet culturel", liée à celle de "démocratisation de la culture", ont trouvé dans l'*habitus* catholique français un accueil instinctivement et globalement favorable. En se donnant depuis Malraux ce qu'il faut bien appeler une mission d'Eglise, la V^e République, tant gaulliste que socialiste, a joué sur du velours, tant auprès du "peuple chrétien" que du "peuple de gauche".

A quoi il faut ajouter, bien sûr, que le caractère pseudo-monarchique des institutions a ravivé le souvenir plus ou moins imaginaire et déformé du mécénat d'Etat d'Ancien Régime. Ainsi tout un faisceau complexe de réminiscences historiques, de nostalgies religieuses et d'utopies sociales, en elles-mêmes fort contradictoires, n'en convergent pas moins obscurément pour couvrir du voile d'Isis le "projet de démocratisation culturelle" qui cherche aujourd'hui un nouveau souffle.

A la bonne heure ! dira-t-on. Pour une fois qu'apparaît une sorte de *consensus* sur un principe, n'allons pas troubler une si rare harmonie. Tout en effet irait pour le mieux, avec quelques réorientations de détail, s'il s'agissait que ce capital de confiance, cette adhésion de principe dont bénéficie depuis 1958 le "projet culturel d'Etat" correspondaient à un véritable service public, et non pas à un alibi pour faire autre chose. Malheureusement, et dès le départ, la question des objectifs d'un Ministère de la Culture a été posée en termes si vagues et si ambitieux que leur définition même, indéfiniment extensible, est devenue le privilège discrétionnaire du Ministre en place et de ses thuriféraires patentés. Les mots magiques de "démocratisation de la culture" équivalent à une carte blanche, à une prime à l'"imagination au pouvoir", pour ceux qui se sont investis de cette tâche sacrée. Et seules les contraintes budgétaires et les excellentes habitudes contractées dès avant Malraux par les services de l'Administration des Beaux-Arts - intégrés depuis, dans "la Culture" - retiennent les nouveaux zélotes de se mêler de tout, de jouer à tout, avec un aplomb dont se gardaient bien leurs modèles, les mécènes des Ballets russes, des surréalistes, des avant-gardes d'autrefois. Il est vrai que ces mécènes ne jouissaient ni des ressources ni de l'impunité du service public ! Maintenant le ridicule ne risque plus de tuer. Pour rire, pour exercer la satire, il faut une référence de bon sens généralement partagée par le public : où la trouver quand l'autorité publique elle-même, le politico-administratif, se livre à des caprices sous la protection imparable d'une mission inspirée, de nature messianique ? Du Parlement, de la presse, du public contribuable, tous intimidés, les joueurs officiels escomptent à tous les "coups" une adhésion enthousiaste. Sinon ? Et ! bien, sinon, vous porteriez le bonnet d'âne de l'élitisme, vous seriez montré du doigt comme un méchant empêcheur de tourner en rondelles la culture nationale. Douteriez-vous donc que la culture soit démocratisable ?

*
* *

Mais d'abord, entendons-nous, de quelle culture s'agit-il ? A-t-on encore le droit de s'interroger sur ce mot, imprudemment emprunté aux ethnologues et sociologues ? S'il est entendu dans son acception scientifique, le C.N.R.S., l'E.H.S.S. devraient être notre ministère de la culture : nous nous prêtons volontiers à être leurs Trobriand Islands. Mais il ne s'agit pas de connaître et comprendre, il s'agit d'agir, de démocratiser. Quoi ? La science et ses techniques ? Elles s'apprennent dans des écoles hautement spécialisées et élitistes. Elles se pratiquent dans des laboratoires et des ateliers que nul ne songe à doter de départements envahissants *Animation-Recherche-Création*, du type de ceux qui dévorent le budget des Musées et des Bibliothèques. En dépit de son imagination, le Ministère de la Culture n'envisage pas de s'agréger une DBM ou une CNDM (Direction de la Biologie moléculaire, Centre National pour la Démocratisation des Mathématiques). Il ne décrètera pas d'année Carnot, ni de Fête annuelle de l'Electromagnétisme, ou de la physique des Quanta. Les scientifiques n'en prennent nul ombrage. Restent les humanités d'autrefois, les neuf Muses, les six Arts, plus le Septième, le plus récent, le Cinéma. Dans la foulée on y a adjoint la photographie et la Mode. Tout cela est démocratisable. Mais comment ? Les humanités, les Muses, les Arts, ont toujours eu vocation à être partagés par un vaste public. Le peuple de Siéne suivait en foule une pala de Duccio et les Fables de La Fontaine plaisent depuis des siècles aux enfants comme aux savants, aux simples comme aux habiles. On pourrait envisager de mettre à la disposition de ces œuvres, dont l'expérience a prouvé dès longtemps qu'elles touchaient toujours et tout le monde, les moyens modernes de large diffusion : la télévision, par exemple. Point du tout. D'abord la télévision française est une forme de culture moderne qui vit sa propre vie : elle n'a pas la mémoire des autres. Et puis la "Culture démocratisable" croirait déchoir de se commettre elle-même avec les humanités et les Beaux Arts et de favoriser à leur service le documentaire d'art, l'enregistrement du théâtre de répertoire ou de l'opéra, les essais visuels sur les chefs d'œuvre de l'esprit. Ce serait là servir les trésors chers à l'élitisme aristocratique ou bourgeois. Il suffit que des millions chaque année visitent Versailles. Il n'est pas question de relayer ce mouvement spontané, faiblesse de Démon. Non. Pour les "culturels" dignes de ce nom, les "humanités", la culture littéraire ont fait place au "livre", à la "lecture". Cet impératif abstrait fait l'objet de campagnes inlassables et coûteuses par voie d'affiches (Hugo loubard, Hugo punk appuie le message) ou au cours de manifestations bruyantes. Quant aux neuf Muses et aux Sept Arts, eux aussi compromis avec les élites d'hier, les "culturels" leur ont trouvé un dénominateur commun plus démocratique : toutes ces choses se ramènent, à les bien prendre, à "la Création". Le travail est ainsi plus commode et plus amusant : démocratiser la "Culture", cela revient à persuader tout le monde, à grande échelle, de devenir lecteurs et/ou créateurs. Par le *geste de lire* (peu importe quoi, ni comment) le commun des mortels sera magiquement lié à tout un monde vague et passionnant qui va des graffiti à la B.D., en passant le dernier

chef-d'œuvre de la grande Duras. Et par le *geste* (peu importe où ni comment) de l'expression créative, tout un chacun sera branché sur l'univers foisonnant où Mozart accouche de la musique, Van Gogh de la peinture, Corbu des maisons radieuses et les grands couturiers des complets mao. Marketing et magie : convaincre de participer, et proposer des espaces de participation, telle est devenue la grande affaire du Vaudou culturel. Et si vous ne consentez pas à voir là, à nommer là le grand dessein de démocratisation culturelle, honte sur vous, indécrottables élitistes ! Que tous les péchés des élites, fors la nôtre retombent sur votre tête fêlée.

Nous avons donc nous aussi, nos *Hauteurs béantes*, mais point de Zinoviev pour les décrire. En revanche, nous avons M. Mollard, qui les célèbre en les comparant à la Tour de Babel. Que répondre ? D'abord qu'il ne faut pas confondre la République, que sert l'administration "culturelle", avec une caricature de démocratisation qui méprise le peuple. La République traite ses citoyens en adultes et non en enfants. Elle ne leur joue pas des farces. Elle ne les emmène pas chez les voyantes. Ceux qui la représentent, culturels ou pas, exercent un service public, dépensent les deniers publics. Ils n'ont aucun titre à poser ni aux mécènes, ni aux mages, ni aux sorciers. Ni même aux excités du marketing. Le baquet de Messmer n'est pas une idée civique ni républicaine. Y plonger la France, sous couleur de lui démocratiser sa culture, cela peut flatter l'*ubris* de quelques ministres et hauts fonctionnaires, cela n'a rien de commun avec le service public qu'on attend de l'Etat républicain.

Qu'est-ce que le bien public, la chose publique dans une société dont la fin n'est pas la démocratisation, mais l'exercice de la démocratie ? C'est le bien commun généralement reconnu *par tous* et le service de ce bien commun. Dans le domaine que prétend superviser la "Culture", quel est le bien public, incontesté, incontestable, au dessus des querelles d'opinions et de goûts, au dessus des clans, des chapelles, des *lobbys*, et qu'il est de l'intérêt de tous de voir servir avec prudence, compétence, et générosité ? La réponse est évidente : le patrimoine français de l'intelligence et de la beauté, qui par toutes sortes de passerelles, communique avec le patrimoine de l'Europe. La première des choses que les citoyens français ont à partager, démocratiquement, c'est la fierté de ce patrimoine, et de la manière dont il est servi. La seconde, c'est le plaisir de le découvrir et de s'en nourrir, et c'est bien là aussi le rôle du service public : favoriser intelligemment le partage de ce plaisir. On a rappelé opportunément dans ce Colloque qu'aussi bien dans l'art de la conservation du patrimoine que dans l'art de le rendre accessible au public, la France avait une expérience et des traditions excellentes qu'il serait bon de bien connaître, avant de prétendre faire mieux et autrement. Un plaisir ne se force pas, ne s'obtient pas à force de volonté et de persuasion : il s'offre, il est ou non accepté, et s'il s'est accepté, il devient fertile. Rien n'est plus stérile que le volontarisme de la "Culture" mis au service d'une version étroite, abstraite, et tout ensemble tapageuse, d'une culture prête à consommer, de plus en plus difficile

à distinguer des biens de consommation courante. Chose curieuse, Versailles n'a pas besoin de publicité, Chardin non plus, ni Alexandre Dumas, ni Molière ; qu'ils soient conservés en bon état, et *bien* présentés : le public vient à eux. Qu'un vieux quartier soit restauré, qu'il redevienne *visible*, et aussitôt le public vient naturellement à lui, parce qu'il va naturellement à ce qui est beau. Mais ce n'est là que la partie émergée du patrimoine : les Musées, les Bibliothèques, les Archives, les Conservatoires, les Ecoles des Beaux Arts et du Louvre, tous ces lieux où ceux qui en ont la vocation étudient à mieux connaître et à mieux faire connaître notre patrimoine, toutes ces institutions devraient bénéficier de l'attention prioritaire et d'un véritable luxe de la part d'un Etat soucieux de servir dignement le public. Ce sont là les "lieux de la mémoire" de la nation, mais des lieux où, si cette mémoire est honorée, elle est à même de se montrer féconde, et de préserver en tout cas les conditions nécessaires de la fécondité. Le seul encouragement à la création qui ait un sens, c'est là d'abord et avant tout qu'il doit s'exercer. Ailleurs, ce sont le plus souvent des slogans, des incantations magiques ou démagogiques, accompagnées de dépenses vaines, autant de sacrifices imposés à ceux qui ne savent pas crier, mais travailler. Ce n'est pas telle ou telle inauguration à grand fracas de monuments de prestige, de foires sans lendemain, qui compensera le déclin des institutions vitales à notre mémoire, à notre identité, et finalement à notre joie de vivre dans ce pays. Et c'est même de ce fonds commun du *bien savoir* et du *bien faire* que pourraient venir aussi, en collaboration avec la télévision et le cinéma, les œuvres de vulgarisation, d'interprétation, d'explication, qui étendraient à un très vaste public la perception du monde de l'esprit, et dans l'optique de ceux qui ont voué leur vie à le comprendre et à le servir.

Un tel *esprit* suggéré au service public du patrimoine pourra sembler trop modeste. A d'autres, il semblera très ambitieux. Il est en tout cas tout à fait étranger à l'une des illusions les plus néfastes qui aient obsédé l'administration "culturelle" depuis ses origines relativement récentes. Cette illusion, sous couleur d'incitation à la création, a consisté à croire qu'il était possible à des serviteurs de l'Etat de jouer un grand premier rôle dans ce que j'appellerai le drame moderne des arts. Ce drame peut se résumer d'un mot. La guerre glorieuse entre l'académisme et les avant-gardes est finie, faute de combattants. Il n'y a plus de métier académique, contre lequel mais aussi avec lequel les avant-gardes d'hier se faisaient les dents. Il n'y a plus qu'une danse des spectres qui se joue confusément sur une scène qui n'est plus ni Paris, ni New York, ni Londres, mais une sorte de limbe internationale. Dans une situation aussi étrange et insaisissable, où tout critère de qualité, toute spontanéité de choix semble avoir disparu, la prudence élémentaire d'un service public national serait de se tenir à distance respectueuse. C'est justement le moment que l'on choisit pour monter en scène, et y jouer pratiquement tous les rôles à la fois, celui de mécène, d'artiste, et de guide du public. Tel est le rêve, qui devient réalité dans les différents

rouages du CNAP (Centre National des Arts Plastiques ou dans la coûteuse Biennale de la Ville de la Villette.

C'est peu de dire que nous nous éloignons de plus en plus d'une magistrature du patrimoine français, qui était à coup sûr la meilleure des intentions d'André Malraux. Comment ce même service public pourrait-il d'un côté veiller à former des enfants dans d'excellents Conservatoires de Musique, et de l'autre, encourager et subventionner la consommation urbaine de décibels ? Comment peut-on à la fois édifier un second Opéra dont la nécessité ne s'impose pas, et laisser tomber en ruines, de l'autre côté de la Seine, en face, l'admirable site du Jardin des Plantes ? Le gigantisme brouillon et l'activisme vulgaire, l'un et l'autre coûteux et stérilisants, dressent de plus en plus écran entre le public français et son patrimoine d'intelligence et de beauté.

Un nouvel esprit dans le service public des arts et des lettres est d'autant plus indispensable que ce qui est fait à Paris devient, qu'on le veuille ou non, exemplaire pour les innombrables ministères de la culture qui se sont développés à son image dans les municipalités et les régions. Mais il est avant tout nécessaire parce que, ayant la responsabilité nationale d'une partie essentielle du code génétique français, il n'a pas le droit de jouer avec cela qui est autant notre avenir que notre passé. Je souhaite ardemment pour ma part qu'il choisisse un jour d'exercer enfin pleinement, sagement, prudemment, la magistrature moderne du patrimoine français qui lui incombe en toute priorité.

Etienne BORNE

Mon propos, d'intention philosophique, consistera en un examen interrogatif de la notion de culture. La culture qu'est-ce à dire ? Y a-t-il une essence de la culture qui puisse se traduire en concepts clairs et distincts ? L'examen sera forcément critique et critique de la notion même de culture dont il n'est pas sûr d'avance qu'elle soit saisissable et maîtrisable. Se mettre donc en chasse de la notion de culture, en sachant bien qu'une telle recherche pourrait errer sans ne jamais trouver que des substituts, et sans aller au delà d'approches plus ou moins lointaines ; et pour des raisons qui tiendraient moins aux insuffisances du chercheur et de son équipement qu'à la confusion embrouillée et indébrouillable de l'objet de la recherche. Et si nul ne peut se vanter de bien savoir ce qu'est la culture, ce ne serait pas faute de lumière, car de ce qui est incertain par nature, il ne saurait y avoir de science certaine.

En présence de ce qu'on appelle la culture je ne pourrai témoigner que d'un philosophique embarras. Et par rapport à tout ce que nous avons entendu, ma prestation fera figure de dissonance ou de hors-d'œuvre. Le philosophe, lorsque d'aventure et par chance, il est invité à dire son mot parmi l'entrechoquement des projets et le tumulte des débats, déçoit ordinairement les auditeurs les moins portés à la malveillance. Il n'est jamais là où on

le situait et où on l'attendait, et il donne aux gens sérieux l'impression d'être à force d'idéalisme et d'abstraction autre part et ailleurs que dans le réel et le concret.

Cette marginalité est pourtant la part inévitable et à pleinement assumer de qui consent aux exigences de l'esprit et en conséquence ne doit pas craindre l'austérité de l'abstraction s'il m'est permis, placé comme je le suis sur cette estrade à la gauche de Raymond Barre, de me réclamer d'une belle et bonne austérité. Le circuit de l'abstrait est difficile et éprouvant, mais pour aborder au bon port, il faut parfois se détourner des rives faciles et connaître une traversée du désert. Hölderlin, cité tout à l'heure par Jean-Marie Domenach, parlait du "Wäterliche Umkehr". Et le moment philosophique de la réflexion pourrait bien ressembler à ce "détour qui rapatrie" et ne s'éloigne que pour revenir au centre des choses.

Etienne Borne

Impossible, comme la logique le demanderait, de commencer par les définitions. Les dictionnaires les plus réputés nous laissent sur notre faim. Le "Littré" ne retient de la culture au sens vague "d'instruction et d'éducation" qu'une analogie avec le travail de la terre. Le "Robert" évoque tour à tour "*l'ensemble des connaissances acquises*", puis "*l'ensemble des aspects intellectuels d'une civilisation*" et enfin (les sciences humaines ayant passé par là) "*l'ensemble des formes acquises du comportement dans les sociétés humaines*". Le terme d'*ensemble* à chaque fois répété équivaut à un aveu d'échec. Car le mot désigne aussi bien un entassement d'objets hétéroclites qu'un organisme spécifique, structuré selon une loi immanente; et la culture ne serait définissable que si toutes les cultures se ramenaient à ce deuxième cas, et que si était dégagé le lien ou la forme structurante qui permettrait de savoir si cet ensemble est une vraie et non une fausse totalité. A lui seul le mot ensemble reste équivoque et ne permet pas de trancher. Et il n'est significatif que dans la mesure où il traduit une

incertitude peut-être indépassable.

Comment avoir la prétention de faire mieux que le "Littré" ou le "Robert"? Et comment bien savoir ce qu'est la culture tant ce pavillon, honoré et honorable, couvre de marchandises hétérogènes dans leurs écarts et leurs dissimilitudes? Tantôt la culture est la référence grâce à laquelle on mettra, à part d'un vulgaire évidemment inculte, une élite de rares esprits, capables d'excellence et d'une excellence à prédominance esthétique. Tantôt, sous l'impact des sciences humaines, et notamment de l'anthropologie, on rangera sous ce terme de culture un tohu-bohu de mythes et de rites, d'outillages et de symboles, lesquels n'ont rien de commun sinon qu'ils coexistent dans une même "aire culturelle" comme disent les ethnologues. Le sens du mot culture s'étend et se perd dans la multiplicité des significations insuperposables.

Or, plus ces termes de culture et de culturel se font vagues et indéterminés, plus ils envahissent le discours contemporain et prennent dans nos langages une place envahissante. Tout est culturel aujourd'hui, le repas en famille et la gastronomie la plus raffinée; les mécaniques les plus sophistiquées, mais aussi bien les exercices de haute spiritualité pourvu qu'ils existent sous forme de textes repérables et classables. L'art est culture, mais aussi la religion et la technique. Les lettres sont culture; les sciences également. La politique aussi est culture. On parle d'une culture de droite et d'une culture de gauche; mais les dualités appellent multiplications et sous-multiplications; on a entendu dire qu'il y avait deux cultures dans le socialisme, l'une plutôt étatique, l'autre auto-gestionnaire et faisant de bureaucratie inculture et si le libéralisme est l'antithèse (culturelle) du socialisme, il doit y avoir aussi plusieurs cultures dans le libéralisme. Cette inflation du discours culturel, cette prolifération des termes "culture" et "culturel" pourraient être l'une des caractéristiques de ce qu'on appelle complaisamment "notre modernité". Avancer que cette "modernité" est culturaliste, c'est simplement constater un fait - qu'il restera ensuite à apprécier.

*
**

Le culturalisme n'est pas sans aspects positifs. Sous l'accolade de la culture cohabitent dans une heureuse convivialité le génial et le trivial, les débris et les déchets comme les chefs-d'œuvre. Tous ces objets ne sont ensemble que parce que, chacun et tous, ils portent la marque de l'homme. Si bien que, pour le culturalisme contemporain, et puisque humain et culturel sont des termes synonymes, l'homme est fondamentalement, essentiellement un être culturel. Est culturel et véritablement humain tout ce qui dans l'homme dépasse les structures et les fonctions de l'individualité proprement biologique. Encore n'est-ce pas assez dire, car dans la logique du "tout-culturel", le corps et le sexe, les pulsions et les

instincts sont aussi des “faits culturels”, c’est-à-dire qu’ils ne peuvent exister dans leur nudité biologique, ils ne sont vécus que revêtus, habillés de culture, tant ils sont repris en compte par les pratiques et la parole. Une rencontre sexuelle n’est pas un événement banalement biologique; elle est signifiante d’une manière ou d’une autre; on ne peut faire l’amour sans dire l’amour. De la même manière naissance et mort émergent au-dessus du cycle des répétitions biologiques, pour entrer dans un ordre supérieur qu’on dira à bon droit culturel, puisqu’il requiert cérémonies, commémoration et s’inscrit dans une temporalité socialisée et ordonnée.

On remarquera que dans le moderne discours culturel (et par exemple dans les manuels dits de philosophie, à l’usage des classes terminales de l’enseignement secondaire) culture s’oppose toujours à nature, et sans qu’on prévienne toujours, le terme de nature est pris dans une acception uniquement et strictement biologique. Le culturalisme, dont je disais qu’il était un trait caractéristique de la “modernité” s’exprimerait donc dans une proposition à double entrée : la culture fait l’homme et l’homme fait la culture; l’homme est de part en part un être culturel et s’il est biologiquement, naturellement un animal, par la culture, il rompt avec la nature et s’éloigne infiniment de l’animalité.

Un tel culturalisme n’est moderne que dans l’apparence, et ne propose sous un langage neuf qu’une idée fort classique. La culture est le non-matériel, le non-biologique, c’est-à-dire en fin de compte reconnaître qu’elle est esprit et suppose la pensée. Dire que l’homme est condamné ou voué à la culture et dire qu’il est condamné et voué à la pensée, c’est affirmer deux fois la même chose. L’homme pense toujours, car s’il cessait de penser, il cesserait d’exister. Le trait est de Descartes, le plus classique des modernes ou le plus moderne des classiques. Et Freud qui s’inscrit si facilement dans le culturalisme contemporain confirme en quelque façon Descartes. La culture est tellement consubstantielle à l’homme qu’elle s’introduit jusque dans ses fausses absences nocturnes, puisque, selon la psychanalyse, le rêve parle et se révèle débordant de significations énigmatiques, mais décryptables. Nos songes mêmes sont alors, équivalamment, des faits de pensée ou des phénomènes culturels. Le culturalisme reprendrait cette vérité classique, universelle selon laquelle l’homme n’est homme que par l’esprit ou la pensée, si bien que, dans cette perspective, ne serait contestable que sa prétendue modernité.

Il faut bien reconnaître que le culturalisme moderne refusera une telle interprétation qui lui paraîtra métaphysique alors qu’il cherche et trouve ses références du côté des sciences humaines. La culture en général est pour lui une notion vide et vaine, et il ne voudra connaître que des cultures au pluriel. Certes le pluralisme culturel est une vérité historique, sociologique, humaine, par laquelle se trouve heureusement ruiné ce qu’on a appelé l’“ethno-centrisme”, c’est-à-dire l’idée à la fois orgueilleuse et naïve qui rejette l’homme de l’autre culture du

côté de la barbarie aussi longtemps qu’il ne se convertira pas à nos pratiques et à nos modèles. On doit donc au culturalisme le thème devenu lieu commun de la reconnaissance et du respect de la différence.

Encore faut-il bien comprendre de telles formules et ne pas les faire basculer du côté de la plus molle des philosophies, je veux dire un relativisme à coloration sceptique. Il y a différence et différence, et certaines différences n’étant pas honorables ne saurait être honorées : les sacrifices humains, le meurtre des enfants malformés, l’esclavage des femmes, les exorcismes dits du bouc émissaire, et j’en passe, relèvent d’une culture et non d’une sauvagerie naturelle; et pourtant tous ces phénomènes, si culturels soient-ils, ne peuvent que provoquer la révolte de la conscience. On dira donc très haut et très fort que la référence culturelle est moralement neutre et qu’elle n’a, par elle-même, rien de normatif. Le “chacun sa culture” du culturalisme n’est pas tellement moderne, il n’est que la version modernisante et sans vraie novation du “chacun sa vérité” qui, depuis l’antiquité, est la maxime monotone de tous les scepticismes.

Le débat est d’importance capitale : il s’agit de savoir si une éthique n’est faite que de règles sociales et si n’est recommandable que ce qui est recommandé dans les limites d’une culture ou au contraire si l’éthique, science du discernement entre le bien et le mal, est juge des pratiques et des modèles culturels. Il sera donc légitime de distinguer dans une culture des partialités et des spécificités qui tiennent au temps et au lieu et d’autre part des espaces de civilisation qui font signe à l’universel et peuvent se rencontrer analogues dans des cultures différentes et éloignées les unes des autres.

Telle par exemple la pratique de l’hospitalité qui se rencontre dans la civilisation antique dite païenne et dans le Moyen Age chrétien; si quel qu’il soit et d’où qu’il vienne l’hôte est sacré, ce sacré n’est pas d’origine sociale et culturelle, puisque l’étranger ici est l’autre absolu, celui qui, attaches et amarres rompues, se trouve démuné de toute garantie protectrice; le “suppliant” a perdu son foyer et sa patrie et il demande à un autre foyer et à une autre patrie, auxquels ne le lie aucune sorte de lien charnel, un asile qui ne sera réputé inviolable que par rapport à une exigence purement spirituelle, transcendante aux mœurs, aux rites et aux lois de la cité en tant que cité. Le bénéficiaire du droit d’asile peut-être un criminel chassé et pourchassé; mais il n’est accueilli que parce qu’il est malheureux de ce malheur en un sens total qui consiste dans la perte de tout enracinement naturel et social; le droit d’asile, qui est d’essence religieuse, sera également profané lorsque l’hôte qui accueille livre l’hôte accueilli, ou lorsque celui-ci trahit son hôte; en faisant de l’asile un sanctuaire commode à l’abri duquel il préméditerait une entreprise coupable.

Je retiens seulement de cet exemple à débattre que le devoir d’hospitalité et le droit d’asile introduisent dans une culture un élément de subversion qui l’empêche de se contenter de ses propres critères et l’oblige à regarder au-dessus et au-delà d’elle-même. Les valeurs authenti-

ques d'une culture ne lui viennent donc pas toutes d'elle-même ni surtout d'elle seule, mais de ce qu'il faut bien appeler, en laissant son statut en suspens, un "trans-culturel".

On voit alors combien est nocif un culturalisme qui, invoquant abusivement l'autorité des sciences humaines, ferait de chaque culture une totalité structurée du dedans, fermée sur elle-même dans une auto-suffisance absolue. Le bon pluralisme culturel n'est pas celui qui juxtaposerait géographiquement et historiquement des suites de cultures comme autant d'univers, établis chacun dans la suffisance de sa différence propre. Le pluralisme c'est bien la pluralité des cultures, mais ouvertes les unes aux autres et aux au-delà de la culture. Une culture n'est vivante que s'il y a en elle autre chose que la culture. On comprend mieux ainsi pourquoi prétendre saisir conceptuellement une culture ou la culture, c'est poursuivre la mort par pétrification d'une culture qui n'est vivante que si elle est in-définissable et in-saisissable.

*
* *

Il importe donc de récuser un concept de culture qui aboutirait à une clôture culturelle. Si l'autre culture était un livre fermé aux sept sceaux, comment l'ethnologue pourrait-il prendre pour objet de sa science les cultures les plus éloignées de la sienne propre et les faire connaître et comprendre en respectant toutes les distances si sa pensée ne se mouvait dans un espace inter-culturel, d'ordre intellectuel et spirituel dans lequel sont possibles correspondances, analogies, transcriptions ? La traduction d'un texte d'une langue dans une autre, même s'il laisse échapper des saveurs trop singulières, est une entreprise toujours possible et qui témoigne contre la clôture des cultures ; il n'est pas d'hiéroglyphe qui puisse, au moins théoriquement, opposer une résistance absolue à la patience de l'esprit. Plus une culture monte vers ses formes supérieures, d'art, de philosophie, de religion, plus elle s'épanouit dans le trans-culturel. Même les mythes, dans lesquels nous aurions tort de ne voir que superstition et naïveté, ne sont pas sans contenir, même travestis et éludés dans des solutions imaginaires, les questions fondamentales sur la vie, la mort, le sens de l'existence, qui sont le propre de l'homme quelle que soit sa culture originaire ; dans le vieux mythe égyptien qui raconte que le monde est la larme d'un dieu rompant l'harmonie primitive, il n'est pas difficile de lire les deux inquiétudes partout et toujours conjuguées, que nous exprimons en langage abstrait lorsque nous parlons de la question du commencement et du problème du mal.

Il y a donc un inter-culturel qui fait signe au supra-culturel. Le beau, le juste, le vrai sont susceptibles d'une indéfinité ouverte d'expressions culturelles, mais ces "transcendants", comme disaient les scolastiques, ne sont pas des notions culturelles. Seule cette référence au trans-culturel nous permet de dissoudre les idéologies fatiguées, relativistes et sceptiques du culturalisme

contemporain. Aussi ne faut-il pas se laisser mystifier par des formules comme celles du respect des différences ou du droit à la différence qui sont moralement utiles en une première approche mais qui, si on prend cette notion de différence en un sens absolu, ne peuvent, en dépit de leur inspiration première, que servir ces mentalités d'exclusion et ces pratiques de retranchement contre lesquelles elles ont été d'abord énoncées.

Platon jadis dans un autrefois qui coïncide avec le présent de l'esprit, en avait apporté la preuve. L'autre et le même, disait-il dans "Le Sophiste" se supposent nécessairement ou si l'on veut dialectiquement car il n'y a de dissemblance que par rapport à une similitude. Ainsi pour aller droit à l'exemple majeur, un homme, cet irremplaçable, ce singulier, cet unique n'est pas cependant différence absolue quand ne serait que parce qu'il partage ce destin d'unicité avec tous les autres hommes ; si bien qu'en ce sens l'autre renvoie au même. Mais surtout une différence qui ne s'inscrirait pas sur un contexte sinon d'identité du moins de similitude, s'effondrerait comme différence ; l'absolu de la différence est impossible à penser et impossible à vivre. L'individu humain ne saurait qu'il est individu s'il ne savait de la même science qu'il est homme, c'est-à-dire qu'il appartient à l'espèce humaine ou pour mieux dire au genre humain. Prétendre enfermer autrui dans sa différence sous prétexte de la respecter est le plus subtil et le plus vénéneux des racismes, lequel peut se trouver dans l'anti-racisme lui-même.

"Le fameux droit à la différence n'aboutit jamais à l'égalité ; c'est une forme voilée de l'exclusion" disait Farida Belghoul, animatrice de "Convergence 84", ce mouvement des "Rouleurs" dont les cortèges ont fait quelque bruit en décembre dernier (cf "Le Monde" des 16-17/12/84). Et en effet l'égalité entre les hommes ne sera jamais fondée sur la différence, dont s'accommode fort bien le racisme, surtout celui qui ne dit pas son nom, mais sur la participation de tout homme, quelles que soient les différences biologiques et culturelles à une condition, à une essence, à une nature qu'on dira à chaque fois humaine. Ces trois notions ne relèvent sans doute pas de la même philosophie, il suffit, pour mon propos, qu'elles soient pareillement universelles.

L'opposition, avons-nous déjà remarqué, de la culture à la nature est un lieu commun du culturalisme. Mais encore faut-il s'entendre sur le sens du mot nature, qui dans l'équivoque de ses acceptions n'est pas plus clair que le terme de culture. En un premier temps, le culturalisme prend le mot nature dans un sens purement biologique, et sera culturel tout ce qui en l'homme transcende le biologique. Il nous avait semblé qu'ainsi le culturalisme se faisait de l'homme une représentation dualiste qui n'était pas sans réminiscence du dualisme cartésien. Dualisme qui se retrouvait aussi chez Auguste Comte, dont on sait que jugeant, la métaphysique dépassée, et rayant la psychologie de la série des sciences, il disait l'être humain connaissable en toute positivité partie par la biologie, partie par la sociologie. Tel est l'homme du

culturalisme, moitié nature, moitié culture. L'universel dans l'homme se trouve alors réduit à la généralité animale, biologique, naturelle. Et l'homme ne serait véritablement humain qu'en accédant à l'ordre des différenciations culturelles. Mais en un deuxième temps, par un déplacement sophistique, le culturalisme confond nature humaine et nature biologique : l'homme ne saurait être nature sinon par ses infrastructures organiques puisqu'il n'est humain que par sa culture. Si bien que l'idée de nature humaine se perd dans la diversité des conditionnements culturels objectivement repérables.

Même dans cette critique de la nature humaine, le culturalisme n'est pas sans aspects positifs. Nous trouvons tout à l'heure du Descartes dans la dualité de la nature et de la culture. Et dans la critique de ce qu'il entre souvent de statique et de systématique dans l'idée commune de nature humaine il est difficile de faire mieux que Pascal, pour qui ce que nous appelons nature n'est souvent qu'une "première coutume". Le culturalisme n'a donc pas inventé la vigilance critique à l'égard de l'idée de nature humaine qu'il n'est pas mauvais d'éprouver au risque de la déstabiliser. Mais Pascal, s'il refusait la notion de nature tant pour l'homme que pour le cosmos, tenait que la condition paradoxale de l'homme, tantôt au-dessus tantôt au-dessous d'une introuvable nature, était valable pour tout homme. L'universel était sauf.

Au contraire la façon dont le culturalisme congédie la notion de nature humaine ne lui laisse d'autre issue pour rendre compte des faits humains que les explications banalement sociologique ; l'alternative jouant entre biologie et sociologie, et le premier terme étant rejeté, il ne reste plus que le second. D'où cette notion de "modèle culturel" si typique du culturalisme et qui est systématiquement mise en avant alors qu'on penserait spontanément à quelque nature ou essence. La femme ne naît pas femme, elle le devient selon Simone de Beauvoir, et pour sa disciple Elisabeth Badinter, il n'y a pas d'instinct maternel, mais des conduites de maternité variables au gré des contingences historiques et psychologiques. La femme et la mère ne *sont* pas femme ou mère, car l'être et l'essence n'ont plus cours, mais elles se *font* femme ou mère, on ne sait plus si c'est dans l'arbitraire d'un n'importe comment et à leurs risques et périls, comme le voudrait l'existentialisme sartrien dont Simone de Beauvoir est tributaire, ou par docilité forcée à ce qui se fait dans un groupe social donné. Deux philosophies incompatibles puisqu'une liberté sans normes et un conformisme d'adhérence sans distance feraient un mélange incohérent. Sartre a le premier donné l'exemple de cette intenable contradiction, lui dont la métaphysique de la liberté témoigne contre un culturalisme sociologique, et qui accorde tout déterministe au culturaliste en déclarant que le marxisme, qu'il sait par ailleurs être faux, est l'horizon indépassable de notre culture. On ne saurait mieux dynamiser sa propre maison.

*
* *

A ce point de notre analyse, il est possible de faire l'inventaire des dégâts et de numéroté les ruines. En premier lieu, lorsque les idées et les valeurs deviennent des objets culturels, les problèmes de savoir ce qu'une idée comporte de vérité ou ce qu'une valeur renferme de bon ne se posent plus ; qu'est-ce que le bien la vérité de la valeur, et le culturalisme qui fait de l'universel une forme vide et vaine, est une terrible machine à détruire l'idée même de vérité, puisqu'il sera interdit de poser la question "qu'est-ce que la vérité" sinon à la manière sarcastique d'un fonctionnaire romain bien accordé à la culture de son temps et connu sous le nom de Pilate.

En second lieu et non moins gravement, la conscience elle-même est pour le culturalisme un contenant indifférent, vide de tout contenu et qui ne serait que néant sans l'intériorisation de modèles qui, puisqu'il faut bien aller au marché pour remplir son panier, lui sont fournis par la culture ambiante ; si bien que l'innéisme de la conscience à elle-même, l'absolu d'exigence qu'elle découvre en elle par réflexion et méditation, d'un mot la vie intérieure ne sont plus que phantasmes narcissiques ; l'homme se trouve ainsi démantelé de cette dimension spirituelle qui le fait homme avant que sa nécessaire insertion sociale ne l'invite puissamment à manifester au dehors les désirs et les requêtes du dedans. Il n'est pas d'engagement humain qui ne soit révélation de soi, un soi antérieur à sa propre expression dans le monde ; car suivant le mot de Saint-Augustin repris par Husserl à la fin de ses "Méditations cartésiennes" "c'est en l'homme intérieur qu'habite la vérité."

En troisième et dernier lieu, le culturalisme, si hostile à l'humanisme traditionnel auquel il reproche d'avoir une idée de l'homme métaphysique c'est-à-dire périmée, et vide parce que supra-culturelle, ne peut pas ne pas avoir lui aussi une idée de l'homme comme être de part en part culturel, idée qui devient idéologique dans la mesure où, inavouée et non moins efficace, elle agit par persuasion clandestine, ne cessant de suggérer et d'insinuer que la culture fait l'homme alors que l'inverse est le vrai : c'est l'homme qui fait et défait ses cultures sans pouvoir jamais se reposer dans une culture qui satisferait le désir anti-culturel et en un sens anti-culturel qui à la fois réchauffe son cœur et illumine son esprit, et dont l'élan intérieur aussi évident que mystérieux le fait homme.

*
* *

On ne s'excusera pas d'avoir fait au culturalisme un procès d'intention ou plutôt de tendance : sans se présenter de face comme théorie ou thèse à discuter, la propension à réduire la pensée humaine à un phénomène culturel est, en effet, une tendance diffuse, prégnante, pressante et qui s'incruste comme un thème obsessionnel dans la mentalité de l'intelligentsia contemporaine. Tendance à déterminer, à débusquer pour qu'elle montre dans la clarté le tout de son visage. Le culturalisme bénéficie du prestige de la modernité : on ne saurait être

moderne sans une dévotion en fin de compte idolâtrique à la culture. D'où le caractère iconoclaste de mon propos. D'où enfin quelques brèves conclusions qui ne paraîtront dogmatiques qu'à ceux qui ont perdu le sens et le goût de l'affirmation.

Il y a une vérité de l'homme individuel, appelé à être toujours mieux ce qu'il est, c'est-à-dire une personne libre, responsable, portant au-dedans la marque de l'absolu. Il y a une vérité de l'humanité comme totalité ouverte et solidaire, invitée à connaître et à vivre toujours mieux sa communauté de destin à travers les diasporas éprouvantes du temps et de l'histoire. Cet humanisme personnaliste et communautaire est une donnée, j'allais dire un don de la tradition judéo-chrétienne ; il a été maintes fois repensé et approfondi par les grandes philosophies classiques. Cet humanisme né à la frontière de l'Occident et de l'Orient, est infiniment plus qu'un héritage culturel et a valeur et portée universelle. Aucune culture n'est humaine seulement en tant que culture, elle n'est humaine et jamais complètement que par référence à un humanisme qui est norme et qui, dans sa richesse, encore insuffisamment révélée et exploitée, est source aussi bien de créativité que de subversion culturelles. Les cultures vont et viennent, se conjuguent, se contrarient, se détruisent les unes les autres. L'homme demeure. Voilà pourquoi l'idée d'homme est une idée vraie, alors que, on le pressentait en commençant, le concept de culture est ondoyant, divers, insaisissable.

Démocratie et culture disons-nous en ce colloque. La démocratie n'est pas pour nous un luxe de riches, réservé aux sociétés capitalistes et marchandes, îles heureuses condamnées à être recouvertes par le flot montant des masses démunies : elle ne serait alors qu'un fait culturel ; mériterait-elle en ce cas d'être défendue, sinon pour des raisons de confort et d'égoïsme ? L'idée démocratique n'est valable que si elle transcende les cultures, si elle porte l'espérance d'une humanisation, sous des formes souvent à inventer, de toutes les sociétés humaines. Plus exigence que fait, l'idée démocratique requiert que l'homme soit la fin et non le matériau et le moyen d'une édification sociale. Le premier des droits de l'homme, générateur des autres est le droit à être traité selon sa vérité de sujet et d'esprit et non en objet et en chose. Si l'homme n'était que résultat, nœud des lois biologiques et culturelles qui se croisent en lui, s'il n'y avait en lui de l'absolu et du sacré, comment aurait-il une dignité inaliénable et serait-il absolument respectable ? D'un mot l'homme est plus grand que sa ou ses cultures, dont il ne peut jamais nourrir qu'une part de son esprit et jamais le tout de son âme. Une bonne philosophie de la démocratie passe par la réfutation de culturalisme.

Le totalitarisme apparaît alors comme le terme logique d'un culturalisme poussant jusqu'au bout les conséquences du postulat initial qui fait de l'homme un être de part en part culturel. L'"*homo sovieticus*" est délivré du conflit des cultures par bienveillance de l'Etat-parti, providence laïque et séculière qui veille à ce que chacun sache exactement ce qu'il doit croire, pratiquer, admirer. Culture politisée et systématisée, culture totale en violent

contraste avec la pluralité, des cultures dont la tension et l'incomplétude nourrissent la vie des sociétés libres.

Je n'en veux donc pas à la culture mais seulement à la réduction culturaliste des idées et des valeurs. J'ai reconnu ce qu'il y a de positif dans l'idée de l'homme comme être culturel, par laquelle le culturalisme reconnaît la transcendance de l'homme émergeant d'une nature matériellement et biologiquement considérée. Le culturalisme vaut mieux que le naturalisme. Mais cette transcendance est une transcendance mineure ; elle laisse l'homme immergé dans la culture, qui ne le dépasse que comme individu, et non comme personne ; aussi, le culturalisme ne répond-il pas à la plus constante requête de l'esprit, qui est attente et exigence de vérité. Si sémantiquement et quantitativement parlant à l'inflation dans nos langages des termes *culturel* et *culture* correspond une raréfaction croissante des termes *vrai* et *vérité*, ce qu'il serait possible de vérifier statistiquement dans les textes des auteurs contemporains, c'est qu'il y a chez les hommes d'aujourd'hui un affaissement anorexique de l'appétit de vérité. Comme si qui parle à autrui de vérité se préparait à un attentat contre sa liberté ; on se réfugie dans le culturel par peur de la vérité.

Telle est la crise d'aujourd'hui, la plus profonde, la crise de l'esprit, et qui n'est nullement une crise de la culture. Car la culture vivante est toujours en crise, transformant en questions les réponses les plus assurées, toujours en débat et en difficulté avec une autre culture et avec elle-même ; comment accorder une culture littéraire avec une culture scientifique, une culture du savoir désintéressé avec une culture technicienne de l'efficacité, une culture philosophique avec une culture politique ? Partout la crise, qui encore une fois est la vie. Une crise si constante, si naturelle, appelée à se continuer, n'est pas une crise au sens dramatique du mot. Alors qu'il y a drame lorsque se manifeste une crise de l'idée de vérité.

Qu'on ne nous parle donc pas d'une crise de la culture moderne, et qui annoncerait dans les douleurs d'un enfantement difficile une culture post-moderne, laquelle serait aussitôt en crise. Pas de culture, et même de civilisation, qui ne soit en état de malaise. Mais à ce malaise congénital à la culture et à la civilisation (et qu'il faut de cultures pour faire une civilisation ouverte et vivante !) qui a des aspects positifs et ne peut jamais être évacué, s'ajoute aujourd'hui un mal plus corrosif, plus radical et qu'aucune culture ne saurait guérir puisqu'il a sa source dans la réduction culturaliste des valeurs, dans le rejet de la transcendance du transculturel, dans l'effritement parcellaire des vérités qui relient l'esprit à l'absolu et au sacré.

L'homme est en péril et aucune culture ne le sauvera. Le plus haut de l'homme, et par quoi il émerge hors des immanences culturelles, s'appelle contestation et attestation. Contestation parce que l'homme se refuse à être inséré totalement, corps et âme, tant dans la nature que dans la culture ; une possible révolution culturelle suit toute culture comme son ombre suit le marcheur. Attestation car c'est en attestant les vérités simples et fortes qui

mettent dans son existence de l'absolu et du sacré que l'homme se trouvera lui-même et rencontrera les autres. On ne saurait contester sans attester parce qu'on ne conteste jamais que par référence à un au-delà de la culture, qui n'est pas un ciel vide ; con-tester peut vouloir dire aussi attester ensemble, attester quoi, sinon ces vérités que nul ne peut récupérer à son service, qu'on peut nier ou insulter, mais non pas détruire et qui sont les vérités de salut pour les hommes comme pour les cités.

Raymond BARRE

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les organisateurs du colloque France-Forum m'ont demandé de donner le point de vue de l'homme politique sur le thème de la culture et de la démocratie.

La réflexion que je présenterai est nécessairement partielle car je me place du seul point de vue du responsable politique, mais je m'efforcerai de le faire en des termes qui, s'ils sont partiels, ne soient point partiiaux.

*
* *

L'homme politique face aux problèmes culturels, découvre une situation très complexe. Il observe, en premier lieu, une explosion de la demande de Culture au sens large du terme, c'est à dire des aspirations nombreuses sur les plans artistique, littéraire, philosophique, et il constate en même temps l'accroissement continu des biens et des services destinés à répondre aux besoins de culture, ainsi que le développement des activités qui tendent à la satisfaction de ces aspirations.

Raymond Barre

Il y a donc là un fait auquel celui qui exerce une responsabilité politique ne peut rester indifférent.

Deuxième observation : les affaires culturelles font, dans les sociétés contemporaines et surtout en France, l'objet d'un débat à la fois idéologique et politique. Il y a désormais dans la Culture un enjeu politique. On voit s'affronter des conceptions diverses de la Culture. Face à Jaurès défendant une conception socialiste de la culture, Péguy répondait qu'il ne saurait y avoir qu'une conception humaine de la culture.

Aujourd'hui, des projets culturels de plus en plus nombreux s'affrontent ; il semblerait même que plus nous avançons dans les débats politiques électoraux, plus les projets culturels deviennent une sorte d'ornement obligé des positions prises par les uns ou par les autres. Cela ne facilite pas toujours la solution des problèmes qui se posent, ni même parfois leur claire vision.

Ma troisième observation est qu'il y a en France un complexe Louis Quatorzien qui s'est sans doute accru ou, plus exactement, manifesté de façon plus évidente depuis la V^e République, en raison même de nos institutions. Ce complexe se traduit par la volonté présidentielle de lancer de grands projets.

Le Général de Gaulle s'était borné à créer un Ministère chargé des Affaires Culturelles - n'oublions pas ce titre, qui est à mon avis bien plus prudent que l'appellation de Ministère de la Culture, M. Pompidou eut un "grand projet", M. Giscard d'Estaing en eut trois. Or, nous avons aujourd'hui une douzaine de "grands projets" supplémentaires, dont la moitié pour Paris. La tendance est donc exponentielle ; souhaitons que le successeur de Monsieur Mitterrand ne souffre pas d'un complexe de ce type encore aggravé !

D'ailleurs, lorsqu'on étudie le complexe Louis Quatorzien, on est conduit à établir une distinction entre le souverain et l'Etat. Le souverain est constitué par la personne ou les personnes qui ont la charge du gouvernement. Les rapports du Souverain avec la Culture sont parfois différents de ceux qui devraient s'établir entre l'Etat et elle, car si le Souverain incarne pendant quelque temps l'Etat et assume la responsabilité de l'Etat, encore faut-il se souvenir que c'est l'Etat qui assure la continuité dans la vie de la nation.

Mais il est vrai aussi, selon le propos de Malraux rapporté par Roger Stéphane dans ses entretiens avec l'auteur de la *Condition Humaine*, que si le grand Politique est toujours manichéen, son manichéisme est d'autant plus circonscrit qu'il est plus cultivé. Traiter de la politique culturelle renvoie donc aussi au niveau de culture du Souverain.

Ma dernière observation est que le domaine de la Culture est l'un de ceux où règne une constante insatisfaction ; quel que soit l'effort accompli, la satisfaction ne dure jamais longtemps. Même lorsqu'existent des états de grâce, d'autant mieux ressentis que la distribution de la manne financière est abondante. L'insatisfaction reparaît rapidement dès que la pénurie des ressources force

l'Etat à réduire ses largesses, et aussi parce que le problème de la Culture n'est pas seulement celui de son financement.

Telles sont les observations préliminaires que je voulais faire pour indiquer le contexte dans lequel se pose, dans une Nation moderne, le problème d'une politique culturelle.

*
* *

A cet égard, mon avis est clair : la politique culturelle ne se réduit pas au point de savoir si elle doit être faite par un Ministère des Affaires Culturelles ou en dehors de lui, voire en son absence. La politique culturelle est une affaire de société, une affaire nationale et une affaire de gouvernement. Il n'y a pas de politique culturelle qui ne soit globale et il est nécessaire de mener une politique culturelle globale. Sans doute est-il difficile de cerner l'ensemble des problèmes à traiter dans la mesure où le concept même de culture est ambigu. Pour ceux qui ont la charge des affaires du pays, la Culture est d'abord l'ensemble des valeurs, des croyances, des connaissances de tous ordres qui sont héritées du passé, et qui sont en évolution constante, en raison d'un phénomène consubstantiel à la culture à savoir la création intellectuelle et artistique. Mais il y a plus. Augustin Girard écrit de façon très pertinente que la Culture est "ambiguë parce qu'elle est à la fois composée de rythmes sociaux issus d'une histoire lointaine et de tous les efforts d'adaptation à la nature, à la société dont l'intelligence et la sensibilité humaines sont capables grâce à la double médiation de la science et de l'art". M. Lesourne a montré à cet égard l'extraordinaire diversification des problèmes culturels liés aux progrès de la science et des techniques dans le monde d'aujourd'hui.

C'est la raison pour laquelle la seule attitude possible de l'Etat est celle de la discrétion, de la disponibilité et de l'accueil à la nouveauté. Ce sont peut-être des qualités difficiles à rassembler, mais je crois que ce sont celles sur lesquelles doivent se fonder l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique culturelle.

Celle-ci ne pourra pas se désintéresser de ce que j'appellerai les activités culturelles et artistiques, musique, peinture, théâtre, etc... et des phénomènes de création liés à ces activités. Mais aujourd'hui une politique culturelle globale doit également envisager les problèmes posés par l'économie de la culture et par les industries culturelles.

Jean-Marie Domenach a dit justement que nous étions encore loin d'une connaissance précise de l'économie de la culture. Divers artistes, notamment Olivier Debré, ont expliqué ici quels étaient les problèmes qui se posaient aux peintres français, M. Jean-Louis Prat, qui dirige la Fondation Maeght, a insisté sur les caractéristiques des rapports entre la peinture de notre pays et certains milieux étrangers, en raison de l'organisation même du marché américain, et il a montré comment

certaines barrières pourraient s'ouvrir à une diffusion internationale de la Culture. Un Etat ne peut en effet se désintéresser de l'action à mener pour que les activités culturelles se déploient à la fois sur le plan national et sur le plan international, dans la mesure où, à l'heure actuelle, la Culture n'est plus seulement un phénomène national, mais international.

Enfin, se pose la question majeure des industries culturelles et en particulier pour ceux qui aiment la musique, le problème de l'industrie du disque. De façon plus générale, le développement des industries de la communication pose à la société et à l'Etat des interrogations importantes quant au type de culture qui sera apporté par ces nouveaux moyens et quant aux niveaux culturels des programmes qui seront mis en œuvre par ces activités.

Pour toutes ces raisons, il n'est donc pas possible aujourd'hui à un Etat de ne pas mener une politique culturelle globale ; celle-ci dépasse de loin la seule politique du Ministère chargé des Affaires Culturelles et appelle une réflexion d'ensemble d'un gouvernement sur les activités qui la composent et sur les responsabilités qu'elle entraîne.

Le souhait a été exprimé que le Ministre chargé de la Culture soit en même temps le Ministre de l'Education et le Ministre des Finances ! J'ajouterai qu'il faudrait que ce soit aussi le Premier Ministre et pourquoi pas, en même temps, le Président de la République !

C'est bien montrer que tous les problèmes se tiennent et qu'il ne saurait y avoir une vision seulement sectorielle de la politique culturelle - je préfère ne pas parler de politique de la Culture. Un Ministre chargé des Affaires Culturelles, certes il en faut un ! Mais ne faire de la politique culturelle que la responsabilité d'un seul homme, c'est évidemment courir le risque de critiques aussi corrosives que celles de Marc Fumaroli. C'est une affaire gouvernementale, c'est une affaire globale.

*
* *

Mais comment concevoir et mener cette politique ? Je dirai simplement ceci : la politique culturelle globale me paraît devoir être une politique de conservation, de formation et d'incitation.

Une politique de conservation du patrimoine, qui n'est pas une politique conservatrice, relève, selon la formule de Marc Fumaroli, d'une magistrature moderne du patrimoine français. La V^e République y a apporté une grande attention et, avant 1981, même en période de pénurie financière, le Gouvernement a veillé à ce que l'action en faveur du patrimoine soit maintenue. Par exemple, la loi programme sur les musées, qui concernait à la fois les musées parisiens et provinciaux, a reçu annuellement les crédits nécessaires à son exécution.

En second lieu, cette politique culturelle globale comprend la formation et l'enseignement dans les disciplines artistiques. C'est là que se situe le point de jonction de la

politique culturelle et de la politique de l'Education, conçues l'une et l'autre au sens large du terme et à tous les niveaux.

Cette relation est d'autant plus nécessaire que si nous avons à développer une politique qui doit concerner le plus grand nombre, il faut aussi mener une politique de qualité, qui tende à élever le niveau du goût du public afin qu'il se détache de lui-même de la médiocrité. Dans ce domaine, il convient d'éviter à la fois l'utopie et le dirigisme. Le goût de chacun est le résultat de son épanouissement personnel et le rendre plus exigeant implique qu'on lui donne tôt et fréquemment l'occasion de s'exercer et de s'affirmer. C'est cela qui relève de la formation.

Appeler à voir et à écouter, c'est ce qu'ont ici recommandé des hommes comme Olivier Debré ou Iannis Xénakis et c'est ce qui est tout à fait fondamental. Or, sur ce point, il y a une carence presque totale du système éducatif français.

C'est là que réside la responsabilité de ceux qui veulent pouvoir concilier un jour Culture de masse et progrès personnel : il convient de mener une politique globale qui relie le développement des activités culturelles à une formation et à un enseignement solides.

Cette politique culturelle implique en troisième lieu des incitations, qui supposent nécessairement un choix. Là, le principe d'action est simple : pas d'interdit politique. Face à des initiatives qui peuvent être diverses et provenir d'horizons différents, il ne doit pas y avoir d'interdit politique. Mais si l'on doit garder, selon le souhait de Jean Charbonnel, le souci d'une bonne utilisation des deniers publics, c'est avant tout la qualité de disponibilité et d'ouverture des responsables qui doit permettre que les incitations ne soient pas détournées de leur objet et en quelque sorte dévoyées pour des raisons politiques.

Cela implique de la part de ceux qui ont la charge de mettre en œuvre ces incitations, un esprit qui ne soit pas bureaucratique ; c'est la raison pour laquelle il ne saurait y avoir à mon avis de politique culturelle sans de larges délégations à des personnalités compétentes et indiscutées.

Le jour où la politique culturelle devient l'affaire d'une bureaucratie, tout ce qui est lié au fonctionnement de la bureaucratie retentit alors sur les possibilités d'initiative et d'innovation. Au contraire, accorder des délégations à des hommes ou à de petits groupes d'hommes qui soient capables de juger objectivement et de comprendre les nécessités de l'innovation, me paraît la meilleure solution.

Enfin, il y a dans la politique culturelle une dimension qui me paraît indispensable : la sauvegarde de la culture nationale. Non pas dans un sens nationaliste, car je crois que l'un des grands phénomènes de notre époque est, comme Malraux l'avait bien vu, la prise de conscience de la diversité des cultures et de l'intérêt qu'il peut y avoir à

l'interpénétration des cultures, dans certains cas au choc des cultures. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour qu'un pays renonce à sa propre culture.

Sans nationalisme excessif, il doit être entendu que la culture française et, avec elle, la culture européenne, doivent être sauvegardées. Cela est important au moment où se développent certains moyens de communication. On a justement évoqué pour les chaînes privées de radio et de télévision la notion de cahier des charges culturelles, qui pourraient très bien respecter la liberté mais aussi la concilier avec la défense de la culture nationale.

*
* *

Toute politique culturelle doit être financée. Or, en France, on attend tout de l'Etat, et la question qui se pose alors est celle du montant des ressources à consacrer à la politique culturelle et de l'emploi de ces fonds.

Il est évident que l'Etat ne peut dans ce domaine agir qu'en fonction des ressources dont il dispose et que les largesses qui sont faites pendant certaines périodes sont souvent suivies de réductions de crédits qui peuvent compromettre les activités engagées.

Ce qui me paraît essentiel de la part de l'Etat, c'est la continuité du financement. Il n'y a pas d'action culturelle qui ne soit une action à moyen et même à long terme. Il n'est pas possible par exemple de sauvegarder le patrimoine, de développer l'enseignement musical en France, s'il n'y a pas un financement assuré dans la durée. C'est la raison pour laquelle des lois programmes, non pas extrêmement ambitieuses, mais susceptibles d'être appliquées dans l'état des finances de la nation, me semblent indispensables.

Les collectivités locales ont leurs propres responsabilités et elles les assument, ainsi que l'ont montré les interventions des nombreux élus présents à ce colloque ; elles doivent le faire, elles aussi, en respectant le principe de la continuité et en articulant leur action avec celle des autorités centrales.

Enfin, le secteur privé est aussi responsable de la culture. Tous ceux qui veulent la distribution gratuite de la Culture ne savent pas que la Culture a un coût, de même que ceux qui voulaient naguère que la santé n'ait pas de prix ont fini par découvrir qu'elle avait un coût.

Je suis donc prêt à dire que si la Culture n'a pas de prix, parce qu'elle appartient au domaine des choses sans prix, elle a un coût. Dans ce domaine il faut donc écarter la fiction de la gratuité, mais aussi poser la question du mécénat d'une manière plus large et prévoir de véritables incitations fiscales, notamment en faveur des particuliers. Il serait alors possible d'assurer correctement l'ensemble des financements grâce au concours de l'Etat, des collectivités locales et des particuliers qui doivent comprendre que le besoin de Culture entre dans l'arbitrage

personnel à effectuer sur leur revenu par rapport à d'autres besoins.

*
* *

Un dernier mot sur la décentralisation. Je suis persuadé pour ma part que la décentralisation sera très utile aux progrès culturels en France, à condition qu'il y ait un partage très clair des compétences, que l'on sache qui fait quoi, qui est responsable de quoi, à condition ensuite que l'Etat - et en disant cela, je vais apparaître une fois de plus, pour satisfaire certains, comme un faux libéral - assume son rôle qui est de compenser les inégalités de ressources entre les diverses parties du territoire et de corriger les phénomènes de pauvreté culturelle ou d'exclusion culturelle. Cela suppose aussi que les responsables des collectivités décentralisées s'interrogent sur l'échelle des activités qu'elles lancent ou qu'elles soutiennent, car il faut éviter de tomber dans un saupoudrage ou dans la mise en œuvre de projets qui n'auraient pas la dimension suffisante pour être efficaces, ou même pour survivre.

*
* *

Telles sont, Mesdames et Messieurs, les remarques que je voulais faire sur le problème d'une politique culturelle globale. Je dirai, pour conclure, qu'à mon sens, la politique culturelle est dans le monde d'aujourd'hui et sera dans le monde de demain une nécessité, qu'elle doit être conçue comme une action collective, et non collectiviste, qu'elle doit être fondée sur le pluralisme et fidèle, à certaines valeurs de civilisation qui doivent à la Culture leur signification profonde, c'est-à-dire l'accomplissement de l'homme et le respect de sa dignité.

INTERVENTIONS

Henri MERCILLON

J'ai été extrêmement intéressé par les débats de ce colloque. Si je peux me permettre une réserve, elle aura trait à la part restreinte réservée aux problèmes posés par l'économie de la culture. Nous sommes restés longtemps au plan des institutions, mais il me semble que quelques chiffres, quelques statistiques ont manqué pour éclaircir les discussions. Cet après-midi, M. le Premier Ministre Barre, en économiste, a posé une série de problèmes culturels en termes de choix. Je crois qu'il le fallait.

Lorsqu'on parle de culture, il est toujours intéressant de rappeler que, dans notre pays, le budget du Ministère de la Culture n'a toujours pas atteint 1% du budget de l'Etat, qu'il s'élève en 1985 à 0,85 % de ce dernier budget,

soit 8,5 milliards de francs. Il est très en dessous du budget des chaînes de télévision qui représente un peu plus de 11 milliards de francs. Cela doit toujours nous ramener à une certaine humilité lorsque nous parlons de culture.

M. Tournier, au début du colloque a longuement et justement parlé de l'influence des "média" sur les jeunes de sept à douze ans. Puis-je faire remarquer qu'un enseignant universitaire rencontre dans toute sa carrière entre quelques milliers et deux dizaines de milliers d'étudiants, chiffres qu'il faut mettre en rapport avec les milliers de personnes qui voient et qui écoutent tel ou tel présentateur de la télévision - *en un seul jour*. N'y-a-il pas là un déséquilibre que l'on peut relever ?

La culture est une affaire de choix au niveau de l'Etat.

Il m'a semblé que M. le Sénateur Blin était à ce sujet très pessimiste. La fiscalité, en matière de biens d'art par exemple peut jouer un rôle déterminant au niveau du patrimoine. Sans le système récent des "dations", combien de chefs-d'œuvre nous auraient quittés pour toujours. Nous devons à Raymond Barre un fonds du patrimoine qui a joué, ces dernières années, un rôle capital. Puis-je rappeler à M. le Sénateur Blin que le chiffre des dépenses françaises dans le seul secteur des Arts Plastiques ne peut même pas se comparer au seul budget de dépense du Musée Getty (un des trois musées de Los Angeles) : 45 millions de dollars.

Quant au problème du mécénat, c'est un thème à la mode depuis une dizaine d'années. Cela permet à certains de se contenter d'en parler dans des colloques réguliers et rituels. Faut-il souligner que la moitié des entreprises françaises est formée par des entreprises publiques et qu'au niveau des ménages, la quasi totalité des revenus (85 %) sont salariaux, et qu'ils subissent 45 à 50 % de prélèvements obligatoires. Comment comparer la fortune privée dans notre pays avec celle des Etats-Unis qui comptent quatre cents personnalités dont la fortune s'étage entre 100 et 500 millions de dollars.

Enfin il faut redire à quel point - avant mai 1981 - la gauche française était réservée à l'égard du mécénat privé. J'ai lu, j'ai écouté et j'ai de la mémoire. Je pourrais donner ici un catalogue de ses objections, on ne peut parler de ce problème qu'avec une grande amertume.

M. Olivier Debré a exprimé hier son pessimisme à l'égard de la "crise" de la peinture française contemporaine. J'ai accru son pessimisme un jour en lui donnant les résultats d'une étude économétrique se rapportant à un classement de cent premiers peintres contemporains dans le monde. On y comptait 51 américains - le premier peintre était un allemand ; le premier français était 17^e. On peut contester cette recherche. Il reste que la moitié du commerce mondial de l'art est américain. Peut-être cela explique-t-il ceci. Pendant plus de vingt ans, le Musée d'Art Moderne de Paris a très peu acheté, cette carence a retenti évidemment sur la situation de nos artistes.

On aurait pu parler de la demande culturelle, des

audiences et des publics. Quelques chiffres nous en apprennent plus long que bien des discours. Je prendrai un seul exemple dans la comparaison de deux musées prestigieux. L'un, le Louvre est considéré comme un grand et vieux musée; l'autre Beaubourg comme un grand et jeune musée. On donne les chiffres de fréquentation de ce dernier : 50 millions de visiteurs, la population de la France, depuis 1977; mais sait-on que 700.000 personnes seulement pénètrent chaque année dans le Musée d'Art moderne de Beaubourg. C'est la vieille institution du Louvre qui bat les records : quatre fois plus de visiteurs par an : 2.800.000, et c'est elle qui reçoit le plus grand nombre de visiteurs appartenant à la catégorie socio-professionnelle des ouvriers.

Un dernier mot, sur la culture. Nous aimerions faire partager nos passions ou nos enthousiasmes à un plus grand nombre de nos contemporains, les faire fréquenter expositions et musées, mais ce n'est pas simple.

Winston Churchill avait l'habitude de dire qu'il aimait beaucoup le whisky et qu'il aimait également beaucoup son cheval, et que son rêve aurait été de boire du whisky avec son cheval, mais que malheureusement jamais son cheval n'avait voulu entrer dans un "Pub".

René FOCH

Je voudrais avec votre permission, Monsieur le Président, au moment où nous arrivons à la fin de ce débat, revenir brièvement sur les remarques très stimulantes de Jacques Lesourne hier.

Il nous disait que nous sommes à l'ère des grandes inventions. Nous avons connu l'Ere des Grandes Découvertes, on peut dire que l'ébranlement provoqué dans la société actuellement par les grandes inventions n'est pas inférieur à celui provoqué par les grandes découvertes à la veille de la Renaissance.

Réfléchissons-y trente secondes, quels sont les faits majeurs depuis la fin de la dernière guerre? Ce ne sont pas des faits économiques ou politiques. Ce sont des percées technologiques. C'est d'abord la bombe atomique qui a bouleversé les rapports entre les Etats, c'est l'ordinateur qui a complètement modifié les rapports de l'homme avec son travail. C'est la pilule qui a radicalement modifié les rapports entre les hommes et les femmes.

Pour comprendre tout ceci, il est fondamental de faire place dans notre équipement intellectuel à un minimum de connaissances technologiques et biologiques.

Pourquoi? Parce que les grandes décisions technologiques qui modèlent notre société, sont devenues beaucoup trop importantes pour être laissées à des technocrates. Un exemple tiré du passé et un du présent. On a à l'esprit le sort du Concorde. Austerlitz sur le plan de la technique, Waterloo sur le plan de l'économie. Ce que l'on ne sait peut-être pas en France c'est que le Président Nixon à l'époque avait demandé au Congrès Américain l'autorisation de faire aussi un Concorde et que le

Congrès Américain l'a refusée. Ceci me paraît un exemple très intéressant où le processus démocratique a permis d'éviter un choix erroné et fait économiser des milliards de dollars aux contribuables.

Un exemple actuel : vous avez, Monsieur le Premier Ministre, soulevé la question du développement des médias, qui pose la question du plan-câble. Je n'ai aucune opinion sur la question de savoir si la câblage de la France par fibres optiques est la réponse à notre problème, ou s'il faut faire appel à d'autres techniques, comme les câbles coaxiaux, les ondes hertziennes ou les satellites, mais ce que je dis c'est que les décisions qui seront prises dans ce domaine sont d'une telle importance, entraîneront des investissements d'une telle taille que si elles sont prises par l'Etat, il est fondamental que ces décisions soient prises après un vaste débat démocratique et que ceci suppose une information dont nous sommes loin de disposer.

On peut formuler le même genre de remarques dans le secteur de la biologie, qui demain va prendre le relais de la révolution de l'informatique. Ces sciences du vivant, il est doublement important d'en comprendre les enjeux. D'abord parce que ces découvertes biologiques bouleversent notre propre vie. Je citais l'exemple de la pilule, qu'arriverait-il le jour où l'on pourra déterminer le sexe des enfants? Voilà des questions vitales sur lesquelles l'homme politique de demain et donc en démocratie le citoyen se doivent d'avoir quelques lumières.

Ensuite, et ceci est peut-être encore plus important, parce que l'étude du vivant et notamment du cerveau nous fournit des modèles pour comprendre la complexité croissante des systèmes dans lesquels nous vivons, complexité qui amène le décideur frustré à parler d'effets pervers, alors que tous les biologistes le savent, la complexité dans le domaine du vivant est signe de progrès. Si nous cherchons un penseur pour nous guider dans ce monde nouveau, c'est du côté de Teilhard de Chardin qu'il nous faut regarder.

Jérôme SERRI

J'aimerais faire une remarque et retrouver ce que M. Maurice Blin et M. Etienne Borne ont dit sous une autre forme : si la Culture suppose et exige un minimum de savoir, elle ne s'y réduit pas. Il faut distinguer celui qui connaît, celui qui sait, de celui qui aime.

Malraux aimait à dire que si l'on va à l'Université pour connaître Racine, on va au théâtre pour l'aimer. Parce que l'école a pu être, ici ou là, le lieu de l'ennui ; ("professeurs, vous nous faites vieillir" disait-on en 1968, souvent injustement, parce que les musées ont souvent respiré la mort, et la poussière on a voulu opposer à cet ennui, à cette mort, à cette poussière la vie biologique, l'agitation, le bruit, la puérilité, la récréation, alors qu'en réalité il fallait lui opposer une véritable vie de l'esprit.

Quand, en effet, des jeunes préfèrent leur mobylette ou la bande dessinée à des cours ennuyeux, ils préfèrent la

vie tout court, celle du corps et des sensations à un savoir somme toute un peu mort, tandis qu'il faudrait leur proposer une autre voie, les engager dans une autre voie. Or cette voie ne peut être proposée que par des amoureux de la littérature, de la peinture, de la musique, par des personnes qui rayonnent, c'est-à-dire qui, par leur présence, par leur enthousiasme, attestent qu'il existe un monde de l'esprit qui n'est pas un simple savoir de spécialistes mais un domaine exaltant auquel tout homme, en droit, est appelé, et qui fait vivre.

Pour conclure, je vous citerai une très belle phrase de Borges, qui pose et résoud peut-être, pour ceux qui veulent bien l'entendre, le problème de la Culture : "je n'écris ni pour la masse ni pour une élite, j'écris pour quelques amis, pour moi-même et pour adoucir le cours du temps"; une telle phrase aurait pu être, me semble-t-il, de Malraux. C'est pourquoi je ferai quelques réserves aux critiques de M. Fumaroli : la mission du Ministère Malraux n'était pas une mission d'Eglise mais une mission d'hommes, car si l'Eglise cherche à convertir, André Malraux voulait donner à chacun les moyens de se convertir soi-même à l'esprit et d'accéder au patrimoine national et mondial, s'il en éprouvait le désir. Mais Malraux n'a pas été compris, je vous rappellerai une de ses exclamations : "ce que je veux est fou, ce que je peux est nul". Je crois que si nous lisions sérieusement "Les Voix du silence", et notamment les derniers chapitres, nous pourrions mieux apprécier le sens de son action, la difficulté de sa mise en place et un certain échec qui ne peut lui être imputé.

M. Etienne Borne disait à peu près, qu'à chaque fois qu'on parle de vérité ou qu'on se réfère à des valeurs pour hiérarchiser des attitudes ou des actions, on est très souvent soupçonné de commettre un attentat contre la liberté. En termes plus politiques cela signifie qu'à chaque fois que l'on est rigoureux et exigeant, on est soupçonné d'être réactionnaire... Malraux en a souffert, comme d'autres qui, sans être marxistes, et peut-être parce qu'ils n'étaient pas marxistes, parlait au nom de l'Homme.

Louis ALBOU

On a parlé de l'ambiguïté du mot Culture. Il ne faut pas réduire le mot Culture aux Beaux-Arts ; font partie intégrante de la Culture tout le patrimoine scientifique et également le patrimoine religieux et philosophique.

Lorsque M. Jean-Marie Domenach a rappelé le mot de Saint-Simon, selon lequel l'homme de Culture doit marcher en avant pour passionner les foules, j'ai cru que l'on allait enfin toucher le fond du problème, et lorsque M. Etienne Borne a dit que le problème culturel est une crise de l'esprit, je me suis dit qu'on était enfin au cœur de la question. D'où ma formule à l'emporte pièce : "c'est par la tête que pourrit le poisson".

Il me semble que cette autre phrase de Camus citée par M. Domenach explique ce que j'essaye de dire : l'homme

est un animal qui veut du sens. Ce qui manque à notre époque c'est le sens. Il y a crise de l'esprit, qu'est-ce que c'est que la crise de l'esprit ? Il y a un édifice culturel qui n'a plus de toit et l'homme a perdu le sens.

On pourrait résumer en trois points ce que j'essaye de dire : le diagnostic c'est qu'il y a une crise de l'esprit comme l'a rappelé le professeur Etienne Borne ; le pronostic c'est que la Culture se meurt ; et le traitement consisterait à essayer de trouver - et c'est tout le problème - des solutions à cette crise de l'esprit et de la culture qui ne soient pas d'ordre économique, parce que la Culture n'est pas un problème d'ordre économique. L'économique aide le culturel ; mais ne résoud pas le problème culturel au fond.

Henri BOURBON

Une brève question à poser à M. Barre, mais qui présente une certaine importance, me semble-t-il. Vous avez parlé de la nécessité de sauvegarder la culture nationale, avec juste raison. Est-ce que vous pensez que cette sauvegarde implique le respect des cultures régionales, sous réserve qu'il ne s'agisse ni de folklore ni de contestation de la culture nationale. Personnellement je pense que Mistral et son œuvre appartiennent à la culture française. La culture nationale s'enrichit de l'apport des cultures régionales. On l'avait un peu oublié sous la III^e République.

Raymond BARRE

Je crois que les cultures régionales font partie de la culture nationale, mais à condition qu'il s'agisse de cultures régionales authentiques.

Jacques MALLET

Il y a une dimension européenne du problème culturel. Je crois comme M. Barre que les cultures sont nationales, qu'il faut défendre et promouvoir notre Culture française. Mais je crois aussi que, dans le monde où nous vivons, qui est un monde d'inter-dépendances et d'innovations formidables dans le domaine de la communication, les cultures nationales européennes qui ont beaucoup de points communs, ne survivront que dans la mesure où tout en sauvegardant leur identité et leur pluralisme, elles mettront en commun certaines initiatives, en particulier pour favoriser les actions de création. Je songe à la révolution qui va se produire avec le satellite à diffusion directe. Nous risquons d'être envahis de sous-Dallas ; cela fait problème. Les Américains peuvent amortir leurs feuillets télé sur un énorme marché et les vendre ensuite à prix très bas, ce sont en outre des feuillets réalisés par d'excellents professionnels. Pourquoi les Européens ne travailleraient-ils pas ensemble au niveau du marché européen ? Il me semble que la politique européenne devrait comporter une dimension culturelle et que la défense des cultures nationales comporte

une dimension européenne.

Raymond BARRE

La Culture française est un élément de la Culture européenne. Nous devons défendre la Culture européenne.

Je donnerai deux exemples. Nous n'avons pas besoin d'une Université européenne, nous avons plutôt besoin de dispositions qui permettent aux étudiants qui appartiennent à une université allemande ou italienne de venir travailler une année en France ou deux années en Grande Bretagne, etc... et que cela soit compté dans leur cursus. Voilà un exemple d'inter-pénétration absolument indispensable.

Deuxième exemple. Quand vous regardez sur FR3 parfois le dimanche après-midi les pièces de Shakespeare qui ont été tournées par la BBC, il s'agit d'une contribution essentielle à la Culture européenne. Pourquoi n'utiliserait-on pas - je l'avais un jour suggéré - les moyens d'information dont nous disposons pour faire connaître un certain nombre de grandes œuvres littéraires, musicales, artistiques, dans tous les pays de la Communauté européenne et de l'Europe. Il y aurait d'admirables programmes de télévision sur les grands musées européens ; il y aurait d'admirables programmes de télévision sur les Opéras, sur les concerts symphoniques regroupant des œuvres de musiciens européens. De même pour les dramaturges. Tous appartiennent à la culture mondiale, mais la racine est européenne. Un certain nombre d'actions concrètes permettant à tous les Européens d'accéder aux grandes manifestations de la Culture des pays européens, c'est plus important et plus efficace que les discussions sur la meilleure manière de faire l'Europe culturelle.

Michel DEBOST

Toute option culturelle est par nature critiquable, puisqu'elle procède d'un choix intellectuel ou esthétique ou moral ou même politique.

Mon propos n'est pas véritablement de critiquer telle ou telle action culturelle, présente ou passée, mais d'apporter mon témoignage.

Il s'agit pour moi de réfléchir sur la nature même du rôle de l'Etat sur le plan culturel, quelque soit sa couleur politique. C'est le système qui doit évoluer vers un plus grand libéralisme, et donc c'est au niveau des moyens qu'il faudrait réformer, plutôt qu'au niveau des intentions doctrinales ou des vœux pieux.

On peut par optimisme rêver d'hommes exerçant debonnairement le pouvoir culturel, mais il faudrait être un saint pour ne pas se sentir investi d'une mission, et donc pour ne pas l'appliquer au bénéfice de ses propres idées... et au détriment d'autres. J'ai toujours eu du mal à me défendre de trouver au concept même de Ministère de la Culture un certain parfum jacobin, voire totalitaire,

bureaucratique en tous cas. En de mauvaises mains, la Propagandastaffel ne serait pas loin, à moins que ce ne soit l'Agitprop.

Ceci n'était pas le fait de la précédente majorité, qui s'était ingéniée au contraire à nommer aux postes de responsabilité ses propres adversaires, "les intellectuels de gauche" si fort à la mode à l'époque. "Sic transit..."

Comment les choses se passent-elles, aujourd'hui comme hier ? Schématiquement :

S'il s'agit d'un "grand chantier", la décision est royale : jadis Centre Pompidou, aujourd'hui Grand Louvre, Opéra de la Bastille ou Musée des Sciences et de l'Industrie de la Villette.

S'il s'agit d'une "Entreprise Culturelle" (Opéra, Orchestres, Théâtres Subventionnés, Maisons de la Culture, autre terme douteux, etc...) la décision ministérielle est certifiée de vie, sursis, ou arrêt de mort. Mais le système se régénère presque toujours de lui-même, car ces organismes étant de nouvelles bureaucraties, les fonctionnaires y sont nombreux, et l'on a rarement vu les membres de ce zoo-groupe se dévorer entre eux.

S'il s'agit d'aide financière à une initiative privée, Association 1901 ou autre forme juridique :

- il faut plusieurs années avant que, de dossiers en démarches, de paperasses en antichambres, de coups de téléphone en interventions, la manne pleuve (goutte à goutte).

- les animateurs, bénévoles, consomment leur temps à ces tâches. S'ils sont éloignés, ou inconnus, ou que leur projet semble inintéressant à leur interlocuteur, leur dossier est purement et simplement enterré ; j'avais la chance, quant à moi, par ma relative notoriété professionnelle, de ne pas être éconduit ou mis sur une voie de garage, mais il faut essayer d'imaginer le calvaire d'un anonyme responsable de l'Association Culturelle de Bétons-Bazoches essayant de se faire écouter...

- une fois la subvention accordée, elle se pérennise quasi-automatiquement, même après la cessation d'activité. A titre d'exemple, il y avait naguère les "Ensembles Conventionnés", remplacés aujourd'hui par les "Missions" de la Direction de la Musique. La convention prévoyait une subvention forfaitaire pour un certain nombre de concerts mis en œuvre par des organisateurs reconnus. Résultats :

- de nombreuses opérations devenues caduques ne vivent que pour recevoir ce pécule, elles sont en état de coma dépassé mais en survie artificielle !

- les organisateurs ou bénéficiaires (Maisons de la Culture, Associations de Concerts), considérant que ces activités sont déjà payées, ne font aucun effort de promotion et bien des manifestations se passent devant les banquettes.

- l'intervention des représentants de l'Etat va jusqu'à exiger un certain contenu : telle proportion de musique française, telle dose de musique contemporaine, éven-

tuellement certains noms sont conseillés, parfois tel "Inspecteur de la Musique" se découvre un talent de compositeur, et sa musique apparaît sur les affiches, par l'initiative des bénéficiaires. Il est bien difficile de résister et "Le Corbeau et le Renard" sont toujours d'actualité. Je ne parle que de la Musique, mais le champ d'activités de la culture est vaste.

- les délais dûs à la paperasserie bureaucratique, et la fluctuation des modes font que les subsides parviennent à destination trop tard.

Tout cela vient au fond d'une certaine méfiance congénitale des responsables et des bureaucrates envers leurs administrés. J'ai moi-même souvent ressenti cette condescendance, bienveillante ou amusée, venant presque involontairement de personnages, dont les qualifications professionnelles ne m'avaient auparavant jamais ébloui, mais calés dans un fauteuil de Ministère et sachant qu'ils sont là pour l'éducation des masses, dont le choix culturel n'est pas l'affaire. Ils détiennent les moyens financiers, et décident ce que sont les besoins culturels de la masse. "Payez vos impôts, nous ferons le reste !..."

Ainsi avait-il été décrété autrefois que l'architecture de gares était à détruire et que le style nouille était le comble du mauvais goût. Comme la musique ou la littérature se détruisent moins facilement que les monuments, on peut, heureusement, réhabiliter et aimer aujourd'hui ce qui fut honni naguère.

S'agit-il pour autant de supprimer le rôle de l'Etat en matière culturelle ? NON ! ... Même si on le voulait, on est arrivé à un tel point de non-retour, qu'il serait utopique d'y penser. Encore faut-il définir les champs d'application du rôle de l'Etat, et avoir le courage et la volonté politiques de rendre le reste au domaine privé.

Ceci ne serait qu'un vœu pieux (un de plus) si l'on ne restituait pas aussi aux citoyens ou aux Associations qui les représentent librement et légalement la possibilité de recueillir directement les moyens financiers nécessaires à leur action.

Incomberaient à l'Etat :

- les grands chantiers monumentaux, les Versailles de demain, qui bien souvent ne correspondent pas à un besoin précis, mais ressortissent du geste symbolique qui permettra au principal décideur de prendre place, pense-t-il, dans l'imagerie populaire historique. Les citoyens n'en sont pas, en général, partie prenante à court terme.

- la préservation du patrimoine national culturel et artistique : Musées de toutes vocations, Caisse Nationale des Monuments Historiques, Théâtre National de l'Opéra, Comédie Française, Orchestres Nationaux, Académies et Institut de France, etc...

- les commandes officielles.

Les donations privées à ces actions seraient intégralement déductibles des revenus des personnes physiques et des bénéfices des entreprises privées, avec l'autorisation

d'en faire publiquement état.

*
* *

Le reste - c'est-à-dire tout ce qui concerne la Culture et qui n'entre pas dans l'énumération des actions que je viens de citer - serait rendu à l'initiative privée, pour la conception, la mise en œuvre et la *récolte des moyens financiers*.

Le cadre associatif de la Loi de 1901, peut-on immédiatement objecter, existe déjà.

Certes, mais il lui manque l'essentiel : la survie dépend le plus souvent de la manne céleste des subventions de l'Etat ou des grandes collectivités, ce qui revient presque au même.

Ici aussi, toutes les contributions seraient déductibles du revenu imposable des personnes physiques et du bénéfice des entreprises ; mais attention, il ne s'agirait plus seulement du montant des sommes versées, mais aussi des donations en temps, en biens et en services :

- donation d'une œuvre d'art (comme dans le principe de la dation)

- pour un artiste interprète, prestation "gratuite" chiffrée au montant du cachet habituel

- travaux de secrétariat ou de main d'œuvre

- comptabilité

- dons de biens négociables ou de valeurs mobilières

- conseils juridiques ou autres chiffrés aux tarifs professionnels en usage, etc, etc...

Les donateurs pourraient faire état, là-aussi, de leurs dons. Je m'explique : dans l'état actuel des choses, la déontologie de ce que l'on appelle le "mécénat privé ou mécénat d'entreprise" impose une grande discrétion aux donateurs, afin qu'il y ait une limite précise entre la publicité et ce mécénat. Mélanger l'Argent et la Culture ? A Dieu ne plaise... L'argent, comme chacun sait, est impur et il n'en faut pas parler, tandis que l'Art et les artistes sont de purs esprits que l'idée de lucre n'effleure jamais.

Ce genre d'hypocrisie, qui rejoint les sornettes du genre "halte au profit" des débuts de l'état de grâce, n'est plus de mise aujourd'hui. Ici, la comparaison avec le sport s'impose. Le sponsoring culturel est beaucoup moins porteur que le sport ; raison de plus pour que les opérations culturelles ajoutent au prestige, et, pourquoi pas ? à la vanité des promoteurs.

Un exemple plus personnel : je prête, très souvent et volontiers, mon concours de musicien à des manifestations d'Amnesty ou de diverses entreprises charitables. Je le fais gracieusement, mais je ne comprendrais pas que mon nom soit caché, sous prétexte de morale déontologique. De même pour une entreprise. Si Renault ou IBM ou Toyota veulent donner de l'argent à telle ou telle affaire culturelle, elles doivent en recueillir toutes les

récompenses de notoriété et fierté possibles. Comme l'initiative de ce mécénat vient souvent des plus hauts cadres, il ne faut pas non plus hésiter à jouer aussi sur la vanité. Ne nous voilons pas la face : culture et snobisme sont étroitement liés, depuis toujours, et moi cela ne me choque pas plus que le populisme qui essaie de nous faire croire qu'on élèvera l'âme des masses en allant jouer de la musique ultra-contemporaine ou le théâtre d'avant-garde dans les ateliers de Billancourt.

Ce qui précède remet en cause le principe non-lucratif de la loi de 1901, mais les mœurs ont évolué, dans ce domaine comme dans celui du sport dit "amateur". Il y a loin des pratiques olympiques actuelles à l'idéal aristocratique de Pierre de Coubertin.

La liaison entre les initiateurs des activités culturelles, les donateurs de temps ou de fonds, et les bénéficiaires, c'est-à-dire le public, pourrait ainsi être revivifiée par une liberté totale dans le choix de l'action ou du don.

Le donateur verrait son initiative de tout près, en y participant de multiples façons ; ce qui est décourageant pour les animateurs d'action culturelle privée, c'est de voir le destin de leurs efforts et de leur intérêt suspendu au bon vouloir lointain d'une politique, peut-être exempte d'arrière pensées, mais discrétionnaire.

Ce projet n'est pas aussi utopique qu'il y paraît : il existe aux Etats-Unis et dans d'autres démocraties qui ont depuis longtemps compris que moins l'Etat intervient dans les domaines de la vie privée, dont les choix culturels participent pour une grande part, mieux tout le monde se porte. Il n'est pas besoin de copier servilement un modèle, ni de révolutionner quoi que ce soit. La Loi de 1901 est là, elle peut être élargie et amendée.

Mais cette évolution est du domaine législatif. Elle ressortit donc à la volonté politique, et non au domaine des règlements administratifs, de l'efficacité desquels on peut douter, quelque soit la couleur du pouvoir en place.

Les retombées ne sont pas négligeables :

- les citoyens seraient plus directement concernés
- l'action, plus proche des besoins du public, serait mieux ressentie.
- l'Etat pourrait consacrer un peu de ses ressources et de son travail au domaine qui est le sien, au lieu de saupoudrer quelques problématiques subsides à droite ou à gauche, dont la somme totale grève son budget, sans que, cette action décousue ne soit ni vraiment efficace, ni exempte de toute influence politique.
- autre élément non négligeable : les fonds recueillis ainsi peuvent être gérés à moyen ou long terme, et, réinvestis dans l'économie, ils représentent des sommes considérables. C'est le cas aux Etats-Unis des Fondations Ford ou Rockefeller ou autres qui interviennent en Bourse, participant ainsi à l'économie américaine et tirant des revenus financiers de leur gestion, tandis que, chez nous, beaucoup d'entreprises culturelles reçoivent leurs subventions avec des retards allant jusqu'à un an, et

doivent payer pour cela des agios aux banques, qui grèvent encore un peu plus leur budget.

Enfin, il serait souhaitable pour l'évolution des mentalités dans notre pays de faire prendre en compte aux entreprises culturelles, qu'elles soient du domaine de l'Etat ou du domaine privé, une certaine obligation de résultat.

C'est le principe aux Etats-Unis, de "matching grants", que l'on peut mal traduire par "donation paritaire". De quoi s'agit-il ? La Fondation Ford, par exemple, fait une donation à l'Orchestre de Minneapolis à parité avec les fonds privés que cet Orchestre a réussi à recueillir auprès de personnes et d'entreprises locales. L'année suivante, la donation (Ford Grant) est reconduite à hauteur du nouveau résultat (*en plus ou en moins*). C'est là une incitation incomparable pour les bénévoles motivés par leur intérêt pour l'Orchestre, pour les gestionnaires des entreprises locales et les particuliers donateurs qui voient leurs efforts reconnus et doublés par ce système, tandis que toute diminution de la participation locale est également doublée.

Adapté à notre pays, ce système ferait en sorte que la subvention de l'Etat soit acquise à parité avec les ressources recueillies par les entreprises culturelles sous la forme d'entrées et de donations privées. Ce serait une incitation à réveiller les bonnes volontés à l'échelon local, qui souvent se contentent d'espérer le bon vouloir de l'Etat Providence, vers qui, chez nous, tout le monde se tourne, tout en s'en plaignant.

En conclusion, il me semble que les Affaires culturelles ne peuvent pas évoluer seulement par un changement de programme, mais surtout par une évolution libérale des lois, qui tantôt précéderait, tantôt anticiperait l'évolution des mœurs et des mentalités. Cette évolution est du domaine législatif, et ne peut que résulter d'une volonté politique libérale, profonde et sincère.

André DANZIN

Je n'étais pas là hier, malheureusement, pour écouter Jacques Lesourne, et je le regrette. Ce qu'il a dit était sûrement extrêmement important car j'ai été surpris que la dimension technologique, que la transformation des techniques, sources d'immenses mouvements d'évolutions qui influenceront nos comportements culturels, n'aient pas été évoquées par les intervenants de cet après-midi sauf par M. le Premier Ministre Barre et par M. Foch.

Ce phénomène important doit être intégré dans notre vision du monde aussi bien que dans nos conceptions concernant l'économie. Un courant nouveau de pensée se développe actuellement qui nous ramène aux mêmes conclusions que celles qui ont été exprimées par M. Etienne Borne, mais ce courant ne s'alimente pas à des sources d'inspiration littéraire, philosophique et humaniste ; il provient des spécialistes des sciences dites "exactes et naturelles". Cette convergence est remarquable. Les scientifiques ont radicalement changé. Leur vue

du monde est totalement différente depuis une dizaine d'années et ce phénomène aura une influence considérable sur la manière de comprendre les problèmes économiques, sociaux et politiques dans l'avenir.

Quant à la question de savoir si par des délibérations préalables on pourrait guider les technologies ou les applications des technologies de telle sorte qu'on leur donne à l'avance une réponse sociale positive, je supplie que l'on ne s'engage dans cette voie qu'avec une extrême prudence. Elle est pleine de périls. Rien ne permet d'éviter les tâtonnements, les erreurs, les processus d'essai-sélection. C'est parce que les Allemands ont beaucoup délibéré qu'ils n'ont pas de Centrales Nucléaires. On pourrait citer beaucoup d'autres erreurs qui ont été commises, chaque fois que ces problèmes ont été soumis à un débat dit "démocratique". En réalité, il n'y a pas réellement un débat constructif ni même réellement démocratique lorsque les personnes qui échangent des arguments n'ont ni expérience vécue ni connaissances théoriques sur les questions dont elles débattent, mais seulement des sources d'inspiration sentimentales, presque viscérales, sans réelles bases rationnelles.

Jean-Marie DOMENACH

Le conflit des deux cultures - l'humaniste et la scientifique - a été particulièrement virulent en France. Je crois qu'il est en voie de solution, ce qui devrait nous amener à repenser bien des choses dans le domaine de l'éducation et de la culture en général.

La culture scientifique, refoulée par la culture littéraire, a en réalité, imprégné celle-ci. Le romantisme ne se comprend pas en dehors de la thermodynamique et de la mécanique classique. L'avènement de la relativité générale, de la mécanique quantique et de la thermodynamique au-delà des seuils d'équilibre a bouleversé notre vision du monde. La biologie nouvelle et l'informatique ont pénétré les Sciences sociales. A la conception d'une politique duale - classe contre classe, idéologie contre idéologie - se substitue progressivement une conception systémique. Nous sortons du fanatisme et du manichéisme pour entrer dans le monde de la complexité, de la compréhension, donc du dialogue. La nouvelle science et la nouvelle épistémologie sont nos meilleures chances pour une culture démocratique. Nous sommes au seuil d'une nouvelle Renaissance, où les sciences dites exactes, qui ont perdu leur prétention dogmatique, rejoignent la poésie et la philosophie dans une interrogation fondamentale sur la nature et la finalité de l'homme et des sociétés.

René PUCHEU

A la fin d'un colloque très réussi et fort dense, impossible de n'être pas saisi par l'envie d'aller plus loin, encore. On rêve de jouer les prolongations, sous la forme d'un nouveau colloque.

Imaginons, donc. Esquissons le climat et le contenu éventuel de ces travaux. Et, excusez-moi de succomber à la colloque-fiction !

Voici trois "anticipations".

Evidemment, on *élargirait des critiques*, des pointes et des piques lancées contre la "politique culturelle" à la Malraux. Il fallait les faire. N'y crachons pas trop, cependant !

"L'illusion culturelle" née sous le Front Populaire, rebondie à Uriage et nourrie dans les mouvements d'éducation populaire de toutes tendances idéologiques fut une grande illusion. Ou, plutôt, une illusion grande ! J'en ai connu la richesse et mesuré les limites au cours de la préparation du VI^e Plan. Tout cela fut fécond et on ne pourra écrire l'histoire culturelle de ce siècle en raillant cette tentative.

J'y ai pensé en entendant les intéressantes contributions des maires. Sans cette poussée d'alors seraient-ils si sensibles à la culture ? Non ! Catégoriquement, non !

Assurément, on tenterait *d'élargir le champ de recherche*. Il est vrai - et M. Raymond Barre l'a justement remarqué - que l'on rencontre, sous ce biais, une difficulté méthodologique. Si on dilate trop le contenu du mot "culture" tout devient culturel et le champ de la "politique culturelle" finit par coïncider avec le champ de la politique même.

Mais cette difficulté, précisément, mériterait réflexion et débat. De toute manière, il est insatisfaisant de réduire le domaine de la culture au secteur de compétence du Ministère de la Culture. L'enseignement, le sport, la formation permanente, le "temps libre" relèvent du champ de la culture. Le travail, la santé, aussi, etc... !

Pour aller plus loin, ne faudrait-il pas passer de la notion de "culture" - désignant des domaines - à celle de "culturel" - signalant une dimension des décisions. Le "culturel" qu'est-ce donc ? C'est *le point de vue de l'individualité*. De son accomplissement. Que toute activité, toute institution, toute organisation laisse à l'individu la possibilité de "s'écarter", de devenir soi, d'être un "acteur" actif et non sujet passif des drames sociétaux, voilà *l'enjeu culturel* !

La politique ? Elle a ce but. Mais, aussi, elle a pour fin la grandeur du groupe, de l'Etat. Les champs sont quasi-coextensifs. Les points de vue ne coïncident pas, forcément. Ils peuvent diverger. On rêverait de "conseillers au culturel" qui, auprès des ministres, des décideurs, signaleraient les coûts et les avantages de chaque décision, quant à la créativité, à l'"activité" des individus.

Idee folle ? Comme de bien entendu. Sous cette forme. Et, après tout c'est aux individus eux-mêmes de se dresser en contre-pouvoir pour faire prévaloir ce souci de leur liberté créatrice. Idée, pas tout à fait folle. Peut-être. Néanmoins.

En tous cas, la chose est sûre. Il faudrait élargir le champ. A ces considérations là, j'aperçois, dans le regard

des futurs organisateurs de ce second colloque la perplexité ! Du coup je réduis l'ambition à un programme en cinq questions, celles-ci :

1 - Quel type d'enseignement "cultive" le mieux l'individualité ? Primauté à la transmission des connaissances ou à la créativité ? C'est la "question Chevènement", en quelque sorte. Une vraie question. Encore qu'il soit impératif d'éviter une guerre de religions pédagogiques. Il est des temps pour tout, comme eut dit l'Ecclesiaste ! N'empêche, autour de cette question, il y a matière à réflexion.

2 - Les loisirs : pour quoi faire ? Voici que sonne "la fin du travail" (Michel Drancourt dixit). En tout cas, voici la fin du travail comme fin. Situation nouvelle. En amont : qui travaillera ? Question à retombées culturelles. En aval le "temps libre". Où sera-t-il vécu ? A quoi servira-t-il ? Le divertissement ne doit pas en être banni. Mais comment aider, provoquer les individus à le vivre en humains créateurs de leur personnalité ?

Question de demain ? Allons donc ! Déjà pour des jeunes, pour les retraités...

3 - Les "formateurs", "les animateurs", les "médiateurs" etc, comment les former, les recruter adéquatement ? Les divers diplômes (DUT, DEFA etc) existants sont-ils adaptés aux évolutions en cours ? Faut-il former des professionnels de l'animation ou développer au maximum la possibilité pour des professionnels d'acquérir des capacités d'animation ?

N'oublions jamais qu'en action culturelle comme dans n'importe quelle action, l'important ce sont les médiateurs !

4 - Comment dans le choc des cultures et des technologies sauver ou ré-inventer une identité française ?

En fait cette question comporte "deux entrées". L'une souvent, objet de discours ou source de transes légitimes : face à une culture transnationale déferlante et américaine - des jeans à "Dallas" en passant par le rock - comment créer et diffuser des expressions des cultures françaises, "des" cultures, puisque la culture française est plurielle.

L'autre "entrée", étant : quid de l'identité et de l'échange entre Françaises et Français quand il existera dix, quarante "chaînes" de télévision ? Autrement dit, quid de l'unité française quand il n'y aura plus d'écran quasi-obligé, ou limité à trois "chaînes" ? Question où la culture déferle sur la politique !

5 - Par quelles voies et moyens donner la parole aux cultures "immigrées" ? L'Etat et les pouvoirs publics doivent-ils encourager, financer la construction de mosquées ? d'écoles coraniques ? etc... Question complexe. Question chaude. Faut-il faire ce que j'appellerai le "pari Chaunu" ? Pronostiquer que l'assimilation sera d'autant plus réalisable que les immigrés auront été enracinés dans leur culture. Oui ou non ? En tout état de cause, la société multiculturelle appelle une redécouverte de l'identité française.

Oh ! Il y aurait d'autres questions aussi. Mais j'ai, déjà, abusé ! L'important, c'est d'imaginer que le culturel est sans rivage. Ce qui en complique l'appréhension opératoire. Assurément.

François BAYROU

Je suis élu départemental et régional. Je voudrais sortir du débat général, si vous le permettez, pour vous faire part d'une réflexion qui s'appuie sur l'expérience culturelle que nous sommes en train de vivre avec l'explosion des radios libres.

Alors que des projets nombreux sont en train d'éclore pour mettre fin aux chaînes publiques de radio, il ne faut pas perdre de vue l'aspect économique du problème : tous ceux qui s'occupent de radios libres savent que les coûts sont fort importants. Avec le rayon d'un émetteur normal, des radios telles que France Musique ou France Culture exigent un financement considérable. Donc on peut défendre l'idée du maintien du secteur public pour ce genre de chaînes.

Je pense que l'on ne doit pas se contenter de défendre l'idée de la pérennité du secteur public, il faut aller plus loin, il me semble qu'il y a une promotion du secteur public qui est insuffisamment faite. Je suis très frappé de cette espèce d'égoïsme du secteur public qu'il devrait faciliter aux radios libres l'accès à l'extraordinaire fonds d'émissions de radios depuis des dizaines d'années dont il dispose sur des bandes magnétiques, dans ses archives. Alors que nous sommes assaillis de musique anglo-américaine, ce fonds pourrait être très utilement mis à la disposition des radios libres locales, de manière à faire en sorte que les valeurs culturelles dont nous nous réclamons passent un peu plus sur les ondes des radios libres.

Raymond BARRE

Je ne suis pas contre les chaînes de radios privées, je crois personnellement qu'il faut qu'une grande chaîne de télévision culturelle et qu'une grande chaîne de radio culturelle demeurent dans le secteur public. Pour le reste, je dis simplement que la liberté est nécessaire ; mais je souhaite qu'il y ait pour les radios et télévisions privées des cahiers des charges culturelles, afin de prévoir, par exemple, des émissions sur les arts français et européens. Ces radios et télévisions privées pourraient utiliser les ressources considérables de l'Institut National de l'Audiovisuel, car c'est un élément du patrimoine national qui mérite d'être mis à la disposition des auditeurs, du public le plus large.

René RÉMOND

Au terme de ce colloque, il me revient de dire quelques mots : ils seront brefs ; je n'aurai pas la prétention de résumer quatre séances d'échanges très riches, ni moins encore de répondre aux questions qui ont été posées.

Je vous propose, plus modestement, quitte à revenir à notre point de départ, de considérer le thème que "France Forum" a choisi, de prendre acte de la justesse de ce choix et de son bien-fondé. Le thème est actuel, on l'a assez vu et par des approches différentes. Parler de la Culture, c'est un bon observatoire des mœurs du temps, du langage, du vocabulaire, il est significatif qu'à plusieurs reprises on ait eu, cet après-midi, à s'interroger sur le sens des mots; le discours est toujours révélateur. Nous avons pris la mesure d'un moment culturel, d'une étape dans l'évolution des esprits.

Mais ce n'est pas seulement un problème de l'heure, c'est un problème essentiel et plusieurs des interventions de cet après-midi nous ont introduit au cœur de quelques-uns des plus grands problèmes qui se posent à la société et à l'homme : le rapport entre la démocratie et la culture, le rôle de l'Etat, la mission du service public, les rapports entre la société, comme on dit aujourd'hui, civile et la société politique, l'articulation de l'initiative

privée et du service public.

Nous avons vu affleurer deux des plus grands problèmes qui se posent, pas seulement à la société ou à l'homme vivant en société, mais à l'homme tout court; celui des rapports entre la nature et la culture, et celui des valeurs : à travers les querelles de mot ou les discussions sémantiques sur le contenu et la signification du terme culture, nous avons perçu sous-jacent, un problème de choix, de hiérarchie. Met-on sur le même plan, au risque d'aplatir toute échelle de valeurs, toutes les expressions du génie humain, tous les types de conduite, toutes les formes de comportement, ou juge-t-on qu'il y en a de supérieures à d'autres ? Est-ce qu'on les qualifie du point de vue d'une conception de l'homme et de la morale ?

Qu'un colloque qui porte sur la Culture aujourd'hui aboutisse à de telles questions, il n'y a pas lieu d'en être surpris, mais que ce colloque s'y soit acheminé c'est, je pense, une preuve qu'il a réussi, et répondu aux ambitions des organisateurs.

Le président Poher avec les participants au colloque

LA SÉPARATION DE L'ENTREPRISE ET DE L'ÉTAT

par Michel DRANCOURT

Les 27 et 28 mars dernier, un Congrès de l'Entreprise, organisé par l'Institut de l'Entreprise à l'occasion de son dixième anniversaire, a réuni en deux jours plus de 5.000 responsables économiques, sociaux et politiques sur le thème : "L'entreprise dans les dix prochaines années". Cet événement a eu, selon tous ceux qui y ont participé, un retentissement exceptionnel. Pourquoi ? Notre collaborateur Michel Drancourt en donne ici une explication que nous versons au débat sur ce problème important.

L'un des faits majeurs de la période actuelle est que les Français ont découvert l'entreprise, son utilité, son rôle irremplaçable en matière de création de richesse, donc d'emplois. Parmi les Français les chefs d'entreprises eux-mêmes osent aujourd'hui parler de l'entreprise comme ils ne l'auraient pas fait il y a dix ans. Ils étaient alors soumis à l'Etat, à ses directives. Ils craignaient, parlant d'eux-mêmes, de mécontenter un pouvoir pour lequel, depuis Colbert et sans doute bien au-delà, ils éprouvent une sorte de révérence.

Aujourd'hui, pour beaucoup, c'est fini. "Depuis dix ans, un fossé s'est creusé entre l'Etat et les dirigeants d'entreprise. Pour la première fois depuis la guerre, avec la crise et l'expérience socialiste, apparaît en France chez les dirigeants un libéralisme, certes tempéré par l'Etat, mais centré sur l'entreprise". Tel est l'un des constats de Jacques Lesourne dans l'enquête qu'il a menée pour l'Institut de l'Entreprise à l'occasion du Congrès de l'Entreprise. Le Congrès lui-même a été une affirmation d'un type nouveau en France. Les entreprises représentées dans l'Institut de l'Entreprise, généralement grandes, ouvertes sur l'extérieur, soucieuses d'équilibre social, ont quelque chose à dire non plus seulement à leur propre milieu mais au pays, et notamment aux responsables politiques. Elles sont attachées à des valeurs nécessaires, selon elles, au bon fonctionnement de la société. Elles ne disent plus à l'Etat : "aidez-nous et nous ferons le reste", mais "faites de bonnes politiques ; nous ferons une bonne économie ; encore faut-il, pour qu'il en soit ainsi, que tout le monde accepte les disciplines de la prospérité, qui sont celles du marché". Cette séparation de l'entreprise et de l'Etat, qui est encore dans les esprits avant de l'être dans quelques mois ou quelques années dans les lois, n'a pas fini de dérouler des conséquences sur les habitudes économiques et sociales françaises.

SORTIR DE L'HEXAGONE

La première résulte de l'inéquation grandissante entre deux espaces, celui de l'entreprise, qui est européen et mondial, celui de l'Etat qui - sur le terrain économique -

est hexagonal. Les entreprises dynamiques, celles qui entraînent le train, sont naturellement ouvertes sur le monde. Elles exportent. Sans cela, elles ne seraient pas rentables. Elles s'implantent à l'extérieur. Sans cela, elles n'assureraient pas l'avenir. L'Etat, de son côté, continue, pas ses responsables politiques et administratifs, à raisonner en termes de secteurs d'activités, à vouloir que "la France" - en tant qu'entité - ait des positions significatives dans telle ou telle activité. La plupart des efforts réalisés en ce sens sont sanctionnés par des échecs. Pour l'emporter dans une économie souple, très évolutive, les plans sont impuissants. Ce qui compte, ce n'est pas la volonté de grandeur, c'est le goût des consommateurs. Les entreprises pensent en termes de marché. L'Etat en termes d'influence. C'est l'Etat qui est en retard. L'influence d'une économie résulte plus de l'efficacité de vingt ou cinquante entreprises qui développent leurs parts de marché que d'un organisme public essayant de répartir les investissements.

Une grande faiblesse française vient de ce que les Pouvoirs Publics n'ont pas renoncé à orienter l'action des entreprises. Ce faisant, ils gardent la maîtrise totale du crédit, répartissent des moyens qui sont souvent gaspillés. Les réussites économiques viennent lorsque les entreprises parviennent à convaincre le gouvernement de se soumettre aux exigences du marché et non l'inverse. C'est un peu la méthode japonaise. On sait que là-bas, l'ensemble du système est conçu non pour soumettre les entreprises à l'Etat mais pour favoriser la percée des entreprises. Nous n'en sommes pas encore là, mais nous nous orientons dans cette direction.

L'autre contradiction qui résulte du rôle que l'Etat s'est adjudgé dans l'économie, à savoir l'opposition entre l'approche nationale et la réalité européenne, est, elle aussi, en train de sauter. Les entreprises de plus en plus nombreuses réclament que le Marché commun soit réellement unique. Elles ont besoin d'un marché de base puissant, avec les mêmes normes, les mêmes règlements, la même fiscalité et, si possible la même monnaie, pour partir à l'assaut de la concurrence mondiale.

L'Etat (et en général les Etats européens) est en retard.

Le problème des prochaines années est de savoir si ce retard sera comblé. Il y va de la prospérité de l'Europe, et partant, de la France.

PROMOUVOIR LE SOCIAL A LA BASE

La deuxième conséquence de l'évolution des entreprises relève du domaine social. Pendant des décennies, nous avons été habitués, en France, à une politique sociale imposée aux entreprises par l'Etat arbitrant entre les syndicats représentants - ou censés représenter les salariés - les organisations patronales représentant - ou censées représenter les entreprises -. D'où une série de lois et de conventions collectives s'imposant à l'ensemble des acteurs.

Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à remettre en question cette approche. Leurs dirigeants ont pris conscience que la ressource essentielle de l'entreprise, ce sont les hommes qui y travaillent. Le succès de livres comme "Le Prix de l'Excellence" (américain) ou "L'entreprise du troisième type" est le signe de cette évolution.

Les chefs d'entreprise aspirent à organiser les rapports sociaux à l'intérieur du cadre de l'entreprise, qu'il s'agisse d'horaires, de travail ou de rémunération. On cherche à associer un nombre croissant de salariés à l'activité de la firme ; on souhaite pouvoir, quand cela est possible, faire profiter ceux qui fournissent des efforts, des résultats de ces efforts. Les variations de conjoncture exigent de la flexibilité. Elle est plus facile à obtenir au niveau de chaque entreprise, avec, s'il le faut, des réductions d'horaires ou de salaires, mais quand on le peut, une poussée des horaires et des salaires élevés, qu'au niveau de la collectivité. La notion de sélectivité qu'on redécouvre à l'école est déjà en pratique dans les entreprises. Les lois et les conventions collectives sont plus souvent un obstacle au progrès social quotidien. Le modèle des entreprises n'est pas la firme nationalisée avec son appareil complexe de représentations syndicales et publiques, mais des entreprises comme la Télémécanique où la participation a un sens clair pour tous ceux qui y travaillent : quand les affaires vont bien, tout le monde, grâce aux primes, en bénéficie. Quand elles vont mal, tout le monde, de la tête à la base, se serre la ceinture.

L'aspiration à l'autonomie sociale se heurte à toutes les structures mises en place depuis la guerre, y compris certaines structures patronales. Le problème n'est pas encore directement évoqué parce que tout le monde craint un peu d'aller jusqu'au bout de la logique de l'autonomie de l'entreprise et de sa responsabilité. Mais il y a fort à parier que les années à venir seront marquées non seulement par la séparation de l'entreprise et de l'Etat, mais encore par la réorganisation des différentes instances représentatives, qu'elles soient celle des salariés ou celle des entreprises.

LIBERER LE CREDIT

La troisième conséquence de l'évolution est la

recherche d'une organisation permettant de tirer le meilleur parti - au profit de tous - de l'effort des hommes. Si en effet "ce sont les hommes qui font la différence", ils ne la font que dans un cadre déterminé. Il n'y a pas trente six modes d'organisation de la société pour avoir les entreprises les plus efficaces, qu'il s'agisse de l'économie ou du social. Il y en a qu'une : c'est l'organisation libérale, celle qui est fondée sur les lois du marché.

Dans une économie de démarrage, avec des industries lourdes, on peut à la rigueur fixer des objectifs au niveau de l'Etat et essayer de les tenir. Dans une économie développée, avec des consommateurs mobiles, des besoins qui évoluent, des techniques qui permettent la personnalisation du standard, ce sont les millions de décisions quotidiennes qui assurent les meilleures régulations.

Il ne s'agit pas de renoncer à des lois. Il s'agit de faire que les pouvoirs publics fassent appliquer les règles du marché, et se les appliquent à eux-mêmes. Ils ne sont pas bien placés pour le faire quand ils sont eux mêmes partie prenante à la vie industrielle et commerciale. Pour être juge, il ne faut pas être partie. Cela suppose non seulement la dénationalisation de la plupart des entreprises qui sont tournées vers le marché, mais encore et plus encore une révision totale des habitudes françaises en matière de crédit et de financement. L'Etat cherche à contrôler la trésorerie du pays en soumettant la Banque de France à ses propres exigences. A terme, il doit se produire une séparation nette entre la direction du Trésor (l'Etat finançant ses propres opérations) et la Banque de France (l'autorité monétaire neutre).

Il doit y avoir aussi la promotion du troisième partenaire de l'entreprise que l'on prend très peu en compte en France : l'actionnaire. Il est, avec le client et le salarié, l'associé de l'entreprise. Dans une économie de progrès, c'est lui qui prend les risques, et qui donc, en définitive, est juge de l'utilité de l'entreprise. On l'a jusqu'à présent ignoré.

Un changement est, là aussi, en train de se produire. Le salarié, tout le monde en parle et de plus en plus les entreprises s'efforcent de l'associer à leur vie ; le client a été découvert plus tard, mais personne aujourd'hui, sauf dans les milieux marqués par le marxisme qui refuse à la personne la liberté des choix de consommation, ne s'aviserait de nier son rôle décisif. L'actionnaire, en revanche, est considéré comme n'ayant qu'un rôle d'apporteur d'argent. Or il en a un autre, qui est de juger de l'usage qu'on en fait. Pour lui donner la parole, il faut non seulement un marché financier vigoureux, il faut aussi que les directions des entreprises soient, au bout du compte, soumises à sa sanction.

La séparation de l'Etat et de l'entreprise ne se fera pas en un jour. Mais elle est en cours. Les disputes politiques paraissent parfois éloignées de cette évolution. Mais c'est bien aujourd'hui ce qui est au cœur du débat français.

Michel DRANCOURT

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

BARRE SANS CONCESSION

Il y a un homme politique qui ravit ses adversaires comme ses partisans. Parce qu'il ne bouge pas. Ses adversaires peuvent le canonner sans avoir à changer l'angle de de tir ; ils font mouche à tous les coups. Reste à savoir si ça suffit pour abattre la cible. Quant aux partisans de cet homme inamovible, ils trouvent en lui, une sécurité qu'ils cherchent en vain ailleurs.

Au fond, le slogan de Raymond Barre (vous l'avez reconnu), pourrait être le même que celui de François Mitterrand en 1981 : "La force tranquille".

On l'a encore vérifié au club de la presse du dimanche 14 avril. L'ancien Premier Ministre reste fondamentalement hostile à toute idée de cohabitation entre un Président de la République d'une couleur et une majorité parlementaire d'une autre. C'est son interprétation des institutions de la V^e République. On peut en avoir d'autres car les textes pris à la lettre n'interdisent nullement une telle cohabitation. Raymond Barre va jusqu'au bout de sa logique en déclarant qu'il ne voterait pas la confiance en 1986 à un Premier Ministre qui gouverne-

rait avec l'actuel Président. Voilà qui va déclencher des tirs en rafales sur l'ancien Premier Ministre considéré désormais comme l'homme à abattre non seulement par l'actuelle majorité, mais aussi par une partie de l'opposition.

Toute la question est de savoir pour Raymond Barre si les risques de l'isolement sont plus grands que les chances de la persévérance et de la conviction. A chacun sa rigueur. François Mitterrand s'est résigné à la rigueur économique et Raymond Barre l'en a d'ailleurs félicité, tout en trouvant les résultats décevants. L'ancien Premier Ministre qui n'a plus rien à prouver en matière de rigueur économique, sauf la réussite, car lui aussi a connu des déceptions, s'engage aujourd'hui sans esprit de retour sur la rigueur politique.

Il y a tout de même un paradoxe. On a le sentiment qu'entre la gauche telle qu'elle gouverne aujourd'hui et Raymond Barre, il y a davantage de convergences économiques (la rigueur et la modernisation) qu'entre François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing ou Jacques Chirac. Or, ce sont ces derniers qui paraissent se résigner à une éventuelle cohabitation, alors que Raymond Barre lui, l'exclut absolument. Autrement dit, ceux qui pour-

raient, peut-être, voir certaines choses de la même façon (on a noté la prudence de Barre à propos d'une éventuelle dénationalisation de Renault), écartent toute collaboration. Alors que ceux qui sont les plus éloignés les uns des autres, envisageraient de cohabiter. La politique a ses raisons que la raison ignore.

Europe n° 1 - 15/04/85

LA GRENADE DE BARRE

La grenade lancée par Raymond Barre au Club de la Presse d'Europe 1 n'a pas fini de faire des dégâts. Comment cet homme, pondéré et prudent, a-t-il pu en venir à déclarer qu'il ne voterait pas, en 1986, pour un Premier Ministre issu de l'actuelle opposition (dans l'hypothèse où celle-ci deviendrait la majorité) si François Mitterrand était toujours à l'Elysée ?

L'ancien Premier Ministre prend tous les risques en faisant une telle déclaration. D'abord, il s'isole de la plupart des forces politiques. Les socialistes au pouvoir sont trop heureux de voir les tirs se concentrer sur leur adversaire le plus dangereux, si l'on en croit les sondages. Ce qui a conduit Laurent Fabius à resservir à Raymond Barre le plat de "ratatouille politique" que ce dernier distribue généreusement, depuis longtemps, à toute la classe politique. Il est d'ailleurs plaisant de voir l'actuel Premier Ministre, qui a été si généreux (avec l'argent des contribuables) pour une entreprise installée - par hasard - dans sa circonscription électorale, se faire le défenseur de la morale en politique.

On dira que Raymond Barre n'est pas gêné par l'isolement. C'est même la position où il se sent le plus à l'aise. Aujourd'hui peut-être. Mais demain ? S'il devait être, un jour, élu à l'Elysée, il lui faudrait bien appliquer la théorie dont il est le plus ardent défenseur, à savoir la règle de la majorité. Le président ne peut gouverner - c'est sa thèse - que s'il a non seulement la majorité des Français derrière lui, mais aussi la majorité des députés à ses côtés ; ce n'est pas en déconsidérant les partis politiques et leurs chefs que l'on se concilie une majorité parlementaire, surtout quand on refuse soi-même de constituer un parti. De Gaulle puis Pompidou ont été les chefs du parti dominant à l'Assemblée nationale. Pas Giscard ; ça ne lui a guère réussi (Barre en sait quelque chose qui a dû diriger le gouvernement avec une majorité fragile et réticente). Comment le "président Barre" s'assurerait-il le soutien durable d'une majorité où il aurait, certes, des partisans, mais pas un parti ? Il ne pourrait pas, en permanence, menacer l'Assemblée de dissolution.

A ce risque d'isolement, s'ajoute celui de ne pas être bien compris par son principal soutien actuel, l'opinion publique. Celle-ci peut-être sensible aux rumeurs sur les ambitions personnelles d'un homme qu'elle jugeait, jusqu'à présent, comme le plus désintéressé de la classe politique. Elle peut aussi, lui reprocher d'aviver les divisions au sein de l'opposition, au risque de la faire échouer aux élections de 1986.

Quelle explication donner à tous ces dangers qu'un homme réputé prudent semble courir en même temps ?

Il y a une première explication de nature psychologique. Raymond Barre n'exclut évidemment pas qu'il puisse connaître un "destin national". Mais ce serait une erreur de croire que cet homme n'a qu'une seule ambition dans son existence : devenir président de la République. Il se distingue, en cela, de la plupart des hommes politiques de la même catégorie. S'il devait manquer ce but, il ne considérerait pas qu'il a raté sa vie. Attitude qui constitue, à la fois, une force et un handicap. Une force, parce que rien ne le contraint - intérieurement - à accepter des détours pour gagner dans cette redoutable compétition. D'où ce comportement "granitique" auquel l'opinion est sensible : au moins, celui-là ne change pas tous les jours d'opinion et ne fait pas des promesses illusoires. Seulement, cette force est aussi une faiblesse : pour gagner dans la course à l'Elysée, il faut le vouloir de tout son être et jusqu'au bout : De Gaulle n'a pas désavoué, en 1958, ses partisans qui utilisaient des méthodes proches de celles d'un coup de force ; Pompidou n'a pas poussé sa fidélité au Général jusqu'à dire aux Français, lors du référendum de 1969, ne comptez pas sur moi, si vous faites partir de Gaulle ; Giscard a même, carrément, fait voter "non" à ce référendum, précipitant le départ du fondateur de la V^e République ; quant à Mitterrand, il s'est allié avec les communistes dont il est un adversaire déterminé, pour parvenir à ses fins.

Barre, lui, se veut sans concession ni compromission. Attitude peu compatible avec les contraintes de la vie politique. Même de Gaulle savait "utiliser le terrain". En outre, n'est pas de Gaulle qui veut. Il y faut, au moins, des circonstances qui font défaut (tant mieux si l'on nous épargne la guerre !) à l'ancien Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing.

Voilà pour les explications psychologiques. Il y a, aussi, des raisons politiques. L'analyse de Raymond Barre est que les socialistes sont prêts à tout, y compris à sacrifier les institutions de la V^e République qu'ils ont d'ailleurs toujours combattues, pour se maintenir au pouvoir. D'abord avec François Mitterrand à l'Elysée, cohabitant avec un gouvernement de droite qui se discréditerait rapidement, ouvrant la voie à un successeur socialiste à l'actuel chef de l'Etat en 1988. Or, l'ancien Premier ministre est encore plus attaché à ces institutions qu'à une quelconque politique libérale en matière économique. Cet économiste est plus politique qu'il en a l'air. Cet Européen est plus nationaliste qu'on le croit. Ce libéral est plus interventionniste qu'il le pense lui-même.

La bataille pour les institutions l'emporte donc, dans son esprit, sur toutes les autres. Or, de scrutin proportionnel en "cohabitation", il voit s'effiloche l'esprit de la V^e République, fondé sur le rapport direct entre le peuple et le Président, les partis jouant un rôle utile, mais second.

Certes, rien dans les textes n'interdit la "cohabitation" que Barre veut écarter. Mais celui-ci est absolument

convaincu que cette "cohabitation" là est incompatible avec celle qui définit nos institutions, lesquelles font cohabiter le régime présidentiel et le régime parlementaire. La dérive en cours, à ses yeux, débouche - à terme - soit sur un régime d'Assemblée, inefficace, soit sur un régime purement présidentiel qui se bloquerait rapidement parce que les Français n'ont pas l'esprit de tolérance des Américains. Voilà pourquoi ce professeur tranquille a dégoupillé sa grenade. Par conviction.

La Croix - 23/04/85

RELANCE EUROPEENNE ?

L'Europe va-t-elle prendre le relais des Etats-Unis pour tirer l'économie mondiale ? Les ministres des Finances de la Communauté Européenne viennent d'en discuter à Palerme. Ils voudraient bien mais le peuvent-ils ?

Le président de la Commission de Bruxelles, Jacques Delors, pousse beaucoup dans ce sens parce qu'il voit grossir le chômage sur le vieux continent et parce qu'il craint un ralentissement - d'ailleurs inévitable - de la croissance américaine. Sur ce point on peut parler d'un axe Delors-Bérégovoy (les deux hommes n'ont pas toujours été d'accord sur d'autres sujets). Seulement la France ne peut pas être la locomotive de l'Europe. Car elle a des dettes et doit redresser son commerce extérieur, sans parler de l'inflation qui reste élevée chez nous : encore 0,7 % de hausse des prix en mars et sans doute autant en avril.

La production française s'est nettement ralentie au cours des dernières années. A peine plus de 1 % en moyenne par an depuis 1981, alors que sous le précédent septennat, la croissance moyenne avait été de près de 3 % par an. Nous avons donc le plus grand intérêt à convaincre nos partenaires de redémarrer pour nous mettre dans leurs roues, comme dirait le commentateur de Paris-Roubaix, afin de ne pas courir le risque de nouveaux déséquilibres.

A cela, nos grands partenaires répondent qu'ils n'ont guère les moyens de faire mieux. Les Anglais vont faire 3 à 4 % de croissance cette année pour rattraper les pertes de la grève des mineurs. Les Allemands devraient faire 3% mais ils veulent assainir leurs dépenses publiques avant de relancer la machine par une baisse des impôts. Quant aux Italiens, ils ont toujours le record de l'inflation avec un énorme déficit budgétaire, ce qui les incite à beaucoup de prudence.

Le fait nouveau, qui pourrait permettre aux européens d'accélérer un peu le rythme des affaires, c'est la baisse du dollar. Si celle-ci se poursuit sans sombrer dans la débâcle, on pourra réduire les taux d'intérêt en Europe. Ce qui incitera les entreprises à investir et réveiller le bâtiment qui en a bien besoin. La France est prête à s'engager dans cette direction. Le feu vert pourrait venir d'Alle-

magne. Allons, un bon geste !

Europe n° 1 - 16/04/85

ENTREPRISES TRICOLORES

Chaque jour nous apporte de nouveaux chiffres sur les résultats des entreprises en 1984. On surveille particulièrement le secteur nationalisé puisque les socialistes doivent faire leur campagne électorale "bilan contre bilan, projet contre projet".

Or les nationalisations ont été le cheval de bataille de la gauche en 1981. On vient d'apprendre, coup sur coup, que Rhône Poulenc avait fait une belle année 84, avec 2 milliards de francs de bénéfices. Que Thomson n'avait presque plus de pertes. En revanche, le seul secteur poids lourds, chez Renault, affiche un déficit de 3 milliards.

Ce que l'on sait de l'ensemble des entreprises nationales du secteur concurrentiel (c'est-à-dire sans compter les services publics, comme le gaz, l'électricité ou les chemins de fer, ni les compagnies de pétrole), conduit à une perte globale estimée à près de 18 milliards de francs. Les chiffres pour les mêmes entreprises, en 1980, avant les nouvelles nationalisations, donnent une perte globale inférieure à 2 milliards de francs. En 4 ans, les pertes ont été multipliées par 10. C'est évidemment beaucoup, même si l'on déduit l'érosion de la monnaie et si l'on est dans l'incapacité de savoir ce qu'auraient été les résultats des mêmes entreprises dans un autre environnement politique.

En fait, les gouffres financiers de l'année 84 se situent essentiellement chez Renault et dans la sidérurgie. Il serait injuste d'en attribuer la responsabilité à la seule gauche au pouvoir. Mais enfin, c'est bien elle qui a fait les nouvelles nationalisations de 1981, en brandissant l'exemple de la Régie Renault. Moins de triomphalisme hier aurait atténué le contraste avec la réalité d'aujourd'hui.

Une dénationalisation rapide transformerait-elle cet océan de pertes en mer bénéficiaire ? Evidemment non. D'abord, toute entreprise, nationalisée ou pas, subit les aléas de la conjoncture. Ensuite, le choc d'un changement de statut juridique coûte toujours beaucoup d'argent. Il y a au moins un point commun, sans doute le seul, entre Edith Cresson et Raymond Barre, c'est que ni l'un ni l'autre ne voient la nécessité de dénationaliser aujourd'hui la Régie Renault.

L'industrie française n'est pas dans un tel état de santé qu'on puisse s'en servir de ballon dans le jeu politique.

Europe n° 1 - 18/04/85

3 %

Trois pour cent. Tel pourrait être le rythme de croissance de l'économie mondiale dans les prochaines années, si... Si les Américains réduisent leur déficit bud-

gétaire, qui pompe l'épargne des autres pays. Si les taux de change entre les monnaies ne connaissent pas de variations trop brutales. Si les Européens et les Japonais poursuivent leurs efforts pour comprimer les dépenses publiques. Si la fixation des salaires et des conditions d'emploi est plus souple.

Tel est le diagnostic des experts du Fonds Monétaire International, qui vient d'être publié à Washington.

Trois pour cent de croissance, c'est moins bien qu'en 1984, où l'on a fait 4,3 %, mais c'est mieux que les années précédentes. Le monde sortirait ainsi de la crise, encore endolori, mais nullement amputé.

Toutefois, on peut se demander si une croissance de 3 % par an serait suffisante pour résorber le chômage, en particulier en Europe. Dans son dernier numéro, le magazine américain *Newsweek* consacre une grande enquête au chômage en Europe : plus de 18 millions de sans travail sur le vieux continent, soit 12 % de la population avec des pointes au dessus de 15% en Belgique, aux Pays Bas et en Irlande, et même au-dessus de 20 % en Espagne. La France se situe entre 10 et 11%.

Les grandes industries traditionnelles, comme l'acier, la mécanique, l'automobile, le textile ou le bâtiment, ne créent plus d'emploi. Les industries nouvelles, comme l'électronique ou les télécommunications n'en ont pas besoin de beaucoup. Conclusion de *Newsweek* : L'Europe pourra peut-être contenir la maladie du chômage mais elle ne la guérira pas.

Pourtant, ce sont les pays les mieux équipés en matériel moderne qui créent le plus d'emplois : les Etats-Unis et le Japon. Même en Grande Bretagne, on a créé 350.000 emplois l'année dernière, tout en continuant de voir grossir le chômage. Beaucoup de ces nouveaux emplois sont à temps partiel.

Voilà sans doute, le chemin pour sortir du chômage. Moderniser suffisamment les grands secteurs d'activité pour abaisser les prix de revient. Recréer ainsi du pouvoir d'achat, qui permettra de satisfaire de nouveaux besoins, pour lesquels on créera de nouveaux emplois. C'est ce détour par la modernisation et la mobilité qui nous est pénible. Pourtant, c'est le seul moyen d'arriver à l'an 2000 sans avoir 20 % de chômeurs.

Europe n° 1 - 19/04/85

L'ETAT PROPRIETAIRE

En annonçant 12 milliards et demi de perte en 1984, la Régie Renault ne pose pas seulement le problème de son avenir. Elle pose aussi celui des nationalisations. Le gouvernement le sait mieux que quiconque. Quand le ministre de l'industrie est allé informer le chef de l'Etat, voilà quelques mois, de l'ampleur des pertes de Renault, c'était pour lui demander de faire quelque chose afin que cette contre performance ne retombe pas sur le socialisme. C'est donc pour sauver la tête de la gauche que l'on a coupé celle du P.D.G. de la Régie. Raison d'Etat.

Il est logique que le débat sur les nationalisations soit politisé puisque ces nationalisations ont été faites, aussi, pour des raisons politiques. Dans l'interview qu'il avait accepté de m'accorder à l'automne dernier pour *l'Expansion*, le chef de l'Etat déclarait : "c'est bien une rupture avec le capitalisme que de nationaliser le crédit et les grands pôles industriels". Certes, on n'entend plus personne au gouvernement tenir de tels propos aujourd'hui.

A l'expérience, les dirigeants socialistes ont pris conscience que toutes ces nationalisations n'étaient peut-être pas indispensables et que, de toute façon, on aurait pu les faire autrement. Ce que des hommes comme Jacques Delors et Michel Rocard leur avaient dit dès 1981. Il aurait suffi de prendre des participations d'Etat dans les entreprises où cela se justifiait et de les faire varier avec les évolutions financières, commerciales ou techniques. Le monde de l'entreprise est celui de la mobilité. Figer ses structures, en donnant 100 % du capital à l'Etat, est à la fois inutile et dangereux. On commence à s'en rendre compte en ouvrant à l'épargne privée le capital de certaines filiales des grands groupes nationalisés.

Les entreprises doivent pouvoir vendre des actifs industriels et en acheter d'autres. Or quoi de plus normal que d'utiliser pour de telles transactions, ses titres de propriété, c'est-à-dire ses actions au lieu de sortir de l'argent ? Il n'y a pas que l'Etat et les banques qui fabriquent de la monnaie. A leur façon, les entreprises le font aussi. Quand, par la qualité de leur gestion, elles valorisent leurs titres. Pourquoi leur interdire d'utiliser cet argent-là en imposant à l'Etat de conserver, en toute circonstance, 100 % du capital ? On ne se sauve pas du capitalisme sauvage en s'enfermant dans le capitalisme rigide.

Europe n° 1 - 24/04/85

ETAPE DE MONTAGNE

Il y a trois ans le Président de la République avait annoncé aux français qu'après l'étape de plat on attaquerait la montagne. Et bien nous y sommes toujours. Ça grimpe et nous manquons d'air. Tel est le sentiment que l'on retire à la lecture de deux documents qui viennent de paraître simultanément : le rapport annuel de la Banque de France et la note de conjoncture de l'INSEE.

Certes, le nouveau gouverneur de la Banque de France, Michel Camdessus, adresse au chef de l'Etat une lettre plutôt aimable pour l'action gouvernementale. Ce qui n'a pas toujours été le cas dans le passé. Il souligne en particulier les vertus du ralentissement de l'inflation. Des chiffres plus vrais, des placements plus productifs, une épargne mieux défendue, des salaires qui ne font plus la courte échelle aux prix, un moindre besoin de contrôle, une monnaie moins vulnérable. Ce qui n'empêche pas le gouverneur de conclure par cet avertissement : "Nous ne pouvons pas nous arrêter sur le faux plat de l'inflation ralentie et de la croissance faible".

En effet, la note de l'INSEE confirme bien que nous roulons péniblement sur un faux plat. La tendance est plutôt bonne mais aucun objectif n'est encore atteint. Nos échanges extérieurs restent déficitaires. Nos prix augmentent plus vite que ceux de nos grands concurrents. Nos investissements sont toujours à la baisse. Pourtant le pouvoir d'achat a été comprimé : il a diminué l'an passé et il ne commencerait à se redresser qu'après les vacances. Quant au chômage, l'INSEE se déclare incapable de faire la moindre prévision. Toutefois il chiffre à 170.000 le nombre d'emplois salariés qui disparaîtraient cette année.

C'est plus préoccupant que des statistiques de chômage perturbées par les mesures pour les jeunes, les vieux et les travailleurs licenciés.

L'explication de cette étape de montagne qui n'en finit pas, c'est encore le gouverneur de la Banque de France qui la donne : "le gradualisme fait l'originalité de notre approche. Il évite la brutalité et le coût social des ruptures ; le prix à payer pour cela est dans la durée de l'effort." Entendez par là que sous Mitterrand comme sous Giscard, on veut épargner aux Français les remèdes de cheval. Mais si l'on boit l'amertume à petite gorgée, on la boit longtemps...

Europe n° 1 - 26/04/85

LE "CLIP" DE MITTERRAND

Le "vidéo-clip" (près de deux heures tout de même) de François Mitterrand, hier sur TF1, rompait heureusement avec les interviews solennelles, les démonstrations pédagogiques, ou les propos intimistes qui sont le lot habituel des Chefs d'Etat. Bravo donc à Yves Mourousi et à son illustre invité. C'était neuf et vivant...

Souvent, on en apprend davantage sur les intentions du pouvoir par une petite phrase, au milieu d'une conversation à bâtons rompus, que par de longs discours soigneusement révisés.

En économie, par exemple, le Président n'a rien dit de précis, mais ce n'était pas le but. Il a tout de même admis que la résorption du chômage serait la résultante de toute une politique, et non pas le fait d'une action spécifique. D'ailleurs, plutôt que de discuter sur des statistiques de chômeurs, on mesurerait mieux le phénomène en observant les créations et les destructions d'emplois. Là-dessus, nous sommes renseignés. Nous savons que plus de 140.000 emplois industriels ont disparu l'année dernière. Et l'INSEE prévoit, pour cette année, un solde net négatif de 170.000 emplois salariés. Tant que cette tendance là ne sera pas renversée, inutile de faire des promesses sur le chômage. Les statistiques seront ce qu'elles seront, mais la réalité de l'emploi ne pourra s'améliorer que lorsqu'on créera plus de postes de travail qu'on en détruira.

Le Président a reconnu aussi que le pouvoir d'achat des Français venait de baisser deux années de suite ce qui

ne s'était pratiquement jamais vu depuis la guerre. Aux communistes qui le lui reprochent, il répond : "Gouverner, n'est pas une partie de plaisir...". La modernisation est un effort. La rigueur est un effort. François Mitterrand prend sur lui de les assumer. Il va même jusqu'à se considérer comme le bouclier de son propre Premier Ministre !

Cette image donne à penser. Si, comme il l'a dit lui-même, le Président "assume la principale responsabilité" dans nos institutions, François Mitterrand fait, au fond, et quoi qu'on dise, la même analyse que Raymond Barre. En 1986, ou bien il aura cette responsabilité, et il restera. Ou bien, il ne l'aura pas, et son devoir serait, alors, de dissoudre l'Assemblée, et pour le cas où le peuple lui renverrait la même, de se retirer. On ne peut pas avoir cette conception du rôle du Président, et le demeurer, si le Gouvernement fait de vous une simple caisse enregistreuse !

Europe n° 1 - 29/04/85

1er MAI 1985

Fêter son travail quand il n'y en a pas assez pour tout le monde, n'est pas d'une grande joie. D'autant plus que les syndicats - qui trouvaient là une occasion de montrer leur force - ne sont plus dans une position de puissance.

Certes, dans toutes les démocraties, ils sont désormais reconnus et même institutionnalisés. Les libertés syndicales sont respectées : le droit de grève n'est mis en cause par personne. Du moins dans les démocraties libérales. Le paradoxe reste que, dans les démocraties populaires où l'on gouverne, en théorie, au nom de la classe ouvrière, celle-ci n'a pas le droit de s'organiser librement, ni de faire grève - voir la Pologne. Là-bas, le 1er mai est une fête de l'Etat plus que des travailleurs.

En ce 1er mai 1985, le constat est donc celui-ci : à l'Est, le syndicalisme libre n'est pas encore né ; à l'Ouest, il décline. Pourquoi ce déclin ? A cause du chômage, naturellement. Mais pas seulement. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis où le chômage a fortement diminué depuis deux ans, le syndicalisme perd également des adhérents et de l'influence. Il a été impuissant à faire battre Reagan aux dernières élections alors qu'il s'était engagé à fond derrière Mondale. Ce qui était d'ailleurs une erreur. Le syndicalisme doit être prudent quand il s'aventure en politique, surtout pour soutenir des causes perdues d'avance !

Au fond, en France même, le syndicalisme ne souffre pas seulement du chômage, mais aussi de la politique. Ce sont les organisations qui ont été les plus engagées aux côtés de la gauche (CGT et CFDT) qui ont perdu le plus d'influence, au bénéfice de Force-Ouvrière, de la CFTC et de la CGC. Aujourd'hui, la CGT essaye de se refaire une santé en attaquant sans ménagement le gouvernement, tandis que la CFDT cherche une voie nouvelle pour exprimer son imagination, qui a toujours été la plus

grande dans le syndicalisme français, même si elle n'a pas été toujours bien comprise.

La tradition voulait, chez nous, que le syndicalisme progressait quand la gauche venait au pouvoir. On peut se demander si, désormais, ce ne sera pas l'inverse. A condition qu'il se renforce là où le patronat a besoin d'interlocuteurs, c'est-à-dire dans l'entreprise, et non pas au niveau des fédérations et même des confédérations, où le dialogue social est nécessairement plus politique.

Europe n° 1 - 1er/05/85

PORTES OUVERTES

Comment éviter la rechute de l'économie mondiale ? Au fond tel est le vrai débat au sommet des pays industrialisés qui se tient à Bonn. Depuis 1983, l'économie mondiale est en reprise sous la vigoureuse impulsion des Etats-Unis et à un moindre degré du Japon. L'Europe traîne un peu la jambe. La France, la malheureuse, traîne même les deux jambes depuis qu'elle a heurté le mur du déficit extérieur.

Or voilà que la reprise s'essouffle aux Etats-Unis. Le Japon de son côté vend beaucoup plus à l'étranger qu'il n'y achète. L'Europe, ces temps-ci, accélère légèrement son rythme. Mais pas assez pour reprendre le relais des Etats-Unis menacés à leur tour d'être étranglés par de graves déficits budgétaires et extérieurs.

Pour éviter que l'économie mondiale ne retombe en léthargie, chacun doit donc faire un effort. Le Japon doit continuer d'ouvrir ses marchés. Les Etats-Unis doivent réduire leur déficit budgétaire y compris, peut-être, en augmentant certaines taxes, sur le pétrole par exemple, ce à quoi le président Reagan s'est jusqu'à présent opposé. L'Europe de son côté doit se donner plus de mobilité pour pouvoir accélérer sa marche.

En revanche, ce n'est pas à Bonn en 48 heures qu'on reconstruira un système monétaire plus stable. Certes la France le souhaite et ce n'est pas nouveau. Mais la masse de capitaux en circulation dans le monde a atteint un tel volume qu'il est impossible de revenir rapidement à des changes fixes entre les monnaies.

En revanche nous aurions bien tort de ne pas prendre au mot les Américains lorsqu'ils souhaitent une nouvelle négociation commerciale pour réduire les obstacles aux échanges. Car les plus fortes pressions contre cette liberté des échanges s'exercent actuellement dans certaines industries américaines littéralement étouffées par l'invasion de produits étrangers. Si le gouvernement de Washington est engagé dans une négociation commerciale, il sera plus fort pour résister à ces pressions intérieures.

Aujourd'hui c'est nous qui vendons aux Etats-Unis et pas l'inverse. C'est donc notre intérêt que les portes restent ouvertes.

Europe n° 1 - 3/05/85

**L'existence d'une revue dépend
du nombre de ses abonnés.**

**Abonnez-vous
et faites connaître France-Forum.**

MERCI

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Sur Roland Cailleux - Les "mémoires" d'Alain Robbe-Grillet - Jean Louis Curtis : Une éducation d'écrivain - Jean-Marie Rouart : Ils ont choisi la nuit - Les grandes correspondances : George Sand, Marcel Proust.

Lorsqu'il est mort en 1980 à l'âge de soixante et onze ans, "en pleine jeunesse", Roland Cailleux venait de se rappeler à l'attention du public lettré par un gros livre de six cents pages *A moi même inconnu* (1). Ce journal, ce compte-rendu d'une cure de psychanalyse, cette confession en forme de fiction, c'était le *Voyage au bout de la nuit* de Cailleux. Après avoir publié en 1943 *Saint Genès ou la vie brève* (2), en 1949 *Une lecture* (3), en 1955 *Les esprits animaux* (4), il s'était confiné dans un silence d'un quart de siècle. Il sortait avec *A moi même inconnu* d'un tunnel où il n'avait cessé, en s'enfonçant dans ses profondeurs,

de chercher l'issue lumineuse, d'espérer le lever du soleil sur les Iles fortunées dont parle Céline. De cette plongée dans les ténèbres où il s'était écrié : "Je veux bien sortir de ma dépression, mais pas de moi. Je ne veux pas être transformé en un autre", de cette descente en enfer où cet homme qui n'était malade que de son temps avait brûlé tout ce que le siècle avait déposé en lui de résidus, il remontait allégé, purifié, prêt à se réaliser et à s'épanouir dans la fidélité à l'image de lui qu'il avait toujours porté dans un reliquaire sur son cœur. Il se reconnaissait, il s'identifiait. *A moi même inconnu* fut au sens propre du terme une *révélation*. C'est ce Roland Cailleux tel que la

mort en a fixé la figure, au moment où il s'était retrouvé et où, prêt à prendre un nouvel élan, il proclamait : "Tout commence", c'est ce Roland Cailleux auquel ses amis rendent hommage dans une plaquette collective du Mercure de France (5) qui est à la fois consécration et découverte.

M. Christian Dedet y a réuni des pages inédites du Journal dont la publication attendue sera un événement littéraire : visite à Céline où l'on apprend que le *Voyage au bout de la nuit* était dans la traduction d'Elsa Triolet le livre de chevet de Staline, conversation avec Cocteau rapportant que Radiguet lui confia à quatorze ans qu'il avait passé son enfance à lire Breton mais que maintenant, il comprenait que "l'important, c'était de lire Bourget", souvenirs sur Gide dont Cailleux fut le médecin et sur Martin du Gard avec lequel il s'entretenait sur une plage au soleil de la meilleure façon de se suicider. Comment Cailleux, comment le jeune étudiant en médecine est-il devenu écrivain ? A dix huit ans, nous raconte-t-il, il s'est présenté chez Gide, Villa Montmorency, porteur d'une lettre pour lui demander un rendez-vous. Au lieu du valet de chambre, ce fut Gide lui-même qui vint ouvrir la porte. Par quelle traîtrise de son ange gardien, Cailleux se trouva-t-il ainsi précipité aux pieds du maître ? "Nous parlâmes, écrit-il, ou plutôt il m'interrogea sur ma famille et mes désirs. Il me conseilla de voyager, me dit d'écrire, me pria de revenir le voir. Je rentrais à pied rue de Rennes, c'est à dire que je fis plus de huit kilomètres à pied dans un véritable enchantement. Ma décision était irrévocable. Je serais écrivain."

La décision d'écrire, le besoin de "tout peser", de "tout analyser" n'allait-il pas contrarier chez Roland Cailleux cette ardeur à vivre qui l'entraînait à faire son aliment de toute nourriture terrestre ? Ne risquait-elle pas de se présenter à lui comme l'alibi de ce que Luc Estang a décelé dans son premier livre, *Saint Genès ou la vie brève* : "une sorte d'impuissance devant la vie". "Le mal ne vient ni de soi, ni des autres, écrit Cailleux, mais simplement d'exister". On respirait dans ce livre des relents de jansénisme. Une lecture suivit *Saint Genès*. L'intercesseur dont Roland Cailleux avait besoin pour se réconcilier avec la vie et pour se rencontrer avec le monde fut Proust. Un homme, un lecteur découvre sa figure à lui-même inconnue dans le miroir de la *Recherche du temps perdu*. Julien Gracq reconnut dès ces deux premiers livres le signal que Cailleux adressait à une société d'esprits dont le Senancour d'*Oberman* était le père. L'auteur de *Saint Genès* devait nommer cette société "la mafia des cœurs purs". Il y inscrivit d'office Larbaud, Céline, Marcel Aymé, Vialatte, Nimier, dont Senancour n'aurait peut-être pas reconnu sans quelques réticences la paternité. En écrivant *les Esprits animaux*, c'est sous un autre patronage que Cailleux allait se placer. *Les esprits animaux* c'est, transposés dans le second règne de la nature, les *Caractères* de la Bruyère. Roland Cailleux faisait de l'esprit sur les animaux comme Montesquieu sur les lois. En fait, qu'il fasse parler le Jabiru, le cobaye ou le crapaud, il ne nous entretient dans ce livre que de l'Homme. Le jabiru dans son zoo, lassé de l'étude de son

voisin de cage, le babiroussa, préfère consacrer ses loisirs à l'histoire naturelle des humains et de l'histoire naturelle des humains, ces animaux moralistes tirent une philosophie de l'absurdité du monde où le cobaye, note Félicien Marceau, rejoint Camus. Le cobaye ne sait pas pourquoi, avec toute sa race, il est condamné à souffrir. L'exemple de cette souffrance apparemment inutile et en tout cas inexplicable ne devrait-il pas nous inciter à méditer à notre niveau d'homme sur le problème du Mal. Comme le cobaye, nous ignorons la raison de nos maux, nous n'en comprenons pas le sens.

Roland Cailleux a, je crois, en écrivant *les Esprits animaux*, exorcisé son vieux démon janséniste. Le regard que ces pauvres bêtes, que ces créatures déchues portent sur le monde, n'exprime que l'amour de la vie, même si la vie est, pour elles, incompréhensible. Françoise Cailleux raconte les retours du père prodigue à sept heures du matin, au terme de ses déambulations nocturnes, pour partager avec ses enfants l'émerveillement du jour retrouvé. La jeune Joséphine Dedet écrit : "C'était mon meilleur ami ; il avait un humour d'enfant ; nous récitons ensemble par cœur les *Précieuses ridicules* et le *Médecin malgré lui*". Roland Cailleux a toujours été dans son œuvre, même aux moments où il se retirait pour ne plus voir personne dans ce qu'il appelait, riant encore, son *grand fond Malempia*, à la recherche d'une source de fraîcheur, à l'écoute d'un chant profond. Le chant profond de Cailleux c'était une harmonie de voix enfantines, c'était l'accord avec la vraie vie. Il y a dans *A moi même inconnu* un dialogue entre Adam et Eve au Paradis terrestre. C'est du meilleur Supervielle mais c'est aussi ce qui pourrait bien être le meilleur de Cailleux. Il a laissé inachevé une *Religion du cœur* (6) dont il nous est donné de lire, au moment où paraît cet hommage, les premiers chapitres. Ces pages où l'Evangile est raconté naïvement par ses témoins et où, sur les chemins de Galilée, passent en bande joyeuse les trois vertus théologales, Foi, Espérance et Charité, marquent dans une œuvre qui ne fait que commencer sa vie d'outre-tombe, non un terme, mais, dans une lueur d'aube, un départ, le départ d'un homme sur le seul voyage au bout de la nuit qui compte.

*
* *

Il y a dans M. Robbe-Grillet un romancier et un critique. Le critique a essayé d'expliquer le romancier et il lui a fait bien du tort. Après avoir, sous l'influence de Roland Barthes, découvert le *néo-réalisme*, inventé le *roman objectal*, défini le *chosisme*, créé l'*école du regard* où ont afflué durant une décennie les petits cancre du Nouveau Roman, M. Robbe-Grillet s'est proclamé victime de l'*illusion réaliste*. Il a déclaré dans un retentissant article de la très bourgeoise *Revue de Paris* qu'il n'a jamais décrit dans *Le Voyeur* que les mouettes qui volaient dans sa tête, qu'il n'était qu'un romancier subjectif et qu'il était même, récusant le *chosisme*, un romancier humaniste. Moyennant quoi, romancier matérialiste converti en romancier idéaliste, il écrivait toujours le même roman où réalité matérielle et réalité mentale se

fondaient par osmose entre sujet et objet, dedans et dehors, ce qui est chose et ce qui est conscience, dans la même substance, dans le même être-du-monde, dans le même magma moniste. Et il ne cessait à la faveur d'énigmes policières d'y multiplier les pièges pour y prendre le lecteur et, à la fin, il pouvait s'écrier : "Vous n'avez rien compris à ce que j'ai voulu dire". M. Robbe-Grillet s'est adressé dans la *Revue de Paris* aux hommes de bonne volonté pour leur expliquer qu'il était "un romancier comme les autres" et que ses romans pouvaient se lire sans aucune difficulté (c'était le temps où M. Bruce Morrisette, l'un de ses nouveaux exégètes, l'en avait convaincu), mais était-il un homme de bonne foi ? Le désaccord manifeste entre le romancier et le critique favorisait certains tours de prestidigitation intellectuelle dont le lecteur berné faisait les frais. Le dernier livre de M. Robbe-Grillet, *Le miroir qui revient* (7), introduit dans le couple critique-romancier un troisième larron, le mémorialiste. Est-ce pour compliquer encore davantage la relation de M. Robbe-Grillet avec son public, ou bien, dans ce personnage à facettes qui a tant de difficultés à être "un", va-t-on enfin voir plus clair ?

M. Robbe-Grillet a installé naguère l'homme au sein du monde dans un *centre vide*, un *creux*, un *blanc*, à proprement dire un *no man's land*, où il voulait le constituer en observateur neutraliste et impassible des choses. Comment l'entreprise a tourné court, comment le monde que M. Robbe-Grillet avait cru édifier sur l'absence de l'homme, comment ce monde non seulement solidifié, mais stérilisé et purifié, d'où toute existence peccamineuse avait été bannie, comment ce monde s'est décomposé et dissipé soudain dans un mirage et n'existe plus qu'à l'état de nébuleuse où se sont répandus les fantasmes dissolvants de son créateur, c'est toute une histoire, toute une aventure personnelle où l'on a vu M. Robbe-Grillet, *voyeur* boulimique, simultanément *absorber*, comme Flaubert, *l'objectif* et éclater en lui en s'y volatilissant. Cette œuvre qui se proclamait néo-réaliste, n'a été ainsi peut-être, que le théâtre des exploits d'un hyper-subjectivisme. M. Robbe-Grillet écrit dans *Le miroir qui revient* qu'il n'a jamais parlé dans ses romans que de lui-même.

Mais le *Miroir qui revient* n'est pas un roman et si M. Robbe-Grillet veut y parler de lui, ce doit être sans masques, sans alibis truqués et il risque d'être ébloui par la vérité avec laquelle, jusqu'ici, il était habitué à tricher. Aussi bien tâtonne-t-il, il l'avoue, dans cette "entreprise biographique et représentative" et il ne s'y avance qu'avec beaucoup de précautions, en laissant entendre, par exemple, dès les premières pages de son livre, qu'il va de nouveau "se hasarder dans la fiction". Il est de fait qu'au moment où il commence de se raconter, il introduit entre lui et son lecteur, comme pour le prendre au piège une fois de plus, un personnage fictif, allégorique, mythique, en tout cas mystérieux, le comte Henri de Corinthe, que l'on voit chevauchant les vagues de l'océan sur un coursier blanc et qui ne cesse d'apparaître tout au long du livre étrangement mêlé à des aventures de police et de

politique, jusqu'à emprunter à un certain moment un peu farceur les traits du colonel de la Rocque, d'Henri de Kerillis ou du Comte de Paris, mais il ressemble au Stavroguine des *Possédés* et d'aucuns même ont cru reconnaître en lui Alain Robbe-Grillet. Celui-ci déclare n'avoir écrit son auto-biographie que pour répondre aux questions que pose l'existence du comte Henri de Corinthe. C'est assez dire l'embarras, vrai ou simulé, dans lequel M. Robbe-Grillet se trouve pour parler de lui sans détours ni feintes et, surtout, pour s'ériger, lui qui avait voulu exclure l'homme du monde, en centre d'intérêt d'un livre dont sa vie est la trame.

Cette trame ne peut être, théoriquement, que décousue. Le réel n'est-il pas en effet pour M. Robbe-Grillet "fragmentaire, discontinu, formé d'éléments juxtaposés sans raison" ? Comment choisir dans une vie certains instants, comment oser les classer, comment se permettre d'en composer un assemblage suivant un principe de pré-détermination qui introduit une notion d'ordre où il ne doit y avoir que hasard ? La tâche de M. Robbe-Grillet, existant accidentel à la recherche de son essence fuyante, ne l'acculera-t-elle pas une fois de plus dans des contradictions insolubles entre ce qu'il projette et ce qu'il réalise ; entre ce qu'il rêve et ce qu'il est ? Il écrit un *Robbe-Grillet par lui-même* mais ce n'est que contre lui qu'il risque de le dresser. Ne nous dit-il pas qu'il s'est mis à écrire les romans neutralistes dont Roland Barthes a assuré la fortune, que par défiance à l'égard de ses instincts ou même en lutte ouverte contre un moi trop véhément ? La confession qu'il entreprend ne sera-t-elle pas l'occasion pour lui de s'infliger la haine et la discipline ? Ne satisfera-t-elle pas son sado-masochisme ?

Or, M. Robbe-Grillet apparaît dans ces pages, lorsqu'il s'y laisse aller à un mouvement de sincérité, le contraire d'un garçon torturé. Il a eu de bons parents, il a vécu entre papa et maman jusqu'à trente-trois ans ; bon fils, il formait avec eux "une communauté fraternelle et solidaire". Bref, il se sentait bien à la maison. Il décrit avec attendrissement le milieu de petits-bourgeois royalistes, grands lecteurs de *l'Action française*, non seulement anti-républicains et anti-démocrates, mais anti-cléricaux et anti-militaristes où il a grandi. La révolte à laquelle les jeunes grands bourgeois de gauche de sa génération se sont laborieusement appliqués, il l'a trouvée toute déposée par des fées non-conformistes dans son berceau. "Mes parents étaient des anarchistes d'extrême droite". Il a partagé leurs sentiments et leurs idées. Ils s'étaient exclus du monde contemporain ; comme eux, il en a refusé les modes et les dogmes. Ils s'étaient mis *hors jeu*. Hors jeu, c'est la France elle-même, la France attentiste et neutraliste du Maréchal qui s'y met en 1940. Il s'y retrouvait. Mais en 1945, il découvre "l'horreur nazie" et il est alors précipité, du Paradis anarcho-monarchiste de sa famille où il savourait en toute quiétude les fruits de la révolte, dans la Chute. Son œuvre n'est-elle pas née du traumatisme consécutif à cette dégringolade métaphysique ?

L'homme est responsable de l'abomination de la désolation

lation. N'est-ce pas pour le châtier que M. Robbe-Grillet va le chasser du monde. Il édifie au nom d'un angélisme purificateur un monde sans homme, un monde, selon l'expression de Roland Barthes, *blanchi*. L'existence n'est-elle pas dans son plan démiurgique une *imperfection*? Il l'évacue. L'homme, dit Sartre, est *de trop*. Spinoza avait dit qu'il n'était pas *nécessaire*. Au contraire, c'est un fauteur de désordre. Le besoin d'ordre congénitalement et paradoxalement lié à son prurit de révolte conduit M. Robbe-Grillet à construire la cité cartésienne de l'intelligence abstraite "toute géométrique et tracée au cordeau". Frappé d'ostracisme, exilé de l'empire des choses, l'homme, comme si ce châtiment n'était pas encore suffisant, sera soumis à la torture. Il est dans les romans de M. Robbe-Grillet découpé en morceaux. On voit apparaître ici un bras, là une jambe. Finalement, on ne garde de lui qu'un œil. Au moins, qu'il puisse être le spectateur de son supplice ! Comble de raffinement, mais aussi de l'imprudence ! Il suffira de cet œil pour que l'homme ressaisisse ses pouvoirs sur les choses et qu'il prenne sa revanche sur M. Robbe-Grillet qui, dans son article de la *Revue de Paris*, se présentera, la corde au cou, en "humaniste".

Le *Miroir qui revient* projette ainsi sur les mésaventures de M. Robbe-Grillet à travers son œuvre des lueurs bien intéressantes et, peut-être, y trouvera-t-on une clé pour ses romans, Mais surtout, planté au milieu de cette œuvre où M. Robbe-Grillet met en scène les désaccords tragi-comiques du romancier et du théoricien, il réfléchit l'image d'un homme qui, en parlant de lui, a fini par se laisser prendre, entre tant de pièges qu'il dresse, à celui de la sincérité. Trêve alors de désaccords factices ! Le romancier et le théoricien devront cesser de jouer à cache-cache. L'homme qui s'est piégé apparaît entre eux tel qu'il est, allégé de tout son appareil critique, un peu embarrassé d'être nu, sympathique. Le mérite du *Miroir qui revient*, c'est que, tiré de l'attirail du prestidigitateur, il en a fait surgir, comme un lapin inattendu, la vérité.

*
* *

Deux romanciers qui projettent sur notre temps le regard froid de l'analyste et qui rendent compte de ses fièvres dans des romans critiques dont l'objectivité et la clarté ne sont pas les moindres qualités. M. Jean-Louis Curtis et M. Jean-Marie Rouart, entrouvrent dans *Une éducation d'écrivain* (8) et dans *Ils ont choisi la nuit* (9) leurs chambres secrètes. Ces romanciers, avarés, ailleurs, de confidences personnelles, y découvrent leur intimité.

M. Jean-Louis Curtis, né sous le signe des Gémeaux, écrivain français et professeur d'anglais, a le sentiment de sa *gémellité*. "Une partie de moi même est enracinée en France, nourrie de littérature française classique... Une autre partie adopte une seconde patrie linguistique, sentimentale et littéraire". Comment résoud-il cette dualité ? André Gide demandait à Barrès : "Né à Paris d'un père uzétien et d'une mère normande, où voulez-vous, monsieur Barrès, que je m'enracine ?" L'auteur des *Déracinés* qui avait eu à opter entre Mur-de-Barrez et

Charmes, qui avait du se choisir lorrain ou auvergnat, aurait pu lui faire une réponse facile. M. Curtis a résolu le problème en le transposant dans une œuvre romanesque où il a trouvé l'équilibre en dehors de lui-même.

Il est cartésien, il a le culte de la logique, du bon sens, il préfère Voltaire et Bossuet à André Breton, Eluard, Soupault. A vingt ans, il lisait Martin du Gard, mais ignorait Malraux. Il ne nous parle pas de Céline, mais beaucoup de Pierre Benoit, de Mauriac, de Montherlant. Il n'écrit ses livres qu'après en avoir bien établi le plan. Il ne peut écrire la première phrase d'un roman que lorsqu'il connaît la dernière. Il veut savoir où il va. Ce n'est pas lui qui comme Julien Green, au moment de se mettre à l'ouvrage, placerait une carte postale en face de lui sur son bureau et se laisserait guider dans le paysage qu'elle représente par son inspiration. M. Curtis trace dans ses œuvres une ligne directrice, sans doute pour se prémunir contre les risques d'égarement où pourrait l'entraîner sa nature gémellaire.

Ce bréviaire d'une rigoureuse *éducation d'écrivain* est tout un programme de vie. Mais on y sent battre, à un rythme un peu désordonné, le cœur de l'homme et l'on ne peut pas ne pas se rappeler que l'un des romans de M. Curtis s'intitule *Le battement de mon cœur*. Un de nos contemporains tient, entre tant de maîtres et d'intercesseurs disparus, une grande place dans *Une éducation d'écrivain* : c'est André Fraigneau dont nous lisons, nous aussi, à vingt ans, *Le livre de raison d'un roi fou* et le merveilleux *Journal profane d'un Solitaire de Port-Royal* (10). Nous placions à côté de ces livres *Fortune virile*. Ce n'est pas par hasard si, dans *Fortune virile* où André Fraigneau dresse le temple de ses adorations littéraires, il y a un autel privilégié à la mémoire de Barrès et si Jean-Louis Curtis, le logicien et le cartésien, a senti pour la première fois battre son cœur dans *Amori et dolori sacrum*, dans *Du sang, de la volupté, de la mort*, dans *Le secret de Tolède*. Fraigneau écrit dans *Fortune virile* : "J'ai toujours cru à la preuve par moi-même et qu'un noble battement de cœur ou une certaine palpitation de l'esprit peuvent tenir lieu de raison".

L'éveil de la sensibilité littéraire de M. Jean-Louis Curtis sous le signe ardent de Barrès est l'indication d'une filiation qui nous fait pénétrer dans la chambre secrète où cet écrivain à la tête froide et au regard lucide conserve ses philtres.

La description critique de notre époque se double chez M. Jean-Marie Rouart d'une réflexion sur l'aventure de la génération qui y est engagée et dans laquelle il se trouve impliqué par de tendres liens de complicité. Il n'y a pas, aussi bien, dans son œuvre, le même recul que chez M. Jean-Louis Curtis qui a toujours pris par rapport à son sujet une certaine distance. "L'amour, disait l'un des personnages d'*Avant-guerre*, n'a jamais donné à quiconque ni destin, ni gloire. Si je veux être autre chose qu'un dilettante, je dois aller jusqu'au bout. Surtout, je dois choisir". L'amour n'est pas un aliment suffisant pour nourrir les ferveurs de celui qui, comme Barrès, peut

s'écrier : "Sans la politique, je serais mort". Dans son dernier livre, *Ils ont choisi la nuit*, M. Jean-Marie Rouart nous dit qu'à vingt ans, il a failli se suicider par amour. Ainsi, déjà, voulait-il conduire sa vie jusqu'au bout. Ce choix de la nuit dans laquelle, prématurément, il a voulu entrer, ne doit pas seulement s'expliquer par une fièvre juvénile ; il procède d'une méditation sérieuse sur la mort envisagée non comme refuge, mais comme accomplissement d'une vie impuissante par elle seule à achever sa figure.

M. Jean-Marie Rouart convoque et interpelle dans des pages brûlantes de passion les ombres de ceux qui se sont suicidés ou qui ont été tentés de se suicider ou encore, qui, dans l'histoire de nos guerres civiles, ont marché, d'un pas quasi-suicidaire, vers le poteau d'exécution. Napoléon, par deux fois, en pleine gloire, puis dans le long crépuscule de Sainte-Hélène a failli faire le choix de la nuit. "Il faut vouloir vivre et savoir mourir" a-t-il confié à l'un des ses intimes. La mort volontaire de Napoléon aurait, plus parfaitement que l'agonie du captif, accompli sa vie. Il n'y a pas de leçon, je crois, à tirer du suicide manqué de Chamfort. Vivant en 1789 dans l'intimité du clan Polignac, il se précipite au Palais Royal du côté de la Révolution. Il confie à Marmontel qu'il sait où il va et qu'on le sait, en tout cas, là où il a placé sa fortune. Il écrit dans une lettre au lendemain du 10 août : "Le peuple continue de pourchasser les aristocrates, entre autres les journalistes de leur bord". Suleau vient d'être assassiné sur les marches des Tuileries. Un rival de moins ! Chamfort sue la haine et l'envie. M. Rouart aura plus de profit à s'attarder auprès de Prévost-Paradol et de Drieu la Rochelle. Il leur demande, en les interrogeant sur leur mort, une leçon de dandysme suprême. Mais le Prévost-Paradol des éditoriaux du *Journal des Débats*, des gilets blancs des dîners en ville, des chevaux anglais, le Prévost-Paradol de la *caracole*, comme dirait Gabriel Matzneff, celui que la jeunesse du Second Empire a reconnu pour son prince, ne fait-il pas illusion ? Il y a un autre Prévost-Paradol plus authentique ; il vit modestement dans un étroit appartement au chevet de sa femme malade, parmi ses trois enfants ; c'est le normalien, c'est l'ami de Taine, c'est l'ancien professeur de l'université d'Aix. Il écrit avec gravité, tard dans la nuit, quand les cris de la marmaille se sont apaisés, sur l'équilibre des pouvoirs. N'est-ce pas ce Prévost-Paradol qui, intraitable opposant à l'Empire mais acceptant de Napoléon III à la veille d'une défaite qu'il n'a cessé d'annoncer, l'ambassade de Washington, la rage au cœur d'avoir fait ce faux pas dans une carrière bien réglée, se tuera par dépit ? Le suicide de Prévost-Paradol, vulgaire accident de parcours, achève-t-il vraiment une figure à laquelle, seul, l'avènement de la III^e République et de la *meilleure des monarchies* sortie en 1875 de ses pensées mettra la dernière touche ? Le suicide de Drieu la Rochelle est sans doute plus exemplaire de l'achèvement d'un destin. M. Rouart est frappé par ce qu'il y a d'inachevé dans la vie et, ajoute-t-il, dans l'œuvre de Drieu. "Sa vie est tronquée, les derniers chapitres de son roman, *Dirk Rasp*, sont interrompus". Drieu a toujours aimé, en effet, dans

la vie, "le charme mystérieux de l'inachevé". Mais il était hanté par le souci de trouver dans son œuvre la perfection qu'il sentait manquer à sa vie. Eh bien, le suicide de 1945, raté, repris, enfin réussi, marque chez Drieu *le quelque chose d'achevé* à quoi il aspirait. Déjà, en 1925 écrivant *Feu Follet*, il faisait dire à Alain : "Il faudrait au moins que je ne rate pas ma mort, moi qui aurai raté ma vie". Le 13 mars 1945, après avoir noté dans son journal : "Je vais me mettre à la dernière partie de *Dirk Rasp*. Par manière d'achever ce qui est commencé", il se tue. Il n'a pas seulement terminé un roman en cours. *Il a terminé sa mort* au succès de laquelle il a travaillé toute sa vie. Mort pour une cause qui avait cessé de l'intéresser, est-il mort pour rien ? Non, il est mort pour mettre sa vie en règle avec une œuvre dont la mort est le complément nécessaire. En Drieu, c'est l'écrivain qui a tué l'homme. Il est mort par conscience professionnelle, par souci artisanal du bien faire, par besoin de tout laisser en ordre. Drieu avait vécu en aristocrate rêveur. C'est dans une fin de petit-bourgeois appliqué à sa tâche (*bourgeoisie pas rêveuse*) qu'il a trouvé sa perfection et sa grandeur.

Revenu du pays des ombres plus fort et plus clairvoyant, M. Jean-Marie Rouart dissipe dans les dernières pages de son livre les spectres et les brumes inconsistantes au milieu desquels le romantisme nous entraîne pour perdre notre vie sans pour autant gagner notre mort. Il écrit avec fermeté que la mort éclaire et définit la vie, qu'elle lui donne toute sa réalité, qu'elle l'élargit à sa véritable dimension. Le lucide petit livre de M. Rouart nous a permis de tirer de la fréquentation et de l'interrogation de quelques ombres exemplaires un regain de santé. Il se présente à notre attention en manuel indispensable de *vouloir-vivre*.

*
* *

L'année 1864 à laquelle l'avant-dernier volume de la *Correspondance* (11) publiée par M. Georges Lubin est consacré, n'a pas été dans la vie de George Sand une année heureuse. Delacroix, son vieil ami, est mort ; elle n'en est que navrée et elle s'empressera de vendre ses peintures qui atteignent en vente publique des prix fous : 50.000 francs ! "Cette rage ne durera pas" écrit-elle à Maurice Sand. Elle ressentira plus douloureusement la mort de son petit-fils Marc, un an à peine : le bébé n'a pas résisté aux grandes chaleurs d'un voyage en juillet dans le Midi. Mais 1864, c'est surtout l'année où George Sand doit quitter Nohant où la dépense est excessive et où les arrangements de famille s'avèrent difficiles. Elle s'installe à Palaiseau avec son fidèle Manceau de plus en plus miné par la tuberculose. Elle s'en accommode. Palaiseau, avec ses cultures maraîchères, ses bois, ses ruisseaux, ses sentiers agrestes, c'est "une espèce de Limagne" et, en une heure, on est à Paris où George Sand installe un pied-à-terre rue des Feuillantines. Les dernières journées heureuses de Nohant ont été décrites par Théophile Gautier au dîner Magny et elles sont rapportées par les Goncourt dans leur *Journal* : "Le grand plaisir de causerie de la société, ce sont les plaisanteries stercoraires. La merde,

les pets, c'est le fond de la gaité".

La grande affaire de 1864 aura été pourtant d'un ordre plus élevé. Il s'agissait de donner une religion au petit Marc. L'Eglise catholique professe des doctrines anti-sociales et anti-humaines. "Nous songeons", écrit George Sand, au protestantisme parce qu'il est une protestation contre le joug romain. Mais cela est loin de nous satisfaire. Deux dogmes, l'un odieux, l'autre inadmissible, la divinité de Jésus et la croyance dans l'Enfer nous font reculer devant un progrès religieux qui n'a pas encore eu la franchise ou le courage de rejeter ces croyances". George Sand s'adressera à un pasteur progressiste et dissident qui professe une religion sans dogmes, un libéralisme moral tout à fait exaltant. "C'est très intéressant très beau et très généreux". Mais s'inquiète George Sand "ce n'est plus protestant, ce n'est plus rien", et elle craint que le petit Marc n'ait à souffrir dans son avenir mondain d'appartenir à une "secte" qui le placerait en dehors de la société et le priverait d'appuis. Dieu, c'est utile.

L'autre grande affaire de l'année 1864 a été la représentation du *Marquis de Villemer* à l'Odéon et ce succès inespéré mettra tout de même un peu de joie dans cette triste année. George Sand est portée en triomphe par les étudiants aux cris de "Vive mademoiselle de la Quintinie", le titre du roman anti-catholique que Buloz vient de publier à la *Revue des deux mondes*. La salle est louée pour deux mois. Les fiacres font la queue à la porte du théâtre, du Luxembourg au pont du Châtelet. C'est un succès comparable à celui du *Mariage de Figaro* en 1784. L'Empereur lui-même est venu et "il a pleuré ouvertement". La grande résistante à l'Empire qu'est George Sand est flattée de cette consécration. Elle écrit à son ami le Prince Napoléon que la République est prématurée et que les Bonaparte, pour l'instant, c'est encore ce qu'il y a de mieux.

La Politique l'intéresse moins. Le temps n'est plus où elle se passionnait pour les équipées garibaldiennes. "Il est trop tard, écrit-elle, pour des révolutions violentes, trop tôt pour des révolutions sages et durables". La lucidité n'a jamais été le fort de George Sand. Cependant, elle voit très bien que la société change, que les femmes y prétendent à un rôle, qu'elles doivent travailler pour vivre. Mais elle déplore que le travail les oblige à confier leurs enfants à des étrangers et elle écrit : "C'est le vice d'un état social qui, à chaque instant, méconnaît et contrarie la nature". "La femme, ajoute-elle, peut bien à un moment donné remplir d'inspiration un rôle social et politique, mais non une fonction qui la prive de sa mission naturelle... Je vois la femme à jamais esclave de son cœur et de ses entrailles". Elle concluerait aussi bien : "la mère au foyer". Les militantes féministes d'aujourd'hui admiratrice d'une George Sand, d'imagerie, fumeuse de cigares et porteuse de pantalons, devraient bien méditer cette leçon.

Dernier paru de la *Correspondance*, le Tome XIX couvre les années 1865-1866. Triste période encore ! Manceau, le fidèle compagnon de quinze années, meurt. Mais il reste à George Sand le jeune ménage de son fils

Maurice, le *bouli* adoré, avec, nouvelle venue au foyer, la petite Aurore. Les lettres de George Sand sont pleines de recommandations, d'adresses de nourrice, de recettes contre les rhumes et les diarrhées. Ces lettres de grand-mères sont délicieuses. George, maintenant que Manceau est mort, revient plus fréquemment à Nohant, mais Palaiseau reste le port d'attache. "Pays charmant, braves gens, solitude, silence, ouvriers avancés, mais sages, paysans laborieux, culture admirable, ni mendiants, ni voleurs, pas de parisiens. Ce coin est inconnu". George Sand travaille beaucoup. Elle se fâche avec la *Revue des Deux mondes* où Buloz a refusé le roman de son fils, *Raoul de la Châtre*, un chef d'œuvre, proclame-t-elle. Elle est toujours à court d'argent ; elle se tue à la tâche, les fins de mois sont difficiles. Mais elle est célèbre et elle est un peu jalouse de Rosa Bonheur qui vient d'être décorée. Elle rapporte avec complaisance ces propos du prince Napoléon : "On fait une bêtise de décorer une femme. Avant dix ans toutes les lorettes se feront donner la croix par la protection de leurs entreteneurs". Elle ajoute : "Il dit que, quant à moi, je ne dois accepter que le grade de commandeur si l'on m'offre quelque chose. Je lui ai répondu que, fût-ce la Jarretière, je ne voulais rien sous aucun gouvernement et je l'ai dit à tous ceux qui pouvaient le faire savoir. Donc on ne m'offrira rien". Elle assiste régulièrement au dîner Magny avec Sainte-Beuve, Taine, Renan, Gautier, Flaubert. Goncourt remarque qu'elle est intimidée et qu'elle ne parle pas. "Elle a, dit-il, une charmante tête de mulâtresse". Les étudiants dans la rue s'écrient sur son passage : "Cré nom, la belle femme !". Elle a soixante deux ans, et ces hommages l'émeuvent. Elle n'en écrit pas moins à Charles Poncey qu'elle pense plus maintenant à l'autre vie qu'à celle-ci. Mais si elle s'avance vers l'éternité, c'est malgré les épreuves et les ans, d'une démarche allègre. Ne se sent-elle pas déjà, toute joyeuse, installée dans l'immortalité ?

*
* *

1913 est un des grands millésimes de la littérature française : paraissent cette année là *Le Grand Meaulnes*, *Barnabooth*, *Les Caves du Vatican*, *Du côté de chez Swann*. Le tome XII de la *Correspondance* de Proust, le plus intéressant de tous ceux publiés jusqu'ici par M. Philippe Kolb (13), nous fait assister à la difficile genèse de *la Recherche du temps perdu*. L'ouvrage, dans sa forme de l'époque bien différente de celle revêtue par la suite est refusé par Gallimard, par Fasquelle, par Ollendorf. "Je ne comprends pas, écrit Humblot, qu'un monsieur employe trente pages à décrire comment il tourne et se retourne dans son lit avant de trouver le sommeil". Il sera pris par Bernard Grasset, mais à compte d'auteur "C'est illisible" dit-il à l'un de ses amis et lui qui lancera ses auteurs sur le marché comme des marques de savonnette ou d'apéritif, ne fera pas un sou de publicité pour Proust. "Mon livre lui fera honneur" écrit naïvement Marcel qui veut à toutes forces (il lui en reste bien peu) être imprimé le plus rapidement possible pour transmettre à la prospérité le témoignage de sa vie et qui supplie à deux genoux son éditeur d'accepter des suppléments de

prix pour des épreuves surchargées de corrections. Il se confond en interminables remerciements chaque fois qu'on augmente sa note. Bernard Grasset se borne à écrire en marge des lettres de Marcel: "Il chine". Le problème de l'auteur est de faire entrer les huit cents pages de son texte dans un seul volume. On diminue les caractères, on rogne les marges, on irait jusqu'à supprimer la ponctuation. Impossible! Le livre éclatera en deux, puis trois volumes: *Du côté de chez Swann*, le *Côté de Guermantes*, le *Temps retrouvé*. Mais déjà, le début de la deuxième partie qui doit être publié en 1914 commence à prendre la forme de ce qui deviendra *A l'ombre des jeunes filles en fleur* et l'on peut prévoir que l'œuvre de Proust, en état de création permanente jusqu'à la fin de l'impression de sa dernière ligne, ne cessera pas de s'augmenter de nouveaux volumes. Les huit cents pages du texte initial en auront produit des milliers.

Du côté de chez Swann sort en librairie le 14 novembre 1913. Le livre, qui apparaît comme une *préparation* de l'œuvre à venir et qui en annonce la savante composition, est accueilli par un entrefilet du *Gil Blas*: "Cet ouvrage est le premier d'une série qui aura pour titre *La Recherche du temps perdu*. Il joint une étude élégante et ironique de quelques milieux mondains à l'évocation de tendres paysages et de souvenirs d'enfance". Paul Souday, dans *Le Temps*, n'y comprend rien. Il veut bien reconnaître pourtant que "le gros volume de Marcel Proust renferme des éléments précieux dont il aurait pu former un petit livre exquis". Proust, heureusement, a, pour le soutenir, l'intelligente amitié de Léon et Lucien Daudet. Il voudrait que ce soit dans *L'Action française* que Lucien publie son article sur son livre. Il en serait flatté, dit-il, "à cause de Maurras". Henry Bordeaux, Jean-Louis Vaudoyer, Reynaldo Hahn sont enthousiastes. Reynaldo écrit: "C'est le livre le plus important depuis *L'éducation sentimentale* et dès les premières lignes un grand génie s'y manifeste". Proust n'en a pas moins été profondément peiné par la note du *Gil Blas*. Il est désenchanté. "Le plaisir que mon livre n'a pas pu me donner...", écrit-il mélancoliquement.

L'année 1913 aurait dû être la plus exaltante de sa vie. Elle en sera "la plus douloureuse". Marcel Proust est enfermé dans sa chambre de liège. Il suffoque. Il n'apparaît à ses amis qu'au travers de vapeurs de soufre. Lorsque, d'aventure, il sort, c'est au milieu de la nuit, et on le prend pour un loup-garou. 1913, est l'année de la publication de *Du côté de chez Swann* et du commencement de la *Recherche du temps perdu* où il a mis toute sa pensée et tout son cœur. Il n'éprouve de cet événement que désillusion et déconvenue. 1913, c'est une date dans l'histoire de la littérature universelle, mais dans la vie de Proust, c'est l'année où Alfred Agostinelli, le jeune chauffeur de taxi qu'il a connu à Cabourg en 1907, est venu s'installer chez lui avec sa maîtresse pour faire des travaux de secrétariat, et puis il a disparu. Proust lance ses amis à ses trousses pour le retrouver et le ramener. En vain. Le drame intime se devine, plus qu'il ne se manifeste, dans ce volume de la *Correspondance*, mais il y transparaît suffisamment pour en rehausser l'intérêt lit-

éraire de toute sa sombre couleur.

Philippe SENART

- (1) Albin Michel
- (2) (3) (4) Gallimard
- (5) Avec Roland Cailleux. Mercure de France
- (6) (9) Grasset
- (7) Editions de Minuit
- (8) Flammarion
- (10) La Table Ronde
- (11) (12) Garnier
- (13) Plon

LIVRES SIGNALES :

A la librairie académique Perrin :

Madame de Genlis, par Gabriel de Broglie. Passionnante biographie de celle qui fut la maîtresse de Philippe-Egalité et la gouvernante de Louis-Philippe à l'éducation duquel elle appliquera les principes de l'Emile. Talleyrand disait d'elle : "Elle a mis ses vices en action et ses vertus en préceptes". Je reviendrai sur cet important ouvrage.

Madame de Montespan, par M. Michel de Decker. On a dit de la reine Victoria qu'elle avait été la "grand-mère de l'Europe". Le mot s'appliquerait aussi bien à celle que M. de Decker appelle **la grande sultane** et dont sont issus, par les enfants légitimés de Louis XIV, toutes les actuelles têtes couronnées ou qui pourraient l'être ou qui l'ont été, du Roi d'Espagne et du roi des Belges au comte de Paris et au Roi de Roumanie, en passant par le grand duc de Luxembourg, ce Bourbon dont Georges Pompidou voulait faire le président de la Communauté Européenne.

Mon père, le général Denikine, par Marina Grey. Exaltante histoire de l'aventure militaire de celui qui, parti d'Ukraine en 1919 avec 2500 hommes sans équipement, sans soutien logistique, s'approcha à la tête d'une armée de 260.000 soldats à moins de trois cents kilomètres de Moscou et fit trembler Lénine qui s'écria : Nous avons raté notre coup, mais nous aurons tenu un an et la Commune de Paris n'a duré que huit jours."

Chez Julliard :

Douze autres Césars, par François Fontaine, l'auteur des biographies romancées de Marc Aurèle et de Trajan, un brillant supplément aux Douze Césars de Suétone

Chez Olivier Orban :

Une humeur de chien, par Jacques Brenner. C'est un plaidoyer pour les chiens, mais aussi une réflexion sur la condition animale à lire à la suite des *Esprits animaux* de Roland Cailleux.

Chez Fayard :

Le marquis de Custine par J.F. Tarn. Custine témoin, martyr, mais aussi juge du romantisme, est l'un des grands esprits critiques de son temps. Je reviendrai sur cet ouvrage.

Madame de Grignan, par Jacqueline Duchêne. Intéressant essai historico-psychanalytique sur les relations d'une mère (Madame de Sévigné) et de sa fille. Où la mère apparaît coupable de toutes les difficultés d'être de la fille.

Aux éditions Ulysse 20 rue Maréchal Joffre à Bordeaux :

une biographie du **Comte de Chambord** par Alain Jossinet. C'est non seulement l'histoire du **Grand Refus** dont le Général de Gaulle a pu dire qu'il était **l'événement le plus triste de notre histoire**, mais celle de toute une vie consacrée à la préparation d'un règne sous le double patronage d'Henri IV et de Saint Louis. "Mon programme, proclamait le comte de Chambord, c'est l'Evangile sans en changer un iota". Mais en 1873, il estima que Paris ne valait pas une messe. Il ne voulut pas régner en reniant ses principes. Il annonçait aux Français qu'il reprendrait avec eux le grand mouvement de 1789, mais il ne voulait pas être le roi de la Révolution.

UN PATRIMOINE AUX ABOIS

par Yvan CHRIST

Dans l'ordre de la sauvegarde, c'est la grande affaire de notre fin de siècle. Je veux parler de la reconversion de celles des pièces de notre échiquier monumental qui ont perdu leurs fonctions premières et qui, pour survivre, doivent impérativement vivre d'une autre vie. Au sens propre du terme, c'est une question de vie ou de mort...

Affaire nouvelle? Elle est, à la vérité, vieille comme notre vieux monde, mais, au siècle de l'accélération de toutes choses et de la "mutation" généralisée, elle prend un tour particulièrement urgent et angoissant.

*
* *

Les monuments sont mortels, comme les civilisations. Lorsqu'une civilisation s'écroule ce sont, sur le terrain, ses témoins qui en subissent le premier choc. Vérité première: elle se vérifie à travers l'histoire universelle et, pour ne s'en tenir qu'à celle de l'Europe - depuis la chute de l'Empire romain... Les monuments, quels qu'ils soient, sont les immédiates victimes offertes à l'appétit des acteurs de toutes les révolutions successives. "Il y a

dans tout changement, disait Baudelaire, quelque chose d'infâme et d'agréable à la fois, quelque chose qui tient de l'infidélité et du déménagement. Cela suffit à expliquer la Révolution française". (1) Cela explique aussi, sans le justifier, le vandalisme dans ses acceptions les plus diverses et les plus contradictoires.

Destruction, désaffectation, réaffectation... Nous n'avons, sur ces trois points, rien inventé. C'est, aujourd'hui, le dernier d'entre eux qui est à l'origine d'une nouvelle revue trimestrielle, éditée par la Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites: elle s'appelle les "*Cahiers de la réutilisation*". Titre sans lyrisme: il est pourtant éloquent et clair. Face au phénomène de l'abandon, il faut opposer celui de la reconversion. L'histoire, lointaine ou proche, nous apprend que seul le hasard des événements avait, plus ou moins gauchement, guidé les pas des réutilisateurs des monuments en déshérence. Devons-nous écouter les leçons de cet empirisme désorganisateur? Faut-il légiférer sur un tel problème, qui découle directement d'un "phénomène de société", d'une société comme la nôtre qui, frappée de plein fouet par le dieu ou par le démon du "*changement*", traverse

de discrédit. Notre magasin des accessoires périmés est pléthorique. Maintes usines du siècle dernier, temples majeurs de la société industrielle, ne sont-elles pas à bout de souffle? Tout s'échappe de notre mémoire - le meilleur comme le pire, ce que nous avons tant aimé, ce que nous avons tant détesté et dont nous sommes bien contraints, au nom du réalisme que commande la situation présente, de tenir compte.

L'esprit se perd. Qu'allons-nous faire de ce gigantesque patrimoine? *"L'imagination au pouvoir!"* clamait-on en Soixante-huit, en cherchant, sous les pavés, la plage... Qu'avons-nous, depuis, trouvé? Et que peut-on bien trouver au cours de cette énorme quête, quasi désespérée? *"Rien n'arrêtera plus la machine à tuer, son pas fait déjà trembler la terre,"* s'exclamait, en trop bon prophète, le Bernanos de *"La Grande peur des bien-pensants"*. *"Le monde ne nous comprend plus, voilà le malheur"*. *"Machine à tuer"*. Machine à détruire. Il nous faut inventer la machine à sauver et, au jour le jour, en faire fonctionner les rouages.

A la lecture des *"Cahiers"*, une première remarque s'impose: c'est essentiellement à la déesse Culture que l'on recourt pour tenter de rendre vie à nos antiques pierres moribondes. Qui s'en étonnerait? Il nous faut du sacré, n'en fût-il plus au monde. Et la culture est le succédané du sacré - lequel, disait encore Bernanos, *"fout le camp"*... Oui, *"la Société qui se crée peu à peu sous nos yeux réalisera, aussi parfaitement que possible, avec une sorte de rigueur mathématique, l'idéal d'une société sans Dieu"*.

Affreux idéal! Mais serions-nous en mesure, en ce vingtième siècle agonisant, de confier à de nouveaux moines les mille et une abbayes qui sont faites pour la prière et qui, précisément faute de moines, vont à la dérive? Ces châteaux, ces manoirs, ces hôtels privés, qui sont faits pour la vie mondaine et pour la vie tout court, arriverions-nous à les réserver exclusivement à de beaux et puissants aristocrates? Ceux du sang sont exsangues. Resteront ceux de l'argent, de l'argent de France ou surtout d'ailleurs, qui s'empressent de jeter leur dévolu sur des pierres qu'ils jugent intéressantes parce qu'ils y voient leur intérêt - heureux quand ils ne les déportent point, morceau par morceau, hors de nos frontières... Mais quoi! Pourrions-nous, *"avec une sorte de rigueur mathématique"*, vouer à la seule culture toutes les miettes éparses de notre patrimoine? Au cœur du Marais parisien ou de la France profonde, je n'hésite pas à affirmer qu'à la culture intensive, je préfère la vie extensive. Quant à la culture - en bon citoyen de la République des arts, je la révère dévotement - elle nous sera, en ces lieux, donnée par surcroît...

Réutiliser? Oui, puisqu'il s'agit, en la circonstance, en toutes les circonstances, d'*"opérations survie"*, mais que ne donne-t-on point, sur la culture, le pas à la vie naturelle! Utopie! Pas toujours. Pour ma part, je juge excellent qu'à Lille, on ait converti en H.L.M. cette montagne de briques qu'est l'ancienne usine Le Blan. Je l'ai visitée naguère. La solution trouvée est pleine d'ingéniosité -

La gare d'Orsay transformée en musée

une longue, une interminable période de transition dont nous ne pouvons deviner l'issue - s'il en est une...

Ce que nous savons seulement, c'est que demain, rien ne sera plus comme hier. *"L'enjeu actuel de la réutilisation représente d'abord, face à l'abandon, une alternative à la destruction d'un site, d'un quartier ou d'une ville"*. Ceci encore: *"la réutilisation requiert un traitement au cas par cas, commandé par la seule valeur de l'édifice"*. Un appareil législatif pour résoudre un problème aussi complexe que celui-là? Ce serait une vue de l'esprit... Que de journées d'études, que de colloques, de "séminaires" de congrès, de communications en tout genre lui ont été déjà consacrés! Ne sont-ce pas d'abord les faits qui, comme on dit, nous interpellent?

L'heureuse naissance des *"Cahiers de la réutilisation"* a été accompagnée d'une exposition qui, sur le même thème, s'est récemment tenue à l'hôtel parisien de Béthune-Sully, siège de la Caisse des Monuments historiques. Exposition itinérante: elle sera sous peu présentée en France puis à l'étranger.

Ainsi que le souligne M. Max Querrien, président du Conseil d'administration de la Caisse, *"les cas retenus dans l'exposition ne visent pas à l'exemplarité. Ils apportent une réponse contemporaine à un débat aussi ancien que les monuments eux-mêmes"*. Plus loin, il insiste sur le fait que le patrimoine envisagé dans l'exposition comme dans la revue qui tenait lieu de catalogue, *"englobe les Monuments historiques mais ne se limite pas à ce domaine précis. Des usines, des couvents non protégés, des parcs doivent tout aussi bien retenir l'attention"*. Dans notre société transitoire, tout n'est-il pas remis en cause? Les églises et les châteaux, bien sûr, mais aussi le reste, tout le reste, dont la nouvelle civilisation était si fière et qui est, à son tour, frappé de déchéance et

également pleine de respect à l'égard du symbole qu'est, dans le Nord de la France, la présence de l'usine dans la ville. Aussi bien, faute de militaires, s'oriente-t-on également vers la transformation de casernes désaffectées en immeubles de logements auxquels sont liés services sociaux et équipements collectifs. Tel est le cas à Rochefort pour ce qui est de la caserne Tréville, qui date de la Monarchie de Juillet et qui méritait d'être conservée et réanimée.

*
* *

Je viens de le rappeler : ce sont pourtant des solutions essentiellement culturelles que l'on dégage, dans la France entière, lorsque la raison commande d'épargner et de réutiliser des pierres en souffrance.

Les exemples abondent. Il faut, dans l'ensemble, en approuver l'intention puisqu'elle est d'essence salvatrice et généralement respectueuse du caractère même des monuments qui passent ainsi de la vie à la muséologie, du culte à la culture. Ainsi, à Troyes, l'ancien palais épiscopal, où dès longtemps, ne réside plus M. l'évêque du diocèse - M. le préfet lui avait déjà succédé - est devenu, au sud de la cathédrale, le musée d'art moderne constitué par la fondation Lévy. A Avignon, la "livrée" gothique du cardinal Ceccano a été affectée à la Bibliothèque municipale. A Lannion, l'ancien couvent des Ursulines accueille à la fois une bibliothèque publique et des logements. A Nevers, c'est également un couvent d'Ursulines qui a été converti en bibliothèque et en école de musique - mais, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de cet honnête bâtiment classique, on a prodigué follement - naïve et coupable provocation ! - le verre et l'acier...

N'est-ce pas, très exactement, bien qu'en sens contraire, ce qui est en train de s'accomplir à la gare d'Orsay ? Pour installer une partie du futur (et nécessaire) musée du XIX^e siècle sous l'immense et superbe vaisseau métallique lancé en 1900, on n'hésite pas à fabriquer d'épaisses structures qui s'opposeront brutalement à celles de Laloux et qui en sont l'antithèse impertinente. "*De l'architecture dans l'architecture*", disent très bien les "*Cahiers de la réutilisation*"... Comment mieux

dire en moins de mots ? A rappeler que l'ancienne gare d'Orsay a été classée, ce qui est justice, parmi les Monuments historiques. A quoi bon une telle mesure officielle puisque, pour caser un musée dans un édifice classé, l'occupé est violé par l'occupant ?

Claude Soucy, dans la même revue, constate qu'à la "*parenté*" on a préféré le "*contraste, tout comme au Palais Garnier lorsqu'on voulut masquer, sous Malraux, 'Les Heures du Jour et de la Nuit', œuvre médiocre mais parfaitement en situation de Lenepveux, sous l'agrandissement - non moins médiocre, mais beaucoup plus incongru - d'une maquette de Chagall, encore en place aujourd'hui. Du moins cette dernière œuvre pourra-t-elle être déposée, le jour venu, sans grand dommage; alors que l'intervention de Gae Aulenti au musée d'Orsay, dont certes il est prématuré de juger les mérites (...) n'a certainement pas celui de la réversibilité*".

Il y a aussi l'"affaire" du Grand Louvre - type exemplaire d'un palais royal converti en musée encyclopédique. "*Bientôt entièrement consacré à la fonction muséale, (il) accueillera, peut-être pour la première fois de son existence, une fonction unique !*" Bonne réflexion des "*Cahiers*", lesquels n'ont pourtant pas cru devoir faire allusion à la trop fameuse pyramide de fer et de verre que l'on envisage, on le sait, d'implanter dans la cour Napoléon et qui constituera, au cœur même de ce palais des siècles, le pire des corps étrangers. Autre viol : il sera de taille, si l'on persiste à vouloir commettre un tel attentat.

*
* *

Il faut lire et relire la première livraison des "*Cahiers de la réutilisation*". Leur création s'imposait. Chaque jour que vit notre temps, le problème capital de la réutilisation décente de notre patrimoine aux abois se pose avec une acuité qui ne cesse de croître. On ne peut l'escamoter puisqu'il s'agit d'un problème de survie.

Yvan CHRIST

(1) *In Mon cœur mis à nu.*

Dans notre prochain numéro vous pourrez lire notamment :

- Explosion technologique et évolutions sociales, un débat du Club France-Forum avec Gérard Adam, Christian Beullac, Jean Bornard et Albert Ducrocq.
- Portrait de la jeunesse aujourd'hui par Jean-Louis Langlais.
- Décentralisation culturelle avec les témoignages de nombreux maires et élus locaux : Dominique Baudis, Jean Charbonnel, Jean Bousquet, Jean-Pierre Camoin, Jacques Douffiagues, Bernard Bosson, Jacques Barrot, Jean-Paul Fuchs, André Mure, François Gorge.

L'AVANT GARDE EN HONGRIE, 1910 - 1930

par François FEJTO

L'avant-garde hongroise des années 1910 à 1930 n'est pas tout à fait inconnue en France et en Italie. Des petites expositions organisées en 1980, 1981, à Paris et à Rome, en ont déjà donné un aperçu. Cependant, l'exposition qui vient d'être offerte par la galerie Franka Berndt (1) coïncidant avec la traduction en français de la monographie monumentale de l'historienne d'art hongroise, Krisztina Passuth, consacrée à Lászlo Moholy-Nagy (Flammarion) (2) révèle toute l'importance de la contribution hongroise au mouvement artistique européen des années 1910-1930. La Hongrie - mais on pourrait dire toute l'Europe centrale et orientale, la Russie y comprise - a vécu alors une véritable *révolution culturelle*, annonciatrice de révolutions politiques et sociales. En Hongrie, les grands poètes Endre Ady, Mihály Babits et Dezső Kosztolányi, les compositeurs Béla Bartok et Zoltan Kodály, la fondation de la revue "Nyugat" (Occident) dont le nom était déjà tout un programme, le regroupement des philosophes, sociologues et historiens dans le *Cercle Galilei* et dans la *Société pour les Sciences sociales*, étaient autant de signaux d'une vague de protestation et de créativité qui déferlait sur le pays et en même temps - encore qu'indépendamment les uns des autres - sur tous les pays de la monarchie. Madame Passuth, qui fait connaître l'avant-garde hongroise avec un zèle de missionnaire, n'hésite pas à admettre que "de tous les pays d'Europe centrale, la Bohême était la première à s'engager dans une évolution artistique autonome". Prague vit se constituer le *Groupe des Huit* en 1907. Pure coïncidence : un groupe se nommant *Les Huit* fut formé à Budapest deux ans plus tard. Tant les peintres hongrois que les artistes tchèques - et cela vaut pour les poètes et musiciens également - reçurent de Paris l'impulsion à la modernité et à la lutte contre l'académisme münichois.

En effet, Budapest connut les œuvres de Cézanne et de Gauguin dès 1907. Le futurisme aura constitué une autre influence décisive sur les artistes à la recherche de nouvelles idées et de nouvelles formes d'expression. "En 1912 l'exposition itinérante des futuristes, installée dans le Salon International de Budapest confirme mes intentions critiques", écrira dans son "Autoportrait avec des

mots et des couleurs" (1967), Louis Kassák, qui fut d'ailleurs un créateur multidimensionnel : poète, romancier, essayiste. "Quel événement extraordinaire fut l'exposition futuriste dans notre vie artistique... C'était un spectacle excitant : des lignes brisées, des formes détruites avec violence, des couleurs fondues, l'emploi de matériaux différents l'un sur l'autre ou l'un dans l'autre (3)".

En pleine guerre, en 1915, Kassák fonda une revue militante tant sur le plan artistique que sur le plan politique, *Tett* (Action) puis - s'exilant à Vienne à cause

Kassák

de l'intolérance des dirigeants culturels de la Commune de Béla Kun, qui avait profondément déçu le peintre, - celui-ci fonda la revue *Ma* (Aujourd'hui) où, malgré ses réserves à l'égard des futuristes ("primadonnes vaniteuses qui chantent l'apothéose de la guerre") il publia tout de même le *Manifeste* de Marinetti sur sa dernière trouvaille, le *Tactilisme*. Le Pape du futurisme lui rendit d'ailleurs visite à Vienne. La rencontre des deux Grands du modernisme eut lieu dans le hall majestueux de l'*Hôtel Archiduc Joseph*. Leur discussion - idéologique et politique autant qu'artistique - dégénéra en dispute et presque en bagarre qui troubla le calme seigneurial de l'Hôtel. "Nous en sommes arrivés presque à nous battre", écrira Kassák. Ils finirent cependant par s'embrasser. "Nous avons besoin d'artistes qui, comme toi, sont prêts à se battre pour leurs convictions," dit Marinetti ému, en prenant congé de son collègue hongrois.

exposés à Paris, mais aussi ses compagnons, Sandor Bortnyik, Béla Kádár, Henri Nouveau, Lajos Tihanyi, le sculpteur Beóthy et sa femme peintre, Anna Steiner, figurent parmi les plus belles créations de l'art de l'avant-garde européenne.

Lászlo Moholy-Nagy se trouva parmi les artistes qui s'expatrièrent après la chute de la Commune qui ouvrit en Hongrie une ère d'obscurantisme réactionnaire, cléricalo-aristocratique, une ère d'abord terroriste, puis archi-conservatrice. Moholy-Nagy s'établit à Vienne; puis se rendit à Berlin, où il représenta la revue *Ma* de Kassák dont il subit l'influence. La galerie *Sturm* (expressionniste) exposa ses œuvres constructivistes, comme aussi les "Architectures-Images" de Kassák. Il faut noter que Moholy-Nagy comme presque tous les autres artistes d'avant-garde, mangeait alors de la vache enragée. Pour gagner sa vie, il fit des portraits figuratifs. Mais un jour, ce fut le miracle : le fondateur du *Bauhaus*, Gropius, visita une de ses expositions, reconnut son talent, l'invita à travailler avec lui, à Weimar. Moholy-Nagy suivit le Maître - en guerre contre le fonctionnalisme - à Berlin, puis à Amsterdam. A l'occasion de plusieurs séjours à Paris, il prit part aux expositions du groupe *Abstraction-Création*. En 1937, il fut appelé à Chicago pour diriger le *New Bauhaus*. Puis il fonda son fameux *Institute of Design*.

Parmi tous ses collègues hongrois exilés après 1919, c'est Moholy-Nagy qui acquit la plus grande réputation mondiale. Mais il fut talonné par Henri Nouveau (Neugeboren) dont Michel Seuphor dira "qu'il participa au grand courant de la fantaisie plastique, inaugurée par Klee et Kandinsky", et cela avec des œuvres qui évoluaient de plus en plus "vers une conception géométrique de l'abstraction non exclusive d'un humour poético-plastique". (4)

Ceux qui comme Kassák et Bortnyik, las de l'exil, retournèrent dans leur pays, virent leur élan créatif brisé par le provincialisme et l'isolement de la Hongrie de Horthy. Le Kassák au visage ascétique, sévère, habillé en noir que j'ai connu dans les années trente, avait déjà jeté le pinceau pour n'être qu'un chef de secte affichant un orgueil d'incompris, entouré de jeunes poètes et écrivains nostalgiques d'un passé héroïque qu'ils ne connaissaient que sur sa légende. Mais il a écrit un chef d'œuvre : "*La vie d'un homme*", son autobiographie, qui mériterait d'être connue.

Kádár

François FEJTO

Le fait est que Kassák et les artistes qui se groupaient autour de lui, voulaient construire non seulement un art nouveau mais aussi un monde nouveau. La révolution russe ne ressembla guère à leur utopie, elle ne fut pas favorable au développement des arts. Les artistes révolutionnaires se brouillèrent avec la révolution. Ils eurent à choisir entre l'exil intérieur (débouchant souvent sur la persécution) et l'exil à l'étranger. Cependant les œuvres qu'avaient laissées ces peintres, en premier lieu Kassák, qui est peut-être le plus imposant parmi les peintres

(1) 11 rue de l'Echaudé, Paris.

(2) Signalons aussi l'important ouvrage de Julia Szabo sur "L'art de l'activisme hongrois 1915-1927" paru récemment (hélas seulement en hongrois) aux éditions Corvina, Budapest.

(3) C. F. Idem. Notons que c'est aussi dans le Budapest des années 1910 qu'a reçu sa première formation un des plus grands peintres modernes de la Yougoslavie, Petar Dobrovic. Cf. le beau catalogue de l'exposition de son œuvre à Belgrade, 1974.

(4) Voir l'exposition Henri Nouveau inaugurée en mars, dans la galerie Franka Berndt, citée plus haut.

PIET MONDRIAN

(1872 - 1944)

par Jean Louis PRAT

Piet Mondrian (1872-1944) naquit en Hollande, vécut à Paris et mourut aux U.S.A. Son itinéraire le conduira de la peinture figurative à l'abstraction en passant par le cubisme. Dans les années 1900-1907 : des paysages de style naturaliste qui en 1908-1910 atteignent à de grands contrastes de couleurs ; en 1912-1915 : des rythmes de lignes horizontales et verticales ; en 1917-1919 : les premiers tableaux en formes de carreau ; vers 1920 : les plans et les lignes apparaissent sans référence directe à la nature. Mondrian publia deux ouvrages : "Réalité naturelle et réalité abstraite" et "Le néo plasticisme". Nous avons demandé à Jean-Louis Prat de nous parler de Piet Mondrian, car il a organisé à la Fondation Maeght de St-Paul de Vence une remarquable exposition de quarante-deux de ses œuvres.

L'exposition Piet Mondrian que nous avons présentée du 23 mars au 16 mai 1985, à la Fondation Maeght de St-Paul de Vence a mis l'accent sur la partie la moins connue de son œuvre, depuis les années 1898 jusqu'aux années 1921, c'est-à-dire depuis les premiers tableaux figuratifs qui s'inspirent d'une peinture traditionnelle dans l'esprit de l'Ecole de La Haye - considérée comme la peinture moderne de l'époque - et qui le conduiront peu à peu au travers d'une certaine expérience cubiste vers un art de plus en plus dépouillé.

Piet Mondrian n'est certes pas le seul artiste à avoir entrevu en ce début du siècle une voie si différente pour la peinture, véritable révolution de la pensée et révolution esthétique, mais il est probablement le seul une fois cette voie tracée à l'avoir poursuivie avec une telle réflexion, un sens de l'inéluctable et une rigueur aussi implacablement monacale. Qui pouvait soupçonner dans ses premières œuvres d'inspiration presque académique un tel parcours ? Certes celles-ci font transparaître une réalité romantique, presque nostalgique, où sa précision se combine par le jeu du raffinement des couleurs à une

Composition : Arbres II 1912-1913

certaine rigueur. Cette réalité sera peu à peu remplacée dans son langage, mais sa peinture gardera toujours cette mystérieuse et véhémence vérité - une part essentielle que nous livre chaque grand artiste - quel que soit le parcours proposé. Ainsi le sujet disparaît sensiblement, puis totalement au profit du rythme et de l'espace, créant une rupture dans notre manière de voir et de concevoir l'acte de peindre. Sa peinture est dès lors assujettie à des lignes et des plans associés à des couleurs primaires.

Les œuvres célèbres prêtées tout à fait exceptionnellement par le Haags Gemeentemuseum de La Haye permettent de mieux appréhender cette démarche inspirée par une longue réflexion et une logique (qui apparaît avec Mondrian comme imparable), démarche résultant

d'une longue ascèse personnelle et qui permet aussi de comprendre que la peinture échappe forcément à tout raisonnement collectif et demeure toujours le fruit d'une recherche personnelle. Dans le cas de Piet Mondrian, c'est un itinéraire assez didactique et hors du commun qui était proposé au visiteur de la Fondation, itinéraire réalisé en moins de vingt ans par un artiste qui a ainsi, en ce début de siècle, totalement métamorphosé notre perception de l'art moderne et qui démontre une fois de plus que la peinture doit échapper a priori, à tout classement qualitatif, à partir de critères que nous gardons en mémoire. L'artiste peut et doit tout sacrifier à son œuvre, sauf la liberté; celle de choisir sa voie, exemplaire et solitaire. Différents thèmes illustrent ce parcours: les paysages et les arbres, les églises, les moulins et les fleurs..., thèmes qui permettent avec les œuvres proposées à notre regard de mieux saisir cette évolution unique et la maturation d'une réflexion qui amène Piet Mondrian de la figuration à l'abstraction. Dès lors, il n'y a plus distorsion ni opposition entre ces différentes formes d'art et le conflit qui semble entourer ces modes de représentation s'apaise. La réconciliation est désormais possible et elle est exprimée de telle façon qu'elle énonce une forme nouvelle de modernité qui ne pourra plus jamais être ignorée. L'apparence première qui pouvait amener à penser que ne résultait de cette œuvre abstraite qu'une simplification extrême se dissipe, et elle est écartée définitivement par une lecture évidente. On comprend pleinement la complexité d'expression de cette promenade réflexive qui trouve sa conclusion dans ce seul moyen d'expression qu'est l'abstraction, grâce à une pensée claire en accord avec elle-même et qui cherche par-dessus tout à demeurer toujours lucide. Cette démarche est exprimée par Piet Mondrian qui écrit à Amsterdam, dans le premier numéro de *De Stijl* en novembre 1917: "L'art va devenir le produit d'une autre dualité en l'homme: le produit d'une extériorité cultivée et d'une intériorité plus consciente, approfondie. Comme pure représentation de l'esprit humain, l'art s'exprimera dans une forme esthétique purifiée, c'est-à-dire abstraite."

Jean-Louis PRAT

L'exposition Mondrian est le résultat d'une collaboration généreuse et efficace avec le Haags Gemeentemuseum de La Haye, qui accueillera l'an prochain la collection des œuvres d'Alberto Giacometti qui appartiennent à la Fondation Maeght.

LES LIVRES DE NOS COLLABORATEURS

Les autres douze Césars

par François Fontaine

Ed. Julliard

Au Vatican sous Jean-Paul II

par Jean Chelini

Ed. Hachette

Emmanuel Mounier et le personnalisme

Ouvrage collectif

Ed. Le Seuil.

L'avenir de la guerre

par Pierre Lellouche

Ed. Mazarine

notes de Lecture

● La poursuite de l'essentiel de Jean Onimus

De nombreux livres sont régulièrement écrits et publiés. Rares cependant, parmi leur somme, ceux qui méritent d'être lus (ils sont moins nombreux qu'il apparaît à trop de critiques à la mode) et a fortiori de retenir l'attention. Je veux dire de suggérer quelques réflexions. Heureusement Jean Onimus, en nous invitant à poursuivre avec lui "l'essentiel", nous rappelle qu'il n'est pas de règles sans exceptions. Peu importe d'ailleurs puisque l'auteur souhaite que nous puissions l'accompagner dans ce qu'il n'est pas exagéré de désigner comme une investigation.

Déjà en 1967 ne nous avait-il pas proposé quelques "Interrogations-Autour de l'essentiel?" Alors il avait "quitté depuis longtemps le paysage intellectuel imaginaire, sensible de (son) adolescence, où tout était en place, où l'on avait, en somme réponse à tout. Quel changement. En moi. Autour de moi". Sans doute ses interrogations n'ont-elles pas reçu les réponses souhaitées puisqu'à vingt ans de distance il continue à poursuivre *l'essentiel*. De quoi s'agit-il exactement? Sûrement d'une méditation "à travers les situations fondamentales de la vie, une lente et irrésistible montée vers la lumière qui se laisse pressentir à chacun". Plus simple à entrevoir qu'à voir, discerner, éprouver, vivre. *L'essentiel*, pour être exprimable par toutes les sensibilités, revêt souvent des nuances facilement confondues avec des différences. Jean Onimus insiste: il veut nous convaincre que "tous

les parcours, quand ils montent finissent par converger: partis de points les plus divers les marcheurs se rencontrent. Ce passage émouvant du divers au même est le seul critère; pas une vérité - nulle espèce de formule-voyage sans carte: toute montée est bonne, toute montée rapproche la lumière".

Pour accompagner l'auteur nous ne devons pas redouter encore l'éblouissement puisque nous sommes invités à "chercher" en nous demandant pour commencer si nous existons. "Exister est un devoir" nous dit Jean Onimus en une formule qui n'est pas faite pour déplaire. "Exister, écrit-il, c'est-à-dire se rendre conscient, ouvrir les yeux, c'est le point de départ absolu. Il n'y a rien en deça, rien que le long rêve de la vie animale, précédé par le sommeil de la matière". Alors marchons aux côtés de Jean Onimus. Sans crainte, mais au contraire en sachant que nous cherchons l'aventure. La route peut être redoutable. C'est ici qu'elle commence. Il nous faut *penser*, réfléchir. La pensée? "Elle naît comme l'angoisse, d'une situation de déchirement entre deux ou plusieurs comportements, solutions, vérités plus ou moins équivalentes". C'est vrai. Mais cette vérité revêt un aspect subjectif, est donc sujette à discussion. Il faut l'approfondir. "Devant le scandale de la douleur, du mal, des injustices et de la mort, l'être humain étonné et scandalisé, mis à l'épreuve prend du recul, lève les yeux et se met en état d'interrogation".

Si nous existons, nous communiquons, nous échangeons. Nous devons savoir ce qu'est notre connaissance et en saisir les limites. Aujourd'hui notre société technique nous offre un double visage. "Image de tant de beauté ! De tant d'horreur ! Ecartèlement à rendre fou !" Nous existons. Nous voulons connaître et notre conscience cherche à appréhender les phénomènes. Héritiers de "la pensée grecque" et "parce que nous avons reconnu des frontières indépassables" devons-nous nous laisser fasciner par l'Orient et "renoncer à comprendre, chercher à composer *existentiellement* avec le mystère..." ?

Refus, doute, recherche... Jean Onimus poursuit sa quête. Il rencontre les obstacles. Il en mesure l'importance, la valeur et la résistance, n'avance aucune solution a priori avant d'avoir acquis la certitude de pouvoir répondre à son exigence de *dépassement* qui lui permette - et nous avec lui - de *contempler de s'étonner*. A propos de l'art, il écrit par exemple : "L'art a une fonction outre logique, il nous rapproche de l'être. C'est pourquoi seuls les hommes l'ont inventé et en ont besoin, non pas pour se divertir mais pour aller au-delà des apparences, là où mène la *contemplation*".

Je ne parlerai pas ici de la dernière partie de l'ouvrage de Jean Onimus : Croire. Il est l'aboutissement de ses réflexions. Il y étudie "*La Révolution du sentiment ; l'Etre, l'Absence...*" et prétend aller "Au delà de l'Etre". "Le christianisme est en train d'émerger de ces théologies de l'Etre qu'il a héritées de la pensée grecque et qui

divergent tant de la pensée juive et de l'Evangile... (page 177)". Pas philosophe et moins encore théologien et bien que j'aie cheminé avec Jean Onimus, je ne saurai lui garantir une complète adhésion de certains philosophes ou théologiens à cette dernière affirmation, pour tant à la recherche eux aussi : de l'essentiel. "Entre la pensée de l'Etre et la pensée du Bien, nul point commun, sinon que l'Etre est un don du Bien, qui sans le soutien du Bien, il s'efface". Cette seconde formulation atténuera-t-elle ce que la première peut avoir de brutale rigueur ? Mais un simple journaliste habitué à lire n'est pas nécessairement qualifié pour "critiquer" un ouvrage comme celui de Jean Onimus... Son livre n'est cependant pas écrit pour les spécialistes. Il s'adresse à tous ceux qui cherchent et veulent bien réfléchir.

Comme se l'interdisent les critiques de films ou de pièces de théâtre afin de mettre les spectateurs éventuels dans un état de vive curiosité, je ne parlerai donc pas ici et surtout en quelques lignes, des conclusions de Jean Onimus. Deux lignes seulement : "Ce qui m'étonne c'est qu'après réflexion on puisse encore se déclarer athée... L'idée que partagent certains astronomes selon laquelle l'Univers serait soumis à un cycle sans fin d'explosions suivies d'implosions me répugne". Et pour faire le poids : "Une répugnance qui va jusqu'à la nausée".

Un livre qui nous dit pourquoi - en poète et philosophe - son auteur a besoin de croire.

Ed. Cepturion

Jean TEITGEN

● L'alternance tranquille de Lionel Stoléru

Toute l'opposition cherche à gagner les élections. Quelques personnalités savent sortir des schémas pré-établis et tentent de trouver des remèdes efficaces à nos maux. Lionel Stoléru est de ceux pour qui "réussir l'alternance importe plus que gagner les élections".

La gauche n'a pas réussi l'alternance, nous dit-il, car elle a joué la carte de la "France déchirée". Et de la Bastille à Valence, contre la presse et contre l'école, elle n'a cessé d'imposer ses choix idéologiques qui se sont révélés désastreux.

Non, il n'est pas tendre Lionel Stoléru pour ceux qui ont divisé la nation. Mais cette rudesse lui sert aussi à mettre en garde ceux qui, dans l'opposition, voudraient utiliser l'alternance comme l'instrument de la revanche. Assez, nous crie-t-il, des "flux et des reflux qui laissent l'océan toujours à la même place".

Les scénarios de l'après 1986 qu'il présente avec humour tendent à démontrer que la "cohabitation" n'est pas le problème essentiel. L'important réside dans la nature du gouvernement qu'il faudra bien exercer. S'il s'agit de revanche ou de compromis, l'alternance ne donnera rien de bon. Aussi nous livre-t-il ce conseil : ne rejoignons ni les censeurs, ni les indécis. Construisons

avec ténacité la société de l'an 2000.

Le livre de Lionel Stoléru ne serait que plaisant s'il se réduisait à des scénarios hypothétiques pour 1986. Il ne serait que mordant s'il n'était que critique de l'alternance ratée de 1981. Cependant, "l'alternance tranquille" est avant tout un plan de bataille pour mettre la France sur la voie du redressement. Le défi est de taille mais quand il s'agit de faire preuve d'intelligence, Lionel Stoléru a la manière.

Au cœur de l'ouvrage, bat l'entreprise de demain sur laquelle tout repose. A la place des lourdes hiérarchies contraignantes que nous connaissons aujourd'hui, vont naître des organisations nouvelles qui sauraient utiliser la motivation individuelle et la compétence pour obtenir les meilleures performances économiques.

Cette "démocratie professionnelle" qui naît impose donc des comportements nouveaux, un environnement nouveau. Au microcosme qui s'agit sur le recul du syndicalisme, Lionel Stoléru ose lancer : "Freiner le syndicalisme, c'est tourner le dos à l'avenir". Pour lui, l'entreprise a besoin de concertation et doit faire confiance à ceux qui exercent, réellement et utilement, la fonction syndicale en son sein.

Cette évolution des structures nécessite, aussi, une modification du rôle de la loi. Est-il naturel qu'elle fige la société, enserme l'individu ou l'entreprise dans des règlements inextricables ? La loi devra épouser les réalités sociales et disparaître quand elle n'a plus d'utilité.

"Jusqu'à nouvel ordre, ce sont les entreprises qui créent des emplois". Aussi faut-il en faire les instruments de la lutte contre le chômage en leur rendant une véritable liberté de mouvement et en créant un statut particulier pour les P.M.E.

La stratégie que défend Lionel Stoléru s'oppose à la globalisation, à la simplification qui prévalent en général. Le chômage des jeunes et celui des cadres en fin de carrière, celui des femmes et des mineurs ne doivent pas connaître un traitement identique. C'est en adaptant sans cesse la politique économique aux réalités incontrournables qu'on obtient les résultats attendus.

Encore faut-il qu'une telle cure ne brise pas la cohésion

sociale. Aussi rien ne peut se faire sans un Etat fort et une solidarité forte. L'Etat fort n'est pas violent, mais sait faire respecter la loi. La solidarité forte n'est pas étouffante et sait laisser l'individu prendre sa part des responsabilités.

L'"Alternance tranquille" ne nous laisse pas tranquille. Si la force tranquille de 1981, s'appuyait au clocher d'un village, symbole du repli frileux sur soi, l'Alternance tranquille a pour objectif l'an 2000 et pour cadre la grande bataille économique internationale.

De vraies questions, des idées intelligentes, une grande tâche à accomplir. Lionel Stoléru propose de mettre de côté les querelles sans objet, les idéologies dépassées et d'un même pas, de construire la France de l'an 2000.

Nicolas PERNOT

Ed. Flammarion

● L'abîme 1939-1945 de Jean-Baptiste Duroselle

Jean-Baptiste Duroselle, membre de l'Institut et professeur à la Sorbonne, dirige la collection "Politique étrangère de la France" de l'Imprimerie Nationale, qui doit comporter 12 volumes et couvrir la période 1871-1969. Il a ouvert lui-même cette série en publiant en 1979 "*La décadence 1932-1939*" puis en 1982 "*L'abîme 1939-1945*" que nous analysons ici.

Il n'écrit pas une nouvelle histoire de Vichy ou de la guerre, mais un livre profondément original et neuf car il propose une analyse de ces années noires sous l'angle de la politique étrangère. Il ne néglige pas pour autant ce qui se trouve aux frontières et interfère : les problèmes économiques, sociaux, culturels, la politique intérieure aussi ; ainsi la résistance intérieure est-elle traitée, mais "comme phénomène de politique étrangère" (p. 324). Il faut signaler cependant que bien que le titre porte curieusement la mention 1945, l'étude va jusqu'en août 1944, ce qui effectivement est la limite la plus logique, date de l'effondrement du régime de Vichy et de l'installation du Général de Gaulle et de son gouvernement à Paris.

Si l'auteur réussit à apporter un éclairage tout à fait nouveau c'est que son prisme est en soi inhabituel, mais surtout, Président de la Commission pour la publication des documents diplomatiques français, il a eu accès à une masse considérable de documents d'archives du quai d'Orsay, de Vichy, de Londres et d'Alger et des "papiers 1940" composés de notes d'agents du Ministère des Affaires Etrangères. Cette masse documentaire (plus de 3.000 dossiers) lui permet de remédier à l'inconvénient des souvenirs des acteurs ou des témoins qui sont parfois des plaidoyers pro domo.

L'ouvrage est divisé en trois grandes parties : "Les derniers mois d'une grande puissance, septembre 1939

-juin 1940" "collaborer ou résister ?", "victoire et légitimité".

La première période, déjà bien connue grâce à de nombreux ouvrages scientifiques (1), est traitée avec beaucoup de saveur, et serait drôle si l'absurdité du système et la faiblesse des hommes n'avaient précisément conduit le pays à l'abîme. L'on croit rêver en observant avec l'auteur l'indécision des décideurs, la dispersion des quartiers généraux de l'armée, la rivalité, parfois les haines entre les hommes investis des plus hautes charges tant dans le domaine civil que dans le domaine militaire : les rivalités catastrophiques entre les généraux Gamelin et Georges, entre Paul Reynaud et Edouard Daladier : "les deux hommes ne s'aimaient pas, leurs maîtresses non plus" note l'auteur. Que de médiocrités devant le danger ! Il raconte avec une autre précision non dénuée d'un humour discret les rêves d'action lointaine qui agitaient diplomates et militaires en pleine drôle de guerre : plans pour débarquer à Salonique, aider la Finlande, bombarder Bakou et envahir la Russie : "la fièvre est contagieuse. Outre Daladier, Gamelin et Darlan, elle avait atteint Alexis Léger, le général Weygand, le colonel De Gaulle lui-même, selon Kerillis. (...) Le leader socialiste Léon Blum se rangeait parmi les partisans de l'intervention. Mais le plus remarquable de ces stratèges fut le général Bergeret. Celui-ci prévoyait une vaste manœuvre en tenaille. Les forces venues de Scandinavie et de Finlande se porteraient au-devant de l'armée de Weygand, laquelle, partie de Syrie vers Bakou, remonterait vers le Nord et les rejoindra... à Moscou" (pp 91-92). Ce n'est plus du rêve mais du délire !

Après la bourrasque ("ni la Pologne ni la Norvège n'avaient appris à Gamelin qu'Hitler et ses généraux préparaient une toute autre guerre", p. 139), l'effondre-

ment et l'armistice, se pose le dilemme, collaborer ou résister. Pour Vichy il s'agit de préserver la marine et l'Empire, ses seuls gages. La démonstration de Jean-Baptiste Duroselle est lumineuse : sur "la zone faussement libre" (p. 211), sur les tensions entre les différents clans vichyssois, sur les illusions de Montoire qui ne fut certainement pas "un Verdun diplomate" (p. 271) : "les faits et les textes montrent qu'il n'en sortit pratiquement aucun avantage réel pour la France, tandis qu'elle faisait de vastes concessions". Décidément, plus la connaissance historique de cette période avance, plus le jugement que l'on peut porter sur le régime de Vichy est sévère.

Mais à partir du 18 juin 1940, la politique de la France ne se fait pas seulement à Vichy : De Gaulle entend "créer l'Etat, le vrai Etat, l'Etat légitime", ce qui explique sa volonté d'établir des relations avec les pays étrangers, d'y envoyer ses représentants, car il y voit un moyen d'asseoir sa légitimité. L'enjeu impérial est tout aussi essentiel pour la France libre qui engage sur ce terrain un combat déterminant face à Vichy qui y voit aussi pour sa propre politique un atout fondamental.

La troisième partie est remarquable tant par la nouveauté de la documentation que par la réflexion très approfondie de l'auteur. Il décrit l'arrivée des Américains en Afrique du Nord, le gâchis provoqué par l'ordre de Vichy à ses troupes de résister au débarquement, la "comédie politique" (p. 400) qui commence à se jouer à Alger entre les groupes rivaux : dans cet imbroglio il mène le lecteur de main de maître, sans jamais le perdre au milieu des rivalités, des ambitions, des coups bas. Grâce à son obstination le général De Gaulle finit par l'emporter non sans mal, et par s'imposer et à la Résistance intérieure et aux Américains qui pour éliminer De Gaulle mettent en avant Darlan puis le général Giraud ; ce n'est que le 13 juillet 1944 que les États-Unis "reconnaissent que le Comité Français de Libération Nationale est qualifié pour exercer l'administration en France". Il

s'opposa avec énergie à la volonté américaine d'imposer à la France libérée une administration alliée, "Il résista à tous les "heurts" avec superbe"; ainsi a-t-il pu imposer sa légitimité en s'appuyant sur la Résistance intérieure et sur le consensus populaire.

Quant à Vichy, une politique étrangère lui est-elle encore possible, alors que le territoire est dès novembre 1942 occupé entièrement, alors que la France devient un protectorat ? Or remarque l'auteur, il existe "une correspondance certaine entre l'influence d'un gouvernement et son audience internationale. Le régime de Vichy a vu celle-ci se rétracter sans cesse" (p. 447) : un nombre croissant d'États rompent les relations diplomatiques, surtout à partir de la "mondialisation" de la guerre en 1941 (c'est "la peau de chagrin diplomatique"); de nombreux diplomates français abandonnent le gouvernement à sa dérive, tandis que ses activités subissent un contrôle croissant de la part de l'occupant.

La matière traitée par Jean-Baptiste Duroselle est parfaitement dominée : son livre est un modèle de clarté, d'analyse, d'exploitation des archives. Il sait parfaitement démontrer les mécanismes de la décision, déceler les influences (parfois contradictoires) qui s'exercent, ne pas négliger les responsables même secondaires. Il fait vivre les hommes, montre leurs motivations et leurs ambitions, leurs grandeurs et leurs petitesse, leurs chemine-ments dans ce drame immense que furent la 2^e guerre mondiale et l'occupation. Il confirme par là que l'histoire est bien faite par des hommes, que son cours peut varier en fonction de la présence d'un individu en un point essentiel, à un moment crucial.

Jean Dominique DURAND

(1) François Bedarida a bien mis en relief l'incohérence de la politique française à cette époque dans "*La stratégie secrète de la drôle de guerre*", Paris, Presses de la FNSP, 1979, 573 p.

Jean-Baptiste Duroselle, *L'abîme 1939-1945*, Paris, Imprimerie Nationale 1982, 611 p.

● La France quand même de Michel Cicurel

L'Atout majeur de la France, la mesure ? "Personne n'en doute vraiment, les vingt années à venir seront rudes pour l'économie mondiale comme le sont tous les changements d'époque". Que reste-t-il à la France, toujours la mesure... "Ce sens de la mesure qui caractérise l'économie française, un antidote puissant à la crise; il doit préserver notre avenir à long terme" et encore "la France pense faux, mais agit juste"...

S'il est vrai que de 1974 à 1983 la France soit le seul pays (avec les U.S.A. et l'Italie) qui ait augmenté le nombre des emplois, elle est en tout cas l'un des rares pays industriels où la productivité globale de l'économie n'aura cessé de progresser après le premier choc pétro-

lier, même si son rythme de croissance diminuait de moitié par rapport à celui des années suivantes. Et Michel Cicurel semble persuadé que "les faiblesses de la France demeurent des illusions de l'âme. Dans l'action, nous savons être fermes. Face aux chocs pétroliers nous avons travaillé au moins autant que les autres et produit plus qu'eux. Notre pays a maintenant un taux de croissance de la production plus rapide que la moyenne de ses partenaires développés"...

Et pourtant la situation n'est pas aussi rose qu'on pourrait le supposer ainsi au premier abord ; il existe 4 formes du déclin :

- le protectionnisme (s'il devenait officiel et frappait

les échanges intellectuels)

- les réactions collectives contre la technologie
- le choix stratégique d'un véritable dirigisme économique
- l'abandon de la monnaie.

Néanmoins la France conserve une influence significative dans les affaires économiques, financières et monétaires mondiales... Nous participons aujourd'hui au club très fermé des grandes puissances économiques, la France sait rester forte dans l'interdépendance qu'il ne faut pas confondre avec la dépendance économique de la nation.

"Le vrai mal français n'est pas tant la concentration du pouvoir à Paris, c'est plutôt la concentration du pouvoir dans un cercle qui était fermé à tous les apports étrangers qu'ils viennent de l'étranger ou des masses françaises. En même temps, notre francophonie a deux siècles de retard, notre mépris bien connu pour les langues étrangères nous condamne à un culte nostalgique du protectionnisme linguistique, culturel et technologique. La défense à tout prix du français assure peut-être notre influence dans l'hexagone dilaté qui s'étend à la Belgique, quelques cantons suisses, quelques pays déshérités d'Afrique francophone et le Québec. Elle nous coupe du reste du monde. En 1780 dans le monde, 4 personnes parlaient le français contre 1 l'anglais. En 1980, 1 parle le français pour 8 qui s'expriment en anglais"...

L'auteur s'en prend également à l'indigence française en matière d'information économique de masse, ce qui

constitue un grave handicap dans la compétition de l'intelligence. "Les faiblesses de l'enseignement économique en France sont véritablement tragiques. Elles viennent de ce que le système éducatif et le système économique se méprisent naturellement".

En même temps, la qualité des informations économiques en France reste très discutable : *L'Expansion* touche 1,5 million de lecteurs mais il représente à lui seul 50 % de l'audience totale de la presse économique. De même en 1988, le déficit en diplômés des écoles d'ingénieurs sera d'un tiers et de 80 % en diplômés des écoles de commerce. La qualité de l'orientation est également en cause : il manque 500.000 électroniciens, tandis qu'en 1988, un diplômé en sciences humaines sur 15 trouvera un emploi dans le secteur privé...

Par conséquent, si nous parvenons à surmonter nos handicaps (qui sont de taille, actuellement) nous parviendrons, sans trop d'efforts semble-t-il, selon Michel Cicurel à nous maintenir dans ce fameux peloton de tête auquel nous ne pouvons continuer à appartenir que si l'Etat sait freiner à temps son omniprésence et sa mégalomanie pour faire face aux exigences de la nouvelle division internationale du travail.

Reste comme solution à la France de "cesser d'être le point de rencontre des problèmes pour devenir le lieu des solutions"...

Une politique serrée et qui fait mouche, à condition de servir de prélude à un projet concret.

Anne-Marie LAVAUDEN

Ed. R. Laffont Coll. Libertés 2000

● "Monsieur de V..." de Georges Sonnier

Georges Sonnier, auteur connu de nombreux romans et récits exaltant la montagne et son ascèse, et d'un émouvant "Jésus parmi nous", a réussi en virtuose avec son livre récent "Monsieur de V..." (1) un étonnant changement de registre, de thème et d'ambiance. Qu'on en juge :

Dans les rues de C..., petite ville aristocrato-bourgeoise mitonnant au pied de l'ancien château royal dans sa quotidienneté, ses ostracismes, ses scandales à l'étouffé, mais irradié par la forêt où elle vient buter, cahote chaque jour M. de V... vieillard désarticulé, réduit, dans ses élégants vêtements, à l'état de squelette semi-paralysé, à la suite d'un événement ténébreux de sa verte jeunesse. Le narrateur, d'abord enfant, le regarde passer, nez aux vitres, puis, adolescent et jeune homme, il restera pris au piège du mystère subodoré dans cette destinée brisée, au point d'y voir "un grandiose continent" dont il veut se faire l'explorateur. Ainsi commence pour lui une absurde et irrésistible aventure mentale où s'exaspère son imagination et qui rejette pour lui l'amour même au second plan, mais le laisse pourtant conscient

que la découverte du "cahier noir" que tiendrait M. de V. le délivrerait sans doute du sortilège... Quête sans cesse déçue dans la maison noblement décadente et le jardin édenique du vieillard, dont la jeune nièce, Geneviève, a ouvert les portes au curieux passionné.

On ne peut insister sans la déflorer sur une intrigue dont l'apparente limpidité se double d'une complexe ambiguïté. Mais on peut dire avec quelle spontanéité de plume, quel bonheur de style Georges Sonnier entraîne le lecteur vers un dénouement imprévisible, dans une Venise elle aussi inattendue, dissoute dans les brumes et les pluies d'automne. Tout au long des pages, il joue en maître d'un mélange de poésie et de baroque funèbre et comique. Ceci sans pour autant décoller d'un réel tout à fait reconnaissable (la petite ville de C...) daté même avec l'intrusion de la guerre vue comme un apparté monstrueux et grotesque, mais plein de sous-jacences et de symboles reflétant les climats intérieurs. C'est le jardin de M. de V..., ombreux mais éclatant de fleurs, servant d'écrin à la secrète Geneviève en même temps que, dans ses murs dissimulés, par les bosquets, "cet espace énig-

matique et informe dont le centre est partout et les fuyantes limites nulle part" répond au mythe qu'est devenu M. de V... pour son jeune décrypteur. C'est la mort, pompeuse, horrible et abracadabrante du cheval favori de M. de V... par lui sacrifié sur un bûcher, qui ouvre des perspectives sur les abîmes mentaux de son maître. On ne peut résister à citer aussi le dialogue imaginaire à coup de citations célèbres sur la mort - objet présumé des constantes méditations de M. de V... et de ses apostrophes à Dieu, - fort triste en soi mais qui aboutit à un sketch d'une réjouissante bouffonnerie.

Pas le moindre recours aux ingrédients indispensables à la plupart des best-sellers dans le vent : ni violence, ni érotisme. Mais une cocasserie pleine d'esprit et de gaité alliée à une sensibilité qu'on ose dire pudique tant le mot est dévalorisé, mais dont la délicatesse fait parfois penser au Grand Maulne. Et Georges Sonnier a trouvé ici ce qui est l'apanage des écrivains de race : un ton.

Mariane LETONDAL

(1) Editions L'Age d'Homme à Lausanne.

REVUE DES LIVRES ÉTRANGERS

● *La politique de défense*

Dans ma précédente revue, j'avais mentionné deux études sur la politique de défense, études publiées par la Brookings Institution. L'abondance des travaux de "défense policy" sortis sous l'égide de cette Fondation me conduit à y revenir, en insistant plus particulièrement sur la question du rôle des forces nucléaires dans la sécurité de l'Europe.

L'étude de David Schwartz (1) nous livre un intéressant aperçu sur l'historique des mécanismes de prise de décision au sein de l'Alliance Atlantique. Il montre combien les révisions de la doctrine stratégique de l'Alliance se sont toujours effectuées à un coût politique important. Il insiste notamment sur la difficulté qui fut celle des Alliés d'élaborer et d'accepter la stratégie de la réponse flexible en remplacement de la doctrine dite "du bord du gouffre". En 1962, l'intransigeance française empêche cette substitution d'être officialisée. Elle ne le sera qu'en 1967, avec un corollaire : la planification nucléaire est une fonction de l'Alliance comme telle, et non plus des seuls Etats-Unis. Plus généralement, depuis la création de l'Alliance, il est possible de distinguer un certain nombre de séquences décisionnelles : surgissement d'un problème spécifique ; identification et discussion des réponses envisageables ; initiatives étatiques et/ou décisions collectives. Que pouvons-nous apprendre de l'examen de ces séquences ? D'après l'auteur, des propositions qui impliquent des choix clairs et drastiques - débat sur les Pershing, offre des missiles Thor et Jupiter en 1957, stratégie de la force multilatérale - ont toujours été les plus risquées à proposer pour les Etats-Unis, et celles dont le refus éventuel pouvait être le plus dommageable. En même temps, les approches qui mettent en question les fondements des craintes européennes, forçant les gouvernements à élaborer et à justifier les dites craintes, sont susceptibles de donner des résultats au moins aussi bons que celles qui prennent ces craintes pour un donné intangible. (Il faut noter au passage, que malgré l'objectivité toute

académique du ton, l'on sent bien que le livre est d'un Américain, estimant qu'il faut éduquer les alliés européens à dominer enfin leurs peurs et leurs caprices, à l'aide d'un mélange approprié de patience et, de fermeté...)

Par rapport aux décisions antérieures, le débat sur le déploiement des Pershing présente selon Schwartz, trois particularités : le problème du partage et du contrôle de la décision se pose de façon moins pressante qu'auparavant, au bénéfice de la question de l'opportunité du déploiement comme tel ; on note une meilleure coordination politique que par le passé dans les procédures de consultation ; le second volet de la "double décision" de 1979 (liaison du déploiement et des négociations) est inédit, même s'il faut y voir tout un effort pour garder coûte que coûte la doctrine de la réponse flexible, dans un environnement stratégique qui est en changement.

Au delà de ces considérations historiques, l'ouvrage de Schwartz mérite aussi qu'on s'y attarde pour la thèse qu'il énonce (trop rapidement hélas, quant à la stratégie future de l'Alliance : la position nucléaire de l'Alliance et la volonté des Etats-Unis d'user de leur arsenal pour défendre l'Europe sont crédibles dans la mesure où l'Alliance possède une constellation de forces conventionnelles assez forte pour obliger l'Union Soviétique à envisager l'usage des armes nucléaires si elle désire réaliser ses objectifs militaires. En d'autres termes : la construction d'une force conventionnelle puissante renvoie la question de l'escalade nucléaire au camp soviétique. *Le problème de la crédibilité de l'Alliance est réel tant qu'une victoire nucléaire en Europe par des moyens purement conventionnels reste envisageable.*

Le livre de Léon Sigal sur les forces nucléaires en Europe (2) est d'une approche plus simple et plus sociologique, opposant les logiques stratégique et politique, et s'intéressant aux divers mouvements de contestation

populaire. Avec un peu de distance, son scepticisme quant à la possibilité du déploiement et sa peur d'une réaction soviétique très violente apparaissent fortement exagérés - encore que dans la pièce jouée nous ne connaissions jamais de "dénouement" final...

La plaquette de Richard Betts, qui porte sur les missiles de croisière (3) est certainement l'une des contributions les plus intéressantes. Elle résume une étude antérieure de plus de 600 pages (4), et elle s'intéresse aussi bien aux caractéristiques techniques des missiles qu'à leurs implications stratégiques. On notera l'examen des conséquences du site de lancement des missiles - terre, air ou mer; si le déploiement sur des sous-marins trouve grâce aux yeux de l'auteur, malgré quelques difficultés techniques, il reste très sceptique quant aux déploiements des porte-avions extrêmement vulnérables, et dont les missions envisageables (opérations lors de crises survenant dans le Tiers-Monde par exemple) peuvent être remplies sans faire appel à la technologie des missiles. Les ALCM (air-launched cruise missiles) lui paraissent constituer un vecteur efficace, pour autant qu'on puisse les employer en même temps que les bombardiers et les missiles balistiques intercontinentaux, ce qui, il est vrai, met à mal l'argument financier invoqué en faveur des missiles. Quant aux missiles basés au sol, ils lui semblent les plus performants, alors même que ce sont eux qui posent les problèmes politiques majeurs. Outre cet examen, l'une des originalités de l'ouvrage est de s'interroger sur l'utilisation non-nucléaire des missiles de croisière: alors que leurs capacités nucléaires sont indéniables, leur absence des négociations sur la limitation des armes les font apparaître comme une difficulté majeure dans le contrôle de la course aux armements et la cohésion de l'Alliance. Une contribution de valeur à la révision des termes traditionnels de la question de la dissuasion nucléaire.

Le problème de la sécurité de l'Alliance est également examiné d'excellente façon dans les contributions rassemblées par Steinbruner et Sigal (5), riches en données factuelles et techniques. Voilà qui nous aide à préciser les tenants et les aboutissants des options supposées remédier aux faiblesses actuelles de la stratégie de l'OTAN. On peut caractériser ces options comme suit: reconfiguration du déploiement des armes à portée réduite, pour diminuer leur vulnérabilité; retrait de toutes les forces nucléaires de bataille américaines, si des négociations sur ces armes à portée réduite peuvent effectivement s'engager, et si l'Alliance s'entend sur une augmentation du rôle des armes à longue portée et une amélioration technologique des armements conventionnels; négociations sur la réduction des armes à portée intermédiaire, comme certains l'espéraient après la double décision de 1979; améliorations apportées à la défense conventionnelle (préparation de positions défensives, augmentation du stock de munitions, divisions de réserve additionnelles et réserve aérienne tactique, ponts maritimes supplémentaires pour la venue de troupes de réserve américaines); enfin, contrôle des armes conventionnelles, comme les analyses de Betts sur les usages conventionnels des mis-

siles paraissent indiquer la nécessité. Toutes options qui ne prennent même pas en compte des innovations doctrinales possibles, comme pourrait l'être la création d'une force spécifiquement européenne. C'est dire si est large l'espace ouvert à l'imagination et à l'esprit logique des stratégies!

Indiquons enfin le volume édité par A. Carter et D. Schwartz sur les systèmes de défense balistique (6). On se rappelle le traité de 1972 entre les USA et l'URSS prohibant l'usage de systèmes de défense contre les missiles balistiques, systèmes réputés avoir un effet déstabilisateur sur l'équilibre apporté par la logique de la dissuasion. Désormais, une ligne de pensée qui évolue de la "dissuasion" à la "défense", au sens originel du terme (ligne de pensée illustrée par l'actuelle polémique sur la "guerre des étoiles") amène à reconsidérer la question. L'ouvrage examine si et comment peut fonctionner une défense anti-missiles, et quelles en sont les implications. Il essaie aussi bien de cerner les constantes par rapport à la discussion du début des années soixante-dix que de distinguer comment les innovations technologiques actuelles transforment les termes du débat. A cet égard, s'il est avéré que, dans les derniers vingt ans, la technologie défensive a regagné du terrain sur la technologie offensive, il est difficile de décider si cette évolution est suffisante pour justifier un retournement doctrinal d'aussi grande envergure que le passage de la "dissuasion" à la "défense". Dans les neuf vues personnelles exprimées à la fin de l'ouvrage, une majorité de contributeurs estime que l'évolution suggérée par le discours de Ronald Reagan de mars 1983 (comparé en importance à celui de McNamara de septembre 1967) ne doit pas être rejetée trop rapidement, malgré les nombreuses difficultés techniques persistantes et les aspects trop futuristiques du projet. Cela dit, plusieurs estiment que le Traité ABM de 1972 constitue l'un des résultats les plus positifs de la politique de négociation et que beaucoup d'innovations peuvent encore être accomplies dans le cadre qu'il définit. Un débat sur lequel il faudra revenir, et dont il n'est pas besoin de souligner l'importance. Espérons que les discussions qui ne sauraient manquer de se dévoiler en Europe sauront éviter les impasses et les fantasmes manifestés lors du débat sur la bombe à neutrons ou sur le déploiement des Pershing. Rien n'est moins sûr, avouons-le, mais tout doit être fait pour que le problème soit examiné dans des conditions point trop passionnelles.

Benoît VERMANDER

Tous les livres mentionnés ont été publiés par la Brookings Institution (Washington).

(1) D.N. Schwartz *Nato's Nuclear Dilemmas* 1983, 270 p

(2) L.V. Sigal *Nucléar Forces in Europe* 1984, 181 p

(3) R.K. Betts *Cruise Missiles and U.S. Policy* 1982, 61 p

(4) R.K. Betts ed. *Cruise Missiles: Technology, Strategy, Politics*, 1981, 612 p

(5) J.D. Steinbruner, L.V. Sigal eds. *Alliance Security: NATO and the No-First-Use Question*. 1983, 222 p

(6) A.B. Carter. D.N. Schwartz eds *Ballistic Missile Defense*, 1984, 455 p.

Aron, Sartre et Mounier

par Étienne BORNE

En joignant aux "Mémoires" qu'il a eu le temps d'achever avant sa mort, le numéro spécial de la revue "Commentaire" dont il avait été le fondateur, copieux ensemble de textes, d'études et de témoignages (publiés sous le titre : "Histoire et Politique"), nous disposons désormais de documents indispensables et sans doute suffisants pour comprendre l'homme Raymond Aron et la pensée aronienne. Homme qui se découvre à plein dans les relations qu'il a entretenues avec des contemporains de qualité ; pensée ouverte à toutes les questions de notre temps.

On s'apercevra alors que Raymond Aron est aussi bien capable de commenter avec une pertinence, peut-être un peu distançante, la métaphysique de Bergson que de marquer un vif intérêt pour l'idée que se faisait de l'historicité un théologien comme le père Fessard, ou, en pédagogue émérite, d'expliquer la pensée sartrienne avec plus de clarté et de force persuasive que ne l'avait fait Sartre lui-même.

Aron et Sartre. Les "petits camarades" de Normale Supérieure. Les connivences initiales : Aron devançant Sartre et lui révélant les secrets utilisables de la phénoménologie allemande. La rupture pour raisons majeures de philosophie et de politique : Sartre tyrannisant sa propre pensée pour se faire ascétiquement et de force le compagnon de route du communisme, sous le regard désolé et inutilement lucide de l'auteur de "L'opium des intellectuels." Sartre enveloppé par les nuées et saisi par les délires de la révolution de mai 68 et déversant sur la sagesse aronienne des injures de Pythie en transes sur son trépied révolutionnaire.

Mais aussi Sartre donnant, sans le dire, raison à Aron lorsque, après l'invasion de la Tchéco-Slovaquie, il condamne, en sentences définitives, "le socialisme qui venait du froid". Ultime, unique et pathétique rencontre des deux vétérans, en des camps opposés, de tous les combats philosophico-politiques d'un demi-siècle - sous le signe d'un appel humanitaire commun pour les naufragés des mers de Chine, fugitifs d'un totalitarisme communisme. Rencontre aussi d'une manière plus cachée et plus profonde entre deux philosophies : Aron dans sa thèse de doctorat sur les limites de l'objectivité historique avait écrit contre le dogmatisme des philosophies de l'histoire qui ne sont que des théologies séculières, une très kantienne Critique de la raison pure et politique ; et Sartre, appliquant l'axiome nietzschéen selon lequel le serpent qui ne change pas de peau meurt, réinventait à la fin de sa vie un impératif catégorique et un postulat d'espérance métaphysique qui réactualisaient Kant, provoquaient la fureur des épigones, et devant lesquels Aron, qui ne pouvait s'attendre à tout, était saisi de perplexe surprise.

Le parallèle Aron-Sartre est en passe de devenir un lieu commun de littérature à la manière d'un autre, célèbre et scolaire parallèle entre, celui qui peint l'humanité telle qu'elle est dans le déterminisme ou le destin de ses intérêts et de ses passions, et celui qui portant à l'absolu condamnations et exaltations, voit les hommes tels qu'ils devraient être, dans un bouleversement révolutionnaire de leur nature. Racine et Corneille. Aron et Sartre. Ainsi guettent, proliférantes, les tenta-

tions rhétoriques ; mais la relation à Sartre n'épuise pas les riches et multiples rapports avec les illustres de sa génération parmi lesquels on s'étonne du peu de place qui est faite à son exact contemporain, Emmanuel Mounier.

Aron qui savait tout, ou presque tout, n'ignorait pas qui était Mounier. Toujours premier de la classe, Aron fut cacique d'agrégation en 1928, et le second, à distance respectueuse, comme il convenait, s'appelait Mounier. Tout aurait été dans l'ordre si cette année d'agrégation de philosophie n'avait été marquée par le scandale de l'échec de Sartre dès l'écrit. Aron s'en indigna au point d'en jeter de rage son chapeau avec des injures au jury peu universitaires et nullement académiques (comme nous en fait souvenir notre camarade des années normales, Pierre Bertaux ("Histoire et Politique", p. 14). Mais un jury d'agrégation est semblable à la lance d'Achille qui guérissait les blessures qu'elle avait faites, et Sartre fut reçu l'année suivante aussi brillamment que Aron et Mounier. Si un ministre de l'Education nationale était d'aventure à la recherche d'arguments pour défendre contre la démagogie égalitariste la valeur des concours nationaux, on lui conseillerait de consulter les listes d'admission à Normale Supérieure et à l'agrégation (notamment de philosophie) autour des années 30. Il y retrouverait la plupart des noms qui ont marqué le demi-siècle. Preuve que l'institution n'est pas incapable d'assurer le recrutement des élites républicaines.

Le parallèle Aron-Mounier offre peu de matière d'abord parce que la mort prématurée de Mounier nous a privés de trois bonnes décennies qui auraient multiplié affrontements et convergences. Mais aussi parce que Aron qui n'avait donné à "Esprit" d'avant-guerre qu'un seul papier d'impressions sur l'Allemagne en train de se nazifier, n'avait guère de sympathie pour la pensée de Mounier, dont il se débarrasse dans ses "Mémoires" d'un mot facile et injuste en parlant d'idéologie. Aron était déjà Aron dès les années 30, et il n'admettait pas que Mounier dénonçassent avec une véhémence qui n'était pas de son style, le capitalisme libéral qu'il a toujours cru indissociable en fait comme en droit de la démocratie libérale.

Lorsque, plus récemment, Bernard-Henri Lévy lança l'odieuse rumeur, qui court toujours et qui attribue à Mounier une mystique fascinante, Aron qui depuis 30 ans n'avait rien appris ni rien oublié sur Mounier, tout en traitant l'auteur de "L'idéologie française", lui qui n'avait pas l'invective facile, de "Fouquier-Tinville de café littéraire", se laissait contaminer par la rumeur et croyait se souvenir qu'il y avait un air de ressemblance entre les positions d'"Esprit", avant-guerre et la critique fasciste des "démocraties ploutocratiques". Et dans notre dernier échange, je n'eus pas le bonheur de le détromper pleinement. Son siège était fait.

Le débat autour du libéralisme économique reste mineur. Le vrai malentendu porte sur l'idée même de révolution. Aron pensait que qui parle de révolution, à la manière soit de Sartre soit de Mounier, entre dans le jeu du totalitarisme. Lui, qui comprenait tout, n'a pas vu que l'idée de "révolution personnelle" est la condamnation la plus implacablement rigoureuse de tous les totalitarismes. Conflit toujours ouvert. La postérité d'Aristote ne pardonne jamais la "République" à Platon.